

Le maréchal Ney

Frédéric Hulot

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

FRÉDÉRIC HULOT

Le Maréchal NEY



Pygmalion
Gérard Watelet

FRÉDÉRIC HULOT

**LE MARÉCHAL
NEY**



Pygmalion
Gérard Watelet
Paris

Pygmalion
Gérard Watelet

Paris

Sur simple demande adressée aux
Éditions Pygmalion/Gérard Watelet, 70, avenue de Breteuil,
75007 Paris

vous recevrez gratuitement notre catalogue
qui vous tiendra au courant de nos dernières publications.

© 2000 Éditions Pygmalion / Gérard Watelet, Paris
ISBN 2-85704-666-9

« C'était un vaillant capitaine mais
avec une tête et des idées fort mobiles. »

Maréchal Macdonald.

SOMMAIRE

Chapitre I UN VÉTÉRAN DE LA GUERRE DE SEPT ANS (1769-1792)

Chapitre II UNE CARRIÈRE SOUS LA RÉVOLUTION (1792-1801)

Chapitre III UNE PRÉSENTATION ET UN MARIAGE (1801-1805)

*Chapitre IV « ORDONNE QU'ELCHINGEN PAR NEY SOIT EMPORTÉ... »
(1805-1806)*

*Chapitre V ENCORE DES BATAILLES, TOUJOURS DES VICTOIRES
(1806-1807)*

Chapitre VI INTERMÈDE IMPÉRIAL (1807-1808)

Chapitre VII « UNE GUERRE DE COMÉDIE » (1808-1809)

Chapitre VIII UN ADVERSAIRE ORIGINAL (1809-1811)

Chapitre IX LE GOUFFRE RUSSE (1812)

Chapitre X LA LUTTE DÉSESPÉRÉE (1813-1814)

Chapitre XI L'HOMME DU ROI (1814-1815)

Chapitre XII LA CAGE DE FER (mars-juin 1815)

Chapitre XIII LA DERNIÈRE CHARGE (juin-août 1815)

Chapitre XIV EN JOUE... FEU ! (août-décembre 1815)

ÉPILOGUE

ANNEXE I

Annexe II

CHAPITRE I

UN VÉTÉRAN DE LA GUERRE DE SEPT ANS

(1769-1792)

Lorsqu'en 1763, à la fin de la guerre de Sept Ans, entre la France et l'Autriche d'une part, l'Angleterre et la Prusse de l'autre, le soldat Pierre Ney rentra chez ses parents, il avait eu une vie déjà bien remplie. Né en 1738 à Enstroff (Lorraine) où sa famille – des paysans originaires de Friedrichshafen sur le lac de Constance – était installée depuis plusieurs générations, il s'était engagé à 18 ans dans les troupes du bon duc Stanislas, beau-père et allié du roi Louis XV. Ce dernier fait prête toutefois à discussion. Il montra toute son existence une telle admiration pour le roi de Prusse Frédéric II et raconta si souvent à son entourage avec des flots d'éloquence la bataille de Rossbach, gagnée précisément par le grand Frédéric contre les Français, que l'on est en droit de se demander sous quel drapeau il avait combattu. Aurait-il été celui des Hohenzollern ?

À une époque où les sergents recruteurs ne se montraient pas toujours très scrupuleux quant à la position géographique des localités où ils racolaient, près de la frontière sarroise où les habitants parlaient plus volontiers l'allemand que le français, la chose n'est pas impossible. Du reste, la notion de nationalité était encore bien vague. Il était courant de servir un souverain étranger. Pourvu qu'il fût correctement nourri et à peu près régulièrement payé, le soldat n'en demandait pas davantage. Mais après tout, Pierre Ney fut-il tout de même soldat du duc de Lorraine ? Car toute l'Europe admira la manière dont les Prussiens avaient manoeuvré et gagné. Or il n'y avait pas de quoi. Car à en croire le comte de Saint-Germain, qui servait dans l'armée française, celle-ci était composée, au moins pour son infanterie, « ... de larrons, d'assassins bons pour la potence et la roue, prêts à prendre leurs jambes à leur cou au premier coup de fusil... Le Roi, ajoutait-il, a l'infanterie du monde la pire qui fut jamais et la plus indisciplinée... ».

Mais Pierre Ney sut si bien communiquer son enthousiasme à ses descendants que, des années plus tard, son fils Michel, au camp de Boulogne, fit reconstituer la scène de la bataille à son propre corps d'armée. La tactique d'alors était devenue complètement dépassée.

Revenu chez lui, Pierre Ney estima qu'il était temps de s'établir sérieusement. Il avait hérité de ses parents quelques lopins de terre, mais jugeait sagement qu'ils ne lui permettraient pas d'entretenir une famille, si

modeste fût-elle. Aussi décida-t-il de reprendre le métier de tonnelier qu'il avait appris avant de mener une vie aventureuse. Dans ce but, il alla s'installer à Sarrelouis, ville de garnison près des coteaux de la Sarre, région viticole où les besoins en futaille étaient importants. Ce choix n'était pas dû au hasard. Sarrelouis, cité militaire, avait été créée sur ordre de Louis XIV par Vauban, à partir de rien. Située dans une courbe de la Sarre, c'était une excellente position stratégique, verrou tiré sur l'une des routes d'invasion de la France.

Afin d'en assurer le peuplement rapide, le Roi-Soleil en avait exempté les habitants d'impôts pour une période indéterminée. Pierre Ney vit là un ensemble de raisons pour y exercer son métier. Il loua, rue de la Bière, une maison « trapue, à un étage avec mansarde, fenêtres aux vitres en cul de bouteille, toit de tuiles... », flanquée d'un vaste hangar où il put fabriquer et entreposer ses tonneaux. Quatre ans plus tard, en 1767, à vingt-neuf ans, sa situation semblait définitivement assise et il se maria avec Marguerite Gravelin (traduction pour les documents officiels de Graveluiger), née à Bingen, près de Trèves, en 1739.

De cette union allaient naître six enfants, dont trois moururent en bas âge. Des autres, l'aîné, Jean-Baptiste, né en 1767, semble avoir voulu succéder à son père. Puis il s'engagea en 1791 dans le premier bataillon de volontaires de la Moselle pour servir, comme on disait alors, « la patrie en danger ». Sa carrière n'eut rien d'extraordinaire. Peu instruit, d'esprit lent et borné, il atteignit péniblement et ne dépassa pas le grade de lieutenant. Officier d'infanterie, il fut tué en 1797 à la bataille de la Trebbia.

Marguerite, la plus jeune des filles, se maria de bonne heure, perdit son mari et, grâce à son frère devenu un personnage important, épousa en 1807 un certain Monnier, qui fut receveur général des finances.

Il est incontestable que le plus éveillé des trois enfants était Michel, né le 30 janvier 1769. Ce fut, comme bien des garçons de son âge, un franc galopin, mais ses parents, frappés par son intelligence, décidèrent de le soutenir. Leur modeste aisance leur permettait de lui faire faire des études sérieuses, et Pierre Ney l'inscrivit au collège des frères augustins à Sarrelouis. Il y reçut des bases solides et se vit même enseigner le latin et la théologie. Les Ney le voyaient déjà faire carrière dans la basoche, sûrement le barreau, ou peut-être, s'il y avait la vocation, dans l'Église. Leurs ambitions demeuraient modestes et ils eurent raison, car le jeune Michel ne se montra pas un élève des plus brillants. Peu studieux, plutôt chahuteur, il ne cachait pas son admiration pour les soldats qu'il voyait défiler dans les rues de Sarrelouis au retour du champ de manœuvres. En 1766, la Lorraine devint définitivement française. Cela ne changea pas grand-chose à la vie quotidienne de ses habitants, qui continuaient à se sentir avant tout lorrains et à s'exprimer en allemand. Cette existence était douce, malgré la rudesse de certains hivers comme celui de 1785, où le vin gela dans les tonneaux. La vie demeurait paisible, mais le soir à la veillée Pierre rabâchait ses souvenirs de la guerre de Sept Ans. Il avait suffisamment goûté aux rudesses de cette activité pour ne pas vouloir que son

fil cadet prit la même voie. Du reste, il était sans illusions et savait pertinemment que, venant d'une famille de petits artisans, son héritier dans l'armée française n'aurait aucune chance, quel que fût son mérite, de dépasser le grade de sous-officier. Il y traînerait une existence morne avec une solde plutôt maigre, des joies rares et comme seule vie sentimentale la fréquentation des filles à soldats.

Mais comme Michel continuait à se montrer un écolier médiocre, il le retira à treize ans, en 1782, du collège et le plaça chez M^e Valette, avocat ou notaire à Sarrelouis, comme commis aux écritures. Étant le dernier arrivé dans l'étude, le jeune Ney commença tout en bas de l'échelle, comme saute-ruisseau. Néanmoins, ses années d'écolier lui avaient été profitables, car toute sa vie il mania sans faute la langue française et sut admirablement rédiger rapports et ordres. Il ne demeura que peu de mois chez M^e Valette. Son père, quoiqu'ayant noté le peu d'intérêt qu'il montrait pour la profession, persista dans son dessein et le fit engager par le procureur du roi pour une occupation similaire. Il s'y ennuya, car il n'était pas fait pour demeurer toute la journée assis sur un tabouret à gratter du papier.

En cette année 1784, la monarchie française traversait une crise politico-économique. Mais la lutte entre les parlements et le pouvoir royal touchait fort peu le milieu artisanal de la famille Ney. Constatant que, décidément, son fils ne semblait avoir aucune disposition pour les professions juridiques et qu'il lui fallait un métier où il aurait davantage l'occasion de se dégourdir les jambes, Pierre Ney le fit embaucher aux forges de Salek en qualité de surveillant. S'il avait encore à remplir des états, il devait surtout courir les ateliers pour contrôler le travail des manoeuvres. Notons qu'il fallait déjà une certaine personnalité à un adolescent de quinze ans, pour avoir la capacité de suivre la tâche d'ouvriers qualifiés. Même s'il eut l'occasion de se dépenser physiquement, il ne se plut guère. Au bout de deux ans, il en partit pour exercer les mêmes fonctions aux mines de fer d'Apenweiler. Mais il semblait qu'il n'y resterait pas longtemps : son désir était toujours d'embrasser la carrière des armes et les objections réitérées de son père n'entamèrent en rien sa détermination.

Aussi, à la fin de novembre 1788, cette fois sans prendre la peine de consulter les siens tant il connaissait leurs idées, démissionna-t-il. Puis, comme il désirait ménager ses petites économies, c'est à pied qu'il effectua le trajet de Sarrelouis à Metz. Il savait monter à peu près correctement à cheval. Ce fut donc dans un régiment de cavalerie, le colonel général des hussards, qu'il s'engagea. Ce gaillard de dix-neuf ans était grand : cinq pieds, six pouces (approximativement 1,78 mètre). Sa robuste constitution et son instruction au-dessus de la moyenne firent que les recruteurs fermèrent les yeux sur sa taille un peu trop haute pour la légère.

Il avait le front large, les yeux bleus, le nez relevé, la bouche petite, le menton un peu proéminent et les cheveux bouclés d'un blond roux. Ce ne fut que bien plus tard, lorsque la vie des camps lui eut tanné la peau et foncé le

poil, qu'il reçut le surnom de « rougeaud ». Et puis, il manifestait un enthousiasme de bon aloi à l'idée de revêtir la tenue du régiment. Celle-ci était brillante : pelisse de drap écarlate doublée de mouton blanc, dolman bleu céleste, shako de feutre noir avec flamme écarlate, brandebourgs jonquille, culotte bleue céleste, demi-bottes à la hongroise, sabretache écarlate. Le harnachement du cheval – enrennement noir, chabraque en peau de mouton blanche, plaques de frottement noires – était tout aussi splendide.

Dès le début, Michel Ney se montra excellent soldat, s'efforçant d'assimiler tous les aspects de la vie militaire.

Chose plus curieuse avec un caractère difficile comme le sien, il se révéla bon camarade. Passionné d'escrime, il devint en quelques mois une fine lame. Sa renommée de sabreur s'établit tellement que lorsqu'en 1789 une querelle éclata entre les hussards de son régiment et les chasseurs de Vintimille, ce fut lui qui fut choisi pour défendre l'honneur de son corps. Son adversaire n'était pas à négliger, puisqu'il s'agissait du prévôt d'armes des chasseurs. Mais Ney n'en fut pas le moins du monde impressionné.

Malheureusement, ou heureusement, le duel fut interrompu avant même d'avoir commencé. Comme les deux champions venaient de croiser le sabre, Ney se sentit tiré par les cheveux. C'était son colonel qui passait par là, et le combat se termina au cachot pour les deux protagonistes. Toutefois, une rumeur courut longtemps dans la garnison de Metz, selon laquelle, une fois élargi, Michel Ney aurait rappelé son adversaire sur le terrain et l'aurait blessé au poignet, l'estropiant à vie.

Les parents du jeune homme s'étaient résignés et avaient fini par accepter sa décision. Il est vrai que la vocation militaire semblait enracinée dans la famille. Un frère puîné de Pierre, oncle de Michel, était déjà soldat et sera tué comme capitaine à Marengo.

Sa mère eut toutefois du mal à le supporter et mourut, peut-être de chagrin, en 1791 sans avoir connu l'étonnante carrière de son fils. L'avancement était très lent dans l'armée française avant la Révolution et cela se comprenait pour des hommes qui n'étaient pas destinés à dépasser le grade d'adjudant. Bien qu'il eût été noté par ses chefs comme un soldat accompli, plein d'allant et très brave, d'une intelligence vive et ayant déjà le sens du commandement, Michel dut attendre vingt-cinq mois, jusqu'au 1^{er} janvier 1791, avant d'être promu brigadier fourrier. Le même jour, changeant de nom, le régiment devenait le 5^e hussard.

Il devait raconter plus tard que ces fonctions avaient été pour lui pleines d'enseignement et qu'il y avait appris tout ce qui concernait le ravitaillement d'une troupe. Pendant ce temps, la Révolution avançait et dans les régiments, où se multipliaient les loges maçonniques, il était courant de parler politique, en faisant preuve toutefois d'une certaine prudence. Car tous les officiers ne voyaient pas cette agitation d'un bon oeil. Sans doute pas très intéressé, ne comprenant pas grand-chose aux discours sur les droits de l'homme et la liberté universelle, le jeune Michel Ney évita de se mettre en avant. Ce

comportement lui réussit, car, en février 1792, il fut nommé maréchal des logis. Il est probable que ce fut à cette époque qu'il fut initié franc-maçon, comme tous les sous-officiers. Il ne fut toutefois pas un frère bien fervent et cette société secrète n'allait pas jouer un grand rôle dans sa vie.

Deux mois plus tard, le 20 avril 1792, la France déclarait la guerre à l'Autriche et à la Prusse. Ce conflit allait durer plus de vingt ans. Depuis le 1^{er} avril, Michel Ney était maréchal des logis-chef.

CHAPITRE II

UNE CARRIÈRE SOUS LA RÉVOLUTION

(1792-1801)

Si le roi Louis XVI et l'Assemblée dite législative étaient tombés d'accord pour déclarer cette guerre, cela avait été avec des arrière-pensées totalement opposées. Les parlementaires espéraient renforcer leurs pouvoirs et exporter en Europe les idées qui les avaient fait élire. Ils la voyaient donc victorieuse.

Au contraire, le roi tablait sur l'état de décomposition de l'armée qu'il constatait à vue d'oeil. Il espérait que les Français seraient battus et que les souverains étrangers l'aideraient à rétablir la plénitude de ses pouvoirs. Il avait compté sans l'intervention des francs-maçons, acquis aux idées révolutionnaires, qui convainquirent le général en chef prussien, le duc de Brunswick, un des leurs, de ne pas pousser à fond son offensive. Mais en ce qui concernait l'armée française, Louis XVI avait vu juste. Les notions de liberté et d'égalité liées par une bonne sauce démagogique, le refus systématique de la discipline et l'émigration de presque tout le corps des officiers étaient venus à bout de l'esprit militaire de la majorité des troupes. On le vit bien lors des premières escarmouches à la frontière. Les bataillons de volontaires « patriotes », partis plein de jactance, se débandèrent à qui mieux mieux.

Affecté à l'été 1792 à l'armée du Nord que constituait La Fayette, le 5^e hussard rallia Carignan, près de Sedan. Depuis le 14 juin, Michel Ney était adjudant à titre définitif, et le même jour il avait été nommé sous-lieutenant à titre provisoire. Démentant les prédictions de son père, il devenait officier ! Son ambition était, pour lors, très limitée. Il était conscient de ses nombreuses lacunes, savait difficilement lire une carte et ne connaissait rien au service d'état-major. Il était capable de faire un bon officier subalterne, à la rigueur un chef d'escadrons, mais estimait que ses capacités n'allaient pas au-delà. D'ailleurs, il était incapable, comme ses camarades, de prédire si la guerre serait courte ou non et les possibilités d'avancement nombreuses.

L'armée du Nord, entre-temps, avait changé de général. Au brouillon qu'était La Fayette avait succédé l'excellent Dumouriez. Celui-ci décida de stopper l'invasion prussienne en prenant position autour des cinq défilés de l'Argonne, que dans le langage fleuri de l'époque il nommait « les Thermopyles de la France ». Renforcé par les troupes de Kellermann, il y

déploya son armée et le 5^e hussard aida à empêcher l'ennemi de franchir le défilé des Islettes.

Sans avoir l'occasion de donner personnellement, Ney vit le feu pour la première fois. Mais s'ils avaient été arrêtés sur quatre des passages, les Prussiens avaient pu forcer celui de la Croix-au-Bois. Lancé à leur poursuite sur la route de Paris, Dumouriez les rejoignit à Valmy et les contraignit à la bataille. L'action se résuma à une canonnade sans grands dégâts de part et d'autre. Mais, bien reprise en main, l'armée française, amalgame de jeunes recrues et de vieilles troupes, montra qu'elle savait se tenir au feu. Le 5^e hussard et Michel Ney à la tête de son peloton y firent bonne figure tout en demeurant spectateurs, car la cavalerie n'y joua aucun rôle.

*

Dumouriez ne fit pas preuve de beaucoup d'ardeur pour poursuivre les Prussiens, toujours redoutables dans leur retraite. Il se contenta de les accompagner de loin jusqu'à la frontière avant de franchir celle-ci puis de battre les Autrichiens à Jemappes (6 novembre 1792). La France alors n'avait plus de roi. Celui-ci avait été détrôné le 10 août précédent et le gouvernement de la nouvelle assemblée, la Convention, en place depuis le 21 septembre, laissait par incompétence la bride sur le cou des généraux. D'ailleurs, pensait-il, l'hiver allait interrompre momentanément les opérations militaires.

Un mois après Valmy, Ney avait été promu lieutenant (10 octobre). Quatre jours plus tard, intervint un changement important pour lui : le général Lamarche, commandant l'armée des Ardennes, qui avait remarqué la manière consciencieuse dont il menait ses hommes ainsi que le soin qu'il apportait à la condition des chevaux, le souci qu'il mettait à leur apporter un minimum de bien-être, le prit comme aide de camp à titre provisoire.

Dans ses nouvelles fonctions, Ney allait étayer ses maigres connaissances et surtout commencer son apprentissage du métier d'état-major. Le général s'était logé avec ses officiers à Verviers, chez un riche manufacturier. Le travail n'étouffait pas ces jeunes gens et ils occupaient agréablement leur temps en montant les magnifiques chevaux de leur hôte. Ce fut à Verviers qu'ils apprirent l'exécution du pauvre Louis XVI, « avec des transports d'indignation et de rage ».

Michel Ney n'en montrait pas moins du zèle à accomplir sa tâche, car le 3 février 1793 il reçut son brevet d'aide de camp signé par Dumouriez. Celui-ci poursuivait son offensive, pénétrant même en Hollande. Mais le supplice du roi ayant coalisé toute l'Europe contre nous, il dut assez rapidement rétrograder avant d'être battu à la bataille de Neerwinden (18 mars 1793). Arraché aux délices de Verviers, l'état-major du général Lamarche était entré en campagne en plein hiver et ses officiers durent payer de leur personne. Ce même 5 mars, ayant constaté que la fuite d'un bataillon français avait mis à la portée de l'ennemi une batterie d'artillerie, Ney et ses camarades volèrent au

secours de nos canonniers. Au cours de l'action, son cheval fut blessé et son shako percé d'une balle.

De ce jour, ils furent constamment sur la brèche. À Tirlémont, puis durant la retraite qui suivit, les hussards et l'état-major menèrent des actions retardatrices contre les troupes de l'archiduc Charles. Ayant reçu l'ordre de reprendre l'offensive pour libérer la place de Condé, le général Lamarche la prépara mal, n'y engagea qu'une partie de ses effectifs et elle échoua. Encore une leçon pour le jeune lieutenant. En attendant, à force de reculer, nos troupes avaient repassé la frontière française jusque sous les murs de Valenciennes. De là, il fallut encore rétrograder. Le général Dampierre, commandant de l'armée du Nord, ayant été tué par un boulet, ce fut Lamarche qui le remplaça à titre provisoire à la tête de l'armée. Mais il était incapable d'assumer la responsabilité d'un aussi important commandement.

Toutefois, il demeura à son poste jusqu'au 30 juillet 1793, continuant à reculer devant les Autrichiens en essayant de maintenir l'unité et la cohésion de ses troupes. Le Comité de salut public, qui depuis le 6 avril supervisait les opérations militaires, ayant tout de même eu l'attention attirée sur ses faiblesses, le releva de ses fonctions puis le mit aux arrêts. Lui succéda Custine, qui fut guillotiné quelques mois après. Son état-major ayant été dissous, le lieutenant Ney regagna son régiment de hussards qui ne portait plus le numéro cinq, mais quatre, par suite de la désertion de tout le premier, qui avait accompagné Dumouriez lorsqu'il était passé à l'ennemi (5 avril 1793).

Le jeune homme ne montra pas vraiment de regrets à l'idée de quitter ce chef qui l'avait formé et poussé. Jamais il ne s'attachera à aucun de ses supérieurs, au point de tout sacrifier et de se compromettre pour le suivre dans une disgrâce. Michel Ney avait montré qu'il était à la fois capable d'être un bon officier de troupes et en même temps d'état-major. À présent, à sa manière, il apprenait la guerre.

Le 4^e hussard ne se signala par aucune action particulière dans les mois qui suivirent. Il quitta l'armée du Nord pour aller renforcer celle de Sambre-et-Meuse. Il n'y fit guère parler de lui jusqu'à la fin de l'année. Ce ne fut qu'en avril 1794 que Ney vit sa carrière s'accélérer. La Révolution avait instauré la curieuse institution de l'élection des officiers par leurs pairs. Les résultats n'étaient souvent pas fameux. Jugé capable et bon camarade, Ney fut donc élu capitaine, le 12 de ce mois. Pris d'une sorte de frénésie des galons, trois mois plus tard, en juillet, devant Mayence, il postulait le grade de chef d'escadrons. Soit qu'ils l'aient estimé ayant trop peu d'ancienneté, soit qu'ils aient découvert son mauvais caractère, ses camarades lui préférèrent un autre capitaine. L'échec fut amer. Ney, furieux, désabusé, décida de tout planter là ! Même en pleine guerre et sur un coup de tête, il envisageait donc de quitter le service. Et pour quoi faire, du reste ? Il n'en savait rien. Ostensiblement, il se désintéressa de ses pelotons et de son travail. Il était mûr pour commettre quelque bêtise.

Ce fut alors que la chance tourna. Un nouveau général venait d'être nommé à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse. Il se fit précéder au quartier général par un de ses aides de camp, un capitaine nommé Pajol. Celui-ci prit normalement contact avec le commandant de l'escorte, le capitaine Ney. Michel vida son sac devant cet officier qu'il ne connaissait pas. Pajol le trouva sympathique et intéressant ; il rapporta son histoire à son supérieur qui, curieux, décida de faire la connaissance de ce fougueux hussard.

*

Il se nommait Jean-Baptiste Kléber, était natif de Strasbourg et avait un long passé militaire derrière lui. Pourtant, il avait débuté dans la vie comme architecte. Mais cette profession ne lui avait guère plu et il s'était engagé dans l'armée autrichienne. Il y était devenu officier. Ce ne fut que sous la Révolution, alors qu'il était revenu servir dans l'armée française, qu'il put donner toute sa mesure. Au moment où Dumouriez battait les Autrichiens à Jemappes, Custine, par une avance foudroyante, avait profondément pénétré en Allemagne et enlevé Mayence. Lorsqu'un peu plus tard, il lui fallut reculer, il confia la défense de la place à Kléber. Celui-ci, même s'il dut en fin de compte capituler, s'y couvrit de gloire, soutenant un siège de trois mois. Mieux, au moment où se négociait la reddition de la place, alors que les coalisés consentaient à laisser la garnison regagner la France, ils stipulèrent que pendant un an elle ne pourrait pas servir contre eux. Ils oubliaient que la Vendée était en pleine révolte contre la République et que le gouvernement serait trop heureux d'employer pour la combattre ceux que l'on nommait déjà « les Mayençais ».

D'abord qualifié de traître puis peu après de héros, Kléber fut donc nommé général de brigade et envoyé dans l'Ouest. Il allait y rester un an, avec des résultats incertains, avant d'être rappelé, nommé général de division et muté à l'armée que commandait Jourdan : celle de Sambre-et-Meuse. Il en dirigea brillamment l'aile gauche à Fleurus et reçut peu après la charge de toute l'armée. Quoiqu'il passât pour un officier d'humeur difficile et assez susceptible, sa prise de commandement déclencha l'enthousiasme.

Entre Kléber, de seize ans son aîné, et Ney, ce fut l'entente immédiate. Un détail allait encore cimenter cette union : tous deux parlaient parfaitement l'allemand, ce qui, chose étonnante, était extrêmement rare dans une armée française opérant outre-Rhin. Kléber fit vite le tour de ce nouvel adjoint et, afin de lui remonter le moral, le nomma provisoirement adjudant général. Ce grade intermédiaire au rôle pas toujours bien limité, s'il était bien exploité, conduisait à des fonctions supérieures.

À l'état-major de Kléber, Ney fit la connaissance de deux officiers brillants, dont les leçons lui seraient profitables : le général Hardy, topographe, et le chef d'état-major Billy, mathématicien connu. Mais le « patron » avait d'autres vues sur Michel Ney. Il n'avait pas été sans

remarquer sa hardiesse, sa bravoure, sa curiosité et son esprit d'initiative. À son attention, il créa donc un petit corps indépendant que, faute de mieux et à contresens, il nomma ses « partisans ». En fait, il s'agissait d'une unité autonome, à la fois chargée d'opérer des raids destructeurs sur les arrières de l'ennemi en y faisant régner l'insécurité, et d'un groupe de reconnaissance fournissant des renseignements sur les mouvements de l'adversaire. C'était un poste qui ne nécessitait pas de profondes connaissances théoriques dans l'art de la guerre, mais qui demandait de savoir se couvrir et observer afin de tomber sur l'ennemi en son point le plus faible. Là, opérant presque toujours loin de nos lignes, Ney pourrait agir à sa guise sans avoir à rendre compte de ses actes. Mais, contrecoup de cette indépendance, aucun échec ne lui serait toléré. Comme la situation d'adjudant général avait quelque chose d'ambigu, en date du 30 août 1794, Kléber le fit promouvoir chef de corps, autrement dit colonel.

Immédiatement Ney, fort à l'aise dans ce commandement indépendant, fit parler de lui. Dès le 30 juillet, dans un combat à la pointe de l'avant-garde, il mettait en déroute deux cents hussards de Blankenstein avec seulement trente dragons. Au mois d'août, s'attaquant à la logistique de l'ennemi, il enlevait un grand convoi de vivres et de munitions ainsi qu'un général autrichien, le baron de Hompesch. Kléber pouvait être fier de sa recrue. Elle n'allait pas s'arrêter là. Ney avait compris l'importance de la régularité du ravitaillement pour une armée en campagne. L'interrompre assurait la moitié de la victoire. Qu'ils fussent terrestres ou fluviaux, il s'attaqua à tous les convois, en détruisit un grand nombre et, par sa mobilité, déjoua la poursuite des régiments lancés à ses trousses. Dans ses actions, il montrait une incroyable ténacité. Lorsque les Autrichiens formèrent un grand convoi de farine, Ney se jeta sur ses traces, mais avec trop peu de moyens pour en anéantir l'escorte. Les ennemis lui échappèrent et crurent mettre les vivres à l'abri en les faisant entrer dans la ville de Neuss. L'obstacle n'arrêta pas Ney. Faisant mettre pied à terre à ses hommes, il escalada les remparts, mit en fuite les Autrichiens complètement surpris et anéantit le convoi.

Il commençait à sortir de l'anonymat. Les généraux commandant les différents corps de l'armée appréciaient son travail. Bernadotte lui écrivait : « Continue à houzarder, je te seconderai de tout mon pouvoir... » Et quand Lefebvre manquait de fourrage pour sa cavalerie, il s'adressait à Ney pour lui en procurer.

Lorsqu'un peu plus tard, le 1^{er} novembre, Kléber victorieux arriva devant Maastricht, il somma par un coup de bluff la place de se rendre et choisit Ney pour porter son ultimatum aux magistrats de la ville. Bien qu'il eût tout mis en oeuvre pour intimider ces bourgeois, Ney échoua. Le gouverneur militaire, le prince de Hesse, ne se laissa pas émouvoir et il fallut ouvrir la tranchée. La ville devait toutefois capituler quatre jours plus tard, quand arriva l'artillerie de siège. Ney apprenait à manier la diplomatie musclée.

De ses bureaux de Paris, Carnot n'entendait pas laisser souffler cette

armée victorieuse, mais épuisée. Lui faisant effectuer une conversion à droite, il la lança contre Mayence défendue par cent mille Prussiens. Cette fois, Kléber se fâcha. Pourtant, il lui fallut obéir et il entreprit le blocus de la ville, mais avec de si faibles moyens que, devant le représentant Merlin qui faisait office de commissaire politique, il s'écria :

— Un blocus cela, un blocus de mon cul !

Plus modestement, Ney jouait son rôle et harcelait les défenses ennemies. Le 10 décembre 1794, il effectuait une reconnaissance quotidienne lorsqu'il découvrit que, la nuit précédente, l'ennemi avait commencé la construction d'un bastion en terre auquel il travaillait avec ardeur.

À la tête de son escadron composé de chasseurs et de dragons, il en fit rapidement le tour, avec l'intention d'en disperser les occupants et de détruire l'ouvrage. Il y pénétra par la gorge non gardée et se retournait pour donner l'ordre de sabrer les sapeurs, quand il constata avec stupeur qu'il était seul. Ses cavaliers avaient pris la fuite. Faisant voler, sa bête, il recula en se frayant un chemin à coups de sabre, au milieu d'une grêle de balles qui traversèrent ses habits. L'une d'elles lui perça le bras. Par chance, sa monture indemne le reconduisit au camp où on le croyait déjà tué ou pris.

Transporté à l'hôpital, il fut examiné par un chirurgien qui, devant l'importance de la blessure, parla tout net de l'amputer, ce qui eût brutalement mis fin à sa carrière. Entrant dans une violente colère, Ney se cloîtra dans sa chambre et posta une sentinelle à la porte pour en interdire l'accès au médocastre. Là il se soigna avec de l'eau blanche, solution à base d'eau de Cologne qui constituait un excellent antiseptique. Mais l'inaction le plongeait dans une profonde mélancolie et, pour le distraire, Kléber et Merlin, qui espéraient le voir se rétablir rapidement, firent venir des musiciens et des jeunes filles pour lui donner des spectacles et probablement davantage.

Après cet exploit, le général l'expédia chez lui en permission. Il n'y était pas retourné depuis son incorporation. Son père, ses amis, toute la municipalité l'accueillirent en héros. Ce fut à lui de raconter ses campagnes. Néanmoins, il craignait qu'on ne l'oubliât et le repos lui pesa vite. Merlin, qui savait à quoi s'en tenir à son sujet, lui écrivit : « Guéris-toi et reviens bientôt nous prêter ton bras contre les ennemis de la patrie. »

En même temps, pour l'aider à parachever sa convalescence, Kléber lui annonça qu'il était nommé maréchal de camp (général de brigade) à titre provisoire. À la stupeur de son chef, Ney refusa cet avancement, déclarant qu'il n'avait pas assez montré ses capacités et qu'il n'était pas assez savant pour mériter cette promotion.

Se jugeant suffisamment dorloté et pratiquement guéri, il retourna à l'armée en février 1795. Faute de moyens, nos troupes ne faisaient pas grand-chose et d'ailleurs les négociations préliminaires de la paix de Bâle ralentissaient les opérations. Le mouvement des grandes unités se répétait avec monotonie. Chacun prenait l'offensive lorsqu'il se trouvait près de ses bases puis reculait lorsqu'il approchait celles de l'adversaire. Dans ce genre

de combat, Ney se distinguait par ses actions isolées et indépendantes. Il devait confesser, des années plus tard, que le service à l'armée de Sambre-et-Meuse avait constitué le moment le plus dynamique et le plus agréable de sa carrière. Il y avait donné le meilleur de lui-même.

Outre ses fonctions à la tête de ses partisans, Kléber, toujours décidé à le pousser, en avait fait son chef de service pour les renseignements (on disait la partie secrète). Il continuait à faire parler de lui. Le 17 juin 1796, à la tête de ses cavaliers, il porta secours à la brigade de Soult encerclée et la dégagea. Celui-ci ne devait pas lui en garder une profonde reconnaissance. Deux jours plus tard, à Uckerath, il couvrit la retraite de l'armée pendant sept heures, permettant ainsi à nos soldats de s'enfuir. Deux mois après, les Français reprenaient l'offensive. Commandant l'avant-garde et prié par Kléber de talonner l'ennemi, il arriva devant la ville de Forsheim, place pourvue de sérieuses fortifications et défendue par une importante garnison armée d'une forte artillerie. Il n'entendait pas laisser derrière lui un tel obstacle qui, en cas de retraite, pouvait se révéler des plus gênants. Mais ses ordres ne lui laissaient pas le loisir d'en entreprendre le siège. Il adressa donc au gouverneur de la forteresse un ultimatum si violent, si terrifiant (il se rappelait la leçon de Maastricht) qu'effolé l'Autrichien hissa sur-le-champ le drapeau blanc. Cet exploit apporta à Ney le surnom de « preneur de villes », dans une armée qui en avait vu beaucoup.

Depuis le 1^{er} août 1796, Michel Ney avait été promu général de brigade par le Directoire, sur la demande insistante de Kléber. Il avait vingt-sept ans, et cette fois il ne refusa pas.

L'offensive française s'arrêta une fois de plus en septembre puis fut suivie d'une retraite. La monotonie de ces allers et retour n'échappait à personne. Alors qu'à Paris les hommes politiques et les coquins gravitant autour du gouvernement vivaient dans un luxe inouï et une débauche permanente, les soldats français manquaient de tout. Au début de 1797, complètement écoeuré par cette situation, Kléber démissionna. Suivant ses propres paroles, il « remit la boutique » à Hoche. Avec son départ, Ney perdait un protecteur et un ami. Pourtant, il ne manifesta pas particulièrement de regrets et ne songea pas à le suivre. Il agirait ainsi tout au long de sa vie. C'était moins de l'ingratitude qu'une sorte d'indifférence qui serait déplaisante si elle n'était en réalité commune à beaucoup de généraux préoccupés, avant tout, de leur propre carrière. Et Ney commençait à s'intéresser à la sienne.

Il s'entendit bien avec le successeur de Kléber, qui avait un caractère différent de celui du Strasbourgeois. Républicain fanatique et borné, au moins aussi occupé à débusquer les « mauvais citoyens » qu'à combattre l'ennemi, Hoche était un général qui connaissait son métier, sensible aux compliments. Ney lui plut parce qu'il était d'origine populaire et également parce qu'il lui écrivit, dans un style qui sentait son courtisan, ce qui flatta Hoche : « La confiance que votre présence inspire à l'armée entière est un sûr garant du

succès de vos entreprises. »

Toutefois, le jeune Lorrain ne devait pas participer longtemps à la campagne victorieuse de son nouveau supérieur. Alors que le 21 avril, avec sa fougue et son mépris du danger, il se portait au secours d'une poignée de soldats en difficulté, il fut submergé par un parti de cavaliers autrichiens. Son cheval fut tué sous lui. S'étant dégagé et relevé, il continuait à se défendre à coups de sabre, mais les ennemis étaient très nombreux. La rage au coeur, il dut se rendre. Prisonnier ! Ce fut la consternation dans l'armée française. Hoche comprit qu'il se devait de faire quelque chose en faveur de son brillant subordonné. Il entra en rapport avec l'état-major autrichien pour obtenir sa libération sur parole. Mais connaissant la valeur de leur captif, les Autrichiens ne montrèrent aucun empressement à le relâcher. Ils le traitèrent fort bien, le comblèrent de prévenances... et le gardèrent jusqu'au prochain armistice, signé le 24 mai. On ne lui demanda même pas de ne plus servir pendant un certain temps contre les coalisés.

Bientôt, Hoche allait disparaître, emporté par la tuberculose qui le minait et, les forces en présence s'équilibrant, les fronts allaient se fixer pendant plusieurs mois. Ses régiments placés en avant pour surveiller les mouvements éventuels de l'ennemi, Ney, en réalité avait peu d'occupations. Il en profita pour parfaire son instruction. À présent qu'il était général, il mesurait encore davantage ses lacunes. Et sur les conseils de Hoche il s'appliqua à s'intéresser à la politique et afficha un républicanisme farouche. En réalité, il n'y comprenait pas grand-chose, si ce n'est que l'attitude et les intrigues des civils de l'intérieur l'écoeuraient passablement.

*

Le Directoire avait remplacé Hoche par Jourdan. Le gouvernement et surtout Carnot, responsable des opérations militaires, comptaient sur les armées d'Allemagne, Sambre-et-Meuse et Rhin-et-Moselle, cette dernière commandée par Moreau, pour contraindre l'Autriche et demander la paix. Elles devaient donc mener l'action principale dans le plan de campagne français. Une troisième armée en Italie aux ordres d'un général presque inconnu, Napoléon Bonaparte, ne devait jouer qu'un rôle secondaire.

Ce fut tout le contraire qui se produisit. Certes, Moreau mena une offensive qui le conduisit jusqu'au Danube, mais la défaite de Jourdan à Würzburg les contraignit tous deux à battre en retraite. Moreau parvint à atteindre le Rhin sans perdre un homme ou un canon.

Pendant ce temps Bonaparte se couvrait de gloire en Italie, et son armée, tout en battant à chaque rencontre les Sardes puis les Autrichiens, pillait consciencieusement le pays. Ney, toujours en Allemagne, n'eut aucune occasion de se distinguer, mais continua à se faire remarquer par la manière dont il reprit en main ses troupes quelque peu indisciplinées et vêtues d'uniformes trop disparates à son goût. Puis, comme le ministère lui avait fait

savoir qu'il devrait vivre sur le pays, il le mit méthodiquement en coupe réglée, pour améliorer l'allure et le vivre de ses soldats plutôt que pour son profit personnel. Si sa manière de procéder fut peu goûtée de certains de ses camarades, elle lui valut les éloges de ses chefs. Ils commençaient à estimer pouvoir en faire un général de division, grade le plus élevé dans l'armée française. Bien entendu, lui seul ne voulait pas en entendre parler et plus que jamais il se plongea dans la lecture des oeuvres de Frédéric II et du chevalier de Guibert.

Cependant, après la paix signée par Bonaparte à Campo-Formio, il fallut réduire les effectifs de l'armée d'Allemagne. D'autant que le conflit continuait avec la Grande-Bretagne. Comme bien d'autres gouvernements avant lui, le Directoire caressait le rêve d'y réussir un débarquement. Des troupes furent concentrées dans ce but en Picardie et le général Ney fut envoyé à Abbeville pour y constituer une brigade. Quelques mois après, l'armée d'Angleterre était dissoute. Ney reprit le chemin de l'Allemagne. Il s'y retrouva sous les ordres de son ami Bernadotte.

Pour ne pas déroger à ses habitudes, à peine était-il arrivé que, par un coup de main hardi, il s'empara de Mannheim dont le souverain était encore en guerre avec la France. C'était donner aux Français une tête de pont sur le Rhin, fort utile pour les opérations à venir. Sur la demande de Bernadotte, le Directoire nomma Ney général de division. Nouveau refus de ce dernier : modestie ou habileté ? Bernadotte dut insister et il finit par accepter, tout en clamant qu'il s'interrogeait sur ses capacités à remplir ces fonctions (28 mars 1799).

Bonaparte était parti en Égypte et les puissances européennes, subventionnées par la Grande-Bretagne, avaient noué une nouvelle coalition contre la France, jugée dangereuse.

Quoique l'absence de Bonaparte n'en fût nullement la cause, les armées républicaines furent battues aussi bien en Allemagne qu'en Italie. Elles durent se replier à l'intérieur des frontières pour empêcher une invasion. Dans cette situation quasi désespérée, un homme joua un grand rôle : André Masséna. Ce Niçois, qui avait débuté dans la vie comme contrebandier, était un excellent stratège et un fin tacticien, un des meilleurs dont disposait la France.

Il avait concentré ses troupes en Suisse aux environs de Zurich. Par son service des renseignements, il avait appris que le haut commandement allié tenait pour des raisons politiques à effectuer un chassé-croisé : remplacer en Italie son armée russe victorieuse par une autrichienne descendant du nord, et faire remonter celle de Souvorov en Allemagne. Ce mouvement de rocade devait obligatoirement s'effectuer par la Suisse et le plan de Masséna consistait à profiter de l'occasion pour battre successivement les forces ennemies. Afin d'augmenter ses chances, il demandait chaque jour des renforts que le Directoire, conscient du péril, lui envoyait. D'Allemagne, où pourtant la situation était mauvaise, il reçut plusieurs régiments ainsi que des officiers, dont le général Ney.

La première rencontre de ces deux hommes, appelés à combattre plusieurs fois côte à côte, se déroula plutôt bien. Masséna avait déjà un passé victorieux et Ney était précédé par des exploits. Toutefois, le général en chef ne pensait pas, étant donné la nature montagneuse du terrain, pouvoir utiliser le nouveau venu pour mener ces raids de cavalerie dont il avait le secret. Il lui confia donc une division d'infanterie, responsabilité nouvelle pour Ney.

En même temps, il ne lui cacha pas que dans la manoeuvre qui se dessinait le rôle qu'il aurait à jouer serait primordial. Il devait défendre la ville de Winterthur contre une colonne de quinze à vingt mille Autrichiens, afin de les empêcher d'effectuer leur jonction avec les Russes. Pour remplir cette mission, Masséna, toujours à court d'effectifs, ne put lui donner que trois mille hommes et un peu d'artillerie.

Avec sa conscience habituelle, Ney se mit à l'ouvrage. Il était hors de question pour lui de prendre l'offensive avec une telle disproportion de forces. Il occupa donc Winterthur et s'y retrancha solidement puis attendit l'ennemi. Son intention n'était toutefois pas de résister d'une manière passive, mais de briser l'élan des assaillants par de petites contre-attaques limitées. Ce fut en conduisant personnellement l'une d'elles qu'il eut de nouveau son cheval tué sous lui et reçut une balle dans la cuisse. Cela ne l'empêcha pas de continuer à exercer son commandement. Un peu plus tard, alors qu'il s'exposait pour donner l'exemple à ses hommes, il fut frappé par un second projectile, au poignet cette fois. Il lui devint alors impossible de poursuivre. Transporté à Zurich, il ne put participer à la phase finale de la victoire. Les médecins jugèrent ses blessures suffisamment graves pour le renvoyer momentanément chez lui.

Les adieux de Masséna manquèrent de cordialité. Certes, il rendait hommage au courage de Ney, mais estimait qu'avec son grade et les responsabilités qui lui avaient été confiées, il eût été plus avisé de demeurer un peu en arrière pour diriger l'ensemble de la bataille. Cette mésentente entre les deux hommes aurait, beaucoup plus tard, des conséquences.

Depuis qu'il était devenu général, perdant quelque peu de sa rigidité morale, Ney comme ses camarades s'était servi sur le dos des pays ennemis. Simplement, au lieu de dépenser ses gains, il avait su les économiser et quelques mois avant d'aller en Suisse s'était acheté un petit domaine aux environs de Nancy : la Malgrange. Il y avait déjà installé son père. Pierre Ney, veuf, vieilli, ayant perdu son fils aîné, avait liquidé son affaire de Sarrelouis (devenue Sarrelibre) et ne se fit pas prier pour venir chez son illustre cadet dont il était particulièrement fier. Le général y arriva avec sa compagne du moment, une jeune Allemande qu'il avait rencontrée aux environs de Frankenthal en Bavière. Elle allait demeurer à ses côtés près de deux ans. Modeste, effacée, elle se cantonna dans le rôle qu'il lui avait assigné. L'état-major de Ney l'affubla du surnom de « la petite femme ». Même s'il goûta peu la situation irrégulière de son fils, le vieux tonnelier se garda de tout commentaire, sachant que cette aventure ne durerait pas.

Le général avait toujours un goût certain pour la musique. Puisqu'il était condamné au repos, il fit venir de Strasbourg une flûte traversière et, selon son habitude, s'exerça à en jouer méthodiquement. Il ignorait le solfège, mais avait incontestablement appris comment souffler dans l'instrument. Ce fut donc en tâtonnant et au prix de pas mal de fausses notes qu'il parvint à jouer les vieux airs qui avaient bercé son enfance. Il était ravi de cette atmosphère bucolique.

Les victoires de Masséna à Zurich et de Brune en Hollande avaient sauvé la France de l'invasion. Pourtant Bonaparte, revenu en toute hâte d'Égypte, se présenta comme le sauveur de la patrie. Du fond de sa retraite nancéienne, où il entretenait une correspondance suivie avec ses camarades, Ney apprit le coup d'État du 18 brumaire. Qu'il ait été réalisé aux dépens du Directoire par un général lui parut une bonne chose. Pourtant, il ne savait trop que penser de ce Bonaparte qu'il ne connaissait pas et dont la réputation n'était pas des meilleures auprès des officiers servant en Allemagne. Aussi est-ce avec une certaine réserve qu'il apporta son adhésion au nouveau gouvernement.

Guéri enfin au début de 1800, il sollicita sa réaffectation à l'armée du Rhin, à présent commandée par Moreau, qui ne voyait pas d'un très bon oeil Bonaparte et sa clique. Peut-être était-il jaloux de lui avoir vu réussir un coup d'État que lui-même n'avait pas su ou pu réaliser.

Il fallait une fois de plus en découdre avec l'Autriche. Le plan de campagne du nouveau gouvernement rappelait singulièrement celui de 1796-97. Seulement, cette fois-ci, Bonaparte avait attribué le rôle principal à l'armée d'Italie dont il entendait exercer personnellement le commandement. Celle d'Allemagne aurait seulement comme objectif de fixer le plus de forces autrichiennes possible. Une fois encore, ce fut le contraire de ce qui avait été prévu qui se produisit. L'armée d'Italie gagna péniblement la bataille de Marengo et ensuite ne fit pas grand-chose. En Allemagne, contrairement à ses instructions, Moreau avait résolument pris l'offensive. Trompant la surveillance de l'ennemi qui l'attendait face à l'Alsace, il franchit le Rhin entre Bâle et Schaffhouse. Ney, une fois de plus à la tête de l'avant-garde, ouvrait la voie, bien décidé une nouvelle fois à faire parler de lui.

La situation des Autrichiens n'était cependant pas mauvaise. Dès le début, ils avaient percé à jour les desseins de Bonaparte. En Italie, malgré leur défaite de Marengo, ils tenaient les Français en échec. En Allemagne, ils espéraient renouveler leurs succès de 1797. Le 17 juillet, le corps de cavalerie de Ney arriva devant la ville fortifiée d'Ingolstadt, dont la garnison était commandée par le baron de Neu. Les hussards français, qui avaient mis en perche quelques tonneaux de vin, frappés par la similitude de noms des deux généraux, s'écrièrent en voyant les Autrichiens sortir de leurs retranchements : « Nous voilà nez à nez (Ney à Neu). Voyons comment cela se passera. »

Mais l'adversaire n'avait aucune envie de plaisanter et refoula plutôt rudement les hommes de Ney. Celui-ci redressa alors la situation. En fin de

journée, il avait enlevé aux défenseurs six cents hommes et quatre canons. L'échauffourée fut connue de toute l'armée, moins peut-être pour son succès que pour le bon mot (au demeurant détestable) qui l'avait provoquée.

Cependant, Moreau continuait à progresser en empruntant la vallée du Danube et en livrant de nombreux petits combats tous victorieux. Il devint vite évident que son objectif était d'atteindre Vienne. Le commandant de l'armée autrichienne, le feld-maréchal Kray, estimant qu'il ne disposait pas d'effectifs suffisants pour stopper l'avance française, décida, afin de gagner du temps, de rameuter des renforts et sollicita un armistice.

Cette suspension d'armes convenait à Moreau, lui-même à court de munitions. Les hostilités furent donc arrêtées pendant près de trois mois. Le cabinet de Vienne, jugeant que Kray manquait de pugnacité, le releva de son commandement et le remplaça par l'archiduc Jean, l'un des meilleurs généraux autrichiens. Celui-ci commença par concentrer son armée austro-bavaroise devant Munich. Son idée était de déborder par un large mouvement circulaire la droite française, dans un premier temps de l'anéantir, puis de se jeter sur le reste de nos forces. Sûr de lui, il déclara à son état-major :

— Je veux que sous quinze jours les Français soient tous de l'autre côté du Rhin.

Assez simple, son plan était réalisable, mais Moreau, dont le service de renseignements fonctionnait très bien, en eut connaissance.

Se jugeant prêt, l'archiduc rompit l'armistice le 28 novembre. Des négociations de paix assez mollement menées n'avaient donné aucun résultat positif et justifiaient la reprise des hostilités. Plus de deux mois s'écoulèrent, sans grands mouvements de part et d'autre. Un hiver précoce aurait pu amener une suspension des opérations. Il n'en fut rien.

Le 2 décembre au matin, Moreau réunit un conseil de guerre. Il pensait tomber sur les Autrichiens déjà en marche vers la plaine de Munich. Mais, prenant la parole, Ney conseilla de les attendre dans la forêt de Hohenlinden qu'ils devraient obligatoirement traverser. Ce massif assez touffu et difficilement pénétrable n'était franchi que par une bonne route capable de porter les charrois. Les autres passages, plutôt des layons, ne permettaient la progression que de forces légères. De plus, en restant camouflée dans la forêt, l'armée française ne se dévoilant pas serait en mesure d'attaquer où et quand elle voudrait. Ney préconisa un dernier dispositif : malgré les difficultés du terrain, l'artillerie devrait être mise en batterie en demeurant sous-bois. Ainsi ne pourrait-elle être repérée lorsqu'elle ouvrirait le feu.

Comprenant tout l'avantage qu'il serait à même d'en tirer, Moreau se rallia immédiatement au plan de Ney. Son côté insolite lui plut, même si les autres généraux se montrèrent un peu inquiets à l'idée de livrer un combat d'un type si nouveau.

Les divisions françaises prirent donc position dans la forêt et laissèrent le gros de l'armée ennemie s'y engager profondément. Il faisait un temps épouvantable, la neige tombait à gros flocons. Constatant un flottement dans

la colonne ennemie, Moreau pensa que Richepanse, chargé de tomber sur l'arrière-garde pour couper sa retraite, avait attaqué. Ce général, surnommé plus tard le Murat de la Révolution, avait sous ses ordres des unités d'élite, dont une brigade composée des 1^{er} et 2^e chasseurs à cheval. Il allait répétant qu'avec le numéro 21, il gagnait partout.

Avec sa fougue habituelle, il s'était jeté sur l'ennemi qui ne l'attendait pas, y provoquant un commencement de panique. Il pouvait être neuf heures. Moreau ordonna alors à Ney, que soutenait Grouchy, d'enfoncer l'avant-garde qui se présentait à la sortie de la forêt. Sans peine, il l'y refoula et continua à sabrer tout ce qu'il rencontrait. Il jeta les Autrichiens dans une confusion affreuse. La neige qui mouillait la poudre empêchait les Autrichiens de tirer. Entassés sur la route, ils ne pouvaient se déployer, pendant qu'au centre, s'infiltrant par les nombreuses clairières qui coupaient les sous-bois, les bataillons d'infanterie français les abordaient à la baïonnette. Ce fut rapidement une déroute et un « sauve-qui-peut ». Traversant l'armée ennemie de part en part, Ney et Richepanse tombèrent en riant aux éclats dans les bras l'un de l'autre.

Lorsque vers quatre heures le jour tomba, le bilan des pertes autrichiennes était impressionnant : huit mille tués, douze mille prisonniers, toute l'artillerie, cent pièces et les deux cents fourgons de bagages enlevés que les Français pillèrent joyeusement. Les Autrichiens étaient anéantis. À peine dix mille hommes s'étaient-ils échappés et erraient dans la forêt, certains traqués par les loups. L'archiduc Jean en fuite avait manqué d'être pris, mais son état-major avait eu moins de chance que lui. Le désastre était complet. C'était la première grande bataille dans laquelle Ney jouait un rôle important.

Plus aucun obstacle ne se dressant devant lui, Moreau reprit sa marche sur Vienne après avoir chaudement félicité en public les deux principaux artisans de la victoire : Richepanse et Ney. À présent, seul le mauvais temps persistant freinait l'avance française. Mais, le 25 décembre, un armistice était signé à Steyer, qui arrêta le mouvement de Moreau.

Deux mois après, c'était la paix de Lunéville. En attendant, l'armée victorieuse campait sur le terrain et en profitait largement. Elle vivait grassement sur le pays et festoyait aux frais de l'habitant. Les blondes Bavaoises ne se montraient pas cruelles aux vainqueurs. Pendant cette période d'euphorie, Ney trouva le moyen de se brouiller avec Lahorie, chef d'état-major de Moreau. Ce personnage austère et froid approuvait peu la manière dont certains régiments se comportaient. Il le dit et Ney, qui estimait que ses hommes avaient bien gagné le droit de se payer sur les vaincus, le prit mal. Cette querelle eut une conséquence : elle contribua à éloigner Ney de Moreau.

*

Il y avait au moins une personne à qui la victoire de Hohenlinden avait

porté ombrage. C'était Bonaparte. Elle faisait de Moreau le véritable triomphateur de la campagne. Grâce à lui, les Autrichiens avaient demandé la paix et sa popularité était en train d'éclipser celle du premier consul. D'ailleurs, les généraux de l'armée du Rhin, faisant corps avec leur chef, ne voyaient pas d'un bon oeil la tournure que Bonaparte était en train de donner au gouvernement de la France pour son profit personnel. Ils se proclamaient républicains. Mais pour eux, ce mot avait un sens très particulier : ils ne voulaient pas d'un régime politique aux mains de civils, des « avocats » qu'ils jugeaient en bloc incompétents et corrompus. Ils rêvaient plutôt d'une démocratie autoritaire et militaire, même si ces termes dans leur sens strict étaient parfaitement contradictoires.

Ils y tiendraient le haut du pavé, dicteraient leurs lois à l'Europe et puniraient traîtres et crapules de l'intérieur. Avec cela violemment anticléricaux et antimonarchistes, choqués par le rapprochement que Bonaparte esquissait avec l'Église, ils n'avaient au fond que des idées vagues sur la façon dont se gouverne un État. Il n'empêche que, s'appuyant sur leurs divisions, ils représentaient une force avec laquelle il fallait d'autant plus compter qu'elle était victorieuse.

Sans se désolidariser de ses camarades, Ney s'intéressait assez peu à la politique. La paix revenue, il regagna au printemps 1801 sa chère Malgrange et y retrouva son père. Il avait renvoyé en Allemagne la jeune fille avec qui il avait vécu et pendant des heures les deux hommes échangèrent leurs impressions sur les campagnes auxquelles ils avaient participé.

Cependant Bonaparte, désirant couper court à toute velléité d'opposition, avait commencé par relever de leur commandement, presque sans motifs, tous les généraux de l'armée du Rhin : Grouchy, Jourdan, Grenier, Baraguey d'Hilliers, Richepanse, Lecourbe se retrouvèrent tous sans affectation. Lecourbe sera le plus touché, car il restera sans emploi pendant tout l'Empire, malgré d'indéniables qualités. Bonaparte s'en fit un solide ennemi. Certains autres furent envoyés à Saint-Domingue ou à la Guadeloupe. Quelques-uns furent expédiés momentanément dans leur famille. Ney semblait oublié à la Malgrange. Il courtoisait une écuyère lorsqu'il reçut en avril 1801 une surprenante convocation de Berthier, chef d'état-major de Bonaparte et ministre de la Guerre.

CHAPITRE III

UNE PRÉSENTATION ET UN MARIAGE

(1801-1805)

Le général Alexandre Berthier, fanatiquement dévoué à son maître et soucieux d'écarter tout ce qui pourrait porter ombre à sa personne, avait un problème. Bien sûr, il y avait Moreau et son clan, mais de ceux-là, Bonaparte faisait son affaire. Il avait à résoudre une question beaucoup plus délicate. Un personnage, sans peut-être qu'il s'en rendît compte lui-même, était en train de grandir plus qu'il n'était concevable aux côtés du premier consul. Populaire dans l'armée, excellent général et ayant montré qu'un changement d'opinions politiques ne le gênait nullement, il avait en outre l'avantage d'avoir épousé une soeur du général Bonaparte, ce qui le rendait pratiquement intouchable. Ce cavalier hors pair paraissait irremplaçable à la tête des escadrons de l'armée qu'il maniait comme pas un. C'était Murat.

Berthier, décidé à le contrer d'une manière indirecte, se mit à chercher parmi les généraux un homme qui aurait à peu près son profil et qu'il était décidé à pousser dans la faveur du maître. Qu'il appartînt à l'armée du Rhin plutôt qu'à une autre lui sembla un avantage : on le détacherait de l'équipe Moreau et on montrerait ainsi que la faveur du gouvernement n'allait pas exclusivement aux anciens de l'armée d'Italie. Certes, il y avait Richepanse, le meilleur cavalier de la Révolution, mais il montrait trop qu'il demeurait fidèle à Moreau, quelles que fussent les circonstances. Et il le prouva tellement que le premier consul se hâta de l'expédier à la Guadeloupe, où il mourut rapidement.

Berthier se pencha alors sur le cas de Ney. Excellent cavalier autant que sabreur hardi, intrépide, d'origine modeste, un peu tête chaude, issu de l'armée d'avant la Révolution, il paraissait présenter beaucoup d'analogies avec Murat. Certes, il passait pour avoir un caractère difficile et fantasque, avait quelques tendances à se remplir les poches aux dépens des vaincus ; mais on pourrait peut-être, autant en raison de ses qualités que de ses défauts, le poser en rival de son camarade.

Ney arriva à Paris en mai et presque immédiatement Berthier le présenta au premier consul. L'entrevue fut un échec. Bonaparte, qui ne comprenait pas bien le cheminement de la pensée de son chef d'état-major, lui avait déclaré avant l'audience « qu'il n'avait pas besoin d'un sabre de plus ». De son côté, Ney ne fit aucun effort pour se montrer tant soit peu courtisan. À l'issue du

face à face, Bonaparte déclara qu'il serait sans doute utile d'envoyer ce gaillard aux Antilles avec ses camarades et qu'en attendant, il importait de le laisser sans commandement.

Profitant de son passage à Paris, Ney, toujours intéressé par les jolies femmes un peu faciles, lia connaissance avec une jeune aventurière qui lui avait écrit plusieurs lettres et qui était du reste, encore peu auparavant, la maîtresse de Moreau. Elle se nommait Elzelina van Aylde Jonghe, mais trouvait plus pratique de se faire appeler Ida Saint-Elme. Un peu arriviste, un peu courtisane, un peu agent de la police sans doute, elle avait vécu une existence tumultueuse, passant de bras en bras. Âgée de vingt-cinq ans, elle pouvait affirmer qu'elle connaissait la vie. Fréquentant beaucoup les militaires, elle avait pris l'habitude de s'habiller en homme, ce qui lui allait plutôt bien. Son idylle avec Ney devait durer longtemps, les périodes amoureuses étant entrecoupées de longues abstinences. Obstinée, elle le poursuivit aux quatre coins de l'Europe et il ne parvint jamais à s'en défaire tout à fait. D'ailleurs, dès le début, il avait été édifié sur la sincérité de ses sentiments, ayant reçu par erreur et lu une lettre qu'elle avait adressée à Moreau.

Cette première liaison fut assez brève. Dans les années qui suivirent, alors qu'il était en campagne il vit surgir Ida au moment où il s'y attendait le moins. Elle apparut en Allemagne puis en Espagne. En Russie, pour la contraindre à rebrousser chemin, il n'eut d'autre solution que de lui administrer une raclée qui n'était pas dans ses habitudes. Bien des années plus tard, elle écrivit ses mémoires et les publia sous la Restauration. Comme elle y consignait sans rien déguiser les noms de ses amants, cela déclencha un joli scandale. Elle s'y montra laudatrice vis-à-vis de Ney, ce qui était la preuve d'un certain courage, à un moment où le gouvernement continuait à poursuivre de sa vindicte le maréchal, même après son exécution.

Très vite, en 1801, Ney retourna se morfondre à la Malgrange et, au mois de décembre, il demanda un poste que l'on ne se bousculait pas pour occuper : celui de commandant de la cavalerie pour la prochaine expédition de Saint-Domingue. Y étaient déjà affectés plusieurs de ses amis. Arrivé à Paris et s'étant renseigné sur les risques qu'allait courir l'armée de reconquête de la colonie, il comprit qu'il avait fait un faux pas. Il sollicita alors d'être nommé inspecteur de la cavalerie, ce qui lui fut accordé sans difficulté. C'est que Berthier veillait et n'avait pas renoncé à son projet. Voyant que de son côté Bonaparte n'avait pas changé d'opinion, il inventa une ruse qui lui avait peut-être été soufflée par sa maîtresse, la marquise Visconti. Il mit Joséphine, la femme de Bonaparte, dans son jeu. Celle-ci, grande marieuse s'il en fut, accepta volontiers d'aider Berthier. Il avait tout simplement imaginé de lier Ney à l'équipe Bonaparte en le mariant dans une famille proche du premier consul. Mais là encore, l'affaire n'alla pas toute seule.

Ce fut Joséphine, sollicitée une fois de plus, qui mit l'opération en branle. Elle avait envoyé sa propre fille Hortense et la soeur de son mari,

Caroline, parfaire leur éducation dans une maison qu'avait ouverte la célèbre Mme Campan, ancienne lectrice de la reine Marie-Antoinette. Toutes les jeunes filles de la bonne société y passaient, et ce fut dans ce vivier que Joséphine et son complice allèrent pêcher celle que devrait épouser le général Ney. Il s'agissait d'une amie d'Hortense, nommée Aglaé Auguie, affublée du diminutif d'Eglé. Propre nièce de Mme Campan, son père, haut fonctionnaire des finances, venait d'acheter pour une bouchée de pain le château de Grignon. Il devait le revendre à Bessières en 1803 pour près de trois cent mille francs !

Auguie était rallié sans arrière-pensées au clan Bonaparte. Sa fille, qui avait vingt ans, était grande, brune et plutôt bien faite de sa personne. Pas très intelligente, elle se sentait davantage attirée par l'aspect extérieur des gens et leur goût pour la mode plus que par leur esprit. À ses yeux, la toilette revêtait une importance primordiale. Vaine, frivole, superficielle, dépensière, elle se montra rarement de bon conseil pour son mari. Il n'est pas même certain qu'elle lui fut fidèle. On a parlé d'une trop grande intimité avec le beau Flahaut. Il est davantage probable qu'elle ait eu une passade avec l'empereur. Il est vrai que, de son côté, au cours de ses campagnes, Ney profita des occasions. Mais c'était une excellente maîtresse de maison et les réceptions qu'elle organisa plus tard, quand Ney fut arrivé au faîte des honneurs, passèrent à juste titre pour les plus brillantes de l'empire.

Le général, qui ignorait tout de cette intrigue matrimoniale, fut un peu étonné d'être invité en son château par le père Auguie en janvier 1802. Il se présentait comme un de ses fervents admirateurs, mais Michel ne se mit pas en frais pour cette visite. Il s'y rendit en uniforme de hussard, portant queue de cheveux, cadennettes poudrées et favoris rouges. La présence d'Aglaé fut en quelque sorte une révélation. Il se renfrogna, parla peu, laissant la jeune fille et son père faire les frais de la conversation. Le fait d'apprendre que la femme de son hôte, qui s'était suicidée sous la Terreur, avait été femme de chambre de la reine Marie-Antoinette ne l'impressionna pas. De son côté, elle le jugea provincial, pas très délié d'esprit, atrocement habillé. Bref, ce fut un fiasco.

Tout de même son père, parfaitement au courant des projets de Joséphine, soucieux de lui être agréable, fit remarquer à sa fille que ce garçon était général de division. Ce n'était pas rien, d'autant qu'encore jeune, trente-trois ans, il semblait promis à un brillant avenir.

Ney, toujours entiché d'Ida Saint-Elme, quoiqu'il sût cette liaison sans avenir, avait été assez médiocrement impressionné par la jeune fille. D'ailleurs, il pouvait hésiter à se rallier à ces Bonaparte à qui il ne devait rien. Le 18 avril 1802 fut célébré à Notre-Dame de Paris le premier *Te Deum* chanté depuis la Révolution. Si Bonaparte et ses proches le cautionnèrent de leur présence, un grand nombre de généraux républicains se dressèrent contre cette « capucinade », suivant la phrase du général Delmas. Plusieurs d'entre eux et non des moindres : Lannes, Augereau, Bernadotte, soutenus par Fouché, se préparèrent à faire marcher leurs troupes sur Paris pour assassiner

le premier consul. C'est pour cette raison que la cérémonie fut entourée d'un déploiement de forces qui fit hésiter les conjurés.

Parfaitement au courant de ce qui se préparait, Ney ne se hâta pas de conclure un rapprochement dont il pouvait mesurer les conséquences politiques, surtout que, chez les conspirateurs, il ne comptait pas que des amis. Mais Joséphine se montra persévérante. La correspondance entre elle et le père Auguie d'une part, entre Hortense et Mme Campan de l'autre, montra que tous travaillaient activement à la concrétisation du projet. Une nouvelle entrevue fut donc organisée, presque au corps défendant des intéressés. Entre-temps, la tentative contre Bonaparte avait échoué.

Cette fois, Ney, dûment chapitré (on ignore par qui), y parut vêtu à la dernière mode, les cheveux coupés « à la titus », les favoris rasés (mais il les laissera bientôt repousser), de surcroît en civil. Lorsqu'il le voulait, il pouvait se montrer brillant causeur. « On » le trouva bel homme, intéressant. Toutefois, Eglé hésitait encore. Il avait treize ans de plus qu'elle et, même à cette époque, c'était beaucoup. Son père, ses soeurs, sa tante et son amie Hortense faisaient pression sur elle. Ney revint régulièrement au château de Grignon.

Désireuse de brusquer l'événement, Joséphine adressa fin mai de son propre chef une demande en bonne forme à Pierre-César Auguie, se disant mandatée par Ney qui semblait s'être fait une raison. La jeune fille fit encore attendre sa réponse près d'un mois. Une anecdote charmante et peut-être fautive veut qu'un visiteur ayant raconté devant elle les exploits de Ney dans une bataille, il précisa que le général y avait eu sept chevaux tués sous lui. Treize, aurait rectifié la jeune fille, montrant enfin l'intérêt qu'elle portait à celui à qui on la destinait. Treize chevaux en un seul combat, c'était tout de même beaucoup, ou alors il se serait un peu vanté. Toujours est-il que, sautant sur l'occasion, M. Auguie envoya une réponse favorable à Joséphine.

Dès lors, l'affaire fut menée rondement. Le contrat de mariage fut signé le 27 juillet 1802, en présence du premier consul, qui officialisait ainsi l'admission de Ney dans la clique Bonaparte. Pourtant, entre les deux hommes, il ne devait jamais y avoir ces liens de profonde amitié qui existèrent entre Napoléon et certains de ses maréchaux. L'empereur utilisa les compétences du Lorrain et sut le payer généreusement. Mais il n'y eut pas cet attachement puissant que certains auraient voulu voir se nouer.

C'est que Ney avait un caractère trop indépendant, une trop forte personnalité pour se lier aveuglément à un autre homme. Il avait des coups de coeur, mais pas davantage. De même qu'il avait servi puis quitté sans regrets excessifs Kléber, Hoche ou Moreau, de même le jour où il le jugera fini il abandonnera Napoléon, entraînant dans sa défection des camarades hésitants. Talleyrand, fin psychologue, dira :

« L'empereur n'aimait que ceux qui croyaient en lui et Ney avait perdu la foi. »

L'avait-il vraiment et sincèrement eue un seul instant ?

La dot qu'apportait Eglé n'était pas considérable : cinquante mille francs en espèces, un trousseau évalué à douze mille francs et le quart d'une maison à Saint-Domingue, estimé cinq mille francs. Encore, avec les événements qui se déroulaient dans l'île, l'avenir de la maison pouvait être sujet à caution. Ney était presque davantage à l'aise puisqu'il possédait douze mille francs, et la Malgrange estimée à quatre-vingt mille. Tous deux espéraient que le premier consul leur donnerait des occasions de s'enrichir.

La fête donnée en l'honneur du mariage eut lieu au château le 5 août 1802. Les époux furent civilement unis à la mairie de Thiverval. Le mariage religieux – le Concordat était signé depuis un an – fut célébré dans la chapelle du château. Tout de même, Ney qui, peu auparavant, partageait sans nuances les opinions de ses camarades de l'armée du Rhin, dut se sentir quelque peu mal à l'aise. Si la réception se déroula dans une semi-intimité, les invités, à commencer par les témoins, étaient de choix : Savary, aide de camp et exécuteur des basses oeuvres du premier consul, Isabey, peintre quasi officiel, Hortense de Beauharnais et le banquier Gamot, beau-frère d'Eglé. Mme Campan avait réglé les détails des festivités avec son talent et son sens de l'organisation habituels. Tout fut parfait, la mariée ravissante, le marié rutilant en grande tenue et la comédie que les invités improvisèrent dans le parc charmante.

Mais les Bonaparte ne l'honorèrent pas de leur présence, et Ney en fut quelque peu vexé. Son père lui non plus n'avait pas daigné se déranger. Il trouvait ce mariage avec une jeune personne qui ne lui avait même pas été présentée bien hâtif, et il voulait marquer sa désapprobation. Peu de temps avant, Ney avait mis fin à sa liaison avec Ida et la séparation, la première, avait été orageuse.

*

Ayant eu en quelque sorte la main forcée par son proche entourage, Bonaparte, puisqu'on lui avait imposé Ney, décida de le mettre à l'épreuve. Ses états de service parlaient pour lui. C'était un excellent cavalier et un sabreur hors pair. Un assez bon tacticien aussi, semblait-il, mais avait-il d'autres qualités ?

La Suisse était alors en proie à une guerre civile larvée et aucune puissance européenne ne voyait ce conflit d'un bon oeil. Soucieux de mettre en évidence la prépondérance française, arguant qu'il s'agissait pour lui de couvrir la Franche-Comté, Bonaparte décida d'intervenir. Pour mener les négociations qui ramèneraient le calme, il désigna Ney et lui constitua autour de Besançon un corps d'armée. Talleyrand, ministre des Affaires étrangères, goûtait peu cette diplomatie de traîneurs de sabre. Déjà il s'était élevé contre la nomination du général Andreossy à Londres et celle de Lannes à Lisbonne. Ayant entendu parler du caractère entier et de l'intransigeance de Ney, il le convoqua et lui donna des instructions en trois points :

- Éviter d'écrire à quelque autorité que ce fût en Helvétie ;
- Ne prononcer aucun discours qui pourrait être publié et partant mal interprété ;
- Ne pas trop étaler sa force militaire.

Ney, même s'il avait réussi par son habileté à obtenir la reddition de places fortes, se savait assez novice pour comprendre à quel point les recommandations de Talleyrand pouvaient lui être utiles. Il l'écouta avec attention et promit de le consulter chaque fois qu'il le jugerait nécessaire.

La situation en Helvétie n'était pas compliquée. En fait, deux factions se disputaient le pouvoir. Les fédéralistes désiraient maintenir l'ancien ordre des choses et étaient installés à Zurich. Les unitaires à Berne se proclamaient défenseurs des principes révolutionnaires et souhaitaient un pouvoir central fort.

En octobre 1802, Ney pénétra en Suisse à la tête de ses régiments, ce qui eut pour résultat dans un premier temps de mécontenter tous les habitants, qui appréciaient peu de voir un pays tiers se mêler de leurs affaires intérieures. Sans y prêter trop d'attention, il marcha sur Zurich et déploya ses troupes dans la plaine entre Brugg et Baden. De là, il somma la diète de se dissoudre et, comme elle ne voulait pas l'entendre, il occupa Zurich. Même dispersés, les insurgés ne se tinrent pas pour battus et allèrent partout proclamant qu'ils allaient organiser des vêpres siciliennes contre l'« occupant ». Alors Ney fit emprisonner deux ou trois douzaines de ces trouble-fête et tout rentra dans l'ordre. Les Suisses toutefois ne se faisaient aucune illusion. Le traité d'alliance avec la France que Ney les contraignit à signer transformait leur pays en protectorat.

Ils s'en souviendront à la fin de 1813, en facilitant délibérément aux alliés le passage du Rhin pour envahir notre pays.

Mais, pour l'heure, Ney réussissait assez bien, prononçait dans la cathédrale de Fribourg (avec l'accord de Talleyrand) un discours panégyrique de Bonaparte et faisait preuve d'assez de bon sens pour ne pas verser dans une admiration béate. Puisque la situation était stabilisée, il fit venir sa femme qui, en mai 1803, lui avait donné un fils, Joseph-Napoléon. Grâce à l'hospitalité qu'Eglé sut déployer, les bourgeois de Berne, d'abord réservés, finirent par observer une attitude plus accueillante vis-à-vis des Français. D'ailleurs, Ney savait se montrer ouvert, affable, et accordait audience à tout Suisse qui la sollicitait.

C'est ainsi qu'il reçut un jour la visite d'un jeune homme qui allait jouer un rôle important à ses côtés. Il se nommait Henri Jomini et était né à Payerne (canton de Vaud) en 1779. Il avait donc dix ans de moins que Ney. Entré très jeune dans l'armée helvétique, il avait commencé à montrer ses talents en la réorganisant. Mais comme l'avenir ne lui paraissait pas devoir y déboucher sur une carrière passionnante, il l'avait quittée pour tâter de la banque. Il s'y ennuyait, ce que comprit bien Ney. Mais il avait continué à s'intéresser à l'histoire militaire et avait commencé à rédiger un ouvrage critique sur les

campagnes de Frédéric II, dans lequel, s'il l'admirait, il savait aussi se montrer sévère vis-à-vis du roi de Prusse. Il avait apporté avec lui une partie de son manuscrit. Une étude sur Frédéric II, l'idole des Ney père et fils !

La lecture de ce qui allait devenir le *Traité des grandes opérations* passionna le général. Il se méfiait des théoriciens et autres stratèges en chambre. Pourtant, ce Suisse semblait professer des idées nouvelles et intéressantes. Il pensait qu'en raisonnant froidement et avec méthode sur le terrain, il était possible de conjurer le hasard dans une bataille. Certes ses écrits, raisonnement pur, ne s'appuyaient sur aucune expérience pratique puisqu'il n'avait jamais vu le feu. Mais précisément, l'analyse à froid des événements était, il le savait, ce qui manquait le plus à Ney. Conscient de ses propres limites, il comprit immédiatement le parti qu'il pourrait tirer de cet écrivain suisse. Jomini ne lui cacha pas qu'il souhaitait revenir à l'état militaire et demanda un poste dans un des régiments que Ney levait en Helvétie dans le cadre de la nouvelle alliance. Afin de le conserver sous la main le général allait lui offrir beaucoup mieux : il le prit dans son état-major avec le grade de chef de bataillon et en fit rapidement son premier aide de camp.

Un peu pédant, toujours sûr de lui, développant ses arguments avec force, très intéressé, Jomini ne fut pas un conseiller de tout repos. Il réussit vite à se mettre à dos presque tous les officiers de l'entourage de Ney. Il s'en moquait, s'estimant indispensable et d'un niveau au-dessus de celui de ses camarades. Ses relations avec son chef, d'un caractère lui aussi difficile, ne furent pas des plus aisées et frôlèrent plusieurs fois la rupture, surtout que Jomini avait souvent raison et triomphait sans aucune modestie. Pourtant, Ney le garda à ses côtés jusqu'à la campagne d'Espagne et ne le laissa partir qu'à regret. Il devait plus tard le réutiliser lorsque l'empire connut des difficultés. De leur longue collaboration, Jomini, passé au service de la Russie et devenu célèbre par ses écrits, devait conserver un souvenir attendri. Même s'il lui arriva de le juger sévèrement, il garda pour le maréchal une sincère admiration qui, entre autres, se manifesta en 1815.

La mission de Ney en Suisse, couronnée de succès, tirait à sa fin. Il avait rétabli la paix et le gouvernement se montra satisfait de la manière dont il avait mené son affaire. Même Talleyrand reconnaissait que, pour un sabreur, il ne manquait pas d'une certaine finesse. De leur côté, les autorités helvétiques estimaient que les conditions imposées par la France auraient pu être pires et que le général Ney les avait ménagées. Aussi lorsque, au début de 1804, il quitta le pays, le premier landammann, tant en son nom qu'en celui de ses collègues, lui fit présent d'une tabatière en or massif. En la lui remettant, il précisa : « La Suisse heureuse et tranquille par la médiation ne séparera pas votre nom de celui du médiateur lui-même. » Il ajouta qu'en toutes circonstances, il serait le bienvenu dans le pays et Ney n'eut garde de l'oublier.

Revenu à Paris, il loua un petit hôtel rue Saint-Lazare pour y installer sa

famille en attendant une nouvelle affectation. Toute réflexion faite, le premier consul se montra satisfait de cette « acquisition ». C'était le moment où se préparait le débarquement en Angleterre, puisque la guerre avait repris avec cette nation en 1803. Dès le 27 janvier 1804, Bonaparte nommait Ney commandant du camp de Montreuil où allait se concentrer une partie de l'armée d'invasion.

*

Les premiers mois de la vie au camp de Montreuil s'écoulèrent assez agréablement. Les régiments qui y étaient acheminés n'étaient pas composés de recrues, mais de vétérans. Aussi l'entraînement tenait-il de la routine. En revanche, les équipements avaient beaucoup souffert et avaient besoin d'être remplacés ou réparés. L'état-major dut batailler avec les bureaux pour en obtenir. On lui expliqua que les magasins des dépôts étaient vides et Ney commença à appliquer les méthodes qui seraient désormais les siennes : se servir au détriment de ses camarades pour subvenir aux besoins de ses propres soldats, procédé désastreux qu'hélas la faiblesse des services d'intendance allait le contraindre à mettre souvent en pratique.

Toujours éprise de son hussard, Ida Saint-Elme débarqua sans crier gare, s'afficha aux côtés du général au point que les soldats la prirent pour sa femme, et cette intrusion ne fut pas du goût d'Eglé. Car bien entendu des âmes charitables lui rapportèrent le fait.

Un certain nombre d'événements importants prirent place cette année-là.

Le 15 février, sous prétexte d'une conspiration réelle, mais dans laquelle il n'était pas impliqué, le gouvernement fit arrêter Moreau. Tous les anciens de l'armée du Rhin en furent vivement émus. Ney, malgré ses querelles avec Lahorie, était resté assez proche de son ancien chef. Bernadotte fit même pression sur lui pour qu'il allât témoigner en sa faveur. Il ne bougea pas, parce qu'il estima que cela ne servirait à rien. Il est également possible que sa belle-famille ait influencé son comportement. On lui en sut gré chez Bonaparte.

De même, un peu plus tard, lors de l'arrestation du duc d'Enghien, Ney resta de marbre quoiqu'ait pu dire Eglé, qui n'oubliait pas le rôle qu'avait joué sa mère auprès de la reine. En réalité, ces problèmes politiques ennuyaient le général. En revanche, quand, au mois de mai, dans la grande mise en scène pour faire de Bonaparte un empereur, il fut demandé aux chefs de l'armée de faire connaître leur opinion par écrit, Ney envoya une lettre au premier consul. S'ils étaient emphatiques, les termes manquaient de chaleur :

« Acceptez, général consul, la couronne impériale qui vous est offerte par trente millions d'hommes. » Puis pour montrer qu'en se faisant empereur, Bonaparte reniait la Révolution, il poursuivait, non sans malice : « Charlemagne, le plus grand de nos anciens rois, l'obtint jadis des mains de la victoire. »

Ainsi, s'il avait refusé de se compromettre pour Moreau, Ney soulignait

qu'il n'entendait pas davantage devenir un jouet entre les mains de Napoléon.

Dans cette lutte de factions au sein du clan au pouvoir, il avait déjà choisi son parti : il tiendrait pour les Beauharnais. Puisque Joséphine et Hortense, au travers d'Eglé, s'étaient déclarées ses protectrices et qu'elles se révélaient efficaces, alors que beaucoup d'hommes politiques et de généraux sollicitaient l'appui des frères et des soeurs de l'empereur, Ney se démarqua de cette foule, avec une certaine clairvoyance.

Il est vrai qu'il continuait à s'intéresser peu à la politique. L'empire l'employait et il servait l'empire. Il n'avait pas à s'en plaindre. Proclamé empereur le 18 mai, Napoléon dès le 19 entendit s'assurer de la fidélité des principaux généraux en en élevant dix-huit à la dignité de maréchal de France. Quatre d'entre eux n'étaient plus que des vétérans, juste bons à rehausser de leur présence les cérémonies officielles⁽¹⁾. Les autres, sauf trois, avaient fait tout ou partie de leur carrière à l'armée d'Italie. On a écrit que les trois derniers avaient été choisis pour donner un os à ronger au corps des généraux où il se trouva plus de dix-huit mécontents. Parmi les trois élus, un surtout se distinguait et méritait amplement sa promotion : c'était Jourdan, quatrième de la liste. Il avait brillamment commandé des armées sous la Révolution, gagné plusieurs batailles et ne comptait que des amis parmi ses camarades. C'était un excellent tacticien et si, prématurément vieilli, il ne sera pas à la hauteur plus tard, la faute ne lui en incombera pas entièrement. Il se sentait si peu attiré par le nouveau régime qu'il avait compté parmi les opposants au 18 brumaire. Mais sa personnalité de premier plan justifiait le choix de l'empereur.

Mortier avait été un brillant officier de l'armée du Rhin et s'était montré un chef plein de sang-froid, aidant à remporter un certain nombre de combats. L'année précédente (1803), il avait conquis sans coup férir le Hanovre, possession anglaise, et les mauvaises langues murmuraient qu'il en avait profité pour se remplir les poches.

Mais la nomination qui étonna le plus fut celle de Ney. On n'avait rien à lui reprocher. Il avait servi avec distinction et avait été un artisan de la victoire de Hohenlinden. Mais des généraux ayant d'aussi prestigieux états de service, il y en avait un grand nombre. Certes, la manière dont il avait su mener sa mission en Helvétie avait plu à l'empereur... ainsi qu'à Talleyrand, qui le considérait comme un militaire utilisable. Mais ne fallait-il pas voir aussi dans son élévation l'influence de la faction Beauharnais et aussi celle de Berthier, toujours obnubilé par l'envergure de Murat ? Napoléon ne voulait-il pas par ce geste s'attacher un général qu'il commençait à apprécier ? Il subodorait que Ney, dans un commandement plus important qu'une division, pouvait présenter des lacunes, et le fait qu'il ait recruté Jomini, dont il avait entendu parler, plaidait en sa faveur et parut intéressant à l'empereur.

Le seul qui ne se posa pas de questions fut Ney lui-même. Il n'en ressentit pas un orgueil excessif, même si Eglé fit grand cas d'être devenue « madame la maréchale ». Il montra un peu plus de chaleur dans ses

démonstrations vis-à-vis du pouvoir. C'était bien le moins qu'il pouvait faire.

Au camp de Montreuil, il continua à entraîner dans une atmosphère de fête son corps d'armée en vue d'une invasion de l'Angleterre. Cette situation se prolongea toute l'année 1804 et jusqu'en juillet 1805. La grande question dont discutaient passionnément les officiers était de savoir comment ils traverseraient la Manche. Tout le monde avait compris que les flottilles d'embarcations réunies dans les ports du littoral, à bord desquelles se multipliaient les exercices d'embarquement, ne pourraient prendre le large que sous la protection d'une flotte de haut bord. En effet, au large, croisaient les escadres anglaises. Il était hors de question de les affronter sans escorte.

Jomini, étalant sa science avec pédantisme, ne s'était pas fait beaucoup d'amis à l'état-major de Montreuil. Ney qui l'avait senti se faisait un malin plaisir de le retourner sur le gril pour tenter de le mettre en défaut. Hélas, le Suisse était bien trop avisé, et ces affrontements tournaient souvent à son avantage. Un soir, autour de la table du souper, l'éternelle question du débarquement fut mise sur le tapis :

— Et vous, monsieur le Suisse, qu'en pensez-vous, demanda Ney ?

— Monsieur le maréchal, répondit froidement Jomini, c'est aux marins de décider si la chose est possible... Élevant le débat, il ajouta : Mais lorsqu'elle le serait, il faudrait savoir si elle est opportune !

L'étonnement fut général. Aucun des convives n'avait songé à cette troisième coalition qu'avait nouée contre nous la Grande-Bretagne et qui comptait, outre elle-même, la Russie, l'Autriche, Naples et la Suède. Avec quelques semaines d'avance, l'aide de camp montrait comment allait sans doute opérer l'Autriche. Sur le moment Ney réagit avec colère, mais il ne devait pas tarder à admirer son premier adjoint.

Convoqué à Paris à la mi-juillet avec les autres maréchaux, Ney se vit récompensé par de nouvelles faveurs : il était fait grand officier de la Légion d'honneur et recevait – fonction purement honorifique – le commandement de la septième cohorte de ce nouvel ordre de chevalerie. Les railleries de Moreau étaient loin. Le 15 août, au camp de Boulogne, Napoléon décora un certain nombre de soldats et d'officiers subalternes. Cette magnifique cérémonie marqua le zénith de la préparation. Hélas, la flotte de l'amiral de Villeneuve ne paraissait point. Le rendez-vous de nos escadres aux Antilles avait été manqué. De toute manière, même s'il s'était présenté à l'entrée de la Manche, Villeneuve aurait dû affronter sans aucune chance de succès les forces anglaises de Cornwallis, beaucoup plus puissantes que les siennes.

Les prophéties de Jomini étaient en train de se réaliser. L'Autriche, profitant de ce que le gros des forces françaises était concentré face à la Grande-Bretagne et que notre frontière de l'Est se trouvait à peu près dégarnie, avait mobilisé. Avant la fin août, Napoléon comprit que l'invasion devait être remise à plus tard. Il ordonna le 27 août à la Grande Armée la célèbre volte-face qui devait la conduire au coeur de l'Europe centrale.

Il n'était que temps. Le 10 septembre, les troupes autrichiennes du

général Mack franchissaient la frontière et pénétraient sur les terres de la Bavière, notre alliée.

CHAPITRE IV

« ORDONNE QU'ELCHINGEN PAR NEY

SOIT EMPORTÉ...^[2] »

(1805-1806)

Si la nouvelle coalition pouvait aligner cinq cent mille hommes, dont une bonne partie ne serait pas en état de faire campagne avant des mois et se trouvait géographiquement éloignée du terrain d'action principal, et si elle espérait être bientôt renforcée par deux cent mille Prussiens, en face d'elle l'armée française, quoique numériquement inférieure, constituait un bloc impressionnant et redoutable. Elle comptait cent quatre-vingt-six mille soldats, dont trente-huit mille cavaliers, et était articulée en sept corps d'armée commandés respectivement par Bernadotte (1^{er}), Marmont (2^e), Davout (3^e), Soult (4^e), Lannes (5^e), Ney (6^e) et Augereau (7^e). Le gros de la cavalerie, nommé « réserve générale », était aux ordres de Murat. Cette force s'appuyait sur trois cent quarante pièces d'artillerie de campagne (ses parcs de siège demeurant en France) et surtout était commandée par l'empereur en personne. D'importantes unités demeuraient dans le même temps stationnées en Italie, avec Masséna à leur tête.

Il fallut un mois à marches forcées pour que toutes les unités se déplacent des rivages de la Manche au Rhin. Les étapes harassantes s'accomplirent dans la bonne humeur. Les hommes se sentaient davantage à leur aise à marcher qu'à l'idée de traverser un bras de mer de trente kilomètres.

Ney pour sa part rayonnait. Il était parti un peu en avant de ses troupes pour saluer son père, toujours à la Malgrange. Par le préfet de Nancy, il apprit l'invasion de la Bavière par l'armée du baron de Mack. On allait donc en découdre ! La rédaction des ordres d'opération pour ses divisionnaires ne fut pas une petite affaire. En fait, Ney se sentait un peu perdu, trop neuf dans ce travail d'état-major à l'échelon d'un corps d'armée, et toute la science de Jomini ne fut pas de trop pour l'aider. Ce fut l'occasion d'une nouvelle mésentente entre les deux hommes. Jomini, en officier qui connaissait son métier, prévoyait toutes les solutions qui pourraient se présenter, y compris la possibilité d'une retraite. Comment, une retraite devant de misérables Autrichiens ! À ces mots, Ney vit rouge. Jomini, aussi têtue que son chef, sachant qu'il avait raison, jeta sa démission dans la balance. Ney se calma et

en définitive accepta des termes qui ménageaient sa susceptibilité. On emploierait l'expression « mouvement rétrograde ».

Lorsqu'il franchit le Rhin à Durlach, le sixième corps était fort de trois divisions d'infanterie, comptant vingt-quatre bataillons en onze régiments. Ils étaient commandés par les généraux Dupont – de loin le meilleur –, Loison et Mahler. Le corps comptait en outre une brigade de cavalerie sous Tilly, une artillerie de cinquante bouches à feu et un petit corps du génie. Il n'avait en traversant la France laissé derrière lui qu'un nombre de traînards et de malades insignifiant.

Le général autrichien avait à faire face à une situation qu'il croyait assez simple alors qu'elle ne l'était pas. Il avait sous ses ordres, concentrés autour de la ville d'Ulm sur le Danube, quatre-vingt mille combattants. Il s'appuyait d'un côté sur le fleuve, de l'autre sur le Tyrol. Lorsqu'il aurait reçu les renforts qu'il escomptait, il pensait par Stuttgart se porter sur le Rhin pour le franchir. Il savait en effet que dans le Tyrol l'archiduc Jean, le vaincu de Hohenlinden, avait un corps de vingt-cinq mille hommes et qu'en Italie l'archiduc Charles en disposait de cent mille. En outre, plus de cent vingt mille Russes étaient en marche pour venir soutenir les Autrichiens. Mais ils étaient encore loin et une assez mauvaise arrière-saison ralentissait leur marche. Se fiant aux renseignements fournis par ses services, au demeurant erronés, Mack conclut que Napoléon allait rééditer la manœuvre de Moreau en 1800 : franchir le Rhin en Suisse puis pivoter et traverser la Forêt-Noire. La découverte de dépôts de vivres constitués à la hâte par les fourrageurs de Murat l'ancra dans cette conviction. Il s'agissait d'un leurre. Il était dès lors tout à fait logique qu'il attendît les Français au débouché de ce massif montagneux.

Bien renseigné sur les intentions de son adversaire, dont le caractère timoré lui était connu, Napoléon conçut une manœuvre de grande ampleur qui lui permettrait de détruire et de capturer toute l'armée ennemie. Mais elle exigeait une grande rapidité et une parfaite coordination de la part de ses corps d'armée. Dans un premier temps, il donna pour mission à Masséna en Italie de fixer les cent mille Autrichiens de l'archiduc Charles, pour les empêcher de remonter en Bavière. Puis, au lieu de traverser la Forêt-Noire, il entreprit de la contourner largement par le nord pour déboucher sur les arrières de Mack qui, acculé à la montagne, se verrait couper toute voie de retraite. Afin de masquer ses propres mouvements, à supposer que les Autrichiens aient réussi à les deviner, il positionna au sud, sur les contreforts de la Forêt-Noire, toute la cavalerie de Murat qu'il renforça par le sixième corps de Ney. Suivait, prêt à les soutenir, le cinquième corps de Lannes.

Ce rideau tendu entre ses forces principales et l'adversaire joua parfaitement son rôle. Tant que les corps de Bernadotte,

Davout, Soult et Marmont, ayant franchi le Rhin entre Strasbourg et Mayence, se dirigeaient vers l'est à travers le Wurtemberg, ils demeuraient vulnérables. Un ennemi tant soit peu mobile eût pu profiter de ce qu'ils

faisaient route par trois voies différentes, pour les accabler l'un après l'autre. Il n'en fut rien. Murat et Ney avançaient pour leur part par des chemins de plus en plus mauvais. Si l'infanterie continuait à faire preuve d'un courage et d'une endurance extraordinaires, l'artillerie prenait du retard. Les chevaux d'attelage, peu habitués aux rigueurs du climat, commencèrent à crever par centaines.

Ney n'était qu'à demi content de se retrouver sous les ordres de Murat, avec qui il s'entendait mal, le jugeant vantard et prétentieux. Pour l'heure, il rongea son frein, mais se plaignait sans arrêt à Berthier, major général de l'armée, de cette situation « humiliante ».

Cependant, la manœuvre de l'empereur commençait à porter ses fruits. Dans les premiers jours d'octobre, Soult et Davout atteignirent le Danube aux environs de Donauwerth. Pendant ce temps, Murat et Ney étant passés par Stuttgart, Erllingen et Heidenheim arrivèrent sur la rive gauche du fleuve. Ney occupa Geislingen. Là, il se heurta à un corps autrichien commandé par le prince Ferdinand et le contraignit à se replier. Au même moment (9 octobre) Soult prenait Augsburg, Davout passait le Danube à Neubourg, Bernadotte occupait Ingolstadt, soutenu par Marmont. L'encerclement des Autrichiens se dessinait.

Ce jour-là (8 octobre), Napoléon ordonna à Murat et à Lannes de traverser le Danube et d'en remonter la rive droite pendant que Ney effectuerait le même mouvement sur la rive gauche. Le maréchal arriva le lendemain devant la ville de Gunsbourg, s'en empara et voulut s'assurer des ponts. Il y en avait trois. En cet endroit, le Danube est large, mais peu profond et son lit est parsemé de petites îles. Chargé du raid sur les ponts, le général Mahler se porta personnellement sur celui de Leipheim, envoya sur celui de Reisenbourg le général Labassée à la tête d'une brigade. Quant au troisième, Ney en fit sa propre affaire.

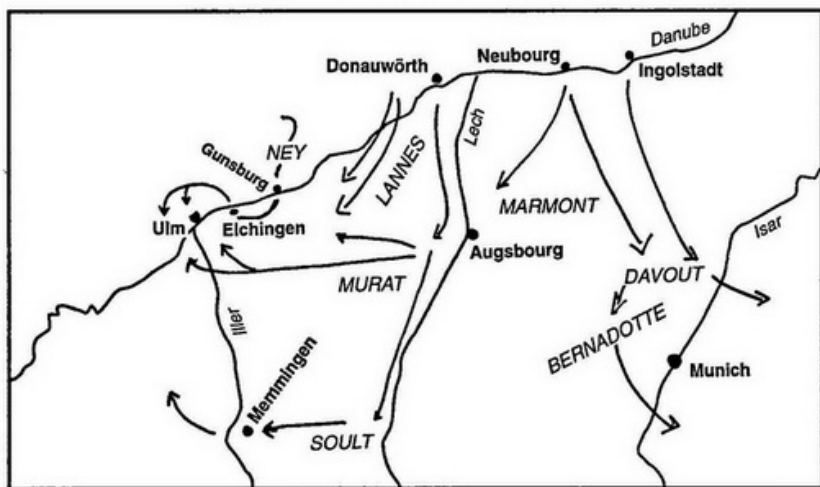
Ce dernier, le grand pont, était en partie détruit et en même temps sous le feu des Autrichiens. Il fut impossible de l'enlever. En revanche, au prix de pertes, le général Labassée put s'emparer de celui de Reisenbourg, établir une tête de pont sur l'autre rive et s'y maintenir jusqu'à l'arrivée de toute la division Mahler, malgré de vigoureuses contre-attaques de l'ennemi. Après cet échec, les Autrichiens se retirèrent sur Ulm. Ney fit alors passer le fleuve à une partie de sa cavalerie et à deux de ses divisions d'infanterie, laissant Dupont seul sur la rive gauche.

Il en conçut vite de l'inquiétude, car d'Ulm des forces importantes adverses étaient en train de traverser le fleuve. Bientôt, Dupont, qui n'avait que six mille hommes – les cinq mille dragons de Baraguey d'Hilliers qui auraient dû le renforcer étant à trois lieues en arrière –, eut à faire face à trente-cinq mille Autrichiens. Or il ne pouvait battre en retraite, car Murat avait prescrit qu'il demeurât sur la rive droite pour couvrir les magasins de l'armée. De plus en plus préoccupé, Ney fit part de ses craintes à Murat, qui réfuta son point de vue avec hauteur. De difficiles qu'elles étaient, les

relations entre les deux maréchaux devinrent franchement mauvaises, surtout lorsque Murat déclara pour clore la discussion :

— Je n'entends rien à tous vos plans, mon cher maréchal ; j'ai l'habitude de ne faire les miens qu'en présence de l'ennemi.

Ney prit cette désinvolture pour une injure, sortit en claquant la porte et, rentré dans ses quartiers, écrivit une lettre à son camarade pour le provoquer en duel. Jomini et l'état-major eurent toutes les peines du monde à le persuader de ne pas l'envoyer. Les relations entre les deux hommes devaient demeurer détestables. Peut-être avaient-ils trop de points communs.



Manœuvre d'Ulm (17 octobre 1805)

Le maréchal avait eu raison de s'inquiéter pour Dupont. L'archiduc Ferdinand l'avait attaqué avec vingt-cinq mille hommes. Mais Dupont s'était retranché dans les deux villages d'Haslach et de Jungingen. Ce dernier fut pris et repris plusieurs fois. Si en fin de journée Dupont avait subi des pertes, son corps principal n'était pas entamé. L'archiduc crut avoir affaire à plus d'une division et ne pensa plus qu'à assurer sa propre retraite. Il comprenait mieux la situation que son propre commandant en chef et se dirigea vers la Moravie, bientôt poursuivi par Murat.

Dans Ulm même, Mack ne savait quel parti prendre. Les avis de ses officiers étaient contradictoires. Les uns suggéraient de gagner le Tyrol, les autres la Bohême, pour aller à la rencontre des Russes. Les plus hardis, enfin, préconisaient de marcher sur le Wurtemberg pour tomber sur les arrières des Français. Mack, qui considérait comme perdues les divisions confiées à l'archiduc Ferdinand, estima que le plus sage était d'attendre dans Ulm, qu'il croyait une excellente position, l'arrivée des renforts qui ne pouvait manquer de survenir. Cette inaction servait grandement le plan de *Manœuvre d'Ulm*

(17 octobre 1805)

Napoléon. Tout de même, afin d'y voir plus clair et de s'assurer une éventuelle voie de retraite (encore qu'un tel mouvement n'entrât pas dans ses vues), Mack envoya la division du général Reise à Elchingen. Le 12 octobre, ses troupes occupèrent sans coup férir le couvent d'Elchingen. Murat, qui ne s'attendait pas à cette attaque, se replia en brûlant le pont d'Elchingen afin d'en interdire l'usage aux Autrichiens.

Mais, ce faisant, il isolait encore plus la division Dupont et, pour peu que les Autrichiens parviennent à réparer le pont, ouvrait aux adversaires la route de Bohême. Le lendemain 13 octobre, Ney reçut du quartier général l'ordre de s'emparer d'Elchingen et de rétablir le pont. Le 14 au matin, il montait à cheval pour déclencher son attaque lorsqu'il rencontra Murat, et ne put s'empêcher de lui lancer une pique :

— Venez donc, prince, venez donc avec moi faire vos plans en face de l'ennemi...

Sans répliquer, Murat s'éloigna au galop.

Le temps était épouvantable, la pluie tombait sans discontinuer, le terrain n'était plus qu'une plaine de boue. Un aide de camp de Ney déclara :

— On barbote comme des canards !

Les sapeurs du colonel Cazal avaient fabriqué dans la nuit des chevalets pour les substituer aux travées du pont trop endommagées. Ils se préparaient à lancer un tablier. Cette opération s'annonçait difficile, car le village et le couvent étaient défendus par seize mille Autrichiens. Malgré la pluie, ils faisaient sur les nôtres un feu d'enfer. Ney engagea la division Loison. Jusqu'alors, elle avait peu combattu. Afin d'encourager les soldats fatigués, mouillés et mal nourris depuis plusieurs jours, le maréchal paya de sa personne. En grande tenue, se désignant au tir de l'ennemi, il n'hésita pas à faire entrer son cheval dans le fleuve. Ce geste galvanisa les hommes. Un régiment passa. Aussitôt, la cavalerie autrichienne le chargea et réussit à le repousser jusqu'au Danube. Nos soldats y eussent été précipités, si deux régiments et un bataillon d'un troisième n'étaient intervenus en renfort, traînant avec eux plusieurs pièces d'artillerie.

Se mettant alors à la tête de cette force importante (plus d'une brigade), Ney marcha résolument sur Elchingen qu'il fallut enlever maison par maison. Comprenant l'importance de la position, les Autrichiens la défendaient avec acharnement.

Pourtant, en un peu plus d'une heure, Ney se rendit maître des lieux ainsi que du couvent qui surplombe la localité. Sa tête de pont était maintenant solidement établie, mais un retour offensif de l'ennemi lui sembla, ainsi qu'à Jomini, une hypothèse vraisemblable. Aussi le maréchal, afin de prévenir toute approche des Autrichiens, décida-t-il d'enlever un bois sur le plateau dominant Elchingen,

Un régiment d'infanterie, le 69^e de ligne, y pénétra. Comme pour donner raison à Ney, à l'autre extrémité du boqueteau attendaient, formés en carré,

plusieurs grosses unités d'infanterie autrichiennes. Ney dut faire donner sa cavalerie. Le 18^e dragon enfonça l'un d'eux, en sabra une partie et captura le reste. Aussitôt les autres, tout en maintenant leur formation, reculèrent vers le village d'Haslach puis vers Ulm. Ney ne disposait pas suffisamment de cavalerie pour les inquiéter. Il avait réussi à mener à bien l'opération dont l'avait chargé l'empereur, et trois mille prisonniers restaient entre ses mains.

Tout en lui exprimant sa satisfaction et en fermant les yeux sur son altercation avec Murat, Napoléon ne lui laissa pas le temps de souffler. L'encerclement d'Ulm par l'armée française était pratiquement réalisé. Toutefois, la ville était dominée par deux hauteurs, le Michelsberg et le Frauenberg. Tant qu'elles demeureraient aux mains des Autrichiens, le siège d'Ulm serait difficile à entreprendre. Napoléon décida de s'en emparer. Ney fut chargé d'enlever la première et Lannes la seconde. Ils devaient agir de concert.

Le 15 octobre au matin, le sixième corps ayant gagné sa base de départ, Ney voulut profiter de l'effet de surprise et lança ses divisions à l'escalade du Michelsberg. Lannes, qui se déployait encore à gauche, n'était pas prêt et du reste attendait l'heure fixée par l'empereur pour attaquer. En fait Ney, sur le terrain, ayant une meilleure vue de la situation, avait eu raison de précipiter le mouvement. Les Autrichiens tentèrent une contre-attaque qui stoppa un instant les Français.

Lannes, qui suivait à la lorgnette le déroulement de l'engagement, prévint aussitôt l'empereur qui se mit à vitupérer Ney :

— Pourquoi s'est-il engagé ? Je lui avais dit d'attendre. Il est toujours le même. Il faut qu'il tombe sur l'ennemi dès qu'il l'aperçoit !

Et il dépêcha au maréchal le général Dumas pour lui ordonner de s'arrêter et d'attendre que Lannes arrive à sa hauteur.

— La gloire ne se partage pas, lui répondit Ney avec superbe.

En réalité il s'était rendu maître de la situation, avait poursuivi son offensive et constaté que les troupes autrichiennes ne tenaient pas devant les siennes. En quelques instants, malgré la raideur des pentes rendues glissantes par la pluie, ses divisions débouchèrent sur le plateau et s'en rendirent maîtresses. Le Michelsberg était pris. Ney y fut peu après rejoint par Lannes. Désormais surplombé par deux corps d'armée français, la situation de Mack était désespérée.

Alors s'ouvrit la phase des négociations. Dès le 15 au soir, agissant de son propre chef, Ney avait eu une entrevue avec Mack. Il l'avait tellement rudoyé, à son habitude, que l'Autrichien en était resté tout abasourdi et se déclarait déjà prêt à signer une capitulation aux conditions qui lui seraient imposées. Informé du procédé, Napoléon commença par donner raison à Ney. Puis, considérant qu'il fallait tout de même se montrer poli et civilisé, il dépêcha à Ulm Philippe de Ségur, son aide de camp. Celui-ci fit preuve de courtoisie, mais sans changer en rien les conditions de la capitulation.

Mack essaya de tergiverser avant de finir par accepter de rendre la place

dans les six jours, car il était à bout de vivres.

En le quittant, l'Autrichien fit remarquer à Ségur :

— Dites-lui (à l'empereur) que le maréchal Ney m'a traité bien durement, que cela n'est point ainsi qu'on traite...

Lorsque le 19 octobre Mack eut signé la capitulation, Napoléon, pour lui exprimer son contentement, décida que le corps de Ney entrerait le premier dans la ville et qu'en outre ce serait lui qui organiserait le défilé des vaincus rendant leurs armes avant de partir en captivité. Le 20 octobre, sur les pentes du Michelsberg et du Frauenberg, les divisions des deux maréchaux Ney et Lannes, déployées en bataille, eurent la satisfaction de voir passer devant elles, bataillon après bataillon, les vingt-sept mille Autrichiens qui restaient à Mack. À l'inverse de leurs généraux pleins de tristesse, les soldats semblaient las de se battre et, raconte Marmont dans ses *Mémoires*, se montrèrent plutôt heureux de se débarrasser de « leur attirail militaire ». Tous les autres avaient été tués ou pris. Bien peu avaient réussi à s'enfuir et, rattrapés, ils mettraient à leur tour bas les armes. En outre, il y avait dans la place deux cents canons, un immense matériel et trois mille chevaux en bonne condition que les Français s'empressèrent de saisir pour remplacer partiellement ceux qu'ils avaient perdus.

Devant Napoléon s'entassaient fusils, sabres et drapeaux, et tandis que Mack était autorisé à rejoindre le quartier général autrichien pour y rapporter le sort de son armée, l'empereur donnait déjà des ordres pour reprendre la marche sur Vienne.

*

Ney et le sixième corps ne participèrent pas à cette phase de la campagne qui allait conduire les Français à Austerlitz. Comprenant qu'à ce caractère entier, il fallait donner l'occasion de mettre en relief sa personne sans qu'il soit bridé par des supérieurs tatillons, Napoléon l'avait chargé d'une mission où il opérerait seul. Son corps d'armée ne comptait plus à ce moment que dix mille hommes, mais l'empereur et le maréchal estimèrent que ce serait suffisant pour courir après Jellachich et le prince de Rohan. En même temps, il devrait occuper le Tyrol.

Cette province autrichienne montagneuse, traversée d'ouest en est par la rivière Inn, est un des principaux points de passage entre l'Italie et les plaines d'Allemagne. L'armée autrichienne du Milanais, forte de cent mille hommes, pouvait être tentée de traverser le massif, soit pour tomber dans le dos des Français, soit pour se joindre aux autres forces de la coalition qui se concentraient en Moravie. Ney devait donc agir avec célérité, malgré des conditions météorologiques de plus en plus défavorables et avec des soldats aux limites de l'épuisement.

Depuis Ulm, la route la plus directe – mais pas la plus facile – pour gagner Innsbruck, capitale du Tyrol, passait par Memmingen, Kempten et

Reutte. A partir de cette localité, un chemin de montagne conduisait jusqu'au col de Fera (Fernpass) puis dévalait sur la vallée de l'Inn. Ney lui préféra celle plus à l'est qui traversait les villages de Garmisch puis, par Mittelwald et le col de Scharnitz, permettait de descendre directement sur Innsbruck. Mais elle était verrouillée par les forts de Scharnitz, Reutosh et Kufstein. Tous trois étaient armés d'une puissante artillerie et défendus par de fortes garnisons. Un siège en règle aurait dû prendre un temps considérable. L'annonce de la capitulation d'Ulm avait découragé les gouverneurs des deux premiers et en recevant de Ney des ultimatums dans le style énergique dont il avait le secret, ils se hâtèrent de hisser le drapeau blanc.

Mais le commandant du fort de Kufstein, moins impressionnable, commença par refuser toute négociation. Par chance, le général Roguet, qui avait fait campagne dans la région, se souvint qu'il existait un sentier de chèvres qui contournait l'ouvrage hors de sa vue et permettait d'aboutir à sa gorge. On le chercha, on le trouva. Roguet se mit à la tête de plusieurs bataillons, les hommes avançant à la queue leu leu, et déboucha sur l'arrière du fort où on ne l'attendait pas. Les Autrichiens se rendirent.

Continuant sa marche, Ney entra le 16 novembre dans Innsbruck. La ville ouvrit ses portes sans coup férir. C'était, outre le pont sur la rivière, un des grands arsenaux de l'empire autrichien. Les Français mirent la main sur seize mille fusils neufs, dont un certain nombre de carabines rayées, armes de grande précision dont la fabrique d'Innsbruck s'était faite la spécialité, une vingtaine de canons, un important stock de poudre et de nombreux lingots de plomb destinés à fondre des balles.

Depuis trois jours, Napoléon était entré dans Vienne.

Cependant Jellachich et le prince de Rohan se trouvaient dans une position de plus en plus difficile. Envoyés à Memmingen par Mack pour y renforcer le petit corps du général Spangen, ils avaient échappé de justesse à la capitulation devant Soult et s'étaient repliés sur le Tyrol, espérant pouvoir résister plus aisément dans un massif montagneux. Disposant au départ de forces plus importantes que Ney, qu'ils savaient sur leurs talons, ils les avaient vu fondre : les désertions, la maladie en avaient eu raison. En outre, ils avaient dû abandonner leur artillerie et leurs bagages. Comme Ney pénétrait derrière eux dans le Tyrol, ils se jetèrent, pour lui échapper, dans l'Arlberg où ils se séparèrent.

Jellachich remonta à l'ouest vers Constance et vint donner dans le corps d'Augereau, devant lequel il dut se rendre. L'odyssée du prince de Rohan fut encore plus extraordinaire. Il n'avait plus avec lui que cinq mille hommes, mais, malgré l'hiver, les cols enneigés et les Français à sa poursuite, il parvint à traverser les Alpes et déboucha en Vénétie... sur les arrières de Masséna, lequel n'eut aucune peine à lui faire mettre bas les armes.

Le même jour où il était entré à Innsbruck, Ney avait occupé la ville de Hall, un peu en aval sur la rivière. Pour l'instant, il estimait plus réaliste d'arrêter son avance, car il sentait la population tyrolienne, fidèle par tradition

aux Habsbourg, très hostile à ceux qu'elle considérait comme des envahisseurs. Quelques Français se déplaçant isolément avaient déjà été pris à partie. Mais l'empereur, à qui ces considérations échappaient complètement, lui enjoignit d'occuper Salzbourg et de continuer son mouvement vers Leoben, d'où il pourrait tendre la main à Marmont. Il fut donc contraint d'éparpiller ses forces sur plus de cent kilomètres, alors que précisément il aurait voulu les garder concentrées.

Ce grave souci lui fit oublier que lui, amateur de flûte, mettait ainsi la main sur la patrie de Mozart. Il n'avait pas tort. Les prémices d'une révolte se voyaient chaque jour. Des bandes de paysans sans desseins précis se formaient, même s'il était assez aisé de les disperser. Ney participa personnellement à ces actions. Son excellente connaissance de l'allemand, son aptitude à mener les hommes et ses menaces d'utiliser la manière forte en faisant fusiller les meneurs, se révélèrent parfaitement efficaces. L'agitation finit par cesser d'elle-même. Il faudra attendre quatre ans et un autre conflit pour que le Tyrol prenne les armes contre les Français.

Le maréchal s'était logé à Innsbruck au château impérial, résidence du gouverneur consigné dans un appartement. Il ne s'y plut qu'à moitié, comme il l'écrivit à sa femme. La bâtisse était trop imposante. Lui et ses officiers se perdaient dans les corridors ! Il montra beaucoup de dépit de n'avoir pas pu participer à la bataille d'Austerlitz, même s'il apprit qu'avant l'affrontement, Napoléon, toujours aimable, avait dit aux autres maréchaux réunis :

— Que n'ai-je mon Ney pour en donner à ces bougres-là !

Toutefois, avant la fin de l'année, il eut à Innsbruck une satisfaction personnelle doublée d'une surprise. Sans être prévenu, il vit paraître un cavalier pourtant bien peu masculin : Ida Saint-Elme, toujours amoureuse et pleine d'entrain, prête à parcourir la moitié de l'Europe pour revoir son héros. Ils tombèrent dans les bras l'un de l'autre, s'enfermèrent dans les appartements du maréchal pendant deux jours. Puis, gorgé de tendresse, Ney, fort peu galant, mit sa belle amie en voiture et la réexpédia en France.

À présent que la paix était signée à Presbourg (26 décembre 1805) et que les Russes avaient eu « la permission de se retirer », bon nombre d'officiers et de soldats pensaient que l'armée allait rentrer en France pour une longue période. Ney en était convaincu comme ses camarades et prenait ses dispositions pour quitter le Tyrol, où les communications étaient difficiles et le ravitaillement aléatoire. En accord avec le grand quartier général impérial, il comptait diriger dans un premier temps ses divisions vers la Souabe et lui-même s'établir provisoirement à Augsbourg. Une lettre confidentielle de Berthier vint tempérer son optimisme. Le major général lui recommandait de rester vigilant, de reconstituer ses effectifs et d'entraîner ses hommes. L'attitude de la Prusse était suspecte et celle de la Russie ambiguë. Au même moment, le *Moniteur* annonçait le prochain retour des troupes en France.

Avec son solide bon sens, Jomini fit remarquer que si on le proclamait si haut et si ouvertement, c'était pour égarer de futurs adversaires. Dès lors, Ney

se résigna à demeurer quelque temps en Allemagne. Ce n'était peut-être pas le moment d'y faire venir Eglé. La presse de Berlin, qu'il recevait régulièrement, se montrait tout d'un coup belliqueuse, ne cessant de proclamer : « L'Allemagne aux Allemands. »

Tout de même, Ney désirait voir sa famille et il sollicita une permission. Berthier commença par la lui refuser, puis à la fin de l'été elle lui fut accordée afin de lui permettre d'assister à la naissance de son deuxième fils. Il quitta son quartier général à la fin d'août 1806, sans savoir qu'une nouvelle coalition s'était nouée le mois précédent entre l'Angleterre, la Russie et la Prusse. Prévu pour un mois, le congé ne dura que huit jours. Arrivé à Paris le 13 septembre, Ney en repartit le 20 pour rejoindre son corps d'armée. L'armée prussienne était en pleine mobilisation.

Une nouvelle guerre commençait.

CHAPITRE V

ENCORE DES BATAILLES, TOUJOURS DES VICTOIRES

(1806-1807)

Se croyant toujours au temps de Frédéric II, l'état-major prussien se berçait d'illusions sur la valeur réelle de son armée. S'ils avaient lutté avec plus ou moins de succès contre les troupes françaises de la Révolution, jamais les généraux du roi Frédéric-Guillaume ne s'étaient trouvés en face de Napoléon. À la cour de Berlin, un parti de la guerre, mené par la reine Louise et le prince Louis-Ferdinand, prenait de plus en plus d'importance et influait chaque jour sur la médiocre personnalité du souverain. Incurablement romantique, la reine, qui avait ébauché un amour platonique avec le tsar Alexandre, s'imaginait qu'ils avaient tous deux reçu la mission divine de débarrasser l'Europe du « monstre français ».

À ces rêves s'ajoutaient des considérations plus matérielles, telle la perte du Hanovre que Napoléon envisageait de rendre à la Grande-Bretagne. La présence des divisions françaises en Allemagne, avec les conséquences économiques qu'elle entraînait, était aussi déterminante.

Une seule personnalité en Prusse n'était pas favorable au conflit. Situation paradoxale, c'était le chef d'état-major général de l'armée, son véritable commandant en chef, le duc de Brunswick. Déjà âgé et se méfiant d'un état d'esprit qui cédait à l'emballement et multipliait les provocations, il avait quelques doutes sur les chances d'affronter victorieusement les troupes napoléoniennes. Ou alors il fallait attendre que l'aide des Russes soit effective, ce qui n'était pas le cas. En effet, dès le 25 septembre, le roi de Prusse avait adressé un ultimatum au gouvernement français, le sommant d'évacuer l'Allemagne. C'était la guerre.

Dans sa majorité, l'armée française était encore cantonnée en Allemagne du Sud. En revanche, les corps d'armée, pour des facilités de subsistance, se trouvaient assez éloignés les uns des autres. De plus, certains régiments tenaient garnison à une grande distance du futur terrain d'un conflit. Par exemple, une division de cavalerie légère bivouaquait en Hollande. Aussi, avant toute chose, l'empereur concentra-t-il ses forces en basse Bavière, vers Ulm, où Ney vint précisément s'établir.

La Grande Armée comprenait toujours sept corps et Ney commandait le sixième. Le second de Marmont n'allait jouer aucun rôle actif, assigné, au moins dans un premier temps, à observer les Autrichiens.

L'idée directrice de Napoléon était de marcher sur Berlin. Deux voies s'offraient à lui : soit passer par les plaines du Nord de l'Allemagne en poussant vers l'est droit devant lui, mais il risquait de voir alors les Prussiens battre en retraite jusqu'à ce qu'ils se joignent aux Russes avant de contre-attaquer. Soit, en partant de Bavière, entreprendre un vaste mouvement tournant qui lui permettrait de couper l'adversaire de ses bases. Ce fut à cette dernière solution qu'il s'arrêta.

De son côté, l'état-major prussien comptait se porter sur les Français sans attendre les Russes et accabler nos divisions une par une, avant qu'elles n'aient pu se réunir. Une telle manoeuvre exigeait de la résolution et de la rapidité, qui manquaient à l'adversaire. Toujours est-il qu'en entendant réaliser leur dessein, les forces opposées s'avancèrent à la rencontre les unes des autres sans être parfaitement éclairées.

En gros, les Français remontaient suivant un axe sud-nord-est. Ils avançaient en trois colonnes distantes d'environ un jour de marche. La plus forte, celle du centre, comprenait le premier corps de Bernadotte, le deuxième de Davout, la garde et la réserve générale de cavalerie. À sa droite, le quatrième corps de Soult s'appuyait sur le sixième de Ney. Connaissant le caractère ombrageux, susceptible et bouillant de ce maréchal, Napoléon avait écrit le 5 octobre à Soult de se montrer aussi diplomate que possible avec son camarade. Il redoutait que la mésentente ne se mît entre eux. Soult devait faire son profit de ce conseil.

Enfin à gauche du corps principal, le cinquième de Lannes et le septième d'Augereau, numériquement un peu plus faibles, complétaient le dispositif. Celui-ci n'était pas sans risques, car un ennemi sachant tant soit peu manoeuvrer aurait pu tomber sur la colonne de gauche et l'anéantir.

Les Prussiens, dont le gros de l'armée campait autour d'Erfurt et avait un détachement sur la Saale, ne bougèrent pas. Leur immobilité, fruit de leur incertitude quant à la marche à suivre, facilita le mouvement de Napoléon. Dans l'affrontement qui allait suivre, cent soixante mille Français se heurteraient à cent trente mille Prussiens et auraient donc l'avantage numérique.

Les ennemis ne vinrent au contact que le 9 octobre. Napoléon avait tourné l'ennemi, mais ne parvenait toujours pas à saisir ses intentions. Le duc de Brunswick, comprenant enfin qu'il allait être coupé de ses bases, se mit en retraite vers l'est avec quelque lenteur. Le 12, croyant avoir devant lui le gros de l'armée ennemie, l'empereur avança sur Iéna en envoyant Davout au nord pour lui barrer la route de Berlin.

En réalité, les deux commandants adverses commirent la même erreur, estimant qu'ils allaient se heurter à presque toutes les forces ennemies alors qu'ils n'avaient devant eux qu'un corps isolé. Afin de s'assurer une position

avantageuse,

Napoléon, ayant occupé la ville d'Iéna, commença à escalader le plateau du Landgrafenberg qui la domine. Il s'y installa dans la soirée du 13 au 14 octobre, avec le cinquième corps et la garde. Soult passé à gauche et Ney toujours à droite étaient demeurés dans la plaine, ne devant intervenir que le 14 au matin.

Cependant, sur le plateau, Napoléon s'impatientait. L'artillerie n'arrivait pas. Il finit par redescendre vers la ville pour découvrir que toutes les pièces étaient bloquées dans un chemin creux particulièrement étroit. Les fusées des roues étaient coincées par des rochers. Le général commandant l'artillerie était retourné souper à Iéna avec son état-major, laissant ses hommes se dépêtrer de la situation comme ils pouvaient. L'empereur fut pris d'une colère froide. Un falot à la main, il éclaira lui-même le travail des sapeurs qui élargissaient la voie à coups de pic. Puis on hissa les pièces.

Le 14 octobre au matin, un brouillard épais couvrait aussi bien la plaine que le plateau. Napoléon, ne sachant pas exactement ce qu'il avait en face de lui, ne se pressait pas d'attaquer. Tandis que Soult se glissait dans un vallon arrosé par un petit ruisseau, le Mûhltha, Ney, sur la droite, remontait le cours du Steinbach. Comme les ordres n'arrivaient pas, il décida d'escalader le plateau dans la brume. En vain Jomini essayait de lui expliquer pourquoi il devait attendre. Pour s'en débarrasser, Ney l'expédia au quartier général demander des instructions.

Après quoi, prenant la tête de son avant-garde et prescrivant au reste du corps de suivre, il commença l'ascension du Landgrafenberg. Lorsqu'il déboucha sur le plateau, le brouillard se dissipait. Le corps de Lannes s'était contenté jusque-là d'échanger des coups de feu isolés avec des tirailleurs prussiens. Mais Ney découvrit brusquement tout le corps de Hohenlohe, cinquante bataillons que soutenait une batterie de trente-six canons. Pour Ney, il n'était pas question de reculer. « Le vin est tiré, il faut le boire », dit-il. Et il engagea la bataille.

Il avait raison d'agir de la sorte, car les Prussiens furent complètement surpris. Il en dérangeait pas moins les plans de l'empereur. Avant que les ennemis aient eu le temps de se ressaisir, Ney avait lancé sa cavalerie sur la batterie qui venait d'ouvrir le feu contre lui. En enlevant ses hussards, le général Colbert lança son célèbre : « En avant, pète qu'a peur ! » Et il sabra les servants sur leurs pièces. Mais Hohenlohe, comprenant le danger que faisait peser cette troupe sur sa gauche, fit charger toute sa cavalerie lourde : trois régiments de cuirassiers, qui ramenèrent Colbert et les siens en bordure du plateau. Ceux-ci auraient été culbutés dans la plaine, si la charge prussienne n'était venue se briser contre les fantassins de Ney formés en carré.

Cependant, le prince de Hohenlohe ne savait trop que penser. Le duc de Brunswick, en le laissant sur le plateau, lui avait donné comme instructions de couvrir la retraite de l'armée par des mouvements retardateurs. Jusque-là, il

n'avait cru avoir devant lui que des forces plus ou moins égales aux siennes.

De son côté, l'empereur était entré dans une violente colère en estimant que Ney s'était engagé deux heures trop tôt. Il croyait toujours avoir en face de lui toute l'armée ennemie. Aussi renvoya-t-il brutalement Jomini qui venait d'arriver à l'état-major : « Allez voir ce que fait votre maréchal ! » Et en même temps, alors que par éléments le sixième corps entraînait en ligne, Lannes avançait pour le soutenir. Dès ce moment, l'affaire était réglée. Avant même que Soult n'eût à son tour atteint le plateau, Hohenlohe battait en retraite. En vain chercha-t-il à s'accrocher au terrain et à reformer une ligne de défense entre les villages de Vinzenne et d'Isserstedt. Les régiments de Ney et de Soult les enlevèrent à la baïonnette. Le prince recula alors vers Weimar, c'est-à-dire, en fait, à l'opposé de la direction qu'il était censé couvrir. Pour faire route sur Berlin, il allait être obligé d'effectuer une grande boucle par le nord.

Napoléon avait donc réussi à se glisser entre l'adversaire et ses bases. Cette retraite de Hohenlohe s'effectuait en assez bon ordre, mais en arrivant vers la ville de Weimar, il tomba sur le corps principal en pleine débandade.

Le duc de Brunswick avait fait route la veille à l'est et à hauteur du village d'Auerstedt s'était heurté à Davout : soixante-dix mille hommes contre à peine vingt mille. Mais celui-ci avait eu une double chance. D'abord, il avait les trois meilleurs généraux de division français sous ses ordres et ensuite, dès le début de l'action, le duc de Brunswick avait été tué. Le roi s'était vu dans l'obligation d'assurer le commandement de son armée, ce dont il était bien incapable. Dès lors, voyant l'immobilité de l'ennemi, Davout n'avait pas hésité à prendre l'offensive et à rejeter les Prussiens également vers Weimar. La rencontre des deux colonnes se produisit dans un désordre sans nom. Ce fut bientôt une fuite éperdue.

Les Français épuisés étaient venus coucher à Weimar. Dans l'auberge où il était installé, Ney, sur les conseils de Jomini, écrivit à l'empereur pour, sinon justifier, du moins expliquer son attaque. Autour de lui, on continuait à la juger prématurée, alors qu'à ses propres yeux elle était légitime. Habilement, il notait : « Je ne puis faire aucun rapport sur la bataille d'aujourd'hui. Votre Majesté, dans cette glorieuse journée, a tout fait et tout vu. »

De son côté, l'empereur n'était guère en position de réprimander le maréchal. Il ne dit rien, mais en garda un rancœur qu'il ressortit quelque temps après.

Tandis que l'armée française soufflait pendant vingt-quatre heures, Ney, toujours soucieux de « relations publiques », envoya ses officiers saluer le poète allemand Wieland, qui résidait à Weimar et les reçut fort aimablement. Le geste fut apprécié.

Murat, de son côté, se lançait sur les traces de l'armée prussienne, entamant cette grande poursuite qui allait le conduire jusqu'aux rives de la Baltique. Pour le soutenir, Napoléon lui avait donné le corps d'armée de Ney,

quoiqu'il sût combien les relations entre les deux maréchaux continuaient à être mauvaises. À présent grand-duc de Berg, Murat se considérait comme très au-dessus de ses camarades, ce que ceux-ci acceptaient difficilement, Ney plus, peut-être, que les autres.

Berthier, connaissant mieux que quiconque l'hostilité des deux hommes, préconisa de remplacer Ney par Lannes qui, quoique lui aussi de caractère difficile, s'entendait mieux avec Murat. L'empereur ne voulut rien entendre.

Le sixième corps s'ébranla donc vers Erfurt, toujours à l'ouest. Il avait de la peine à suivre la cavalerie qui avançait plus vite et à maintenir le contact. En route, Ney raflait des milliers de soldats prussiens déjà dépassés par Murat et complètement désarmés. Le 16, le grand-duc de Berg était arrivé devant Erfurt, place fortifiée qui commença par refuser de se rendre à de la cavalerie. Ney rallia dans la nuit et la ville capitula avec huit mille hommes de garnison. Tandis que Murat reprenait sa course, Ney découvrait que résidait dans la ville le maréchal von Mollendorf, ancien compagnon de Frédéric II. Il prit le temps de lui faire une visite de courtoisie. À l'étonnement du Prussien, il étala ses connaissances, montrant, et pour cause, qu'il connaissait à fond la bataille de Rossbach. Après quoi, avant de quitter la ville, il la frappa d'une contribution de guerre de trois cent mille francs, en théorie pour l'entretien de son corps d'armée, mais qu'il mit dans sa poche. Napoléon, qui savait à quoi s'en tenir sur la rapacité de ses maréchaux et qui fermait les yeux, se contenta, un peu plus tard, de rappeler à Ney qu'avant de procéder à une telle réquisition il devait en parler à Berthier. Ce n'est pas la dernière fois que Ney agira de la sorte. L'esprit désintéressé de l'officier républicain de l'armée du Rhin était loin !

Et la poursuite reprit. Avec quelque inquiétude, Ney, quoique talonné par les ordres de l'empereur, voyait son corps d'armée commencer à fondre, car il laissait nombre de malades et de traînards derrière lui. Après Erfurt, les Prussiens avaient pivoté vers le nord, esquissant une grande boucle pour regagner Berlin. L'armée française effectua un changement de route identique. Ney était renforcé par Soult. Tous deux éprouvaient des difficultés semblables à « coller » à Murat. Le 19 au soir, celui-ci parut devant Magdebourg. Soult et Ney arrivèrent le 20. Tous trois comprenaient qu'il ne pouvait être question de laisser derrière soi une place de cette importance.

Le même jour, un ordre du quartier général apporta la solution. Murat et Soult continuaient la chasse. Ney devait assiéger la ville. Était-ce une manière de punir son comportement à Iéna ? En tout cas, il le considéra comme tel.

*

Magdebourg, bâtie au confluent de l'Elbe et de l'Ohre en Saxe, à environ soixante-dix kilomètres de Berlin, était une forteresse de premier plan. Son système de fortifications ceintes de fossés profonds était très complet, ses murailles en excellent état. Sa garnison s'élevait à vingt-deux mille hommes

s'appuyant sur trois cents canons. Sur le papier, cela constituait un ensemble formidable.

Dans la réalité, les troupes comprenaient un certain nombre de miliciens dont l'ardeur guerrière n'était pas la principale vertu. Sur les pièces d'artillerie du parc, plusieurs dizaines dataient du siècle précédent et n'étaient plus bonnes qu'à décorer les remparts. Mais Magdebourg restait une citadelle bien défendue. Son gouverneur, le général baron von Kleist, ne se faisait aucune illusion. Le prince de Hohenlohe, en traversant la ville, ne lui avait pas fardé la vérité : il ne devait attendre aucun secours et essayer de tenir le plus longtemps possible en immobilisant le maximum de troupes françaises.

Outre les considérations purement militaires, Napoléon avait une raison de voir capituler Magdebourg, qu'ignoraient ses maréchaux, mais que lui avaient fournie ses services de renseignement. Il savait que dans les coffres de la principale banque de la ville étaient stockés une grande quantité de bijoux appartenant à des familles régnantes en Allemagne, et il désirait se les approprier.

La tâche confiée au maréchal Ney n'était pas simple. On lui demandait de s'emparer d'une place forte sans lui donner les moyens d'en faire le siège. De son corps d'armée, il n'avait que la moitié à disposition, mais le reste allait arriver les jours suivants. Seulement, en dehors de quelques batteries de campagne, il ne disposait d'aucune artillerie lourde. Pour ne pas gêner la rapidité de ses mouvements, l'armée n'en traînait pas avec elle. Le parc de siège le plus proche se trouvait à Mayence et le faire venir allait demander plusieurs semaines. Ney s'y résigna, et comme en attendant il fallait improviser, il décida d'utiliser la méthode du bluff qui lui avait jusque-là réussi. Il envoya le général Vandamme, qui comme lui parlait parfaitement l'allemand, porter au gouverneur un ultimatum. Il y soulignait que si ce dernier ne rendait pas la ville, elle serait prise d'assaut et tous ses occupants, garnison et habitants, passés au fil de l'épée.

Le baron von Kleist ne s'émut pas pour si peu. Il fit remarquer, non sans ironie, que pour prendre sa ville d'assaut, il fallait pratiquer une brèche dans les murailles et que de brèche il ne voyait point. Après quoi, il fit poliment raccompagner le plénipotentiaire. Vandamme ne savait trop que penser jusqu'au moment où le général von Wartensleben, qui l'escortait jusqu'aux portes de la ville, lui confia : « Faites jeter quelques bombes dans la place et vous verrez que ce vieil entêté finira par se rendre. »

Ce fut pour Vandamme et Ney un trait de lumière. Le moral de la garnison devait être au plus bas. On allait l'amuser quelques jours, le temps de faire venir un minimum d'artillerie. Ce fut ce que Ney écrivit à Clarke, en lui demandant avec insistance des mortiers.

Les hommes, troquant le fusil contre la pelle et la pioche, commencèrent à élever des travaux d'investissement dans toutes les règles de l'art. Von Kleist, qui connaissait mieux que personne la précarité de sa situation, ne tenta même pas une sortie pour bouleverser l'élévation des ouvrages, ce qui

confirma Ney dans son opinion.

Entre-temps, une certaine artillerie de siège, si l'on peut dire, était parvenue dans le camp français : deux obusiers et un mortier ! Sans en attendre davantage, le maréchal commença à envoyer quelques bombes et obus par-dessus les murailles. Pour faire croire à l'importance de son parc, il obligeait ses artilleurs à changer sans arrêt ses pièces de position. Le résultat ne se fit pas attendre. Un Allemand se présenta à l'état-major. C'était le directeur des salines de Schônbeck, situées à Magdebourg, qui suppliait, moyennant finances, que l'on voulût bien épargner ses installations. Ney se montra d'autant plus accommodant qu'il entrevoyait tout le profit matériel et moral à tirer. De toute manière, rien ne pouvait se faire sans en avoir au moins entretenu le général von Kleist.

Il envoya donc son aide de camp, le colonel Bechet, « causer ». Entre les deux négociateurs, le général prussien et le colonel français, s'engagea une extraordinaire partie de poker. Chacun, tout en croyant deviner le jeu de l'autre, cachait le sien en en faisant miroiter les avantages. Mais en réalité les dés étaient pipés. Par le bavardage de déserteurs, les Français savaient parfaitement que l'état d'esprit des troupes assiégées était déplorable. De leur côté, mener un siège avec aussi peu de moyens tenait de la plaisanterie.

Von Kleist ouvrit le jeu en faisant défiler ses régiments sous la fenêtre de l'hôtel où il recevait le plénipotentiaire français. Ils avaient une assez belle allure et étaient nombreux. Mais Bechet ne tarda pas à remarquer que c'étaient toujours les mêmes qui repassaient devant lui. Après quoi on lui servit un magnifique festin en s'excusant de la médiocrité du menu... car il fallait un peu rationner les vivres si l'on voulait tenir longtemps.

De son côté, Bechet s'enquit du résultat du bombardement.

— Trois fois rien, répondit négligemment von Kleist.

— Ah bon ! Je croyais que vos bourgeois dont les maisons ont été incendiées demandent à grands cris que vous négociez, fit remarquer le colonel.

Là-dessus, on se sépara... en se promettant de reprendre bientôt contact. Tout en continuant à arroser la ville de ses bombes, Ney envoyait chaque jour un émissaire à von Kleist pour le tenir courtoisement au courant des progrès de l'armée française. Berlin était tombée. La population et la garnison de Magdebourg étaient au bord de la révolte. Enfin, le 8 novembre, le gouverneur se résigna à hisser le drapeau blanc et à faire battre la chamade. La place capitulait. Ney se montra bon prince. Il autorisa les officiers à conserver leur épée et la garnison à sortir avec ses armes et à ne les rendre qu'ensuite.

Le 11, les régiments défilèrent devant le maréchal et son état-major, ainsi que le général von Kleist. Ils étaient nombreux, même s'ils ne marchaient pas en très bon ordre.

— Nous voilà bientôt à la fin ? demanda Ney à son voisin, car il trouvait qu'ils étaient vraiment très nombreux.

— Pas encore à la moitié !

Alors Ney se pencha vers Jomini :

— Qu'on prenne surtout bien garde de leur faire jeter leurs armes. Ils sont le double de nous !

Et il expédia un courrier à Berthier pour lui demander ce qu'il devait faire de ses prisonniers, ainsi que des fameux bijoux qu'il venait de découvrir. Il avait compris que ce butin était trop gros pour qu'il pût songer à l'escamoter.

Lorsque la nouvelle parvint à Napoléon, qui se trouvait à Berlin, il commença par ne pas y croire. Il est vrai qu'il devait en apprendre d'autres aussi extraordinaires, puisque quinze jours plus tard, Lassalle s'empara de Stettin avec un seul régiment de cavalerie.

Ayant laissé une petite garnison à Magdebourg, Ney s'était remis en marche vers Berlin où il parvint avant la fin du mois. Comme ses camarades, il était las et espérait secrètement que, cette campagne brillamment terminée, l'armée allait revenir en France. Berthier, se faisant l'interprète des autres maréchaux, fit part à l'empereur de leur désir : « Vous seriez donc bien contents d'aller pisser dans la Seine », répliqua brutalement Napoléon. Car pour lui, la guerre n'était pas finie. Il s'agissait maintenant d'affronter les Russes sur leur propre terrain. La pensée de l'empereur était complexe. Il voulait battre Alexandre pour que celui-ci fût bien persuadé de sa supériorité et, dans le même temps, il tenait à le ménager, espérant s'en faire un allié. Il ignorait encore jusqu'où pouvait aller la duplicité du tsar.

Ney, sachant à quoi s'en tenir, fit quelques préparatifs personnels pour la nouvelle campagne. Désormais, il entendait faire la guerre en prenant ses aises et il se fit confectionner durant son bref séjour à Berlin un vaste manteau, mi-redingote, mi-houppelande couleur puce, doublé d'agneau noir, très chaud, dans lequel il serait parfaitement identifiable par ses soldats. Là aussi, on était loin de l'austérité républicaine.

Comme le sixième corps était celui qui avait le moins peiné dans la poursuite après Iéna, l'empereur le désigna pour constituer l'avant-garde, derrière un rideau de cavalerie tendu par Murat.

*

Des plaines sans fin, des forêts touffues et difficilement pénétrables, des cours d'eau larges, puissants et lents, tel était le terrain qui attendait les Français sitôt passé Berlin et l'Oder franchi. C'était la Pologne, une terre difficile et ingrate. De plus, en ce début d'hiver, la neige commençait à recouvrir le paysage hostile et peu densément habité. L'infini, la faim, les fauves qui n'hésitaient pas à attaquer les voyageurs, même en petits groupes, tout cela, sans compter les Russes, avait de quoi décourager les plus vaillants. Le sixième corps avait franchi la frontière polonaise dans la deuxième moitié de novembre. Ney ne cessait de réclamer des renforts, pour reconstituer ses effectifs de plus en plus squelettiques. Berthier lui en promettait. L'empereur

mettait la dernière main à un sénatus-consulte autorisant la levée de quatre-vingt mille conscrits, dont soixante mille dans l'immédiat. Le maréchal ne se faisait pas d'illusions : rassembler, équiper, instruire et faire venir ces nouveaux soldats prendrait des mois.

Le sixième corps, s'il ne rencontra pas d'ennemis que Murat refoulait, eut à résoudre d'autres problèmes. Le pays qu'il traversait semblait vide de tout ravitaillement. Les réquisitions ne donnaient rien ou très peu. Il fallait improviser, faire venir des convois de vivres d'Allemagne et les protéger contre de petits détachements prussiens ou russes. Bien décidé à nourrir ses hommes, Ney n'hésita pas à se saisir des subsistances qui étaient destinées aux divisions de ses camarades, ce qui ne fit qu'accroître sa réputation de mauvais coucheur. Il s'en moquait.

Depuis Berlin, il avait marché plein est jusqu'à la ville de Thorn, en bordure de la Vistule, qu'il atteignit le 26 novembre et qu'il enleva. Les Russes, cette fois, n'étaient pas loin, mais Bennigsen, quoiqu'il eût cinquante-cinq mille hommes à opposer aux trente-deux mille de Murat, Davout et Ney, jugea tout de même plus prudent de reculer dans l'attente de renforts qu'il n'allait pas tarder à recevoir. Il n'hésita pas à évacuer Varsovie, toujours dans le dessein d'éviter un combat à tout prix. Une partie des forces françaises, obliquant au sud-est, remonta la vallée de la Vistule et le 28 novembre Murat faisait une entrée aussi triomphale que tapageuse dans la capitale de la Pologne.

Mais Ney, fidèle aux ordres de garder le flanc gauche, avait traversé le fleuve puis, marchant toujours à l'est, était venu cantonner autour de la ville de Mlava, à environ cent kilomètres au nord de Varsovie. Le temps continuait à être épouvantable : froid, neige et boue. Tous les maréchaux avaient pris leurs dispositions pour que leurs troupes s'établissent dans leurs quartiers d'hiver, comptant sur la suspension des opérations jusqu'au printemps.

C'est justement sur cette erreur des Français que comptait Bennigsen. Il voulait reprendre l'offensive en plein hiver, dans un climat auquel les Russes étaient habitués et au moment où l'état-major français ne s'y attendrait pas. Le manque de ressources, le petit nombre de localités où chercher refuge avaient contraint Napoléon à déployer largement son armée. Ney, obligé de distendre encore davantage ses cantonnements, décida de faire mouvement en direction d'Elbing sur la Baltique, de manière à pouvoir se ravitailler par mer. Il en avisa le grand quartier général puis se mit en route sans attendre l'accord de l'empereur. En agissant ainsi, il créait un trou de vingt-cinq lieues dans le dispositif impérial. Soult, dont la gauche se trouvait dès lors « en l'air », se fit un malin plaisir d'en avertir l'empereur avant que Jomini ne fût arrivé au quartier général porteur des explications de son chef.

Naturellement, Napoléon entra dans une violente colère en lisant le rapport de Ney. Il s'en prit à Jomini : « Qu'est-ce que votre maréchal Ney ? Savez-vous le tour qu'il me joue ? Il décampe de Mlava avec tout son corps d'armée. On ne sait ce qu'il est devenu ! Est-ce ainsi qu'il comprend la

guerre ? Partez et tâchez de le retrouver. »

Il vitupéra longtemps avant de renvoyer le Suisse. Berthier, de son côté, lui confia des lettres dont le style n'était pas des plus aimable car il était également inquiet. « L'empereur n'a besoin ni de conseils ni de plans de campagne, écrivait-il. Personne ne connaît ses pensées et notre devoir est d'obéir. »

On comprend que, lorsqu'il eut été rejoint par Jomini, Ney laissa éclater son indignation et son ressentiment pour la manière dont on le traitait : « Quoi, ce n'est pas assez de me faire de vive voix ces beaux compliments. Il fallait encore mettre les scribes de Berthier dans la confidence ! »

En réalité Ney, peut-être involontairement, venait de rendre un immense service à l'armée française. Dans sa marche vers le nord, il vint donner en plein dans l'armée russe de Bennigsen, qui faisait mouvement pour attaquer par surprise le corps de Bernadotte. Le général russe fut aussi étonné que le Français.

Ney comprit immédiatement qu'avec ses seules forces il ne pouvait affronter toute l'armée ennemie, dont la manoeuvre nous prenait totalement par surprise. Il battit donc en retraite avec habileté, ne laissant derrière lui ni un homme ni un canon. Bennigsen, qui d'ailleurs ignorait l'importance des forces qui s'étaient heurtées aux siennes, tenta en vain de les anéantir.

Dans le même temps, Ney alertait le quartier général de sa découverte, dont Napoléon comprit la gravité. Sa colère contre le maréchal tomba d'un coup et il se contenta de dire : « Si Ney peut se maintenir, tout est pour le mieux. »

Puis il donna des ordres pour concentrer l'armée, puisque les Russes voulaient lui imposer une campagne d'hiver. Les premiers contacts entre forces de cavalerie eurent lieu dans les premiers jours de février. Les Russes se montrèrent tenaces, à leur habitude. Bennigsen autant que Napoléon espérait un affrontement rapide, d'autant que les escarmouches lui coûtaient du monde, sans grands résultats.

Par un coup de chance, sa cavalerie enleva un officier estafette de Berthier. À la lecture des dépêches dont il était porteur, Bennigsen comprit que Napoléon n'avait pas toutes ses forces sous la main, alors qu'en dehors du corps prussien de Lestoc, en principe trop au nord pour intervenir, lui disposait de toutes les siennes.

En fait, trois des corps d'armée français étaient encore éloignés : ceux de Bernadotte, Davout et Ney. Napoléon n'avait donc que cinquante-cinq mille hommes, face à soixante-dix mille Russes.

Bernadotte ne put rallier à temps et ne participa pas à la bataille. Davout, en revanche, arrivé dans la nuit du 7 au 8 février, constitua l'aile gauche. Quant à Ney, il avait reçu une mission particulière : celle de « marquer » le corps prussien de Lestoc pour l'empêcher de rejoindre les Russes.

C'était une action assez facile, du moins en temps ordinaire, mais la neige et une épaisse brume la rendaient plus aléatoire.

Lestoc, qui connaissait bien le pays, réussit à s'évanouir dans le brouillard. En vain, Ney tenta de se lancer à sa poursuite. Il s'aperçut vite qu'il tournait en rond. Ses soldats parvinrent tout de même à capturer quelques Prussiens, dont l'interrogatoire ne révéla rien. Le maréchal avait compris qu'une bataille était en train de se livrer, car il entendait le canon, mais de même que ses officiers, il était incapable de déterminer la direction d'où venait le son. Il erra ainsi une partie de la journée, d'autant plus irrité qu'il devinait que Lestoc était en train de rallier Bennigsen. Ce ne fut qu'au milieu de l'après-midi du 8 qu'un flanqueur, ayant eu la bonne idée d'escalader un talus, entrevit assez loin les lueurs de départ de nombreuses pièces. Aussitôt Ney accourut et comprit qu'il était en vue du champ de bataille. Mais le terrain qu'il dut alors parcourir était si mauvais, qu'il n'y parvint que vers six heures du soir, la nuit tombée.

Toute la journée Bennigsen avait tenté en vain de couper en deux l'armée française. Seule une vigoureuse charge de cavalerie menée par Murat avait brisé sa principale attaque. Lorsque Lestoc fit un peu plus tard sa jonction, le général russe pensa le lancer à son tour à l'assaut des Français par une ultime tentative. Mais le Prussien lui annonça qu'il avait un corps d'armée ennemi sur les talons, ce qui n'était pas absolument exact, et Bennigsen fut contraint de déployer ce renfort inattendu face à la direction d'où il venait. Lorsque Ney, que Napoléon n'attendait plus, déboucha sur le champ de bataille d'Eylau, les Prussiens renforcés de Russes étaient prêts à le recevoir.

Sans se hâter, Ney procéda au déploiement de ses divisions et soumit l'ennemi à un feu précis que suivit aussitôt après une charge générale à la baïonnette. Les alliés ne tinrent pas. Leur droite pliait et commençait à être débordée. À regret, Bennigsen, qui avait cru pouvoir s'accrocher au terrain toute la nuit, ordonna la retraite générale. Ney pensa avec raison pouvoir en profiter pour transformer celle-ci en déroute, car ses troupes étaient fraîches et l'adversaire visiblement épuisé. Mais un ordre impératif de Napoléon l'arrêta. De toute manière, la victoire était due à sa seule intervention. Il estimait que l'empereur avait fait preuve de timidité en le stoppant et il le cria tout haut devant son état-major. Il ignorait encore l'importance des pertes, et que les coffres à munitions étaient à peu près vides.

Un peu plus tard, il rencontra l'empereur dans une cahute qui lui servait de logement. L'homme avait perdu sa superbe et sa dynamique. La tête dans les mains, il demeurait taciturne. Il commençait à comprendre que les soldats russes sur leur terrain étaient d'une autre trempe que les Autrichiens ou les Prussiens. Il chargea donc le maréchal de suivre à distance, sans engager le combat, l'ennemi qui se retirait vers Koenigsberg. Ney dut retraverser le champ de bataille, un charnier ; quarante mille cadavres le jonchaient, sans compter quelques milliers de chevaux. Parquin raconte que, dans la nuit qui suivit, il se fit un oreiller d'un corps recouvert de paille !

Le sol présentait un mélange de boue, de neige et de sang. Certes l'offensive de Bennigsen était brisée, sa tentative pour détruire l'armée

française en hiver avait échoué, mais à quel prix !

Si de son côté Napoléon était, en fin de compte, demeuré maître du champ de bataille, il n'avait pas anéanti l'armée russe. Eylau, une demi-victoire, était un coup pour rien. L'empereur mécontent essaya bien de faire porter la responsabilité de son insuccès à ses lieutenants. Pour la première fois, il se heurta à une colère quasi générale des maréchaux, et si Ney pour sa part garda le silence, tout en nourrissant ses griefs, d'autres, dont Soult, Lannes et même le fidèle Berthier, ne cachèrent pas leur manière de penser. Napoléon se le tint pour dit. Plus tard, à Sainte-Hélène, il devait accuser ceux-ci des plus noirs desseins, mais pour l'heure il comprit qu'il devait ménager les artisans de ses victoires.

L'incident n'eut pas de lendemain. Chacun garda pour soi ses rancœurs.

Au cours de la simili-poursuite exécutée par le sixième corps, celui-ci rafla ici et là des traînards russes. À la grande surprise des Français, ces prisonniers supplièrent qu'on ne les tuât pas pour les mettre à la marmite ! La propagande fonctionnait bien et de bonne foi les soldats du tsar, intoxiqués par leurs officiers, croyaient les Français anthropophages.

Bientôt, un ordre de Napoléon arrêta son mouvement et Ney fut prié avec son corps demeuré intact de couvrir le repli de l'armée vers ses bases de départ. Arrivé à Gutstadt, Ney s'installa pour passer le reste de l'hiver et fit dresser des fortifications.

Il était quelque peu en pointe par rapport au reste de l'armée et situé assez près des lignes russes. Aussi restait-il constamment sur ses gardes. Sa principale préoccupation demeurait le ravitaillement. Il n'y avait plus de vivres à plusieurs lieues à la ronde et Ney devait envoyer loin des colonnes chargées de se procurer de quoi subsister. Dans chaque village, ses hommes disputaient à des fourrageurs russes le peu de bétail qui s'y trouvait. Certains grenadiers s'étaient fait une spécialité de sonder le sol avec la baguette de leur fusil pour y dénicher des silos camouflés. Les paysans y avaient dissimulé des pommes de terre ou des betteraves. Du reste, les adversaires étaient soumis au même régime Spartiate, mais les Français élevés à moins rude école avaient quelque peine à le supporter. Encore les vieux soldats acceptaient-ils la situation avec une certaine philosophie. Mais les renforts qui commençaient à arriver se composaient de recrues qui souffraient terriblement. Un certain nombre de ces conscrits, d'origine italienne, ne purent supporter la faim, le climat, la vermine et la saleté. Ils se mirent à désertier. Renseignés sur leur état d'esprit, les Russes les y incitèrent. Ney dut menacer de faire fusiller sans jugement ceux qui seraient repris.

Comme si ces épreuves ne suffisaient pas, une épidémie, probablement de typhus, éclata à Gutstadt. Par chance, si l'on peut dire, elle frappa davantage les civils que les militaires. Avisé du danger par le prieur de l'abbaye où il logeait, Ney prit les quelques mesures prophylactiques qui s'imposaient.

Ainsi passa l'hiver, dans de très pénibles conditions. En quelque sorte

d'un commun accord, les adversaires avaient suspendu les opérations militaires. Dans ses rapports à l'empereur, Ney ne fardait pas la vérité. Il écrivait : « Les officiers ne se sont pas déshabillés depuis deux mois, quelques-uns depuis quatre... au milieu de la neige, de la boue, sans vin, sans eau-de-vie, sans pain... faisant de longues marches sans aucune espèce de douceurs. »

A dire vrai, les colporteurs et vivandiers qui suivaient l'armée étaient assez bien fournis de ces « douceurs ». Mais il fallait les acheter et depuis longtemps les soldats et même les officiers n'avaient plus d'argent. Quant à les enlever de force, comme la présence de ces gens était indispensable, les ordres les plus stricts les protégeaient.

Napoléon finit par s'émouvoir de ces missives et ordonna de rassembler à l'arrière ce dont les divisions manquaient. Les carences des services de l'intendance rendirent difficile l'exécution de ces instructions.

*

Ce ne fut qu'au mois de juin 1807 que les choses recommencèrent à bouger. Naturellement, Napoléon comptait profiter des beaux jours pour reprendre l'offensive, mais, une fois de plus, Bennigsen le devança. Il n'attaqua pas brutalement, mais, ignorant l'importance des forces positionnées devant lui, lança des coups de sonde. Il croyait avoir des masses importantes alors qu'il n'était en face que d'un sixième du corps : cinquante mille hommes contre quinze mille ! Une de ses premières poussées de nuit fut rejetée, mais donna lieu à un épisode très « guerre en dentelles », comme Ney les affectionnait. Les Russes avaient laissé un certain nombre de blessés sur le terrain. Le maréchal, qui s'était déplacé en personne pour juger des dégâts, envoya aussitôt un parlementaire pour annoncer qu'il allait faire enlever ces éclopés pour les ramener à leurs propres avant-postes. Ainsi fut fait. Immédiatement, un officier de l'état-major de Bennigsen s'avança à son tour et prononça dans un français parfait : « Nous vous remercions, Messieurs les Français. Nous vous remercions bien sincèrement. »

Nous n'étions plus tout à fait des anthropophages !

Cependant, le généralissime russe avait fini par estimer à sa juste valeur l'importance de son adversaire. L'arrivée du grand-duc Constantin, frère du tsar, le détermina à enlever ce simple corps d'armée français. Les combats, de plus en plus violents autour de Gutstadt, durèrent quatre jours. Ney, qui aurait voulu tenir sur place jusqu'à l'arrivée d'un de ses camarades, se vit contraint de battre en retraite. Il est étonnant de noter que cet homme, que le mot de « retraite » mettait en fureur un peu plus tôt, allait se révéler l'un des meilleurs tacticiens de ce type de manoeuvre extraordinairement difficile.

Jusqu'au dernier moment, il avait espéré pouvoir contenir sur place l'offensive russe et recevoir l'aide d'unités françaises. Napoléon pensait que Ney serait amené à céder du terrain. Ce que fit celui-ci avec son habileté

coutumière, tenant tête à l'ennemi tout au long de ce retrait. Il ne lui abandonna qu'un millier de prisonniers et, ce qui est plus cocasse, les bagages personnels du maréchal jusques et y compris sa batterie de cuisine ! Cette passe difficile n'avait pas entamé sa bonne humeur et lorsqu'ayant enfin rallié l'armée, il rencontra Soult, avec qui pourtant il n'était pas dans une grande intimité, son premier mot fut de lui demander : « Ne pourriez-vous me prêter une culotte ? Les Russes ne m'ont laissé que celle-là ! »

Tous les Français considérèrent que le maréchal venait de réaliser un exploit des plus remarquables puisque, plusieurs fois encerclé, il était parvenu à se frayer un chemin dans les rangs ennemis. D'aucuns s'étonnèrent que lorsque l'année suivante il fut créé duc, Ney ne l'ait pas été de Gutstadt.

Peut-être pour ne pas froisser Alexandre, avec qui il vivait une lune de miel, Napoléon n'y songea-t-il pas.

Lorsqu'à l'issue de sa manoeuvre le maréchal se présenta au grand quartier général, l'empereur le reçut en ces termes qui, du reste, n'étaient pas un reproche : « Comment, monsieur le maréchal, vous avez laissé les Russes vous battre ? » Après quoi, pour lui montrer qu'il appréciait son comportement, il l'invita à dîner.

Bennigsen non seulement n'avait pas réussi à écraser Ney ni à prévenir la concentration des troupes françaises, mais il avait laissé deviner son intention de marcher sur Koenigsberg. Aussi suspendit-il son mouvement et s'installa-t-il dans le camp fortifié qu'il avait fait édifier près de la ville de Heilsberg. Ce fut là que le 9 juin vint buter Murat, à présent en avant-garde de l'armée française. Ni lui ni son ennemi ne souhaitaient que ce terrain devînt celui d'une grande bataille, Napoléon encore moins.

Pourtant un engagement s'y tint. Les Russes reprirent aussitôt après leur mouvement en arrière. Alors que deux de leurs corps d'armée, celui de Lestoc et celui de Kaminski, continuaient vers Koenigsberg, Bennigsen obliqua vers le sud-est avec le gros de ses forces. Il venait de recevoir un renseignement, d'ailleurs inexact, selon lequel un corps d'armée français, celui de Lannes, se dirigeait vers la petite ville de Friedland. Toujours obnubilé par son idée de détruire les Français par fractions, le maréchal russe arriva le 13 juin au soir dans la plaine devant Friedland et y campa. Il fut désagréablement surpris de constater que Lannes n'y était pas.

La ville de Friedland s'élève sur la rivière Aile, assez profonde. Les rives sont escarpées en un endroit où le cours d'eau forme un coude aigu. Cette plaine exigüe est encore coupée par un ruisseau, le Muhlen, qui divise l'angle de l'Aile et rend toute manoeuvre encore plus malaisée. Ce fut pourtant là que, par une décision aberrante, Bennigsen pensa livrer bataille et arrêter les Français lorsqu'ils tenteraient de déboucher des collines environnantes. D'ailleurs, il jugeait qu'il fallait en finir et que poursuivre l'ennemi ne lui serait nullement bénéfique. S'il s'était privé de l'appui de deux corps d'armée, Napoléon avait été contraint d'agir de même et avait détaché Murat à la poursuite des Russes, appuyé par les corps de Soult et de Davout. Le Russe

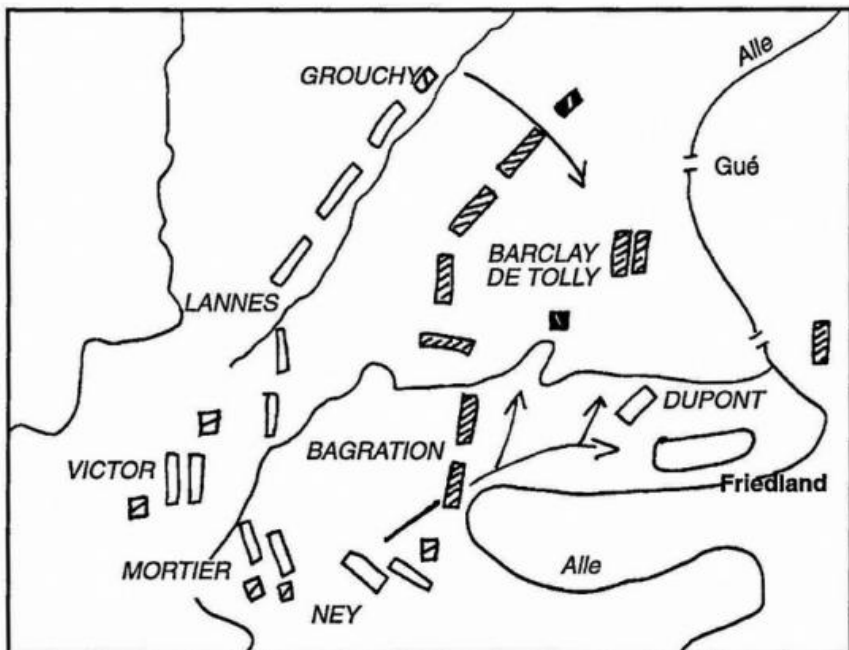
avait pris un risque terrible : celui de combattre le dos à la rivière que franchissaient seulement à Friedland trois ponts à faible débit. Il était donc contraint de vaincre, car tout repli tournerait au désastre.

Napoléon, lorsqu'il arriva sur place le 14, comprit immédiatement l'avantage de la situation, et quand Berthier lui suggéra de reporter l'attaque au lendemain pour laisser ses troupes se reposer, il fit remarquer qu'une telle occasion ne se reproduirait pas. Et ce jour étant l'anniversaire de Marengo, il y vit un présage favorable.

L'armée française se déploya donc. À sa gauche, l'empereur plaça la cavalerie de Grouchy, au centre Lannes et à droite Mortier et Ney. Dans l'idée de Napoléon, Lannes devait fixer l'adversaire et en quelque sorte battre l'estrade tout en résistant aux poussées de l'ennemi. L'action offensive serait menée par les ailes et principalement par Ney, dont l'objectif était de traverser l'armée russe sur sa gauche, s'emparer de Friedland et détruire les ponts. Napoléon précisa : « Enfoncez-vous à tout prix dans cette masse, tête baissée, sans songer à vos flancs et à vos derrières. Je suis là et l'armée pour y veiller. » Foncer était bien dans le caractère du maréchal. Il accepta la mission sans sourciller.

L'attaque française démarra tard dans l'après-midi. Il était plus de cinq heures, mais en juin, sous cette latitude, les journées sont longues. Le sixième corps était concentré derrière un bois d'où il devait déboucher. Surtout Napoléon, connaissant le caractère de Ney, avait insisté pour qu'il ne bouge pas avant que le signal (trois salves d'artillerie) ne soit donné. Ayant regagné ses troupes, Ney rongea son frein, se demandant si ce maudit signal allait enfin être entendu. Rien ! Il mit pied à terre en jurant : « Il est trop tard. »

Et justement, la batterie se mit à tonner. Le temps de ressauter en selle, ses divisions s'ébranlèrent. Tout de suite, le combat fut difficile. Les Russes, à leur habitude, s'accrochaient au terrain avec acharnement. Le prince Bagration, qui commandait l'aile gauche ennemie, était couvert par une batterie de trente-six pièces ayant pris position sur l'autre rive de l'Aile. Celle-ci hachait les bataillons français. La division du général Marchand dut reculer sous la mitraille.



Bataille de Friedland (14 juin 1807)
En blanc, les troupes françaises
(la cavalerie est indiquée d'un trait oblique)

Cependant l'artillerie française ouvrit à son tour le feu et son tir efficace de contrebatterie éteignit peu à peu celui des Russes, en démontant leurs canons les uns après les autres ou en tuant les servants.

Dans le même temps, Napoléon avait fait avancer, pour renforcer Ney, les divisions du général Victor qui commandait les réserves. Grâce à cet appoint, Ney put reprendre sa progression. Entraînant ses hommes, le sabre à la main, il aborda résolument l'ennemi à la baïonnette et, après une mêlée furieuse, pénétra en même temps que lui dans Friedland par la porte d'Eylau. Les grenadiers de Dupont en faisaient de même par celle de Königsberg. La ville était en feu. Les ponts déjà à demi rompus par les projectiles de l'artillerie française furent en un clin d'œil brûlés par les sapeurs. Se rejoignant sur la place centrale, Ney et Dupont tombèrent dans les bras l'un de l'autre puis s'organisèrent pour résister à la poussée des Russes, qui croyaient toujours pouvoir traverser la rivière.

De périlleuse qu'elle était, la situation de leur armée devenait catastrophique, d'autant que, sur notre aile gauche, Grouchy la poussait vers la ville. Les régiments de Bennigsen devaient impérativement franchir l'Aile. Or si son courant n'est pas rapide, le cours d'eau est profond. À hauteur de Friedland n'existait aucun gué, et les rives escarpées interdisaient le franchissement par les chevaux. Le passage devait donc s'effectuer

obligatoirement à la nage et la plupart des soldats russes ne savaient pas nager. L'alternative était donc de se noyer ou de se rendre. Comme ils étaient braves, des centaines se jetèrent à l'eau et périrent. Les survivants déposèrent leurs armes. Toute l'artillerie et le train furent capturés.

Dans le même temps, Murat, devant Koenigsberg, avait raflé les deux corps qu'il poursuivait. Le 14 juin au soir, l'armée russe n'existait plus. Ses débris reculaient vers le Niémen. Le même soir, épuisé et heureux, Ney coucha dans un abri de fortune dressé à la hâte par le génie. Les troupes françaises demeurèrent deux jours sur place pour relever les blessés, enterrer les morts et réparer les ponts.

Ce fut Ney qui, dans le bulletin daté du 17 juin, fut cité comme le principal artisan de la victoire : « Le maréchal Ney, avec un sang-froid et une intrépidité qui lui est particulière, était en avant de ses échelons, dirigeait lui-même les plus petits détails et donnait l'exemple à son corps d'armée qui toujours s'est fait distinguer même parmi les corps de la grande armée. »

Le même jour, l'armée se lança à la poursuite des Russes, mais ne trouva devant elle que de rares sotnias (escadrons) de cosaques qui refusaient le contact.

À ce moment, l'état-major russe était divisé. Une partie préconisait de poursuivre la lutte en attirant Napoléon et son armée au fond de la Russie. Ils citaient en exemple la campagne du tsar Pierre le Grand contre le roi de Suède Charles XII. Une autre soutenait qu'il fallait cesser momentanément le combat. Ce fut à ces derniers que le tsar Alexandre donna raison, quelle que fut sa répugnance à traiter. Mais son armée était détruite. Sa reconstitution demanderait de longs mois et il n'avait plus de forces disponibles. Aussi, dès le 18 juin, sollicita-t-il un armistice. Un argument supplémentaire le poussait à cette démarche : les ennemis atteignaient les bords du Niémen. Au-delà, commençait vraiment la terre russe, et Alexandre ne se souciait pas d'y voir porter la guerre. Napoléon, de son côté, montrait quelque irrésolution à l'idée de franchir cette frontière et de s'enfoncer dans l'immensité. Les maréchaux ne montraient aucun enthousiasme, disant à qui voulait les entendre que l'armée n'était pas prête pour une telle aventure. Aussi la demande du tsar fut-elle acceptée avec empressement.

Le maréchal Ney ne joua aucun rôle dans la négociation qui se traduisit le mois suivant par le traité de Tilsit. Il se contenta de parader aux côtés de ses camarades, de fraterniser sur commande avec ses homologues russes et de bien traiter ceux-ci à sa table, car, avec la paix, l'abondance était revenue en un clin d'oeil. Il fut présenté au tsar, ce qui était normal, et ce souverain daigna se souvenir du rôle chevaleresque qui avait été le sien devant Gutstadt.

Les troupes françaises allaient faire demi-tour et regagner leurs cantonnements qui en Allemagne, qui en France ou ailleurs. Comme la plupart de ses camarades, Ney croyait et souhaitait que cette guerre serait la dernière pour de nombreuses années. La démobilisation d'une bonne partie de l'armée leur semblait certaine et ils aspiraient de toutes leurs forces à jouir

enfin d'un repos mérité. Aucun ne comprenait qu'il était difficile de rendre à la vie civile des hommes qui ne connaissaient d'autre métier que celui des armes et répugnaient à apprendre une nouvelle profession, parfois pénible.

Napoléon ne se montra pas avare avec ses généraux : avancements et gratifications plurent. Les vaincus pouvaient payer. Ney, pour sa part, reçut une rente annuelle de vingt-six mille francs à prélever sur le duché de Varsovie, suivie peu après d'une gratification de six cent mille francs, moitié en espèces et moitié en rentes. Si l'on y ajoutait les contributions qu'il avait levées pendant la campagne et sa solde qu'il lui restait à percevoir, il pouvait considérer que la guerre n'était pas une mauvaise affaire.

Depuis le 19 juillet, Napoléon avait repris le chemin de la France. Ney le suivit dans le courant du mois d'août, impatient de revoir les siens qu'il avait quittés depuis pratiquement un an. Il allait tout de même pouvoir, pendant quelques mois, jouir de la vie de famille.

CHAPITRE VI

INTERMÈDE IMPÉRIAL

(1807-1808)

Si la personnalité de Michel Ney s'était affermie pendant son année d'absence, celle d'Eglé, sa femme, s'était également forgée. Amie intime de la reine Hortense, protégée de l'impératrice Joséphine, brillant par sa beauté et sa connaissance du monde d'un éclat particulier à la cour, elle virevoltait avec aisance dans l'entourage du couple impérial. C'est sans doute pourquoi, dans ce milieu où l'intrigue était permanente, certains songèrent à en faire la Pompadour du régime. Son intelligence était limitée et elle ne risquait pas de se mêler de politique.

Elle recevait à merveille et ses soirées faisaient courir tout Paris. De plus, elle savait conter et distraire l'empereur lorsqu'il était présent. Quant à s'arrêter au fait qu'elle était mariée, la fidélité conjugale n'était pas la vertu essentielle des dames de la cour. L'exemple venait de haut. Le mot célèbre du roi Louis à propos de la reine Hortense, sa femme : « J'ai épousé une Messaline qui accouche », est assez significatif.

On a prêté à Eglé Ney une liaison avec le jeune et beau Flahaut. C'est tout à fait possible, lorsque l'on sait que de son côté Michel eut, en campagne et ailleurs, de nombreuses maîtresses, sans compter Ida Saint-Elme. L'aventure de la maréchale avec l'empereur est moins certaine. Elle n'eût pu la tenir cachée et il n'est pas évident que son mari aurait fait preuve de complaisance. Au moins, s'ils étaient au courant des écarts l'un de l'autre, eurent-ils la sagesse de fermer les yeux.

Délaissant l'hôtel de la rue Saint-Lazare, les Ney en avaient acheté un plus vaste en janvier 1805, situé rue de Lille, sur l'autre rive de la Seine, dans le faubourg Saint-Germain où s'installaient tous les personnages importants de l'empire, tels Jourdan, Masséna, Mortier, Nansouty, Klein ou Eugène de Beauharnais. Là aussi était logée la Légion d'honneur, juste à côté des Ney. Il n'y avait qu'à traverser le fleuve pour gagner les Tuileries.

En l'absence de son mari, trop souvent aux armées, ce fut la maréchale qui procéda à l'aménagement de leur hôtel. Il ne fut pas réalisé avec le meilleur goût. Tout n'était que dorures, lourdes tentures de soie, meubles bardés de bronzes et salons rutilants, plus aptes à frapper l'imagination du visiteur qu'à suggérer l'intimité. Le grand salon, en particulier, était tapissé de miroirs, ce qui fit dire à un visiteur mal intentionné que l'on s'y serait cru dans

un bordel !

On était loin des délicats mobiliers de Versailles, des canapés légers et des trumeaux aériens. Mais tels qu'ils se présentaient, ces arrangements s'accordaient au goût un peu parvenu du moment. Une des seules pièces où Michel Ney apporta une touche personnelle fut sa bibliothèque, simple, presque austère. Sur les rayonnages couvrant les murs, s'alignaient des classiques, choisis un peu sous l'influence de sa femme, car lui-même ne s'y intéressait pas vraiment. Puis, sous la férule intelligente de Jomini, Ney acheta des ouvrages militaires, à commencer par ceux de son chef d'état-major, ainsi que les campagnes de Turennes, *Mes Rêveries* du maréchal de Saxe, Guibert, et bien entendu tout ce qu'avait écrit Frédéric II, y compris son traité de tactique rédigé en vers exécrables. Il y réunit aussi de nombreuses cartes. Ce fut son lieu de prédilection où cet homme simple aimait se réfugier, surtout lorsqu'Eglé recevait, ce qui était fréquent.

De même si, pour imiter les autres grands dignitaires, il se constitua une galerie de tableaux, il avoua volontiers qu'il n'y connaissait rien. De fait, soit qu'il les achetât, soit qu'il se les fît « offrir » au cours de ses campagnes, il acquit souvent des copies en les prenant pour des originaux.

Son père continuait à vivre à la Malgrange et ne lui rendit jamais visite à Paris. Il prétendait qu'à son âge les voyages étaient périlleux. En fait il se souciait peu de faire la connaissance de sa belle-fille dont, à priori, il n'avait pas très bonne opinion. Il ne semble pas s'être inquiété de connaître ses petits-enfants.

Ney demeura en France de septembre 1807 à août 1808. Il aurait volontiers délaissé Paris, car la vie de cour qu'aimait tant la maréchale ne le séduisait guère. Il cacha difficilement son ennui. Les réceptions aux Tuileries avaient un air de parade militaire, mais il ne savait pas bien se mêler à des conversations futiles. Comme il aimait toujours la campagne et qu'Eglé se montrait réticente à l'idée de se rendre à la Malgrange pour y affronter son beau-père, il acquit en juin 1808, en Eure-et-Loir, une propriété nommée les Coudreaux à l'est de Châteaudun où il se plut particulièrement, mais dont il devait peu profiter.

Le domaine était important : un château et son parc de dix-sept hectares, un bois de cent quatre-vingt-dix hectares, des prés, des vignes, des labours, des fermes, des moulins et même une auberge, le tout pour la somme de huit cent mille francs qu'il déboursa sans difficulté. Par la suite, il devait encore l'agrandir en y joignant des terres voisines des siennes, dont le château de Pruneville. Quoique l'ensemble coûtât plus qu'il ne rapportait, Ney aimait à y jouer les gentilshommes fermiers et était assez fier de faire vendre les produits de son domaine au marché de Châteaudun. S'il s'y connaissait en chevaux, il était moins fort en agriculture et se laissait duper par ses tenanciers. En son absence, la maréchale y séjourna régulièrement avec sa famille et y reçut beaucoup.

Durant sa présence en France en 1807-1808, Ney vit grandir les deux

âînés de ses quatre garçons. Joseph-Napoléon avait alors entre quatre et cinq ans et Michel un peu plus de trois. C'étaient encore des bambins et, suivant la coutume de l'époque, les parents les laissaient aux mains de gouvernantes, ne s'en préoccupant qu'une ou deux heures par jour. Ce fut précisément en 1808 que le troisième, Eugène, nommé ainsi par fidélité aux Beauharnais, vint au monde peu après le départ de son père pour l'Espagne.

La responsabilité de leur éducation retomba entièrement sur Eglé, même si le maréchal demeura quelque temps à ses côtés en 1811. Elle n'était pas très compétente, et du reste sa vie de cour l'absorbait trop pour qu'elle se penchât sur ce problème. Par chance, les enfants bénéficièrent de l'expérience de leur grand-tante, Mme Campan, qui prit en main leur instruction. Le quatrième et dernier fils de Ney, né en 1812, ne connut pratiquement pas son père. Ils allaient par la suite réussir pour trois d'entre eux de brillantes carrières militaires. Seul Eugène s'orienta vers la diplomatie, mais mourut jeune de la fièvre jaune, alors qu'il était en poste au Brésil.

*

Avec quelque raison, Napoléon pensait que toute dynastie devait s'appuyer sur une noblesse, et comme ses efforts pour se rallier celle de l'Ancien Régime n'étaient pas couronnés de succès, il décida de créer la sienne. Le décret l'instituant fut signé par l'empereur le 1^{er} mars 1808. Les titres les plus élevés furent réservés aux membres de sa famille et aux grands serviteurs, à commencer par les maréchaux qui, à l'exception de Berthier fait prince régnant, se virent attribuer des duchés rappelant en théorie leurs exploits guerriers.

Napoléon hésita longtemps dans son choix et plusieurs intéressés se montrèrent réticents, voire franchement hostiles à ce qui leur était proposé. Ce fut ainsi que Jourdan, considérant que le titre de duc de Fleurus lui revenait de droit, refusa celui de duc des Abruzzes et se retrouva sans duché.

De même, Masséna ne voulut pas de la Calabre et finalement accepta Rivoli alors que ses amis estimaient que Zurich aurait mieux souligné sa magnifique victoire. Il fallut un marchandage avec l'empereur pour qu'il consentît à ce que Ney devînt duc d'Elchingen. Lui-même aurait préféré Gutstadt.

Eglé ne vit rien de tout cela. Elle était duchesse et peu lui importait de quoi. Désormais, à la cour, elle avait le pas sur une foule de dames. L'empereur appelait son mari « mon cousin », mais lui refusait « ma cousine ». Elle se montra d'autant plus satisfaite que, le train de vie qu'elle imposait coûtant fort cher, la nomination s'accompagna de nouvelles gratifications. Comptant toujours parmi les intimes de l'impératrice, elle pensait sa situation inexpugnable, aussi le divorce de Napoléon à la fin de 1809 lui porta-t-il un rude coup. Par fidélité, elle proposa d'accompagner Joséphine dans son exil de Malmaison, mais celle-ci refusa. Il fallut toute

l'insistance de son amie Hortense pour qu'elle consentît à se rapprocher de Marie-Louise... puis elle s'en accommoda et parut de nouveau à la cour comme si de rien n'était. Cependant, elle ne sympathisa jamais avec la nouvelle souveraine.

À Paris, le maréchal demeurait sans affectation. Sa timidité, hors de la vie militaire, le mettait mal à l'aise. Il ne savait trop se comporter dans le monde, commettait des impairs et en souffrait. Pour une raison futile, il se querella avec le comte Tolstoï, ambassadeur de Russie, et l'affaire faillit se terminer sur le terrain. À la fin de l'hiver 1808, il se plaignit de rhumatismes, conséquence de la vie rude menée au cours de ses dernières campagnes. Son médecin l'envoya prendre les eaux à Barèges, dans les Pyrénées. Cette station thermale était à la mode et un certain nombre d'officiers généraux y avaient déjà séjourné. Ney qui, l'année précédente, aspirait tant à la paix, la jugeait insupportable. Il pouvait être tranquilisé. Même s'il allait à son retour à Paris acquérir les Coudreaux, il n'allait même pas y séjourner un mois : un nouveau conflit auquel la France était partie prenante venait d'éclater en Espagne.

CHAPITRE VII

« UNE GUERRE DE COMÉDIE »

(1808-1809)

La guerre d'Espagne est la première dans laquelle la France napoléonienne est la puissance assaillante. L'empereur avait depuis un certain temps des vues sur la péninsule ibérique dont il estimait (à raison) la dynastie régnante en pleine décadence. Le non-respect par les Espagnols du blocus continental ne fut pour lui qu'un mauvais prétexte.

En octobre 1807, avait été signé à Fontainebleau un traité entre le gouvernement du roi Charles IV et la France, afin de se partager le Portugal jugé trop inféodé à la Grande-Bretagne. Dès lors, il parut normal que des troupes françaises franchissent la frontière des Pyrénées pour aller prendre part à la future occupation du royaume des Bragance. Ce fut ainsi que Mortier se trouva en Navarre, Moncey à Burgos, Dupont, qui était venu chercher un facile bâton de maréchal, à Valladolid et Junot en route vers Lisbonne.

Ces soldats français furent, au début, regardés par les Espagnols sans hostilité. Mais ils produisirent sur eux une médiocre impression. Napoléon avait jugé inutile d'envoyer dans le sud les meilleures unités de la Grande Armée demeurées en Allemagne, puisqu'il s'agissait d'une promenade militaire. Nos régiments étaient formés de conscrits sans grande résistance physique. Beaucoup savaient à peine tenir un fusil. Peu à peu, cependant, la prise de possession de points stratégiques par les Français commença à inquiéter quelques esprits clairvoyants. Puis Murat, nommé lieutenant général de l'empereur, partit en février 1808 avec les instructions les plus vagues.

Pourtant, tout se déroula bien jusqu'au fameux guet-apens de Bayonne, où le roi Charles IV abdiqua en faveur de son « bon ami Napoléon ». Aussitôt, la révolte éclata d'un bout à l'autre de l'Espagne. Tout un peuple se souleva en faveur du fils de Charles IV, Ferdinand, qui ne méritait pas une telle adoration.

Circonstance aggravante, le gouvernement britannique, sollicité par plusieurs des junte insurrectionnelles qui s'étaient créées un peu partout, commençait à envisager d'utiliser la péninsule ibérique comme champ de bataille contre les Français. Un corps de débarquement fut donc constitué. La situation se gâtait en Espagne. Dupont, un des meilleurs généraux de la Grande Armée, s'était avancé dans le sud pour donner la main à l'amiral Rosily, dont les vaisseaux, depuis Trafalgar en 1805, mouillaient toujours à

Cadix. Il fut contraint de capituler le 20 juillet à Bailen, en Andalousie, devant une « poignée de brigands ».

Du coup, le roi Joseph, passé sans plaisir de Naples à Madrid et qui était entré le même jour dans sa nouvelle capitale, se hâta de décamper le surlendemain. Il se réfugia à quarante lieues de la frontière française, à Burgos, sous la protection de soixante mille baïonnettes commandées par Bessières et Moncey. Puis il demanda de l'aide à son frère.

Le 3 août, Ney, qui venait de rentrer à Paris et se préparait à villégiaturer dans l'Eure-et-Loir, reçut l'ordre de partir en Espagne et de s'y mettre à la disposition du roi. Dans le même temps, l'empereur précisait à son frère que, s'il s'entendait avec lui, Ney pourrait lui servir de général en chef. Le maréchal s'éloigna de Paris assez soucieux. D'ailleurs, preuve qu'il prenait l'affaire au sérieux, il emmenait avec lui plusieurs de ses meilleurs officiers, dont Jomini et Colbert. Néanmoins, pour rassurer sa famille, il écrivit un peu plus tard à Mme Campan (18 octobre 1808) : « Nous faisons ici une guerre de comédie... Les Espagnols sont dégoûtés de cette guerre. » Il voulait surtout que leur tante apaisât les craintes d'Eglé.

Il parvint à Burgos assez rapidement le 7 septembre et ce fut pour y apprendre d'autres mauvaises nouvelles : les Français étaient bousculés partout. Aussitôt arrivé, Ney se vit confier une nouvelle fois le sixième corps, qui était réduit à un peu plus de huit mille hommes. Pour l'instant, il s'agissait de se maintenir et d'empêcher, jusqu'à l'arrivée de Napoléon et des renforts, ce pleutre de Joseph de filer sur la France.

Les généraux français étaient décontenancés par cette nouvelle forme de guerre qui ne correspondait à rien de ce qu'ils avaient connu jusqu'à présent. Jomini lui-même, consulté par son chef, ne savait trop qu'en penser. Tout dans ce conflit était inhabituel, confessait-il. D'ailleurs, les relations entre les deux hommes se tendaient. Ney reprochait à Jomini de se comporter en perpétuel magister et le Suisse se plaignait de la lenteur de l'avancement. Il aurait bien voulu être promu général et ne voyait rien venir. Ney eut une vue assez nette des tribulations qui les attendaient, après une conversation avec Girardin, grand écuyer de Joseph : « Si les choses continuent ainsi qu'elles vont, nous aurons tous bientôt les *oreilles* (ici un mot plus cru) coupées. Je ne sais pas si vous tenez beaucoup aux vôtres, mais quant à moi je vous déclare que je veux conserver les miennes. La guerre qu'il faut faire en Espagne est une guerre de cannibales... »

Il se montra fort mécontent lorsqu'il apprit qu'il devrait agir en subordonné de son camarade Lannes. Celui-ci estimait que, même avant l'arrivée de l'empereur, il fallait, face aux Espagnols, reprendre l'offensive. Il se heurta à Tudela à une de leurs armées commandée par Castaños et la mit en déroute. Elle battit en retraite par la vallée de l'Ebre. Ney, qui aurait dû prendre position pour lui barrer la route, s'était bien gardé de bouger, en prétextant la faiblesse de ses effectifs et l'absence d'instructions précises. En réalité, il se souciait peu de travailler à la gloire d'un autre maréchal. Il agira,

hélas, trop souvent ainsi pendant son séjour en Espagne.

Lorsqu'il l'apprit, Napoléon en fut irrité. Pour réparer sa bétise, et sur les conseils de Jomini, Ney se porta de lui-même en renfort auprès de Moncey qui assiégeait Saragosse. Là encore, il prétendit n'en faire qu'à sa tête et enlever un important ouvrage ennemi dans des conditions douteuses, sans même avoir pris la peine d'éclairer le terrain. Seul un ordre impératif de Moncey l'empêcha de commettre une nouvelle faute. Bientôt, du reste, l'empereur le rappela à Madrid que les Français venaient de réoccuper. Il quitta Saragosse sans laisser le moindre renfort à Moncey. Il n'était pas très fier de lui en rejoignant son maître et pourtant Napoléon ne lui en voulut pas et lui fit même bon accueil. Les troupes que l'empereur avait amenées, de vieux grognards de la Grande Armée, permirent de reconstituer intégralement, entre autres, le sixième corps avec ses divisionnaires habituels : Marchand, Mathieu, Dessolles et bien entendu Colbert à la tête de la cavalerie.

*

Napoléon, jugeant la situation grave, était entré en Espagne à la tête de cent soixante mille hommes de bonnes troupes, « pour remonter la machine ». Bousculant les Espagnols sur son passage, il était parvenu le 4 décembre à Madrid. Or depuis les premiers jours de novembre, une armée anglaise commandée par Sir John Moore, forte de vingt-cinq mille hommes et renforcée de contingents portugais, avait quitté Lisbonne et, avançant avec prudence, pénétré en Espagne. Elle y avait reçu l'appoint de quelques unités existantes ainsi que de la population et des guérillas qui se levaient un peu partout. Elle arriva jusqu'à Salamanque, où Moore apprit l'arrivée de Napoléon ainsi que l'importance des forces qui l'accompagnaient. Comprenant le grave danger que courait son armée, et sans tenir compte des objurgations de ses alliés qui le suppliaient de demeurer sur place, il amorça un mouvement de repli en direction de La Corogne, bon port qui servait déjà de point d'appui aux forces britanniques. Il y aurait dans cette grande rade, le cas échéant, des facilités pour rembarquer ses régiments.

Napoléon séjourna à Madrid du 4 au 22 décembre 1808, le temps de remettre en place quelque chose qui ressemblait à une administration. Le 19, sur le plateau de Chamartin, aux portes de la capitale, il passa ses troupes en revue et en particulier le sixième corps reconstitué. De bonne humeur, il annonça à Ney qu'il savait de source sûre que les Anglais fuyaient à toutes jambes. Le maréchal en était moins certain. Comme pour lui donner raison, un officier vint à ce moment porter une dépêche annonçant que Moore, de Salamanque, remontait au nord vers Valladolid, comme s'il avait voulu s'interposer entre l'armée française et les Pyrénées. On sait qu'en fait il ne songeait qu'à gagner La Corogne, mais l'empereur interpréta autrement son mouvement. Le 20 au matin, Ney se mettait en branle pour entamer la poursuite, précédant de peu Soult et la garde.

L'idée de l'empereur était de couper la route aux Anglais entre Salamanque et Valladolid, puis de les écraser en rase campagne. Trois routes s'offraient pour traverser la sierra de Guadarrama : celle du nord par le col de Somosierra, celle du centre par la passe de la Granja et enfin celle de l'ouest par l'Alto de León, de loin la plus praticable. Le temps, en cette fin décembre, était mauvais. Pluie, neige, glace et même des tempêtes de sable ralentissaient considérablement la marche des troupes. Les chevaux s'abattaient sur le verglas et les soldats durent pousser « à bras » l'artillerie pour lui faire traverser la montagne. Exténués, affamés, trempés, les hommes se traînaient et lorsqu'ils apercevaient l'empereur au milieu d'eux, certains allaient jusqu'à dire à voix haute : « Qu'on lui flanque un coup de fusil ! »

Malgré ces conditions inhumaines, Ney continuait à avancer. Le 24 décembre, il atteignit Medina de Rio Seco, se rapprochant de Benavente, sur la route de La Corogne. Des traînards anglais qu'il ramassait à la pelle lui apprirent que Moore n'avait plus que quinze heures d'avance. Autant dire rien. Il entraîna ses troupes et la poursuite reprit de plus belle vers Benavente.

Afin d'augmenter leur écart, le général anglais fit sauter le seul pont qui franchissait la rivière Esla au droit de Benavente. Les Français cherchèrent et trouvèrent un gué puis se jetèrent dans l'eau glacée. Pour les encourager, l'empereur et le maréchal y entrèrent sans hésiter. À son tour, Moore forçait les étapes, même s'il abandonnait beaucoup de monde aux mains de Ney.

Le 2 janvier 1809, au bivouac, Napoléon reçut des dépêches inquiétantes de Paris. Talleyrand et Fouché menaient d'obscures tractations. De plus, l'Autriche réarmait ouvertement. L'empereur décida alors de rentrer en France. Comme le corps de Ney était épuisé, il le remplaça en pointe par celui de Soult. Avant de s'éloigner, il leur recommanda de ne rien négliger pour coordonner leurs efforts et en finir avec cette armée anglaise. Puis, pour éviter toute querelle de préséance, il désigna Soult comme commandant des forces françaises. Le choix se justifiait car le duc de Dalmatie était le meilleur tacticien, sans avoir toutefois la fougue et l'allant de son camarade. Seulement Ney en fut profondément irrité, car il considérait que le commandement des deux corps réunis aurait dû lui revenir de droit. En principe, les maréchaux étaient subordonnés au roi Joseph, mais tout le monde dans l'armée savait que le monarque comptait pour rien.

*

Dans leur retraite, les soldats anglais se conduisaient aussi mal que leurs adversaires, pillant, volant, brûlant et maltraitant les habitants, si bien qu'après le départ du gros des troupes, ceux-ci emmenaient d'eux-mêmes aux avant-postes français les traînards souvent ivres morts. Se sachant à présent talonné, Moore continuait sa route avec toute la vélocité possible. Les escarmouches à l'arrière se multipliaient et ce fut au cours de l'une d'elles que Colbert, commandant de la cavalerie de Ney, fut tué.

Néanmoins, le général anglais s'arrêta à Lugo pour regrouper ses troupes qui se montaient encore à dix-neuf mille hommes. Il en sortit le 6 janvier au moment où les avant-gardes de Soult y parvenaient et il évita de peu l'encerclement.

Le 9 janvier, Soult écrivit à Ney en lui demandant de diriger une partie de son corps d'armée sur Vigo pour y capturer les quatre mille Espagnols de La Romana et de le rejoindre avec le reste, sans lui demander s'il était d'accord pour diviser ainsi ses forces.

Cependant, Moore avait atteint La Corogne... pour y trouver la rade vide de transports. Il fut donc obligé d'accepter la bataille. Mais, dans l'arsenal, il trouva vingt mille fusils anglais neufs destinés aux troupes espagnoles. Sans hésiter, il les prit et les distribua aux siennes dont les armes étaient détériorées par la pluie et la boue et il augmenta grandement ainsi sa puissance de feu. Puis il fit creuser des tranchées.

Soult, quand il découvrit La Corogne et les dispositions défensives anglaises, ne se dépêcha pas d'attaquer. Plus tard, il devait soutenir que ce retard était dû au fait que Ney n'était pas venu le renforcer. De son côté, Ney déclara que Soult, qui voulait s'attribuer tout le mérite de la victoire, avait refusé le secours des divisions que son camarade lui avait proposées. Il est certain que tous deux eurent des torts. Leur inimitié était désormais de notoriété publique.

À la fin du compte, les transports britanniques étant arrivés, le plus gros des troupes anglaises put s'embarquer, évitant de justesse d'être jetées à la mer. Elles abandonnaient presque toute leur artillerie, leurs bagages, leurs chevaux qui furent froidement abattus sur la plage, et perdaient leur général tué dans les derniers moments de l'action retardatrice. Après la bataille, Soult, qui continuait sa progression vers le Portugal, remit la Galice au sixième corps et Ney occupa les ports de La Corogne et du Ferrol.

La nouvelle mission que lui définit Berthier par lettre consistait à défendre cent lieues de côtes et à pacifier deux provinces : Galice et Asturies. Il ne disposait que de seize mille hommes, bientôt réduits à douze mille. Il décida en conséquence de tenir un certain nombre de places, ports et carrefours routiers avec de fortes garnisons, contre lesquelles tout assaut espagnol se briserait. Dans le même temps, avec plusieurs colonnes mobiles, il sillonnerait le pays afin de pourchasser les guérillas. Ce n'était sans doute pas la meilleure méthode pour procéder à une pacification, Ney le savait, mais il n'avait pas suffisamment de moyens pour en appliquer une autre.

Les atrocités espagnoles se perpétuant, les soldats brûlèrent les villages et fusillèrent les habitants, quels que soient leur âge et leur sexe. Puis, répondant à la terreur par la terreur, Ney ordonna de pendre les rebelles, se rappelant opportunément la parole de Montluc, « qu'un pendu faisait beaucoup plus d'effet qu'un fusillé ». Il écrivit à ce propos : « On nous fait une guerre bien cruelle. » Et sa colère se porta en particulier contre le clergé qui excitait les paysans.

Jomini, de son côté, expliquait l'impuissance française en déclarant : « Nous ne savions absolument que ce que nous pouvions voir de nos propres yeux. »

En fait, les chefs de guérilla, tel Juan Diaz Porlier dit El Marquesito en Galice, tenaient la campagne, contrôlaient les routes et abandonnaient les agglomérations. Mélange de soldats, de bandits, de contrebandiers et de paysans, leurs bandes étaient à l'abri dans les massifs montagneux et leur mobilité les rendait difficiles à accrocher.

Comme il savait que la bourgeoisie galicienne soutenait par tous les moyens la rébellion, en particulier en lui procurant de l'argent, Ney la taxa de lourdes contributions dont il mit une partie dans sa poche. Ce fut en vain que les employés des services civils de Joseph se plaignirent qu'après le passage du maréchal, il était impossible de percevoir le moindre impôt.

Ney s'était installé à La Corogne. Il avait établi son quartier général dans le palais du gouverneur, après en avoir expulsé les occupants. Dans l'ambiance d'insécurité qui régnait, il n'était pas question de cohabitation. Mais, d'entrée de jeu, il fut à même de montrer aux Espagnols le côté chevaleresque de son caractère. Un officier anglais, Charles Napier, avait été abandonné sur la plage, blessé au moment de l'embarquement de son armée. Il avait été transporté à l'hôpital et y gisait abandonné dans un coin quand, presque par hasard, Ney, qui venait d'arriver à La Corogne, tomba sur lui et ordonna qu'on lui apportât tous les soins nécessaires. Or ce Charles Napier n'était pas n'importe qui et avait de puissantes relations en Grande-Bretagne. Là-dessus un officier anglais, le capitaine Winter, débarqua en parlementaire pour s'enquérir précisément du blessé. Il lui fut répondu qu'il allait bien. Mais le capitaine Winter confia à un aide de camp du maréchal que sa mère était « vieille, presque aveugle » et aurait souhaité le revoir sans doute une dernière fois. Touché, Ney renvoya son captif dans son pays, aussitôt qu'il fut en état de voyager, après lui avoir toutefois fait signer une promesse sur l'honneur par laquelle il s'engageait à revenir se constituer prisonnier au bout de trois mois.

Napier revint bien en Espagne au bout d'un certain temps, mais comme attaché au quartier général britannique ! Lorsqu'il l'apprit, Ney laissa éclater son indignation et le fit savoir au commandant en chef anglais qui s'empressa d'avertir son gouvernement. Celui-ci ne voulut pas être en reste. Appréciant le geste du maréchal, il ne lui renvoya pas Napier, mais fit libérer immédiatement et sans contrepartie deux marins français ainsi que le neveu de Ney, prisonnier en Grande-Bretagne. De plus, son geste vis-à-vis de Napier fut très apprécié outre-Manche et lui valut une manière de popularité.

Les Espagnols de La Corogne eux aussi jugèrent que sa conduite était celle d'un gentilhomme. Du coup, ils estimèrent qu'ils pouvaient répondre aux avances qu'il ne manqua pas de leur faire. Parmi eux, la marquise Ballista ne tarda pas à honorer de sa présence les soirées musicales organisées par le maréchal et, peu farouche pour les occupants, devint rapidement « la tendre

égérie » du maître des lieux. En son honneur, il multiplia fêtes et réceptions. On fit venir des chanteurs, on dressa des tables de jeu et en peu de semaines le palais devint un tripot !

Tout l'état-major suivit l'exemple de son chef, et bientôt la majorité des officiers filaient le parfait amour. Il est vrai que le séjour à La Corogne avait ceci de particulier que les Français y étaient comme assiégés. Aucune sortie n'était possible sans une forte escorte, et encore n'était-ce pas toujours suffisant. Les Galiciens qui se compromettaient faisaient preuve d'un beau courage, car il n'était que trop certain que si les Français étaient amenés à évacuer la ville, leur sort deviendrait peu enviable.

Depuis leur arrivée en Espagne, les relations entre Ney et Jomini, à présent son chef d'état-major, n'avaient cessé de se dégrader. À l'origine, la grande responsable en était Eglé. Elle avait prêté une oreille complaisante aux ragots qui se colportaient aux Tuileries, selon lesquels le Suisse était en réalité le souffleur de Ney, qu'entre ses mains le maréchal n'était qu'une marionnette, etc. Bien entendu, Eglé s'était empressée, sans réfléchir ni vérifier, de rapporter ces racontars à son mari, lequel en avait conçu une légitime rancune.

Ensuite, Jomini exprima le désir de se marier et en demanda l'autorisation. La chose en soi était normale, mais lorsque Ney apprit que la jeune fille, Mlle von Zastrow, était prussienne, il se fâcha tout net et mit son adjoint en demeure de choisir entre ses fonctions et son union. Jomini s'inclina, la rage au coeur. D'ailleurs, Ney lui reprochait de ne rien comprendre à cette forme de guerre. C'était sans doute exact, mais il aurait pu observer qu'il n'était pas le seul.

Au début du printemps 1809, Soult était toujours à Oporto, au Portugal. Ney, demeuré en Galice, y montait une nouvelle expédition contre les guérillas d'El Marquesito et du marquis de La Romana. Jusqu'à présent ses coups de boutoir avaient donné dans le vide, les guérilleros se dispersant devant les colonnes pour se reformer derrière. Mais le maréchal avait décidé cette fois de prendre en personne le commandement des troupes françaises composées de douze bataillons d'infanterie, quatre escadrons de cavalerie légère et d'artillerie de montagne. Il voulait nettoyer les Asturies, région difficile où les ennemis pouvaient se croire dans une relative sécurité en raison du relief.

Dans le même temps, Ney avait résolu de se débarrasser de Jomini, en le renvoyant en France sous le premier prétexte venu. Il ne sursit que de quelques semaines à l'exécution de sa décision.

CHAPITRE VIII

UN ADVERSAIRE ORIGINAL

(1809-1811)

À la fin d'avril 1809, un nouveau commandant en chef britannique, d'un style très différent de ses prédécesseurs et de ses adversaires, débarqua à Lisbonne. Il se nommait Sir Arthur Wellesley et avait déjà combattu l'année précédente dans la péninsule, dans un grade subalterne. Lorsqu'il retournera en Angleterre, cinq ans plus tard, il sera devenu le duc de Wellington.

Avant tout, c'était un gentleman aussi peu militaire que possible. Habillé de préférence en civil dans le service, il détonnait parmi ses officiers. Il professait le plus grand mépris pour ses troupes, « de la canaille et des ivrognes » qu'il fallait mener au fouet, disait-il et que, du reste, il soumettait à une discipline de fer. En même temps, il portait une extrême attention à parfaire leur instruction en veillant à ce que leur ravitaillement et leur confort soient assurés. Il attachait beaucoup d'importance à accroître la puissance de feu de son infanterie. Avec lui, elle apprit à tirer vite et juste, les Français allaient en faire à leurs dépens l'amère expérience.

Ce général un peu excentrique avait un don particulier pour découvrir le terrain sur lequel il allait manoeuvrer. Son ami Croker, voyageant avec lui, fut stupéfait de constater à quel point ses hypothèses sur la nature du relief se révélaient exactes, ce à quoi le duc répondit : « Quoi d'étonnant ! Toute ma vie s'est passée à essayer de deviner ce qu'il y avait de l'autre côté de la colline. »

La tâche qui lui était dévolue paraissait une gageure : combattre deux cent mille Français avec à peine vingt-cinq mille Britanniques, auxquels, il est vrai, s'ajoutaient vingt mille Portugais et soixante mille Espagnols. Mais cet homme flegmatique et pragmatique tenait en piètre estime ces insulaires mal armés, peu instruits et qui avaient tendance à se disperser comme une volée de moineaux à la première salve. Il rapportait sur eux : « Je ne sais que faire de ces gens-là ! Mettez-les derrière un mur et ils le défendront, mais faire manoeuvrer sous le feu une cohue pareille est impossible. » En réalité, la situation n'était pas aussi délicate que certains se complaisaient à la décrire. Les différents chefs de corps français n'entendaient pas être subordonnés les uns aux autres et tenaient à agir indépendamment. Dès lors, l'armée anglaise était à même de combattre dans des conditions bien moins défavorables.

Sans perdre de temps, début mai, Sir Arthur marcha au nord, surprit

Soult qui se croyait à l'abri derrière le Douro et le força à déguerpir. Le maréchal repassa la frontière et rentra fort opportunément en Galice. L'armée anglaise ne l'avait pas poursuivi dans sa retraite.

Pendant ce temps Ney, ignorant tout de ces événements, poursuivait son offensive en Asturies et battit La Romana sous les murs d'Oviedo qui lui ouvrit ses portes. Profitant de ce qu'il était profondément engagé dans cette province avec sa masse de manoeuvre, une armée insurgée forte de seize mille hommes se porta sur les villes de Betanzas et de Lugo, où Ney avait installé d'importantes garnisons. À Betanzas, le colonel Girard tint sans peine les assaillants, mais, à Lugo, le général Fournier-Sarlovèze eut davantage de mal et les colonnes en retraite de Soult survinrent fort à propos pour disperser les ennemis au moment où Ney accourait au secours de la ville.

Ce fut donc à Lugo que Ney et Soult se revirent le 29 mai. Leur entrevue fut orageuse. Chacun d'eux avait accumulé des griefs contre l'autre, et Ney ne s'était guère montré coopératif avec son camarade. Leurs éclats de voix traversèrent les cloisons et parvinrent aux oreilles des officiers d'état-major.

À la fin, conscients qu'ils devaient s'entraider face à l'ennemi, les deux maréchaux rédigèrent un extraordinaire document, une convention par laquelle ils définissaient ce que devaient être leurs comportements respectifs, exactement comme deux puissances étrangères signant un traité. Le texte rédigé en deux exemplaires fut confié par chacun des maréchaux à son secrétaire, mais quoiqu'il ne fût pas diffusé, les rumeurs les plus fantaisistes sur sa teneur ne tardèrent pas à courir l'armée. En gros, il y était stipulé ceci : pendant que le sixième corps continuerait à occuper les places les plus importantes et surveillerait les routes en construisant de petits postes, le deuxième manoeuvrerait contre La Romana puis, après l'avoir battu ou écarté, entrerait en contact avec les troupes du maréchal Victor. Dans ce même esprit de collaboration, les magasins du sixième corps deviendraient communs aux deux. Ainsi la Galice verrait ses troupes d'occupation doublées, ce qui était une bonne chose, mais sous un commandement bilatéral, ce qui l'était moins.

Acceptée de mauvaise grâce par chacun des signataires, la convention de Lugo ne fut pas vraiment exécutée. Soult ne songeait qu'à évacuer la Galice après s'être approvisionné dans les magasins de Ney, pour se rapprocher de Madrid. Ney, après avoir essuyé un échec devant Vigo, accusa Soult de ne pas l'avoir soutenu. À lui seul, il ne pouvait tenir les deux provinces. À son tour, il se replia vers Astorga le 30 juin, sur la route de La Corogne à Madrid, et y concentra son corps d'armée afin de le rendre de nouveau opérationnel. Il serait fastidieux de détailler les lettres que Soult et Ney échangèrent à ce moment, dans lesquelles ils s'accablaient réciproquement de reproches. Mais ce fut l'époque que choisit Ney pour se séparer de Jomini en l'envoyant à Vienne porter ses doléances à l'empereur et mettre sous ses yeux la fameuse convention de Lugo. Lorsque Napoléon finit par en apprendre l'existence, il se demanda à haute voix si ses deux maréchaux n'étaient pas devenus fous.

Tout au long de la route, Jomini eut le temps de réfléchir. Il comprit que

venir gémir sur les rapports entre Soult et Ney auprès de Napoléon, alors que celui-ci venait de connaître un semi-échec à Essling, risquait de le faire mal recevoir. On ne l'écouterait pas et peut-être la colère légitime de l'empereur se tournerait-elle contre lui. Aussi, arrivé à Schoenbrunn, n'évoqua-t-il qu'en passant la querelle des maréchaux en l'attribuant surtout aux difficultés de communiquer. Il s'étendit davantage sur la menace que l'armée anglaise faisait planer sur la capitale si, profitant de ce que la vallée du Tage n'était pas couverte, elle la suivait pour remonter vers Madrid. Napoléon l'écouta à peine. La chose lui semblait impossible. Il se gaussa de Jomini, pour qui il avait pourtant une grande estime, en lui jetant : « Voilà bien comme vous êtes, messieurs les stratèges. Vous vous imaginez que votre ennemi va précisément faire la manoeuvre que vous calculez comme la plus habile. Si on raisonnait ainsi à la guerre, on n'y dormirait pas une nuit tranquille. »

Puis il le congédia tout en le gardant à Vienne. Or quelques jours plus tard, il le fit appeler de toute urgence et l'accueillit on ne peut plus aimablement en disant : « Wellesley est sorti du Portugal. Vous aviez raison ! »

Jomini s'attendait à être renvoyé sur-le-champ en Espagne, mais Napoléon le conserva à ses côtés jusqu'à la fin de l'année, ce qui n'était pas pour déplaire au Suisse qui en avait assez de cette guerre hors des règles et espérait finir par gagner ses étoiles de général.

*

Cependant l'armée anglo-hispano-portugaise progressait rapidement vers Madrid en remontant la vallée du Tage, ce qui lui procurait un ravitaillement facile en eau.

Revenu quelques jours à Paris, Napoléon, conscient du danger, écrivit le 1^{er} juin à Soult pour lui donner le commandement d'une armée positionnée dans le nord de l'Espagne, qui comprendrait, outre son corps, ceux de Ney et de Mortier. Ainsi à la tête d'une masse de soixante mille hommes, il pourrait se porter sur les arrières ou le flanc des Anglais et les détruire. Or, tandis que Soult concentrait ses trois corps autour de Salamanque, Joseph, qui décidément n'entendait rien à l'art de la guerre, forçait Victor à marcher à l'ennemi sans attendre le renfort du corps de Sébastiani. Cette ineptie réduisait à néant la superbe manoeuvre stratégique élaborée par Soult et Jourdan qui voulaient attirer Wellesley jusque sous les murs de Madrid pour l'y anéantir. Il semble que l'Anglais ne perça pas à jour le plan français. Mais, en réalité, le piège fonctionna trop tôt parce que le roi ne voyait pas plus loin que son désir de ne pas voir abîmer « sa » capitale.

La rencontre eut lieu le 28 juillet par une chaleur écrasante, à Talavera de la Reina. La bataille fut indécise, mais Victor finit par abandonner le terrain et se replia pour couvrir Madrid en faisant sa jonction avec Sébastiani.

Les généraux espagnols voulaient se lancer à sa poursuite et se voyaient

déjà défilant sur la Calle Mayor. Or, le lendemain, les alliés apprirent que Soult et son armée dévalaient du nord avec l'intention de tomber sur leurs arrières. Wellesley qui, pour sa « victoire », allait être fait lord Wellington, comprit le danger auquel il s'exposait. Sans honte, il reprit la route du Portugal en passant par le sud.

Durant cette marche, Ney n'avait pas fait preuve de beaucoup de célérité. Il resta plutôt en arrière de ses camarades, car il ne voulait toujours pas admettre d'être subordonné à Soult. Ce fut celui-ci qui, tout aussi excédé des refus continuels de Ney, écrivit le 18 septembre au roi Joseph en le mettant en quelque sorte en demeure de choisir entre les deux maréchaux. Bien embarrassé, le roi invita Ney à Madrid et crut habile de lui offrir le commandement du corps de Victor, qui ne dépendait pas de Soult. Mais Ney eut une curieuse réaction. Il se déclara sentimentalement attaché à « son » corps d'armée qu'il commandait depuis 1805 et ne pas vouloir le quitter. D'ailleurs, il aurait eu l'air d'avoir peur de son camarade. C'était pour lui inadmissible.

Alors Joseph se résigna à le renvoyer en France, laissant à son frère le soin de débrouiller l'imbroglio. Sa proposition n'aurait du reste servi à rien, car l'empereur, par décret en date du 26 septembre, avait nommé Soult major général de l'armée d'Espagne. Le 4 octobre, Ney monta donc en voiture pour rentrer à Paris et confia en son absence le commandement du sixième corps au général Marchand. Ney lui avait recommandé de n'entreprendre jusqu'à nouvel ordre aucun mouvement offensif. Mais ayant appris que le duc del Parque réunissait des hommes – on ose à peine écrire des troupes – sous Ciudad Rodrigo, Marchand décida de l'anéantir et le rencontra le 18 octobre à Tamames. Une fois encore, la bataille fut incertaine. N'ayant pas été écrasés, les Espagnols crièrent victoire. Le bruit en parvint aux oreilles de Napoléon. Ce fut à ce moment que, l'ayant un peu fait attendre, l'empereur reçut Ney. L'accueil fut glacial. Le maréchal se vit reprocher d'avoir abandonné son poste sans autorisation, alors qu'il était parti sur ordre exprès du roi Joseph. Il le fit remarquer, mais Napoléon balaya d'un geste l'argument : depuis quand obéissait-on à Joseph ? Sans rien vouloir entendre de ses plaintes, doléances et commentaires sur la situation des Français en Espagne, Napoléon lui ordonna de retourner à la tête du sixième corps, où sa présence était nécessaire.

Le maréchal s'inclina, mais, avant de quitter Paris, il se sépara de manière peu élégante de Jomini. Il lui donna par écrit rendez-vous à Bayonne. Jomini se présenta au ministère,

comme le voulait l'usage. Et malgré les assurances de Ney, il apprit de la bouche de Clarke que le maréchal avait, depuis quatre jours, un autre chef d'état-major. Outragé et furieux, Jomini partit en claquant la porte et se retira chez lui dans le canton de Vaud. Et il s'empressa d'offrir son épée au tsar. Sa réputation n'était plus à faire. C'était une recrue de choix pour l'armée russe alors en pleine reconstitution. Mais Alexandre se souciait peu en ce moment de se quereller avec Napoléon pour un sujet aussi mince, et Jomini en fut

quitte pour ses avances.

*

Tout l'hiver 1809-1810, Ney demeura à Salamanque. Il y mena cette guerre épuisante et lassante contre les guérillas, toujours vaincues, toujours en fuite, toujours renaissantes, jamais écrasées. Seule et sans appuis extérieurs, l'armée française aurait fini par en venir à bout, mais chaque fois qu'il fallait concentrer ses corps d'armée contre les Anglais, les guérilleros relevaient la tête. Tout était ensuite à recommencer. C'est en Espagne que Ney avait appris la victoire de Wagram puis peu après le divorce de Napoléon. Cette annonce constitua un coup dur pour les Ney.

Au printemps 1810, une nouvelle tentative de conquête du Portugal semblait probable. Il fallait en finir avec les Britanniques et l'empereur avait annoncé qu'il viendrait en personne commander ses armées. Mais la terre espagnole ne l'inspirait guère. De toute manière, l'invasion du Portugal nécessitait comme opération préliminaire la prise de plusieurs forteresses sur la frontière, encore aux mains des rebelles espagnols. L'une d'elles, la plus importante, était Ciudad Rodrigo. Une lettre de Soult invita Ney à se mettre en mouvement pour assiéger la ville en février 1810. Il obtempéra, mais sans enthousiasme. Il ne disposait pas d'un parc de siège, et Joseph, à qui il s'adressa pour en obtenir un, ne répondit même pas. Ce souverain libéral prétendument occupé à travailler au bonheur de son peuple avait mille autres soucis en tête.

Le maréchal parut donc devant une place construite sur un plateau escarpé et défendue par des falaises abruptes. Utilisant les vieux procédés qui lui avaient si bien réussi en Allemagne, Ney somma le gouverneur don Andres de Herrasti de se rendre. Mais cet Espagnol était d'une autre trempe que les Prussiens et répondit poliment par un refus tranquille. Aucun assaut n'était envisageable sans une préparation minimale et Ney, pestant, revint à Salamanque. Ce fut là qu'il apprit en avril que l'empereur ne viendrait pas cette année et qu'il avait désigné pour le remplacer au commandement de l'armée du Portugal le maréchal Masséna.

C'était un excellent choix. On a prétendu par la suite que Masséna était vieilli et fatigué. Or il avait à peine cinquante-deux ans. Certes, il avait traîné ses bottes sur de nombreux champs de bataille. Mais c'était justement lui qui avait sauvé la France de l'invasion à Zurich en 1799 et permis plus récemment à Essling, par sa résistance acharnée, que la bataille ne tournât pas au désastre. Bon stratège, excellent tacticien, fin manoeuvrier, il demeurerait un des meilleurs maréchaux de l'empire et semblait tout à fait capable de remplir la mission qui lui était confiée. Pourtant, il l'accepta sans ardeur. Il savait qu'avoir sous ses ordres des camarades aussi difficiles à manier que Ney ou Junot ne serait pas une partie de plaisir et Napoléon dut le cajoler pour qu'il acceptât de partir.

Les deux maréchaux se rencontrèrent le 15 mai à Salamanque. Ney se rappelait seulement qu'il avait servi sous les ordres de Masséna en 1800 et qu'ils s'étaient séparés plutôt en froid. Il lui déplaisait de se retrouver une fois de plus en sous-ordre. D'emblée, les critiques fusèrent de sa part. Ney lui reprochait de se déplacer avec sa maîtresse déguisée en officier. Masséna, de son côté, faisait grief à son camarade de faire preuve d'une impétuosité excessive et de vouloir se jeter sur les Anglais sans avoir réuni toutes les conditions nécessaires au succès. Ney répliquait qu'à faire preuve de prudence excessive, on perdait toutes les occasions d'assurer la victoire. Ce fut donc de très mauvaise grâce que Ney accepta cette nouvelle subordination.

Les Anglais reconnurent qu'avec la nouvelle armée française l'équilibre des forces avait basculé en leur défaveur : vingt-cinq mille hommes (ils comptaient toujours pour rien leurs alliés) contre plus de soixante milles. Ils adoptèrent une attitude prudente et attendirent l'offensive française, espérant que les deux forteresses de Ciudad Rodrigo et d'Almeida les retiendraient jusqu'à la fin de l'été. Mais, avec Masséna, le temps de la nonchalance était passé.

Lorsqu'il était parti de devant Ciudad Rodrigo, Ney avait laissé sur place un petit corps, de l'ordre d'une division, pour ne pas donner l'impression d'avoir abandonné la partie. Il était revenu avec les forces nécessaires en avril et, dès le 25 de ce mois, avait ouvert la tranchée. À présent, il activait les opérations, mais la nature du terrain rendait la tâche difficile et les cheminements avançaient lentement. Cependant l'armée anglaise, si elle se contentait d'observer le siège, demeurait à proximité, prête à profiter d'une éventuelle occasion pour secourir la ville. Mais ni Masséna ni Wellington ne souhaitaient pour le moment livrer bataille sur un terrain trop défavorable. Comprenant que l'ennemi ne bougerait pas, Ney fit tenir à Herrasti un message lui annonçant que la ville ne serait pas secourue. Celui-ci se hâta d'expédier une lettre aux Anglais pour demander des secours, mais, fidèle à sa tactique, Wellington ne bougea pas. Comme l'Espagnol continuait à vouloir résister, le maréchal fit déclencher le 9 juillet un terrible bombardement. La contrescarpe sauta. Une brèche était enfin ouverte. Les colonnes d'assaut se préparaient à entrer dans la ville, lorsque le gouverneur fit hisser le drapeau blanc. Ney accorda les honneurs de la guerre au vaincu et autorisa les officiers à conserver leur épée et leur monture. Mais, après cela, ils prirent le chemin de la captivité. En tout cas, ils avaient rempli leur mission consistant à retarder l'avance des Français.

Ney semblait avoir retrouvé toute son énergie. Il se hâta de mettre le siège devant Almeida, auréolé de son récent succès. Cette opération menaçait de durer quelque temps lorsque, par un coup heureux, les artilleurs firent sauter le 26 août la poudrière d'Almeida. Contraint par ses officiers portugais, le général anglais Cox, qui voulait prolonger la résistance, capitula sur l'heure, tant le coup était rude. Il restait à peine vingt maisons debout, sur le millier que comptait la ville. Il fallut quatre jours pour rechercher et enterrer

les cadavres, mais la route de Lisbonne était enfin ouverte. Quoique l'été fût assez avancé, Masséna s'y engagea sans hésiter. Il y avait un certain mérite, car, hormis Junot, aucun soldat n'avait jamais mis le pied dans ce pays. La seule carte en sa possession était celle de Lope, datant de 1778 et comportant de nombreuses lacunes.

Ce fut donc avec les plus grandes précautions que le prince d'Essling s'avança sur la route qui de Ciudad Rodrigo descendait vers Lisbonne en passant par Coïmbre. Ney bouillait d'impatience devant ce train d'escargot qui permettait aux Anglais, tout en se retirant, de faire le désert derrière eux. Le duc d'Elchingen était trop au fait de ces problèmes de ravitaillement pour ne pas s'en inquiéter. Il répétait constamment à Masséna qu'il serait plus judicieux d'accrocher les Anglais pour les forcer à la bataille. Le commandant en chef lui rétorquait qu'il était plus avantageux de les repousser jusqu'à la mer et, lorsqu'ils y seraient acculés, leur destruction serait certaine. En tout cas, ces affrontements quotidiens entre les maréchaux ne pouvaient que nuire à la cohésion de l'armée.

Le 25 septembre, Lord Wellington interrompit sa retraite. Il était arrivé sur les contreforts de la sierra d'Alcoba, avant Coïmbre, et se retrancha au sommet de la falaise où était construit le couvent de Busaco. En agissant de la sorte, il prenait un certain risque, car il connaissait l'existence d'une route carrossable contournant la colline par laquelle il était facile de déborder sa position. Mais il désirait gagner du temps et comptait sur le fait que les Français ignoraient ce chemin. En arrivant avec le sixième corps au pied de la colline, la première réaction de Ney fut de passer à l'attaque. Toutefois, après avoir mieux examiné le terrain, il se rendit compte des difficultés et changea d'avis. De son côté, Masséna réunit un conseil de guerre. Cette fois, en présence de ses deux camarades, Ney se montra prudent et raisonnable, recommandant d'arrêter la poursuite et d'aller occuper Oporto en attendant des renforts. Ce fut Masséna qui ne voulut pas entendre parler de cette suggestion. « L'empereur, rappela-t-il sèchement, désire que nous marchions sur Lisbonne et non pas sur Oporto. »

Là-dessus, Junot et ses adjoints recommandèrent d'attaquer sur-le-champ, expliquant qu'ils connaissaient les lieux et que cette pente raide était un leurre derrière lequel il n'y avait aucun obstacle. Excédé, Masséna leur donna raison. Une brigade du sixième corps escalada la colline sans trop de difficultés, mais fut accueillie au sommet par un feu roulant. Toutes les tentatives pour déboucher sur le plateau furent vaines, et plus de trois mille hommes restèrent sur le terrain, tandis que les pertes des Anglais étaient minimales. Tant pour donner du cœur au ventre à ses soldats et les persuader de leur succès que pour narguer l'adversaire, Wellington fit jouer toute la soirée des marches militaires de victoire aux musiques de ses régiments.

Or le lendemain, un prêtre français, ancien réfractaire réfugié dans le pays depuis la Révolution, se présenta aux avant-postes et indiqua la route contournant la position. En voyant la direction que prenaient nos troupes, les

Anglais s'empressèrent de décamper. Masséna pensa – et Ney fut contraint de lui donner raison – que son plan était en train de se réaliser et qu'avant longtemps l'ennemi serait adossé à la mer où, avec un peu de chance, on pourrait le jeter. Junot, qui avait conquis la ville en 1808, appuyait en proclamant que Lisbonne était indéfendable.

Cependant Wellington ne reculait que lentement et il fallut trois semaines pour couvrir la distance séparant Busaco des collines au nord de la capitale, soit environ cent soixante kilomètres par une route parallèle à la mer, où aucun port n'aurait permis d'effectuer un embarquement.

*

Lorsqu'en avril 1809 Sir Arthur Wellesley avait débarqué à Lisbonne, il était préoccupé par la manière dont l'aventure de Sir John Moore s'était terminée à La Corogne. Il jugeait qu'une situation identique pourrait bien un jour devenir la sienne et, parcourant le pays en tout sens, décida de faire construire une série de lignes de résistance sur les collines de Torres Vedras. En cet endroit situé en avant de Lisbonne, le Tage s'élargit en une sorte de lac. L'entreprise était colossale et, pour la réaliser dans un temps record, le général anglais n'hésita pas à réquisitionner des dizaines de milliers de travailleurs portugais qu'il fit travailler comme des forçats. Il expliqua aux autorités qu'il agissait ainsi pour leur salut ! Ce système très complet était articulé en trois lignes indépendantes que l'on a improprement baptisées « lignes de Torres Vedras ». La première, longue de quarante-huit kilomètres, entre Alhandra sur le Tage et l'embouchure du Sizandro en passant précisément par la ville de Torres Vedras, était composée de trente-deux redoutes. La seconde, à une dizaine de kilomètres en arrière, comptait soixante-cinq redoutes. Elle courait sur quarante kilomètres, d'Alverea sur le Tage à la mer. C'était la plus forte. Enfin la troisième n'était conçue que comme un réduit pour couvrir un embarquement. Longue de onze kilomètres, elle s'étendait de Belem à Cascaes et onze redoutes y avaient été édifiées.

Entre les différents forts, le colonel du génie Fletcher avait multiplié les tranchées, les chevaux de frise, les redans et les emplacements de batterie. L'ensemble du système avait été armé de 383 canons et obusiers.

En réalité, s'il paraissait impressionnant, le rapport canons/kilomètres était assez faible. Sur la première ligne, il y avait cent quarante pièces, soit un peu moins de trois au kilomètre. La seconde en alignait cent cinquante, soit un peu moins de quatre sur la même distance. La troisième comportait la plus forte densité, un peu plus de quatre et demi au kilomètre, mais c'était le réduit prévu en désespoir de cause pour couvrir un rembarquement. Comme l'artillerie était plutôt concentrée dans les redoutes, de longs intervalles s'en trouvaient démunis.

S'il avait disposé de moyens plus importants et surtout du parc de siège qui avait été renvoyé à Madrid, Masséna aurait pu les enfoncer sans trop de

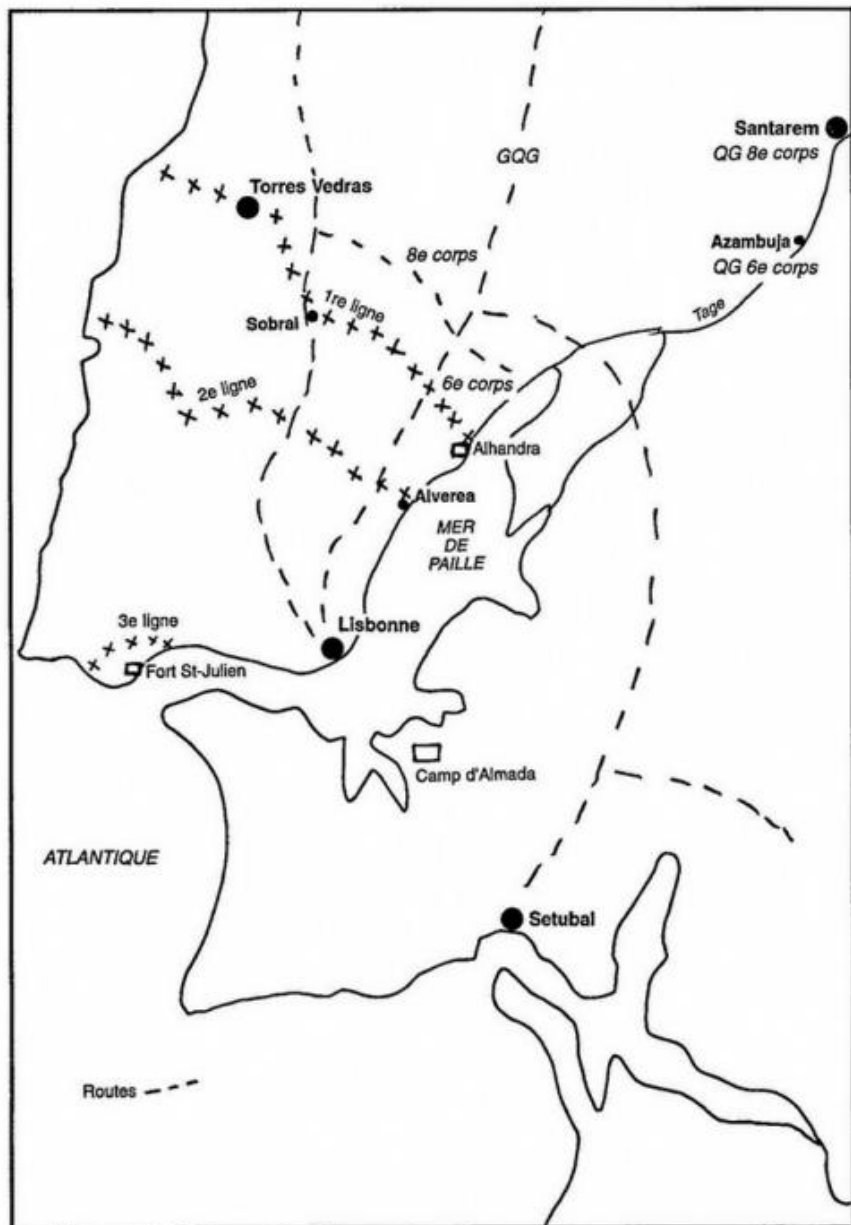
peine. Mais, pour l'heure, il avait à peine cinquante mille hommes et Wellington plus de soixante mille, en ajoutant les Portugais aux siens. Le ravitaillement d'une telle masse ne posait aucun problème en raison de la proximité du port de Lisbonne.

À dire vrai, cet ensemble n'était pas imprenable, mais son fonctionnement nécessitait le recours à un nombre important de pièces de gros calibre. Et puis, tel qu'il se présentait, il avait tout de même plusieurs points faibles. Qu'une armée remontant du sud parvînt à franchir le Tage, l'ensemble du système serait tourné. Wellington s'en était avisé et avait chargé son subordonné, le général Beresford, de construire vis-à-vis de Lisbonne un grand camp retranché sur les hauteurs d'Almada. Mais il reconnaissait qu'un adversaire déterminé n'aurait aucun mal à l'enlever.

L'état-major français ne soupçonnait pas un instant l'existence des lignes de Torres Vedras. Lorsque le 10 octobre l'armée de Masséna parut devant, la surprise fut totale. Une reconnaissance approfondie le convainquit ainsi que Ney de l'impossibilité d'attaquer de front. Le duc de Rivoli alla jusqu'à tâter les positions adverses et raffermir ainsi son opinion (14 octobre) en songeant aux moyens dont il disposait. Si un siège en règle ne paraissait pas nécessaire, il faudrait à tout le moins une sérieuse préparation d'artillerie. C'est pourquoi Masséna écrivit au roi Joseph en lui demandant de lui expédier le grand parc d'artillerie dépendant de Madrid, ainsi que des renforts d'infanterie. C'était ce parc qui avait servi aux sièges de Ciudad Rodrigo et d'Almeida et qu'on avait renvoyé à Salamanque. Le prince d'Essling précisait qu'il y avait urgence, car l'alimentation des troupes devenait un problème aigu.

Or le roi Joseph, dont la culture militaire était plus que nulle, se garda bien de répondre aux demandes de Masséna qu'il accusait de correspondre directement avec l'empereur sans passer par son intermédiaire (c'était vrai). En conséquence, il retint pour son armée du centre, totalement inactive, tous les régiments qui arrivaient de France. Il agit de la même manière vis-à-vis de Soult, sans mesurer un instant que son égocentrisme servait surtout la cause britannique. Il fut le grand coupable de l'échec final de l'opération contre le Portugal, quand il aurait été le premier intéressé à son succès.

Très tôt, Ney avait évalué la situation et recommandé une retraite pour revenir lorsqu'on aurait réuni des forces suffisantes. S'appuyant sur son interprétation des ordres de Napoléon, Masséna rejeta cette proposition.



Lignes de défense de Torres Vedras (octobre 1810)

Dès le mois de septembre, Napoléon avait prescrit à Soult, pour l'heure occupé à pacifier l'Andalousie, de constituer un corps de dix mille hommes et de se porter avec lui au secours de Masséna. Sur place, mieux à même que l'empereur d'apprécier la situation, Soult avait répondu que dix mille hommes seraient certainement insuffisants et qu'au demeurant la frontière sud avec le Portugal était commandée par la ville forte de Badajoz, qu'il fallait prendre avant d'entrer dans ce pays. Il se mit toutefois à l'oeuvre pour se joindre à Masséna sans trop dégarnir ses corps d'armée, toujours en opération en Andalousie. Comme Joseph refusait de lui expédier à lui aussi un équipage de siège, il en commanda un à l'arsenal de Séville.

Cependant, Masséna piétinait devant Torres Vedras. Il devait faire face, outre les difficultés matérielles, aux colères presque quotidiennes de Ney qui n'en était pas à une contradiction près. Il lui reprochait son inaction tout en sachant l'impossibilité d'attaquer les lignes britanniques avec les seuls moyens disponibles. L'armée française resta là cinq semaines puis, sous la pluie de novembre, commença à reculer un peu. Masséna, pour se donner le temps de voir venir, s'établit dans une forte position à Santarem, petite ville située au bord du Tage à une trentaine de kilomètres de son adversaire.

De son côté, Wellington était perplexe. Quelles étaient les intentions réelles du prince d'Essling ? Il garda le gros de son armée là où elle cantonnait et fit sortir des forces légères qui suivirent les Français. Lorsque ces forces furent convaincues qu'ils ne bougeraient pas de sitôt de Santarem, elles regagnèrent leurs bases. Les hostilités se limitèrent alors à quelques escarmouches de cavalerie, dont les Anglais sortaient régulièrement battus. Parfois, en vue les uns des autres, Français et Anglais se saluaient, échangeaient des politesses et venaient goûter leur eau-de-vie pour se prouver qu'ils étaient entre gens de bonne compagnie. Les généraux n'approuvaient pas trop cette nouvelle forme de guerre en dentelles. Une fois de plus, Ney se préoccupait de fournir un minimum de vivres à son corps d'armée, fût-ce aux dépens des autres, et les altercations à ce sujet avec Masséna ne se comptaient plus. Il se montrait plus que jamais mauvais coucheur. On appelait chez les Français les fourrageurs envoyés au ravitaillement des « bataillons de maraude », ce qui en disait long sur les difficultés. La discipline s'en ressentait. Des soldats désertaient, formaient des bandes de brigands, ne connaissant plus ni amis ni ennemis. Il fallait leur donner la chasse, les rattraper et les fusiller.

À la fin de décembre 1810, Soult réunit une armée et se mit en mouvement. Mais avant d'assiéger Badajoz, qui était un gros morceau, il désira s'emparer d'Oliveira pour en faire une place de dépôt pendant la durée des opérations. La ville se rendit au bout de dix jours. Immédiatement, Soult se porta sur Badajoz qui dut capituler le 10 mars. La route de Lisbonne était enfin ouverte. Depuis le 4 de ce mois, Masséna, abandonnant sa position de Santarem, avait entamé sa retraite vers l'Espagne, car il croyait que Soult avait levé le siège de Badajoz. S'il eût été mieux renseigné, il serait demeuré

sur place encore quelques semaines et la situation générale aurait pu changer.

*

Le duc de Rivoli avait si bien préparé et mis à exécution son décrochage que deux jours se passèrent avant que les Anglais s'en rendent compte. Il reculait lentement, veillant à ne rien abandonner derrière lui. Après quelques hésitations, car il ne mésestimait pas la menace représentée par l'armée de Soult, Wellington sortit de ses retranchements et suivit Masséna. Ce n'était pas une poursuite au sens tactique du terme, mais une sorte d'accompagnement. Il ne tenait toujours pas à affronter Masséna en rase campagne.

Pendant l'été et l'automne, il avait reçu des renforts et son armée se montait à présent à quarante mille Anglais (il ne comptait toujours pas les Portugais). Mais il savait qu'il avait devant lui soixante mille vétérans – du moins croyait-il à ce nombre – bien entraînés et peu enclins à se laisser impressionner.

Pendant la retraite, Ney reçut le commandement de l'arrière-garde. Cette nomination était en soi un gage de sécurité, car on savait que le maréchal excellait dans ce genre d'opérations bien plus que dans l'offensive, où il se laissait entraîner par son impétuosité. Il n'allait pas tarder à le montrer. Masséna s'éloignait comme à regret. Le 9 mars, l'arrière-garde de Ney occupait encore la ville de Pombal. Elle ne comptait que six mille hommes et, quand les Anglais parurent, il dut l'évacuer. Mais il recula pied à pied et ne céda le terrain que lorsqu'il fut sur le point d'être encerclé. C'était du grand Ney. Trois jours plus tard, à Rodinha, Wellington décida de tâter sérieusement l'ennemi et attaqua le sixième corps avec vingt-cinq mille hommes. Ney tint tête sans se laisser entamer, de six heures du matin à midi. Il répondit par des feux précis aux attaques des Anglais et rejoignit l'armée à Condeixa sans avoir été engagé. La retraite se poursuivit. Ney prit la résolution, afin d'augmenter sa mobilité, d'abandonner les bagages qui contenaient surtout le fruit des pillages auxquels s'étaient livrés les généraux. Mis devant le fait accompli, Masséna accepta en grommelant : « Il n'en fut pas très content », précisa Ney. Il est vrai qu'il avait beaucoup rapiné.

On arrivait enfin à proximité de la frontière espagnole. Voyant son corps épuisé, Ney ne cachait pas qu'à ses yeux la seule solution était de rentrer en Espagne pour donner à l'armée le temps de se refaire. On tenait les forteresses de la frontière et, en s'appuyant sur elles, il serait possible de barrer efficacement la route à Wellington.

Or Masséna ne l'entendait pas de cette oreille. Il voulait faire pivoter son armée pour descendre vers le sud et y réaliser sa jonction avec Soult par Alcantara et avec Victor par la vallée du Tage. Un tel mouvement n'aurait même pas laissé les places d'Almeida et de Ciudad Rodrigo isolées, car elles auraient été couvertes par l'armée de Bessières. En agissant ainsi, Masséna

forçait du reste Wellington à le suivre pour affronter enfin des forces supérieures. Ce plan, assez hardi dans sa conception, était probablement réalisable. Mais il ne put recevoir de commencement d'exécution, car Ney s'y opposa, et comme Masséna lui faisait remarquer qu'il était commandant en chef, il refusa simplement de lui obéir.

Dans cette situation extrême, Masséna se résigna à utiliser les grands moyens. Il releva Ney de son commandement. Seulement le duc d'Elchingen ne se laissa pas « limoger ». Il répondit par une lettre du 23 mars, dans laquelle il déclarait : « L'empereur m'ayant confié le commandement du sixième corps, personne d'autre que Sa Majesté n'a le droit de me le retirer. »

La situation paraissait sans issue. Toutefois, soucieux de l'avenir de l'armée, Ney acceptait de s'en remettre à l'arbitrage des généraux de division. Cette attitude était très étrange. Il refusait d'obéir à son supérieur tout en laissant la décision aux mains de subordonnés. Il est vrai qu'il considérait Masséna comme son égal et non pas comme son chef. Masséna, de son côté, tout aussi curieusement, accepta cette manière de faire qui mettait en cause son autorité, tout en interdisant aux divisionnaires d'obéir à Ney ! La réaction des généraux fut tout aussi ambiguë. Ils se rallièrent à Masséna, ne voulant pas lier leur sort à celui de Ney. Mais, dans le même temps, ils déclarèrent que leurs hommes étaient trop épuisés pour entreprendre une marche vers le sud. Au surplus, ils avaient perdu ou détruit la plus grande partie de leur matériel, y compris les quinze mille ânes qui servaient d'animaux de bât et qu'il avait fallu sacrifier. En bref, ils étaient hors d'état de faire campagne. Et en adoptant cette position, ils donnaient raison à Ney contre Masséna !

De ce fait, la manoeuvre de Masséna devenait impossible. Il résolut de se débarrasser définitivement de celui qu'il considérait comme un gêneur. D'ailleurs, dans cette querelle, il n'avait pas que des adversaires. Plusieurs généraux avaient pris fait et cause pour lui sans restrictions, entre autres le commissaire général de police Lagarde, prévôt général de l'armée, chargé de surveiller les chefs militaires. Ce dernier proposa de faire coffrer Ney. Masséna ne voulut pas en venir à des mesures aussi radicales. Le 25 mars, Ney prenait le chemin de la France et, pour sauver la face, demanda très officiellement un congé pour aller « prendre les eaux ». Son départ fut ressenti par la troupe et les officiers subalternes comme une calamité doublée d'une injustice. Le « rougeaud », comme ils l'appelaient familièrement, demeurait très populaire parmi les soldats.

Au fond, le duc d'Elchingen n'était pas mécontent de s'en aller. Depuis deux ans et demi qu'il guerroyait dans cette maudite Ibérie, il en avait par-dessus la tête. Voyageant à petites journées, il arriva à Paris au mois de mai. Il avait déjà écrit à l'empereur pour lui expliquer à sa manière la querelle entre lui et Masséna et ses arguments n'étaient pas sans valeur. Il soulignait, entre autres : « Je me refusai par écrit à faire marcher le sixième corps par un pays dévasté... Voici mon crime. »

Il arriva au bon moment. Tout à la joie de sa récente paternité (le roi de

Rome était né en mars 1811), Napoléon était enclin à l'indulgence. D'ailleurs, lui aussi était las de cette interminable affaire espagnole. Il se contenta d'adresser une paternelle remontrance au maréchal. Ney comprit qu'il avait intérêt à se faire momentanément oublier et partit aux Coudreaux. La manière était habile. Napoléon savait qu'il aurait besoin de lui un jour ou l'autre et lui en sut gré. Le 29 juillet, il le nomma commandant du camp de Boulogne, une sinécure qui prouvait qu'il était rentré en grâce. Néanmoins, toujours mauvaise tête, il ne put s'empêcher de fréquenter, contre l'avis d'Eglé, plusieurs salons où l'on faisait ouvertement de l'opposition à la dérive du système impérial. En particulier celui de Talleyrand. Et puis il se rapprocha de sa femme et l'année suivante naquit son dernier fils, Edgar.

Masséna fut rappelé à son tour, moins de trois mois après Ney, à la suite d'un nouvel échec. Napoléon ne l'accabla pas de reproches, mais, considérant qu'il était à bout de souffle, l'envoya commander une division militaire à Marseille. Les insinuations de Ney n'étaient sans doute pas étrangères à cette décision. Grand Seigneur à sa manière, Masséna n'en voulut pas à Ney et son comportement vis-à-vis de lui en 1815 montrera qu'il était sans rancune.

Ney passa cette fois près de neuf mois en France et put se consacrer à sa famille. Il eut des contacts étroits avec ses deux fils aînés, ce qui aurait plus tard un rôle déterminant dans le choix de leur carrière.

CHAPITRE IX

LE GOUFFRE RUSSE

(1812)

Depuis 1811, les rapports entre les empires français et russe se dégradaient. Alexandre avait peu goûté le mariage autrichien de Napoléon après qu'il lui avait finalement accordé la main de sa soeur cadette avec beaucoup d'hésitation. Il n'avait pas non plus apprécié que le 18 février la France eût annexé le duché d'Oldenbourg, propriété de son beau-frère. De son côté, Napoléon trouvait que la Russie appliquait le blocus continental avec mollesse.

L'incident du 15 août, où Napoléon fit publiquement une scène à l'ambassadeur du tsar, le prince Kourakine, envenima les rapports.

Pourtant ces faits ne justifiaient pas qu'on déclenchât un conflit armé. En outre, la Russie n'y était pas prête, estimaient les chefs de l'armée. Elle était pour l'heure engagée dans une guerre avec la Turquie et ses forces militaires n'étaient pas en état de faire face à une double conflagration ni même de lutter avec succès contre la seule armée française. De son côté, s'il le prévoyait (il avait demandé dès 1811 à Bacler d'Albe, chef de son cabinet topographique, de lui établir tout un jeu de cartes), Napoléon ne le souhaitait pas. Son objectif n'était pas défini. Il comptait voir plier Alexandre, mais non le détrôner et encore moins le remplacer par un membre de sa famille. L'Europe se trouvait donc devant la double proposition suivante : Napoléon pouvait faire la guerre, mais ne le désirait pas ; Alexandre voulait la faire, mais ne le pouvait pas.

Les premiers mois de 1812 suscitèrent, en prélude aux hostilités, une intense activité diplomatique. À leur corps défendant, la Prusse et l'Autriche signèrent une alliance avec la France. De son côté, le tsar s'était rapproché de la Suède (24 mars), ce qui lui garantissait la sécurité sur sa frontière nord et en même temps neutralisait Bernadotte, un des meilleurs maréchaux français, devenu prince héritier de Suède depuis peu. Puis il négocia et signa, trois jours avant l'attaque française, un traité avec la Grande-Bretagne dont il n'attendait qu'une chose : « Qu'elle fît le caissier. »

Dans le même temps, Napoléon mettait en branle la concentration de la Grande Armée. Ses différents corps devaient traverser la moitié de l'Europe pour gagner leur base de départ. Comme ils passaient par des pays amis où le pillage était hors de question, le ravitaillement posait d'énormes problèmes logistiques.

Cette nouvelle Grande Armée était profondément différente des précédentes, tant par sa composition que par son importance ([Annexe II](#)). Ses éléments étaient de valeur inégale. Les troupes purement françaises se comparaient aisément à celles dont l'empereur avait disposé au cours des conflits précédents. En revanche, d'autres forces espagnoles, portugaises ou italiennes, enrôlées contre leur volonté et envoyées loin de leur terre natale, n'avaient aucune qualité militaire et attendaient, quand elles ne la provoquaient pas, l'occasion de désertir. D'un autre côté, l'absence de trois cent mille hommes parfaitement entraînés et retenus en Espagne affaiblissait la Grande Armée.

Le noyau autour duquel s'était constituée cette force comprenait sept corps d'infanterie français. Mais ceux-ci étaient beaucoup plus étoffés que ceux des années antérieures, et leur mobilité s'en ressentait. De seize mille hommes en moyenne, ils étaient passés à près de quarante mille chacun. Les quatre corps d'infanterie « mixtes », supposés être un amalgame de Français et d'alliés de vieille date, comptaient en réalité fort peu des premiers. Ceux-ci se limitaient le plus souvent à l'encadrement, et encore à un niveau élevé. Quant aux contingents purement « alliés », ils n'étaient pas sans valeur. C'étaient même souvent des soldats expérimentés, mais leur désir de se battre pour la France était des plus faibles. Napoléon le sentit tellement qu'il les plaça très loin sur ses ailes, en retrait de la force principale qui allait marcher sur Moscou.

La cavalerie française était impressionnante. Elle alignait cinquante mille sabres en quatre corps, ce qui ne s'était encore jamais vu, et une telle masse donnait quelques soucis à son chef Murat. L'artillerie comptait mille deux cents pièces de campagne, qui, avec ceux nécessaires pour le train, allaient nécessiter douze mille chevaux de trait.

En résumé, pour cet immense effort, Napoléon avait réuni 359 000 Français et 329 000 étrangers. La communication linguistique n'allait pas être le moindre des problèmes et cet ensemble méritait bien le sobriquet d'« armée des nations ».

En face, la Russie ne pouvait lui opposer au départ que 220 000 hommes articulés en deux armées, auxquels viendront s'ajouter les 40 000 qui venaient de combattre les Turcs. Très inférieure quant aux effectifs, elle disposait en revanche de huit cents canons de tous calibres, ce qui était assez considérable. Ce déséquilibre allait dicter la stratégie de l'armée du tsar qui ne pouvait, sous peine d'être écrasée, accepter la bataille de la frontière. Mais elle bénéficiait d'un immense espace et allait pouvoir y reculer. Cette méthode de guerre avait du reste été préconisée par Bernadotte à son nouvel allié. Il lui avait recommandé : « Il faut éviter les grandes batailles, travailler les flancs de l'ennemi, l'obliger par là à faire des détachements, le harasser par des marches et des contremarches... Qu'il y ait beaucoup de cosaques, partout. »

En des termes légèrement différents, le Prussien Clausewitz tenait le même langage. Il préconisait « d'évacuer tout le pays jusqu'à Smolensk et de

ne commencer la guerre pour de bon que dans cette région ».

Mais si, dans les mois qui suivirent l'ouverture de la campagne, les armées russes reculèrent, ce fut moins par calcul délibéré que par crainte d'affronter Napoléon en rase campagne.

*

Ney reçut sa lettre d'affectation pour le troisième corps d'armée français le 9 janvier 1812. Sa prise de commandement eut lieu le 29 février, alors que ses régiments étaient déjà en marche. De ce seul fait, il lui fallut un certain temps pour connaître tous ses officiers, lui qui estimait nécessaire d'avoir un contact personnel avec eux. Comme tous les autres, le troisième corps était en sureffectifs et ne comptait pas moins de quarante et un mille hommes : une petite armée à lui tout seul. Les Français n'y étaient que vingt-deux mille. Il comprenait une division de treize mille Wurtembergeois, formant une unité indépendante par rapport au corps complet de même nationalité, trois mille Portugais et autant d'Illyriens : Serbes, Albanais, Monténégrins. Sa parfaite connaissance de l'allemand allait servir Ney pour commander cette mini-tour de Babel.

Parmi ses divisionnaires, il retrouva le général Marchand avec qui il n'était pas dans les meilleurs termes. Lorsqu'il se vit confier la division wurtembergeoise, celui-ci estima que « ce n'était pas un très beau cadeau » et le dit. Aussi cette affectation n'améliora-t-elle pas leurs relations. Mais la surprise du maréchal fut de découvrir qui lui avait été attribué comme chef d'état-major, sans qu'on lui eût demandé son avis : Jomini ! Napoléon avait estimé que les deux officiers formaient un bon tandem et que, par son caractère pondéré et sa science militaire profonde, le Suisse modérerait et canaliserait l'impétuosité de son patron.

Il avait fallu aller le chercher au fond de son canton natal et le convaincre de rallier l'armée française. Cela n'avait pas été facile, car Jomini gardait rancune à Ney de la manière dont celui-ci l'avait écarté. Pour le décider, Napoléon avait dû le nommer général de brigade avec promesse de passer rapidement divisionnaire. Encore cela n'eût peut-être pas suffi à ébranler Jomini si la nouvelle guerre qui allait commencer et les préparatifs dont il avait recueilli les échos n'avaient passionné le stratège et le théoricien.

Ney et lui eurent la sagesse et l'intelligence d'oublier leurs griefs. Ils se comportèrent d'emblée comme de vieux amis. Jomini, comme le maréchal, ne tarda pas à mépriser les Wurtembergeois, piètres soldats. Envers les Portugais et les Illyriens, leur opinion fut franchement mauvaise. Brigands plutôt que militaires, jugèrent-ils. Le chef d'état-major recommanda de ne les envoyer au feu qu'avec circonspection et de préférence pour des missions de sacrifice. Pendant toute la traversée de l'Allemagne, il fallut les faire encadrer par la gendarmerie pour les empêcher de piller ou de désertir. Avec de telles troupes, Ney ne ressentait pas l'élan des campagnes précédentes.

Le 1^{er} avril, après une marche de deux mois, le troisième corps atteignit l'Oder et le traversa sans prendre de repos. La progression avait été plus lente que ne l'avaient prévu les ordres de Berthier et il se comptait un nombre anormalement élevé de traînants.

Le 8, Alexandre adressa un ultimatum à Napoléon, le sommant d'évacuer la Prusse et la Poméranie suédoise, et de replier ses troupes au-delà de l'Elbe. Pour peu qu'il le voulût, c'était l'occasion pour Napoléon d'entamer des pourparlers de paix. Il n'en fut rien. Effectivement, la Grande Armée avait continué à faire route vers l'est.

Par ses tergiversations Napoléon avait perdu un temps précieux, car la période où le terrain est opérationnel en Russie, entre le dégel de printemps et les pluies d'automne, est relativement courte. À présent qu'ils étaient en Pologne et que le ravitaillement se trouvait déjà moins bien assuré, les soldats se mirent à vivre sur le dos des habitants. Le troisième corps arriva enfin sur le Niémen, c'est-à-dire à la frontière russe, dans les derniers jours de mai. La Grande Armée se déployait le long du fleuve. Du nord au sud étaient successivement concentrés les corps de Macdonald et du prince Eugène, de Ney, Davout, Oudinot, soutenus par les quatre corps de cavalerie au centre, puis de Jérôme, frère de l'empereur (en réalité de Vandamme) et Poniatowski au sud.

En face, la première armée russe ne comprenait que cent vingt-sept mille hommes aux ordres de Barclay de Tolly ; la seconde, commandée par Bagration, forte de quarante-huit mille combattants, se trouvait encore loin dans le sud. Quant à la troisième, de Tormassov, elle n'alignait que quarante-trois mille hommes et, au demeurant, n'était pas disponible puisqu'elle faisait face aux Autrichiens de Schwarzenberg. Alexandre en effet n'avait pas une confiance absolue en leur prétendue neutralité déguisée.

Napoléon n'arriva au quartier général que le 7 juin et là, attendit. Il espérait encore que cet étalage de forces impressionnerait suffisamment Alexandre pour l'inciter à traiter. Or le tsar n'était pas impressionné du tout, au contraire. Ce ne fut donc que le 24, après un délai de quinze jours donnés aux hommes pour récupérer, que la Grande Armée commença à franchir le Niémen. Plein d'illusions, comme du reste la plupart de ses maréchaux, Napoléon s'attendait à se heurter presque immédiatement à l'armée russe et à l'écraser, ou du moins à la mettre hors de combat. Cette victoire lui aurait permis de poursuivre l'avance jusqu'à Moscou, où il comptait signer la paix, sous la forme d'une promenade militaire. Mais devant lui il ne trouva que le vide.

Le 28 juin, après quatre jours de marche par une chaleur écrasante, les Français arrivèrent devant Vilna. L'armée russe en retraite avait incendié les magasins où de grandes provisions avaient été rassemblées. Jomini, qui n'avait rien sollicité, fut nommé gouverneur de la ville, titre purement honorifique, car il n'était pas question qu'il abandonnât son poste de chef d'état-major. Aussitôt après, la canicule fut remplacée par des pluies sans fin

qui ralentirent la progression. Les Russes ne cessaient de reculer, refusant le combat autrement que sous forme d'escarmouches d'avant-postes. Ainsi que l'avaient craint Ney et Jomini, les difficultés de ravitaillement commencèrent à se faire sentir. Pour nourrir ses hommes, Ney, à son habitude, n'hésita pas à mettre la main sur les convois de farine destinés aux autres corps d'armée. Lorsque Berthier lui demanda des explications, pour justifier son geste il alléguait d'abord que ses Portugais étaient totalement incapables de vivre sur le pays et qu'ensuite « comme il marchait derrière tout le monde, on ne lui avait rien laissé ».

Nourris de blé et de seigle verts, les chevaux se mirent à crever par centaines, d'autant que le terrain devenu spongieux leur demandait des efforts incessants. Il fallut abandonner en arrière une partie du matériel précieux, faute d'animaux de traction.

Le premier combat effectif n'eut lieu que le 25 juillet, à Ostrowno, alors que l'invasion était commencée depuis un mois. Encore se réduisit-il à un engagement d'arrière-garde, les Russes continuant à se dérober. Le troisième corps ne participa pas à cet affrontement ni à celui du jour suivant. Le 28 juillet, à Vitebsk, impressionné par l'étendue sans fin des paysages qui s'ouvraient devant lui, Napoléon réunit ses maréchaux en conseil de guerre, afin de décider de la conduite à tenir. Tous étaient frappés par l'état de fatigue de l'armée après seulement un mois de campagne et se montraient soucieux du comportement et de l'état des contingents étrangers.

Les avis furent partagés. Pour les uns, poursuivre la marche en avant dans une contrée aussi hostile et démesurée était de la folie. Pour d'autres, et avant tout Murat et Ney, il fallait au contraire continuer à talonner l'armée russe, qui était assez proche, jusqu'à ce qu'elle fut contrainte à la bataille. Pour étayer leurs arguments, ils soutenaient, tout en reconnaissant le surmenage des hommes, qu'un arrêt aurait d'autant moins de sens que l'on touchait peut-être au but. Napoléon sembla sur le moment incapable de choisir entre les recommandations de ses lieutenants. Il s'arrêta donc à un moyen terme, en accordant quinze jours de repos à l'ensemble de l'armée. C'était autant de temps de perdu. Ney, à qui pourtant Jomini avait fait la leçon avant le conseil en lui prêchant la modération (il était partisan de ne pas pousser plus avant), n'avait pas tenu compte de ses avis.

Entre-temps l'état-major russe venait de traverser une crise. Alexandre, incapable de commander en personne son armée, avait décidé, sous la pression de son entourage direct, de la cour et d'une grande partie de la noblesse, de changer de commandant en chef. Son choix s'était porté – ou plus exactement lui avait été imposé – sur Koutousov, qu'il n'aimait pas tout en reconnaissant sa compétence. Ce remplacement eut lieu le 7 août et Koutousov était partisan, comme son prédécesseur, de continuer la retraite, estimant l'affrontement prématuré.

Napoléon, qui avait en vain espéré recevoir à Vitebsk de nouvelles ouvertures de paix d'Alexandre et s'était préparé à la conciliation, ordonna la

reprise en avant le 14 août. A présent, l'armée française approchait de Smolensk. On était le 16 août et le troisième corps était passé à l'avant-garde. Bien qu'il n'ait pas encore été engagé, ses effectifs avaient fondu de près d'un quart. Néanmoins, à l'approche de l'action, Ney revigora le reprit en main. Il marchait à la pointe de ses formations. En découvrant la ville, il la crut abandonnée. Il s'avança donc avec une assez faible escorte vers la porte qu'il découvrait de la route lorsqu'une unité russe de cavalerie surgit et ramena les Français brutalement en arrière. Dans la mêlée, Ney reçut à bout portant une balle de pistolet qui déchira le col de son uniforme. Il ne dut son salut qu'à la prompte intervention d'un de ses régiments.

Ainsi les Russes tenaient toujours Smolensk. Ayant étudié en compagnie de Jomini les alentours de la ville, il acquit rapidement la conviction que de l'autre côté du Dniepr se déployaient les deux armées russes de Barclay de Tolly et de Bagration, qui venaient d'effectuer leur jonction. Ney prit alors ses dispositions pour donner l'assaut à la cité. Il n'eut pas cette peine : cette fois, les Russes l'avaient évacuée.

Comme elle était construite principalement en bois, ceux-ci y mirent le feu sans difficulté, en y abandonnant leurs blessés. Puis ils détruisirent les ponts sur le fleuve et, attendant la suite des mouvements des Français, se déployèrent sur les collines à l'est de la ville, de l'autre côté du Dniepr. Leurs dispositions montraient qu'ils ne semblaient, curieusement, pas avoir l'intention de s'opposer au franchissement du fleuve. De fait, lorsque les pontonniers français préparèrent puis lancèrent des ouvrages, ils ne les gênèrent en rien.

Une nouvelle fois, Napoléon, pendant les deux jours qu'il passa à Smolensk, réunit les maréchaux. Cette fois, Murat et Ney avaient changé d'opinion. Maintenant, à l'exception de Davout, tous estimaient que cette poursuite sans fin avait assez duré. Ils préconisaient de s'installer solidement autour de Smolensk, d'y construire des retranchements puissants, à l'instar, précisa Ney, de ceux de Torres Vedras, d'y accumuler du ravitaillement et d'y passer l'hiver. Puis de reprendre l'offensive au printemps de 1813. Napoléon ne voulut pas les écouter. Non, leur expliqua-t-il, la paix ne se signerait qu'à Moscou. Plus vite on y arriverait, mieux ce serait. Il ne voulut pas en démordre.

*

Le 19 août au matin, ayant traversé Smolensk qui brûlait toujours, le troisième corps franchit sans encombre le Dniepr et commença à escalader le plateau de Valoutina. Suivant cette fois les conseils de Jomini, qui avait percé à jour la tactique russe, Ney avança avec prudence. Le Suisse avait compris que le jeu russe consistait à laisser arriver à portée de feu les avant-gardes les moins importantes, souvent téméraires, à les accabler puis à se dérober sans attendre l'arrivée du gros. En débouchant sur le plateau, Ney eut la

stupéfaction de découvrir l'armée russe tout entière. Il était hors de question de l'aborder avec son seul corps d'armée.

Toutefois, dans sa retraite, l'armée russe était obligée d'emprunter un étroit défilé. Jamais une semblable occasion ne se représenterait. Pour prendre entre deux mâchoires l'armée ennemie, il fallait que Junot, qui était à la droite de Ney, franchît rapidement les marais du Dniepr et attaquât les adversaires à revers.

Sentant le danger, les Russes avaient constitué un très gros corps d'arrière-garde de trente mille hommes, commandé par Toutchzov. Celui-ci devait faire bouchon pour permettre l'écoulement du reste de l'armée. Il devait contenir Ney un certain temps, mais cette précaution aurait été vaine si Junot avait agi à temps.

Soutenu par Murat qui oubliait leurs différends, Ney multiplia les tentatives pour faire sauter le verrou. Junot n'apparaissant toujours pas, Murat, impatienté, abandonna le champ de bataille et se précipita chez lui. C'est alors qu'il lui aurait jeté à la face : « Achève ta gloire et là est ton bâton de maréchal ! », mot historique, sans doute forgé après coup.

Junot, peu convaincu, détacha tardivement la division Gudin qui par son action permit d'enfoncer le corps de Toutchzov. Elle y perdit la moitié de ses effectifs ainsi que son général, qui eut les jambes broyées par un boulet. Ce sacrifice des Russes n'avait pas été vain : le gros de leur armée s'était enfui.

Le lendemain, l'empereur fit une scène mémorable, en public, à Junot pour qui il avait pourtant toutes les faiblesses. Mais il ne le releva pas de son commandement, comme beaucoup s'y attendaient. C'est qu'il le connaissait depuis le siège de Toulon. Ensuite tous ses éloges allèrent à Ney à qui il déclara : « Ce combat est le plus beau fait d'armes de notre histoire militaire. » Mais il savait bien que rien n'était gagné et qu'il fallait reprendre la poursuite.

Le corps de Ney avait subi de telles pertes qu'il fallut, malgré les objurgations du maréchal, le relever de sa position d'avant-garde et le remplacer par celui de Davout.

Septembre arrivant, l'été finissait. Les premiers signes de l'automne : jours plus courts, brouillards matinaux, températures plus fraîches, commençaient à s'accumuler. Ce fut alors que les maréchaux conduits par Berthier tentèrent une nouvelle démarche auprès de Napoléon pour le persuader de s'arrêter. Ils exprimèrent leurs doutes sur la manière dont l'armée, fatiguée et diminuée, serait en état de supporter une campagne d'hiver. Ils parlaient d'expérience. Presque tous avaient été à Eylau et cette fois Davout ne les contredit pas. Mais Napoléon, à présent déterminé à pousser jusqu'à Moscou, non seulement ne se laissa pas convaincre, mais adressa de vifs reproches à ses interlocuteurs. A l'en croire, les trop importantes pertes en hommes auraient été dues à leur incapacité et « au défaut d'ordre qui existe dans la manière d'aller aux subsistances ». Tous furent choqués de ces mots. Si cette fois encore, ils se soumirent à Napoléon,

ils lui en gardèrent rancune.

La pluie qui ne cessait de tomber depuis plusieurs jours semblait devoir interrompre les opérations. L'empereur convint que si elle continuait encore vingt-quatre heures, il donnerait l'ordre de revenir à Smolensk. Mais le lendemain le temps se remit au beau et la marche reprit.

Le 5 septembre au soir, ils constatèrent que l'armée russe semblait enfin s'être arrêtée. Déployée en bataille, elle s'étalait sur un terrain assez mouvementé de bois, de collines et de ravins où se dressaient de rares villages en arrière de la rivière Kolocza, petit affluent de la Moskowa, et du bourg de Borodino, sur le plateau de Gorki. Les Russes travaillaient en toute hâte à bâtir des fortifications de campagne et en particulier une série de redoutes, comme s'ils avaient choisi ce site pour livrer bataille. Ces derniers retranchements furent dénommés Grande Redoute, Trois Flèches ou Redoutes de Bagration et, plus en avant, Chevarino, du nom de la localité qu'elle jouxtait.

En réalité, même s'il se préparait au combat, Koutousov se serait fort bien satisfait de poursuivre sa retraite, mais la pression de plus en plus forte de tout le peuple russe l'avait contraint à se résigner à un affrontement dont il n'attendait rien de positif. Il se savait hors d'état de vaincre l'armée française et espérait seulement l'user un peu plus au prix de moindres pertes. Il était donc résolu à livrer une bataille défensive. C'est pourquoi il fit édifier ces fortifications afin de briser les assauts adverses.

Très éprouvée elle aussi par le chemin parcouru et les combats livrés depuis la frontière, moins endurcie que son adversaire, l'armée russe ne pouvait plus mettre en ligne que cent vingt mille hommes, dont dix mille miliciens accourus de Moscou. Leur valeur militaire était à peu près nulle.

A présent, les Français étaient encore au nombre de cent trente mille, donc un peu plus nombreux, mais cette supériorité n'était pas suffisante pour assurer la victoire. Si l'artillerie russe était qualitativement inférieure, elle était quantitativement plus importante. Seulement elle comptait un certain nombre de pièces de position difficiles à manoeuvrer, donc d'un battant limité et qu'en cas de défaite il serait malaisé d'enlever. Koutosov en arma ses redoutes. Il disposait encore de six cent quarante canons contre seulement cinq cent quatre-vingt-sept de notre côté.

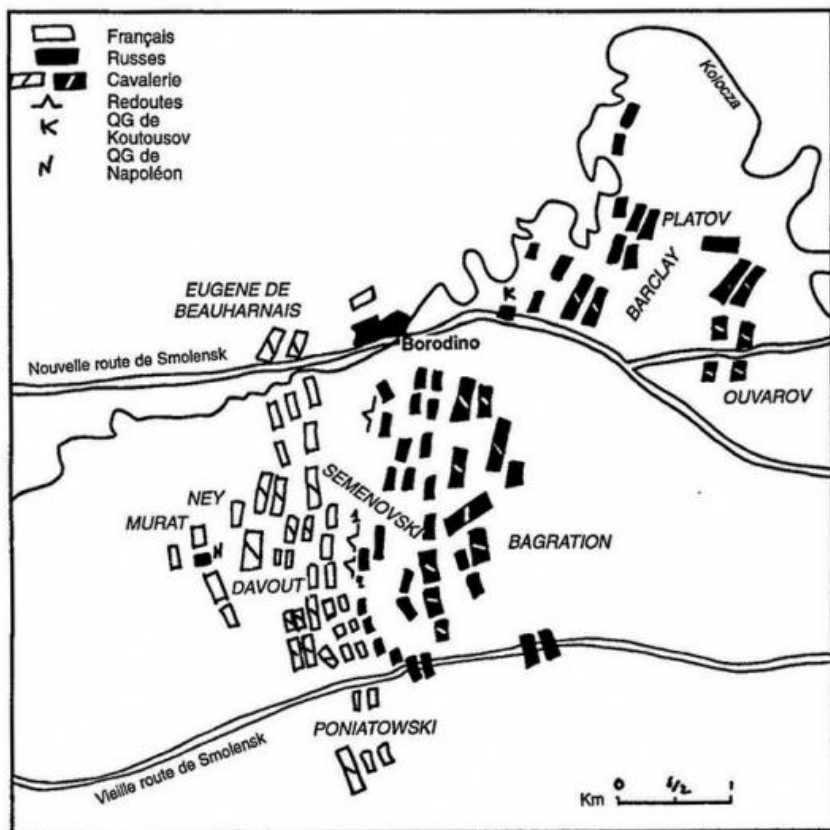
L'action allait se dérouler sur un front large d'un peu plus de huit kilomètres, ce qui, compte tenu des moyens de liaison, rendrait difficile la prise de décision de la part des deux commandants en chef. Mais, en fait, aucun des deux ne commanda vraiment pendant la bataille ! Koutousov, se désintéressant des préparatifs préliminaires, laissa ses deux adjoints Barclay de Tolly et Bagration prendre comme ils l'entendaient leurs dispositions sur le terrain. Le dispositif russe se révéla peu maniable. Pendant la bataille, le général en chef russe intervint peu. Il se contenta depuis son quartier général, au village de Gorki, d'encourager ses subordonnés à la résistance à outrance et ne joua réellement son rôle qu'au moment de la retraite.

Le plan d'attaque français fut assez simple. Davout en avait proposé un qui consistait à effectuer un grand mouvement tournant par la vieille route de Smolensk. Mais Napoléon le rejeta, parce qu'il craignait que les Russes ne profitent de la manoeuvre pour se dérober une fois de plus. Il n'avait pas compris que Koutousov était décidé à accepter l'affrontement. L'empereur préféra donc un assaut frontal qui risquait de coûter plus cher, mais que l'ennemi ne pouvait refuser. Il déploya ses corps d'armée de gauche à droite de la manière suivante : le prince Eugène, puis Ney renforcé par Junot, Davout et enfin Poniatowski. En réserve générale, il conserva sous Oudinot la garde, peu décidé à l'engager quelle que soit la tournure que prendrait l'affrontement.

Malade, Napoléon commanda à peine. Il souffrait de dysurie. Le jour de la bataille, il se mit en selle assez tard avec beaucoup de difficultés et ne parla que d'une « voix faible et languissante ».

Le 6 septembre, les deux armées demeurèrent face à face, les Russes en profitant pour parachever leur système défensif. Pourtant, ce jour-là, la division Compans reçut l'ordre d'enlever la redoute de Chevarino. Construite très en avant des lignes russes, elle devait servir de brise-lames, mais, de par sa position, elle était difficilement défendable. Koutousov s'en étant avisé n'esquissa pas le moindre mouvement pour la secourir, ce qui l'eût contraint de sortir de ses retranchements à flanc de colline. Elle fut donc aisément prise. Bien des années plus tard, Mérimée devait broder sur cet épisode une jolie nouvelle, pleine de vie, mais historiquement peu exacte. Après cela, les deux armées comprirent que l'affrontement aurait lieu le lendemain. Napoléon profita du répit pour étudier attentivement les positions adverses. Il ne changea rien à son dispositif.

Le 7 septembre, à cinq heures du matin, alors que les popes passaient encore dans les rangs des soldats russes agenouillés pour les bénir, Ney annonça que toute l'armée était en position et demanda donc la permission d'attaquer. Il estimait que la partie serait dure et qu'il ne fallait pas lambiner. Napoléon, prostré, semblait hésiter. Son autorisation ne vint qu'un peu avant six heures : une heure de perdue ! Aussitôt, l'artillerie française ouvrit le feu. Ce fut pour constater que les batteries avaient été installées trop loin pour que le tir fût efficace. Il fallut amener les avant-trains, réatteler les pièces, les avancer jusqu'à environ mille trois cents mètres de l'ennemi et les remettre en batterie. Encore du temps gaspillé. Les Russes commencèrent alors à riposter.



Bataille de la Moskowa (7 septembre 1812)

Davout se porta en avant le premier, immédiatement suivi par Ney. Ils attaquèrent par les ailes les redoutes des Trois Flèches. Le combat fut tout de suite acharné et les pertes ne tardèrent pas à s'accumuler de part et d'autre. Pendant ce temps, à sept heures, le prince Eugène occupait Borodino, mais la division Delzons s'était heurtée au corps de Dokhtorov et avait été obligée de se replier. Avec le soutien d'Eugène, elle franchit la Koloctza et se prépara à attaquer la Grande Redoute. Sur sa gauche, la tentative de Platov pour la contrer échoua.

Au centre, Ney réussit à enlever la flèche de droite, puis celle du centre, et entreprit d'occuper le ravin bordant la Grande Redoute. S'il y réussissait, l'armée russe serait coupée en deux. Murat, qui était le véritable commandant de l'armée française par suite de l'indisposition de l'empereur, comprit ses intentions et mesura l'importance du moment. A la tête de deux de ses corps de cavalerie, il chargea à fond, enfonçant le centre russe. Mais pour parachever la victoire, il fallait un renfort d'infanterie. Ensemble, Murat et Ney firent demander à Napoléon de leur envoyer la garde. Celui-ci refusa, arguant que l'ennemi n'était pas suffisamment en désordre et « qu'il ne voyait pas assez clair sur son échiquier ».

Pendant ce temps, les Russes qui s'étaient ressaisis avaient contre-attaqué et tenté de regagner du terrain. Ils réussirent à occuper les Trois Flèches, mais ne purent aller plus loin. Ce fut encore Ney qui bloqua la charge des cuirassiers russes puis enleva de nouveau les Trois Flèches en refoulant l'ennemi. Alors, à défaut de la garde, Napoléon envoya en renfort la division Friant prise à Davout, dont l'action était à présent secondaire. Dirigé par Ney, Friant enleva la Grande Redoute et le village de Semenovskoïe où il fut blessé. En cet instant, un aide de camp de Napoléon vint trouver Ney pour lui conseiller, vu l'importance des pertes, de faire preuve de prudence dans ses attaques. Furieux, le maréchal rétorqua : « Allez dire à l'empereur que quand on est assez imprudent pour venir livrer bataille ici, ce n'est pas aujourd'hui qu'il faut montrer de la prudence ! »

Comprenant le danger, Bagraïon s'acharna à reprendre l'ouvrage, y parvint, mais fut mortellement blessé en menant ses soldats au combat. Estimant qu'il fallait réoccuper la Grande Redoute, Murat imagina de la faire enlever une fois de plus par une charge de cuirassiers. Un procédé tout à fait inhabituel, cette fois couronné de succès. Le frère de Caulaincourt y fut tué.

L'après-midi tirait à sa fin. Maîtres au centre du dispositif, les Français avaient marqué un avantage certain. Mais les Russes semblaient vouloir continuer à résister. Ce fut alors que Poniatowski, à l'extrême droite, tenta une fois encore de prendre pied sur le mamelon d'Outitza, y parvint et par un mouvement tournant commença à déborder les milices de Moscou. Peu habituées au combat, celles-ci ne tardèrent pas à reculer en désordre. Cette simple offensive, tout à fait secondaire après les affrontements du centre, détermina Koutousov à la retraite.

Le soir commençait à tomber. Les pertes russes étaient énormes. Les

officiers de tout grade avaient payé un trop lourd tribut. Presque la moitié des effectifs gisaient sur le terrain. Dès lors, il était impossible de soutenir le lendemain une seconde bataille. Koutousov ne savait pas que, pour moins importants qu'ils fussent, les dommages chez les Français étaient suffisamment élevés pour interdire à Napoléon une poursuite immédiate.

Le lendemain fut consacré à l'enterrement des morts et au ramassage des blessés. Tout le monde comprenait que le héros de cette épouvantable journée était Ney. Mais il l'avait payé cher. Son corps d'armée qui, le matin de la bataille, comptait encore vingt-cinq mille hommes, n'en alignait plus que huit milles. Le dix-huitième bulletin de la Grande Armée put citer deux fois le nom du duc d'Elchingen, reconnaissant le rôle essentiel qu'il avait joué. Celui-ci ne cacha pas à son entourage qu'il était écoeuré. Il ne comprenait pas – et il n'était pas le seul – que Napoléon fut resté éloigné du champ de bataille et surtout qu'il ait refusé, malgré les demandes réitérées des maréchaux, d'engager les vingt mille hommes de la garde. Leur intervention au bon moment aurait pu transformer la défaite russe en déroute.

Ce fut un Ney morose qui reprit la route le 9 septembre. Il avait la sensation, partagée par beaucoup, que l'armée s'enfonçait dans une aventure sans issue. A Forminskoïe, on trouva de nouveau un corps de Russes déployé et l'idée de devoir livrer un nouveau combat se traduisit par un sentiment de malaise. En fait, Koutousov avait simplement voulu retarder l'avance française pour évacuer ses blessés vers les hôpitaux de Moscou. La bataille de la Moskowa était un succès français qui ouvrait la route de la vieille capitale russe. Mais si l'adversaire était battu et presque saigné à blanc, il n'était pas détruit comme à l'issue de la guerre précédente. Dans les semaines à venir, autour du noyau qui lui restait, Koutousov allait pouvoir se renforcer et rétablir l'équilibre des forces en présence.

*

Lorsque les avant-gardes de Napoléon atteignirent Moscou, le 14 septembre, l'armée russe achevait d'évacuer la ville. Les vainqueurs en prirent possession. On ne sait pas exactement où Ney s'installa, mais il prit ses aises comme les autres chefs de corps. La question se posait : maintenant, que faire ? Napoléon était persuadé qu'Alexandre était contraint de solliciter la paix. Or les jours passaient et rien ne venait. Napoléon alla jusqu'à envoyer Lauriston porter une lettre au tsar pour lui proposer d'arrêter les hostilités. Quel aveu d'impuissance et de désarroi ! Cependant, un incendie éclata à Moscou, non pas dû à une action volontaire et concertée, mais au hasard. Ce genre d'accident était fréquent dans cette ville construite surtout en bois. Toutefois, lorsque le gouverneur Rostopchine avait emmené avec lui toutes les pompes à incendie en évacuant la ville, il avait agi en connaissance de cause. Le feu eut moins d'ampleur qu'on ne l'a écrit, mais força tout de même un certain nombre d'occupants, dont Ney, à déménager.

Les jours passaient. Napoléon, occupé à des futilités, ne parvenait pas à prendre une décision. Le problème se posait de savoir s'il fallait hiverner à Moscou ou battre en retraite, en affrontant en rase campagne les rigueurs de l'hiver russe. Il était très possible de demeurer sur place en transformant la ville en un vaste camp retranché qui s'appuierait à la fois sur le Kremlin et la Moskowa. La main-d'oeuvre ne manquait pas. Les immenses magasins, pleins et intacts, permettraient de nourrir convenablement les troupes. Koutousov, qui avait perdu le gros de son artillerie lourde à la Moskowa, pourrait difficilement enlever la forteresse.

Mais Napoléon serait alors contraint de résider de longs mois à neuf cents lieues de sa capitale, sans pouvoir gouverner son empire. En même temps, il acceptait mal l'idée de retraite, jugeant, non sans raison, « que ce pourrait être le commencement de sa chute ». C'est pourquoi le 13 octobre il convoqua les principaux chefs de l'armée pour leur demander leur avis.

Seul Daru, intendant général, qui avait sans doute une vue plus claire des problèmes posés par le ravitaillement, se déclara favorable à un hivernage sur place. Il en reconnut les inconvénients et suggéra à l'empereur qu'il rentrât en France et revînt le printemps suivant à la tête de renforts. Sa proposition ne rencontra nul écho. Ney, au contraire, affirma d'un ton véhément qu'une retraite rapide et dans les plus brefs délais était la seule solution envisageable. Il rappelait que depuis que l'armée séjournait à Moscou les désertions s'étaient multipliées et que le nombre des malades restait élevé. Sans doute une alimentation trop abondante après des semaines de vaches maigres en était-elle la cause.

Tous les généraux présents soutinrent sa proposition. Restait le choix de la route à prendre. Il fut décidé de suivre celle de Kalouga, passant par le sud, où le ravitaillement serait moins difficile à assurer, car les troupes n'y étaient pas passées. Dès lors, et fort de l'expérience de la marche sur Moscou, Ney veilla à ce que les havresacs de ses soldats fussent garnis de vivres, pour demeurer autonomes le plus longtemps possible. Il eut beaucoup de mal à faire respecter ses instructions. Inconscients des difficultés qui les attendaient, les hommes cherchaient à conserver avec eux le fruit de leurs pillages et ne voyaient aucune utilité à le troquer contre du ravitaillement. Mieux, lorsque les officiers les y avaient contraints, ils se hâtaient de vider leurs sacs et d'y recharger leur butin dès que les chefs avaient le dos tourné. Ney était très mécontent de cet état d'esprit, mais dut avouer à Jomini son impuissance à le combattre.

Cependant, malgré l'impatience grandissante du maréchal, Napoléon ne se décidait pas à partir. Bien mieux, pour mettre en évidence la vaillance du troisième corps et de son chef, il fit organiser une revue de ses unités le 18 octobre dans l'enceinte du Kremlin. Ses trois divisions d'infanterie comptaient à présent à peine douze mille hommes, soit des effectifs inférieurs à ce qu'avait été le sixième deux ans auparavant. Cette parade, sans réelle signification, représentait une fatigue supplémentaire pour des soldats déjà

exténués. Ney ne put faire revenir l'empereur sur sa décision. La cérémonie était à peine commencée que survint un officier d'état-major, porteur d'une grave nouvelle.

L'avant-garde de l'armée commandée par Murat avait pris position autour du village de Winkowo, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Moscou, au contact direct des avant-postes russes. Une sorte de trêve, par consentement mutuel, régnait entre les deux armées. Brusquement le 18 octobre, les Russes rompant le statu quo attaquèrent et tentèrent d'encercler les Français, espérant même capturer Murat. Mais celui-ci réagit avec promptitude et réussit sans perdre de monde à rallier le gros de l'armée. Il avait toutefois pu noter que Koutousov, par un mouvement latéral autour de Moscou, cherchait à se faufiler entre les Français et la Pologne, barrant ainsi la route à une retraite. Napoléon l'avait deviné. Il ne voulut pas affoler son monde, mais, la parade terminée, il confia à Ney : « Nous partons. »

L'armée entama donc son périple par la route du sud. En cette seconde moitié d'octobre, s'il commençait à fraîchir, le temps était encore beau. Le corps de Ney n'avait aucune mission particulière et l'arrière-garde avait été confiée à Davout qui, avec un soin scrupuleux, exécutait les ordres de tout incendier derrière lui. Au bout de six jours, le 24 octobre, on arriva au village de Malojaroslavetz, où l'armée russe en état de bataille barra le chemin. Toute la journée, les Français tentèrent en vain de forcer le passage. D'ailleurs Napoléon, malgré les supplications de Murat et de Ney, se montrait hésitant. Brusquement, il décida d'obliquer vers le nord et de reprendre la route par laquelle il était venu. Or, sur ce parcours où tout était dévasté, il ne trouverait rien pour nourrir ses hommes. Il accepta le risque. Koutousov avait gagné et désormais allait s'attacher à suivre pas à pas les Français dans leur repli.

Le froid commençait à s'installer et le chemin vers Smolensk devint un calvaire. Le 2 novembre, Davout annonça, au cours d'un affrontement violent avec Napoléon, qu'il n'était plus en état d'assurer la fonction d'arrière-garde. Ce fut donc le corps de Ney qui reçut cette responsabilité. Il n'était pas en meilleur état que les autres, mais on savait que ce type d'opération était devenu une des spécialités du maréchal. Dès le lendemain, celui-ci eut l'occasion de montrer ses talents.

Au matin du 3, un épais brouillard recouvrait la contrée, rendant la visibilité nulle. Lorsqu'il se leva, une fusillade éclata. Les colonnes russes marchaient parallèlement au corps de Ney, avec l'intention de le déborder. Mais le maréchal déploya ses régiments en échiquier et, par un feu soutenu, contint l'ennemi dont il était séparé par une petite rivière, le forçant à ouvrir son dispositif. Ainsi positionné, il put tout en reculant continuer à ralentir la progression des Russes. Puis il traversa Viasma sans encombre et rejoignit l'armée.

Le harcèlement des forces russes ne cessait pas. Un peu plus tard, à Dorogobuge, Ney décida de renouveler la manoeuvre qu'il avait réussie à Viasma, mais ses adjoints le convinquirent de ne pas laisser s'élargir les

intervalles avec le principal de nos troupes. Le duc d'Elchingen avertit Napoléon que la situation s'aggravait et qu'il ne pourrait continuer longtemps à jouer ce rôle de bouclier. Mais l'empereur lui répondit en demandant de tenir (avec quoi ?) afin de permettre à l'armée de se reposer un jour à Smolensk. Ney réussit ce prodige : rétrograder tout en combattant et en ralentissant la progression de l'adversaire.

Le troisième corps entra à Smolensk le 15 novembre, espérant y trouver des vivres, car Napoléon en avait fait réunir de grandes quantités. Mais il ne restait pratiquement rien, les autres corps ayant tout pillé et gaspillé auparavant. Assez injustement, Ney en accusa Davout. Il reçut cependant une division de renfort qui lui permit de remonter ses effectifs à neuf mille hommes.

La neige commença à tomber et en conséquence le climat s'adoucit, mais l'état d'épuisement du corps d'armée donnait au maréchal de sérieuses inquiétudes. Il s'efforçait, pour remonter leur moral, de vivre comme le dernier de ses soldats, marchant à pied, mangeant lorsqu'il en trouvait l'occasion, dormant comme eux. Seule sa célèbre redingote-houppelande, qui lui était fort précieuse, le distinguait des autres. Sa doublure en fourrure représentait un avantage appréciable. Les régiments n'avaient touché aucun équipement d'hiver (il n'en avait pas été prévu) et les hommes grelottaient dans leurs tenues d'été souvent en mauvais état. Ney forçait les officiers survivants de son état-major à l'imiter, ce qui n'était pas du goût de Jomini.

Le troisième corps demeura deux jours à Smolensk, en éventail défensif autour de la ville, pour permettre aux autres formations de gagner un peu de temps. Il n'en repartit que le 17 novembre, mais alors un piège, sans qu'il le sût, s'était refermé devant lui. Koutousov avait dit à son entourage : « Pourvu que je ramène l'ennemi ruiné à la Bérézina, ma tâche sera remplie. »

Dans son esprit, il estimait que l'armée russe n'avait pas à poursuivre les Français en Allemagne et plus loin encore. Mais il saisissait, à la manière dont tournaient les événements, que ceux-ci dépassaient ses espérances les plus folles. Il jugeait néanmoins hors de ses possibilités de capturer la totalité de l'armée française, si affaiblie fût-elle. Toutefois il entrevit l'aubaine de forcer son arrière-garde à capituler et son prestigieux chef avec elle.

Pour réaliser ce dessein et empêcher Napoléon de se porter au secours du troisième corps, il tendit un rideau de troupes face au gros de l'armée française et forma le bouchon de Krasnoïe pour bloquer sa proie. Sur ordre exprès de l'empereur, Ney, on le sait, était demeuré deux jours devant Smolensk. Ce fut un de trop. Davout l'avait prévenu que la route empruntant le défilé de Krasnoïe, qu'avait suivie la majorité de l'armée, serait coupée s'il ne se hâtait pas. Mais les instructions qu'avait reçues Ney étaient formelles. Lorsque le 18 novembre, par un brouillard épais, le duc d'Elchingen qui avançait assez lentement arriva à hauteur du ravin de Krasnoïe, il découvrit que la crête qui le bordait était tenue par les troupes de Miloradovitch.

Ce général russe n'était pas un grand stratège. Mais il avait sous ses

ordres quarante mille hommes et occupait une position dominante assez forte. Il déploya son infanterie en profondeur sur trois lignes et attendit les Français de pied ferme, sans même songer à manoeuvrer. Contrairement à ce que d'aucuns ont écrit, il ne disposait pas d'une artillerie importante, car les attelages des Russes avaient été décimés par le froid autant que ceux des Français.

Ney devait faire sauter ce verrou, c'est-à-dire, suivant l'expression en usage à l'époque, « passer sur le ventre » des Russes. Il s'y employa toute la journée, renouvelant ses attaques. Lui-même ne possédait plus qu'une douzaine de canons et fort peu de munitions. Il réussit à franchir, sans vraiment les entamer, deux des lignes russes, mais ses forces étaient trop faibles et échouèrent devant la troisième. Il revint alors sur sa base de départ. Ce fut le moment que choisit Miloradovitch pour le sommer de se rendre, ce à quoi Ney répondit avec hauteur : « Un maréchal d'empire ne se rend point. On ne parle point sous le feu et je suis assez fort pour me défendre contre l'armée russe. » Et il poussa l'insolence jusqu'à garder prisonnier le parlementaire de Miloradovitch sous prétexte qu'il avait pu examiner de près ses régiments, ce qui en faisait un espion.

De son côté, Miloradovitch montrait une prudence extrême et n'osait passer à l'attaque. Pour justifier sa timidité et son immobilisme, il prétendit qu'après une nuit passée en plein air dans le froid, les Français déposeraient le lendemain les armes et que la sagesse commandait d'attendre. C'est ce qu'il fit.

Or, à ce moment, Ney pensait si peu à se rendre qu'il échafaudait un plan pour échapper par la ruse. L'idée était de traverser le Dniepr qui devait être gelé... et, s'il ne l'était pas, de le franchir en sautant de glaçon en glaçon ! Pour mieux tromper les Russes et aussi pour lutter contre le froid, Ney fit allumer des feux de bivouac, ce qui acheva d'ancrer Miloradovitch dans ses certitudes. Pendant ce temps, un officier polonais avait découvert un chemin qui à travers bois contournait la position ennemie et conduisait au Dniepr. Ney qui dans un premier temps avait pensé faire un crochet par le sud se rallia à l'idée émise par un colonel de franchir immédiatement le fleuve. Dans le plus grand silence, les débris du troisième corps gagnèrent la rive. Là, le maréchal fut obligé de constater à regret qu'il allait falloir abandonner tout le matériel et les bagages qu'on avait eu tant de mal à conserver. La glace n'était pas assez épaisse pour les supporter. Il fit donc enclouer ses pièces et la traversée commença. L'opération était périlleuse, mais possible. Ney la dirigea avec son sang-froid habituel. Les pertes par noyade furent minimes et on réussit même à emmener les chevaux survivants. Aussitôt le passage réussi, Ney s'enfonça dans la forêt qui bordait le fleuve, jouissant ainsi d'une certaine tranquillité. Mais celle-ci dura peu. Platov, avec ses cosaques lancés à sa poursuite, ne tarda pas à le harceler, sans parvenir à entamer le bloc des rescapés. Il dut finir par tourner bride.

Le maréchal erra de la sorte pendant deux jours, parcourant vingt lieues.

Le 20, tard dans la nuit, un officier envoyé en éclaireur tomba sur les avant-postes du corps d'Eugène, également à sa recherche, mais sans conviction. Ney, assura cet officier, était tout près. Le 21 novembre enfin, le duc d'Elchingen déboucha sur la ville d'Orcha et retrouva le prince Eugène. Sans se soucier du protocole, ils s'embrassèrent en public, tant était grande la joie du prince. Comme toute l'armée, il croyait Ney mort ou captif. Celui-ci, toujours pince-sans-rire dans les situations dramatiques, se contenta de dire : « Ceux qui reviendront de cette retraite auront les c... attachées avec du fil de fer ! »

Lorsque le lendemain il rencontra Napoléon, l'empereur, pourtant sombre depuis le début de la retraite, s'exclama avec joie : « Je ne vous attendais plus. » Suivant d'autres versions, il aurait fait remarquer : « J'aurais tout donné pour ne pas vous perdre. » Et il aurait considéré l'événement comme un heureux retournement de situation.

Lorsque le 19 novembre au matin les Russes constatèrent que les positions françaises étaient désertes et qu'ils avaient disparu, leur stupeur puis leur rage ne connut plus de bornes. L'explication entre Koutousov et Miloradovitch fut orageuse. Mais, comme le constata avec dépit le général en chef russe, l'occasion était manquée et il ne restait plus qu'à reprendre la marche derrière l'armée française.

La retraite continuait et chaque jour les troupes françaises s'affaiblissaient. La discipline se relâchait au point que les officiers n'étaient plus obéis. Ils étaient même parfois insultés. Nombreux étaient les hommes, surtout d'origine étrangère, qui jetaient leurs armes, s'évanouissaient dans la nature et finissaient massacrés par les paysans. Ney reprit momentanément sa place au milieu des autres corps.

Le 23, Napoléon tint un nouveau conseil de guerre et y reconnut « que cela devient grave ». Il fut décidé à l'unanimité de poursuivre le mouvement jusqu'au-delà de la frontière. Ce fut ainsi que l'on parvint le 25 novembre sur les bords de la Bérézina qu'il fallait traverser. Ce fut pour constater que des unités russes campaient déjà sur l'autre rive. Or bientôt, à la grande stupeur de Ney puis de Napoléon qu'il avait fait prévenir, ils notèrent que l'ennemi faisait mouvement vers le sud. Le franchissement de la Bérézina devenait donc possible sans difficultés majeures. Restait à y lancer des ponts, ce qui, en théorie, ne présentait pas trop de difficultés, car la rivière était parsemée d'îlots et de bancs de sable. Mais la température de l'eau rendait l'opération malaisée. On connaît cet épisode et le dévouement admirable du général Eblé et de ses pontonniers.

Koutousov s'était, à ce moment, décidé à passer à l'offensive, mais l'état de sa propre armée était tel qu'il ne put la mener vigoureusement. Entre le 27 et le 28 novembre, l'armée passa l'obstacle. Ney et le troisième corps le franchirent très tôt, formant l'avant-garde. Ils prirent position sur la rive ouest pour établir un barrage contre le corps russe de Tchitchagov dont, avec raison, on craignait qu'il ne revînt sur ses pas. Une fois de plus, sans attendre

vraiment l'ennemi, Ney, malgré les faibles effectifs dont il disposait, contra sèchement la tentative de l'adversaire. Il se jeta sur lui, coupant en deux sa colonne principale et lui fit deux mille prisonniers et mille autres un peu plus tard, en cueillant les fuyards. Ce qu'il avait d'artillerie, bien peu de chose, n'avait eu aucune peine à réduire au silence celle des Russes, montée sur traîneaux pour la rendre plus mobile et, de ce fait, très imprécise.

Ce succès limité permit toutefois à l'armée française de progresser au-delà de la Bérézina. Ney, à présent, dont le corps était avec celui de Davout le seul à présenter quelque cohésion, était sollicité par l'empereur pour se porter sur tous les points critiques. Repassant une fois de plus de l'avant-garde à l'arrière-garde, Ney fut chargé de bloquer l'avance russe afin de permettre aux derniers soldats, souvent isolés, de rattraper le gros des troupes.

Le système de recul adopté par Ney était suffisamment simple pour s'appliquer dans ces circonstances difficiles, et en même temps efficace. Le maréchal arrêta ses hommes vers cinq heures du soir, à la tombée de la nuit, les faisait manger dans la mesure du possible et leur accordait cinq à six heures de repos. Puis vers dix, onze heures, il se remettait en route. En les forçant à se déplacer de nuit, il les empêchait de dormir et de succomber au froid dans leur sommeil. Dans le même temps, il évitait le contact avec les Russes, peu entraînés au combat nocturne. À l'aube, il accordait un nouveau temps de repos et se préparait à combattre pendant la journée tout en continuant sa route et en accomplissant son travail d'arrière-garde. La personnalité de Ney joua un grand rôle au cours de cette retraite. Ce fut en montrant un exemple constant et en partageant leur vie et leurs souffrances, sans jamais se plaindre, que le maréchal put garder son ascendant sur ses soldats français ou étrangers (en particulier les Wurtembergeois). Il maintint efficacement avec un minimum de discipline la valeur militaire de son corps d'armée.

Le 29 novembre, Ney, passé de l'avant-garde à l'arrière-garde, et voyant les divisions s'écouler devant lui, prit position à l'orée d'une forêt pour arrêter, ainsi qu'il l'avait souvent effectué, l'armée russe. Lorsqu'il vit arriver le général Eblé, déjà malade des suites des bains forcés dans la Bérézina, dont il mourrait, il lui transmit le cœur serré les instructions de Napoléon : « Détruire en les incendiant les deux ponts pour empêcher les Russes de les utiliser. » Sans un mot, Eblé, accompagné de ses derniers pontonniers, rebroussa chemin pour exécuter l'ordre. Le but recherché ne fut même pas atteint. Le thermomètre continuant à descendre, la température atteignit -30°. La Bérézina se trouvait entièrement prise par les glaces. L'armée russe, artillerie comprise, put traverser à pied. Une dizaine de milliers de Français, demeurés sur la rive est pour contenir la poussée ennemie, furent capturés.

*

Dans la nuit du 22 au 23 octobre 1812, un coup d'État faillit réussir à

Paris. Il était fondé sur la nouvelle fausse que Napoléon était mort en Russie. Lorsque le rapport en parvint à l'empereur, tout était déjà rentré dans l'ordre. Mais ce qui frappa le plus le souverain, ce ne fut pas la facilité avec laquelle les conjurés avaient pu agir, mais que personne n'ait songé à son héritier légitime, le roi de Rome. Il décida donc brusquement de rentrer à Paris. Abandonner son armée dans l'état de décomposition où elle se trouvait présentait des risques énormes. C'est ce que lui firent valoir avec insistance les maréchaux, lorsqu'il leur fit part de sa détermination, le 5 décembre, au bivouac de Smorgony. Et ce qu'ils lui dirent avec tact et diplomatie, ils ne se cachèrent pas pour le crier bien haut dès qu'il eut le dos tourné. Pour le remplacer, Napoléon désigna Murat. A l'inverse de nombre de ses camarades qui s'abandonnaient au désespoir, le roi de Naples conservait toute sa lucidité.

Celui-ci prit sur lui d'accélérer la retraite pour passer le plus rapidement possible la frontière. Il confia encore à Ney l'arrière-garde, et son travail s'y trouva de plus en plus difficile, car les effectifs continuaient à fondre. Il ne restait qu'un peu plus de deux mille hommes. Un parti de cosaques réussit à s'infiltrer entre le troisième corps et le reste de l'armée, mais Ney, qui par moments faisait le coup de feu comme le dernier des fusillés (c'est le motif d'un tableau d'Yvon), réussit à les bousculer et à passer. A cet épisode, en exagérant beaucoup, Victor Hugo fera référence en écrivant :

« Ney... s'évadant disputait sa montre à trois cosaques. »

Le 8 décembre, les Français entrèrent à Vilna. Les magasins avaient été réapprovisionnés depuis juin, mais, par suite du manque de discipline, les distributions tournèrent rapidement au pillage. Une grande partie de la nourriture fut perdue. Davout et Berthier recommandèrent de s'arrêter pour accorder un peu de repos aux hommes, mais Murat, soutenu par Ney, s'y refusa. « La ville est entourée de collines, je ne veux pas me laisser prendre dans ce pot de chambre », déclara le roi de Naples. Il avait raison. À peine la place évacuée, les Russes tentèrent d'y entrer. Ney, qui avait couru avec les officiers de son état-major pour ramasser les soldats, les armer et les forcer à regagner leurs formations, repoussa encore cette tentative. Il ne sortit de Vilna que le 10. Un peu plus loin, sur un chemin montant, verglacé, il fallut laisser les dernières voitures qui contenaient ce qui restait du trésor de l'armée. Plutôt que de l'abandonner à l'ennemi, Ney le livra à ses soldats. Nouvelle scène de pillage ! Les hommes se disputèrent les sacs d'or et, les trouvant trop lourds, finirent par les jeter dans la neige.

Deux jours plus tard, Ney arrivait enfin à Kovno. Murat l'y attendait et lui demanda de tenir encore deux jours. Officiellement, c'était pour permettre d'évacuer blessés et malades. En réalité, le roi de Naples avait un plan. On allait enfin arrêter cette retraite et reprendre l'offensive, non pas pour retourner à Moscou, mais pour infliger une raclée aux Russes. Ce n'étaient pas des paroles en l'air. Les 7^e et 11^e corps, aux ordres respectifs du général

Reynier et du maréchal Augereau, étaient en Prusse, à effectifs complets. De plus, deux parcs d'artillerie opérationnels se trouvaient à Koenigsberg et à Varsovie. C'était relativement peu, mais, face à l'armée russe aussi épuisée que son adversaire, l'ensemble représentait une puissance impressionnante. Après avoir hésité, Berthier reconnut que l'opération était tentable.

Ney, pour sa part, comprit immédiatement le langage de Murat : reprendre l'offensive ! Ces termes avaient pour lui un sens précis et il promit de tenir dans Kovno les deux jours demandés. Ce fut un combat héroïque. Sentant leur proie leur échapper, les Russes redoublaient d'agressivité et les derniers soldats de Ney de pugnacité. Ce ne fut qu'après avoir laissé derrière lui un tas de ruines, fait sauter les dernières munitions et encloué les dernières pièces, que Ney traversa le Niémen. Il était enfin en Prusse. Il y tomba sur des cosaques qui avaient passé le fleuve sur la glace, mais songeaient surtout à piller. Les faibles forces que conservait le duc d'Elchingen les dispersèrent avec une facilité qu'elles n'avaient pas connue les derniers jours. On poursuivit la route.

Le 15 décembre, le général Dumas, qui déjeunait chez un médecin à Gumbinnen, vit entrer brusquement dans la salle à manger une espèce de grand escogriffe d'une propreté douteuse, pas rasé, au visage tanné, aux cheveux en broussaille. Il allait donner l'ordre de le jeter dehors quand l'individu l'interpella : « Eh quoi, Dumas, vous ne me reconnaissez pas ? Je suis l'arrière-garde de la Grande Armée ! Je suis Michel Ney. J'ai tiré le dernier coup de fusil sur le pont de Kovno. J'ai jeté dans le Niémen la dernière de nos armes et je suis venu jusqu'ici à travers bois... Et maintenant que je me suis présenté, j'ai faim ! Faites-moi donner une assiette de soupe. » Et il s'effondra sur une chaise.

Dans les jours qui suivirent, Ney se mit à la disposition de Murat pour préparer la contre-offensive. La poursuite russe avait été interrompue par Koutousov. Mécontent, Alexandre n'allait pas tarder à le relever de son commandement.

Malheureusement, le 30 décembre, le corps prussien intact de Yorck, qui avait son rôle à jouer dans l'opération, signa un armistice avec les Russes et passa à l'ennemi. Puis dans les premiers jours de janvier 1813, Murat tomba malade. Les opérations furent suspendues.

Avec l'accord de Berthier, Ney décida de retourner quelques jours à Paris.

CHAPITRE X

LA LUTTE DÉSESPÉRÉE

(1813-1814)

La saison de l'hiver 1812-1813 à Paris fut peut-être la plus brillante de l'empire. Les fêtes s'y succédèrent sans interruption, comme si Napoléon en étalant sa puissance avait voulu masquer la catastrophe de Russie. La maréchale Ney, qui venait d'apprendre que son mari était fait prince de la Moskowa (le décret parut le 1^{er} avril 1813), était au comble de la joie. Par ce seul titre, qui en soi en signifiait rien, elle avait désormais à la cour le pas sur les simples duchesses. Afin de bien montrer à quel point elle appréciait cet honneur, elle multiplia les réceptions où elle apparaissait couverte de diamants. D'ailleurs la générosité impériale ne s'arrêta pas là. Elle s'accompagna de donations en espèces de plusieurs centaines de milliers de francs sur la Westphalie, le Hanovre et l'Italie centrale. Ces cadeaux ne coûtaient pas cher au Trésor. Ils étaient prélevés sur les « contributions » payées par les pays « amis ». En réalité, par suite des fluctuations de la guerre, elles se réduisirent souvent à peu de chose. Or, plus que jamais, Eglé jetait l'argent par les fenêtres, au point que son mari lui fit des remontrances sévères.

Ney séjourna peu de temps à Paris. Napoléon, informé de la situation européenne, apprit assez rapidement qu'une nouvelle coalition était en train de se former contre la France. Déjà, le 28 janvier 1813, une alliance s'était nouée à Kalisch entre le roi de Prusse et le tsar. L'Angleterre et la Suède n'allaient pas tarder à s'y joindre, suivies par la Sicile. Murat lui-même, pour tenter de sauver ce qui pouvait l'être, ferait défection dans quelques mois. Quant à l'Autriche encore neutre, prête à jouer les médiateurs, son comportement ne laissait pas d'être inquiétant.

L'empereur décida donc de lever une nouvelle armée. Plus de deux cents bataillons, surtout français, étaient restés en Russie. À dire vrai, un certain nombre de régiments existaient encore en France et en Allemagne, mais ils étaient à effectifs réduits. On a avancé le chiffre d'une levée de cinq cent mille conscrits, mais celui-ci est fortement exagéré. En réalité, il y eut dans un premier temps trois cent cinquante milles appelés et le nombre de réfractaires fut assez considérable. De toute manière, si par le nombre cette armée se révéla assez importante, elle présentait de nombreuses faiblesses. Tant pour la cavalerie que pour l'artillerie, elle manquait de chevaux. Puis tous les

nouveaux soldats, quelle que fût leur arme, ne reçurent pas un entraînement suffisant. Souvent ils n'en reçurent même aucun et apprirent à peine à charger leur fusil. Ils n'avaient pas l'endurance de leurs aînés. Les étapes qu'ils pouvaient accomplir se trouvaient écourtées. Très vite, malades et traînants se multiplièrent.

Enfin si les cadres supérieurs, maréchaux et généraux, se retrouvèrent, les officiers subalternes et les sous-officiers, morts en trop grand nombre en Russie, firent défaut. La valeur et les capacités de manoeuvre des troupes s'en ressentirent.

Malgré ces faiblesses, Napoléon put rapidement mettre en ligne onze corps d'armée, tous destinés à combattre en Allemagne. Ceux-ci incluaient des troupes d'origine allemande qui au fur et à mesure que se déroulerait la campagne feraient successivement défection. En face, l'armée ennemie comprit initialement des Prussiens. Des divisions russes s'y joignirent rapidement, mais elles avaient été éprouvées par la campagne de 1812 et auraient eu besoin de se refaire. À l'inverse de la formation française, c'étaient de vieilles troupes déjà entraînées, ayant reçu le baptême du feu. Toutefois, les alliés ne pouvaient mettre en ligne qu'un peu plus de cent soixante mille hommes.

Ney quitta Paris dans le courant de février pour prendre le commandement du premier corps dit « d'observation du Rhin », qui devint bientôt le troisième corps, avec six divisions, dont deux allemandes. Le maréchal n'avait pas le moral et il n'était pas le seul. S'entretenant avec des camarades des difficultés qui les attendaient, il constata qu'eux aussi considéraient l'issue de la prochaine campagne comme incertaine. La revue qu'il passa de ses régiments ne fit que conforter ses impressions défavorables. Il savait que Savary, fidèle entre les fidèles de Napoléon, avait conjuré l'empereur de signer la paix à tout prix et que celui-ci ne l'avait pas écouté. La situation économique à l'intérieur du pays était préoccupante et, par les rapports qu'il recevait des Coudreaux, Ney en était informé.

Comme Murat ou Berthier, il commençait à estimer que « le lion était mort ». Il pensait qu'une paix, même bâclée, permettrait de gagner du temps et sauverait peut-être le régime. Or le 17 mars, déjouant tous les pronostics, la Prusse déclara la guerre à la France. C'était le coup d'envoi d'un conflit qui deviendrait fatal au pays.

La concentration de part et d'autre s'effectua plutôt lentement. Napoléon ne partit à l'armée que le 15 avril. Il était décidé à tenter une marche sur Berlin. Le 18, Ney qui avançait sur Erfurt demanda à Berthier, puis à son ami Bessières, un renfort de cavalerie. Il n'avait qu'une brigade à deux régiments incomplets à sa disposition et les jugeait tout à fait insuffisants pour assurer son service d'éclairage. L'armée entra en contact avec l'ennemi le 29 et le 30 avril, lorsque le troisième corps traversa la Saale. Ney enleva le gros bourg de Weissenfeld et son corps devint le pivot de l'armée. Le surlendemain, 2 mai, fut livrée la bataille de Lützen.

La mission de Ney était assez simple. Il devait tenir à tout prix face aux attaques prussiennes, afin de permettre à Napoléon d'envelopper une aile de l'adversaire et de l'acculer aux monts de Bohême. Malgré un ennemi déchaîné, le prince de la Moskowa, d'ailleurs étonné de la belle tenue au combat de ses conscrits, ne recula pas d'un pouce. Se portant sans arrêt sur la ligne de feu, il fut blessé d'une balle à la jambe droite. Seulement, l'empereur manœuvra trop lentement. Il ne put utiliser judicieusement sa réserve de cavalerie dont le chef, Bessières, avait été tué la veille aux côtés de Ney. Lorsqu'ils comprirent ses intentions, les Prusso-Russes se dépêchèrent de décrocher. Lützen était une victoire française, mais la destruction de l'ennemi restait à faire.

Le chef d'état-major de Ney, le général Gouré, fut tué à Lützen. L'empereur n'avait qu'une confiance limitée dans les capacités stratégiques du duc d'Elchingen pour mener des opérations offensives. Malgré ses pertes récentes, il lui réservait un rôle primordial dans la suite des opérations et se dépêcha de lui envoyer Jomini pour remplacer Gouré. Depuis le retour de Russie, les deux hommes, sans être réellement en mauvais termes, se battaient froid. Les insinuations renouvelées d'Eglé, qui ne pouvait pas souffrir le Suisse, n'y étaient pas étrangères. Et puis Ney n'aimait pas trop qu'on lui imposât des collaborateurs qu'il n'avait pas choisis. Néanmoins, une fois encore, le tandem fut remis sur pied.

Napoléon avait remanié son dispositif, articulant ses forces en deux armées. Celle qu'il confia à Ney comptait quatre-vingt mille hommes. Elle reçut pour objectif de faire semblant de marcher sur Berlin puis de crocheter pour se rabattre dans le dos des adversaires.

À peine vingt jours séparèrent deux victoires de Napoléon. Or la distance entre les deux localités, Lützen et Bautzen, est d'environ deux cents kilomètres. Et Bautzen se trouve très à l'est en Allemagne, largement au sud-est de Berlin. C'est dire – on a le grand tort de ne pas insister sur ce point – la formidable pression à laquelle les Français soumirent leurs adversaires. Ceux-ci étaient à présent en pleine retraite. Ils jugeaient leur situation aussi compromise qu'en 1806-1807. Alexandre se demandait par moments si la sagesse n'eût pas été de suivre les avis de Koutousov et de laisser les autres pays d'Europe traiter comme ils l'entendraient avec les Français. Et puis l'Autriche, par ses hésitations qui ressemblaient fort à une reculade, les décevait.

Si les alliés acceptèrent de livrer bataille sur la Spree, aux alentours de la petite ville de Bautzen, ce fut parce que Napoléon les y contraignit en commençant à les déborder par le nord. Ney et son armée arrivèrent tôt le matin du 21 mai sur le terrain, en avance sur l'horaire planifié par Berthier. Le maréchal déploya ses unités, bien décidé à suivre ses instructions au pied de la lettre. Il avait en mémoire les remontrances de son maître à Ulm, Iéna et en d'autres circonstances où il était parti trop tôt. Mais ce jour-là, les conditions n'étaient plus les mêmes. Devant lui, les corps de Blücher et de Barclay de

Tolly manoeuvrèrent maladroitement en lui présentant leur flanc. Ce fut en vain que Jomini lui conseilla de les attaquer sur-le-champ avec de bonnes chances de les culbuter. Ney se buta : « Passe encore de modifier un ordre de l'empereur quand on est loin de lui, mais sur *son* champ de bataille ce serait impardonnable », jeta-t-il au Suisse comme argument. Mais Jomini ne se laissa pas convaincre. Au contraire, il insista de plus belle en disant que si Napoléon avait prévu l'attaque pour midi, c'était parce qu'il avait estimé que la seconde armée n'arriverait pas avant sur le terrain. Or il fallait profiter de cette avance. Napoléon, à ce moment précis, se demandait ce que Ney, qu'il savait sur place, attendait pour déboucher, mais il ne songea pas à lui envoyer d'estafette pour hâter son mouvement.

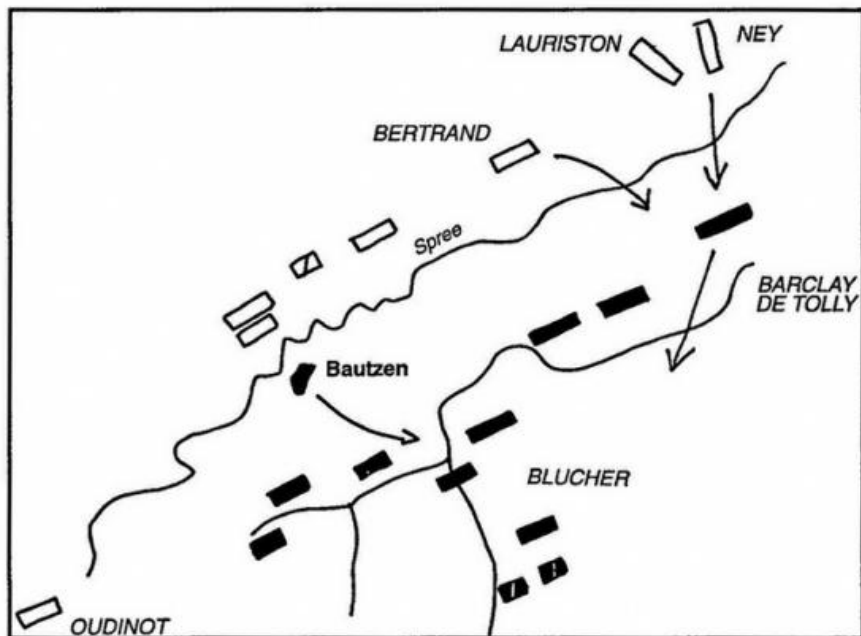
De mauvaise grâce, et parce qu'au fond de lui-même il gardait une certaine admiration pour la science de Jomini, Ney consentit à faire avancer une division, mais sans faire appuyer suffisamment son attaque. Elle fut ramenée par des forces ennemies très supérieures, ce qui mit le maréchal en fureur. Il n'allait pas, pour obéir sans réfléchir, laisser écraser ses régiments ! La querelle entre lui et Jomini reprit de plus belle, en plein milieu du combat.

Ney, en effet, prenait ses dispositions pour aborder les Russes de front. Jomini bondit : « Il ne s'agit pas de se jeter sur Blücher de front, cria-t-il, mais de l'encercler. » Autrement dit, il prétendait déborder l'adversaire sur sa droite. Du coup, le duc d'Elchingen se fâcha et rétorqua : « Je n'entends rien à votre sacrée stratégie. Je ne sais qu'une chose, je marche au canon ! » Stupéfaits, les officiers de l'état-major crurent qu'ils allaient en venir aux mains !

Cependant Napoléon, qui découvrait que les faits sur sa gauche ne se déroulaient pas comme il le désirait, dépêcha Drouot avec quatre-vingts pièces d'artillerie pour appuyer Ney. Le spectacle de ces canons, de ces caissons et des artilleurs à cheval, galopant à travers champs pour aller mettre en batterie, fut magnifique. Sous cette nouvelle avalanche de feu, la droite alliée plia et dut reculer, entraînant avec elle le reste de l'armée. Mais une fois encore, l'anéantissement était manqué, même si la bataille était gagnée.

Bien des années plus tard, lorsqu'il rédigea ses souvenirs, Jomini évoquant la bataille de Bautzen se montra sévère envers Ney. Il alla jusqu'à écrire : « J'ai remarqué à Bautzen seulement que ses plus grands mérites, la valeur héroïque, son coup d'oeil rapide, son énergie, diminuaient à mesure que l'étendue de son commandement rendait sa responsabilité plus grande. »

Il est exact qu'au cours de la bataille qui venait de se livrer, Ney commanda mal. S'il savait à merveille mener un corps d'armée, le maniement de plus grandes unités sur la carte et non pas directement à la voix présentait un caractère abstrait qu'il ne savait pas dominer. Il se révéla peu capable de coordonner les mouvements de tant de divisions. Pourtant Napoléon, si prompt à relever les fautes de ses subordonnés, ne lui en voulut pas et ne critiqua pas sa manière d'agir. On verra même qu'il lui en tint si peu rigueur qu'il n'hésita pas à lui confier des forces de plus en plus importantes.



*Bataille de Bautzen (21 mai 1813)
En blanc, les troupes françaises*

La retraite des vaincus s'opéra en assez bon ordre. Napoléon estima qu'il ne disposait pas de la cavalerie suffisante ni d'un chef comme Murat pour lancer une poursuite rayonnante, comme après Iéna. Il possédait en réalité la cavalerie et quant à son commandement il eût pu le confier à Ney, tout à fait capable de réussir une telle opération. Du fond de son royaume, Murat se faisait tirer l'oreille pour rallier la Grande Armée. Et les généraux français reconnaissaient qu'à force de prendre des raclées, « ces bougres-là » (les Prussiens et les Russes) avaient fini par apprendre leur métier !

Ils n'en étaient pas moins vaincus et repoussés jusqu'aux frontières de la Pologne. Devaient-ils continuer à reculer comme en Russie l'année précédente ? Il était peu probable que les Français se laisseraient attirer une nouvelle fois dans l'immensité des steppes russes. Les alliés étaient profondément découragés. Au cours de ces deux rencontres, leurs pertes avaient été beaucoup plus importantes que prévu. Ils avaient cru venir aisément à bout de Napoléon. Or celui-ci semblait redevenu aussi puissant qu'au début de 1812. Ils sollicitèrent donc un armistice dans les premiers jours de juin et, à leur grand étonnement, l'empereur le leur accorda.

Tous en avaient besoin : Napoléon pour faire venir renforts et munitions ainsi que de la cavalerie stationnée en Espagne, les alliés pour accélérer le resserrement de leur alliance et permettre à l'Autriche, espéraient-ils, de rejoindre leur camp.

Or si celle-ci se préparait à un conflit, elle ne se hâtait pas. Metternich,

son chancelier, véritable tête du gouvernement, fâcheusement impressionné par les récentes défaites des alliés, affrontait également des difficultés économiques. De ce conflit il ne tirerait, il le sentait, qu'une victoire surtout morale. Et quoiqu'il n'y crût qu'à demi, il considérait que s'il parvenait à un accord avec Napoléon sur une paix de compromis, ce serait tout avantage pour son empire. Les chefs de l'armée autrichienne, se souvenant encore de Wagram, l'incitaient d'autant plus à la modération qu'ils n'étaient pas du tout certains de battre les Français. Ils proclamaient que si Napoléon triomphait une fois encore, sa vengeance serait terrible.

Cette paix de compromis, Metternich n'était pas le seul à la souhaiter. Du côté français, le haut état-major en bloc ainsi qu'un certain nombre de civils (Fouché, Cambacérès, Savary) essayèrent de faire admettre à l'empereur que c'était la seule solution raisonnable.

Ils crurent un moment avoir gagné la partie, mais Napoléon, grisé par ses récentes victoires, finit par rejeter leurs avis. À l'issue de son entretien avec Metternich, le 22 juin, il repoussa en bloc les propositions pourtant raisonnables de ce dernier. L'empereur semblait ne pas se rendre compte qu'avec l'appui de la Suède et de l'Autriche, c'était une force de plus de quatre cent mille hommes qu'il allait devoir affronter alors qu'il n'en alignerait qu'entre cent cinquante et deux cent mille. On comprend d'autant plus mal cette obstination que les nouvelles qu'il recevait étaient toutes mauvaises. Le congrès qui s'était ouvert à Prague à la suite de l'armistice piétinait. En Espagne, battus à Vitoria le 21 juin par Wellington, Joseph et Jourdan étaient en passe d'abandonner le royaume. Ce sera en vain qu'avant la fin de l'année Napoléon y renverra Ferdinand VII. Et puis Ney perdit son si utile conseiller, « son Suisse » Jomini.

Depuis la journée de Bautzen, leurs querelles suivies de réconciliations étaient quotidiennes. Ney estimait que Jomini jouait les « touche-à-tout » et se mêlait de ce qui ne le regardait pas. Il l'accusait de tout régenter à l'état-major, allant jusqu'à donner publiquement tort à son patron pour des motifs, il est vrai, assez futiles. De son côté, Jomini accumulait les griefs. On lui payait solde et indemnités avec du retard, bien qu'il ne fût pas le seul dans ce cas. Et par-dessus tout, il voulait être promu général de division. Pour sa part, Ney n'y voyait aucun inconvénient. Il y était même assez favorable. Malheureusement Berthier, qui pour des raisons mal définies en voulait à Jomini, bloquait la nomination sans mesurer la portée de son acte.

Poussé par son chef d'état-major, Ney finit par passer par-dessus la tête du major général et s'adressa directement à l'empereur, comptant sur une réponse immédiate. Elle ne vint pas. L'interprétant comme un refus d'avancement, Jomini, peu avant la reprise des hostilités, le 14 août, franchit les lignes et se présenta aux avant-postes puis au grand quartier général russe où il renouvela ses offres de service de 1809. Cette fois, Alexandre l'accueillit sans hésiter et lui décerna immédiatement dans son armée le grade qu'il ambitionnait tant.

Pendant le restant de la guerre, il n'allait recevoir aucun commandement, le tsar l'utilisant comme conseiller militaire.

Quelques jours plus tard, il apprenait que Napoléon avait répondu favorablement à la requête de son ancien chef, mais les dés étaient jetés. Et Jomini effectuera une longue carrière dans l'armée russe. Au crépuscule de sa vie, retiré en France, il servira encore une fois de mentor à Napoléon... III pour la conception de sa campagne d'Italie.

*

L'armistice de Pleiswitz, d'abord programmé jusqu'au 20 juillet 1813, se prolongea puisque le congrès de Prague ne s'ouvrit que le 29 de ce mois. Il était valable jusqu'au 18 août. Mais dès le 7 août, l'Autriche, qui avait fini par se décider à la guerre, adressa un ultimatum à la France, la sommant d'évacuer l'Allemagne jusqu'au Rhin. Napoléon n'y répondant pas, elle déclara la guerre le 11 août. L'empereur essaya alors de reprendre les négociations. Il lui fut répondu que c'était trop tard.

Lorsque Murat arriva le 14 août pour prendre le commandement de la cavalerie, il trouva au quartier général un état d'esprit épouvantable. Seul l'empereur faisait preuve d'optimisme. Une fois de plus, il venait de réorganiser ses forces, les articulant en quatre armées. La troisième, comprenant quinze divisions en quatre corps, était confiée à Ney, qui avait déjà montré ses faiblesses deux mois plus tôt. Si sur le papier cela paraissait des effectifs colossaux, l'ensemble n'atteignait pas deux cent mille hommes dans la réalité, et les Français demeuraient en état d'infériorité face à la masse des troupes coalisées.

Le 16 août, violant l'armistice valable encore deux jours, Blücher attaqua brusquement les corps de Ney. Il fut rejeté sans peine, car son opération fut mal conçue et encore plus mal menée. Mais cette « victoire » berça d'illusions Napoléon. Aussi lorsque le lendemain Murat, flanqué de Berthier, Ney et Caulaincourt, essaya de le convaincre de profiter de sa position « en force » pour entamer des pourparlers de paix, se fit-il vivement rabrouer. Leur face à face de trois heures ne donna aucun résultat. Napoléon était persuadé qu'il allait livrer et gagner une bataille décisive.

Quelques jours passèrent, où les différents corps d'armée firent mouvement vers Dresde. Le tsar redevenait optimiste et pensait qu'il avait désormais, pour le conseiller, trois grands stratèges capables de venir à bout de Napoléon. C'était d'abord Moreau, l'ancien chef et ami de Ney, adversaire farouche de Bonaparte, qu'Alexandre avait été tirer de sa retraite américaine. Il sera tué par un boulet français dès le 27 août. Peu après son décès, un paysan saxon se présenta devant Napoléon, tenant un chien danois en laisse. Sur son collier était gravé : « J'appartiens au général Moreau. » Le paysan proposa de le vendre à l'empereur pour dix napoléons. Celui-ci lui fit donner la somme et lui laissa le chien. Ensuite il y avait Jomini, que Napoléon

soupçonna d'être passé à l'ennemi en emportant ses plans. C'était d'autant plus inexact que Jomini n'en avait jamais eu connaissance. Mais avec sa science militaire, il était à même de recommander au tsar la meilleure manière de manoeuvrer. Enfin, il comptait sur Bernadotte, qui sur le plan pratique serait le plus dangereux.

La bataille de Dresde, la dernière grande victoire de Napoléon, se déroula les 26 et 27 août 1813. Trois jours plus tôt Oudinot, qui marchait sur Berlin, avait été repoussé à Gross Beeren faute de moyens suffisants. Le succès vint surtout des charges de cavalerie menées par Murat. En face, des fantassins dont les fusils trempés par une pluie torrentielle ne pouvaient pas tirer se firent massacrer. Aussi Russes et Autrichiens taillés en pièces songèrent-ils sérieusement à suspendre les opérations. Seul l'entêtement du roi de Prusse les empêcha d'adresser des parlementaires à Napoléon. Après cette victoire, celui-ci reprit son idée de marcher sur Berlin et chargea Ney de réaliser l'opération.

Dans les derniers jours d'août, les lieutenants de Napoléon subirent individuellement une série de revers qui annulèrent l'effet de la victoire de Dresde. Macdonald fut battu à la Katzbach. Encerclé dans le défilé de Kulm, Vandamme fut contraint de capituler le 30. Tous deux n'eurent pas les moyens suffisants pour réaliser leur mission. Dès lors, la prise de Berlin par Ney neutralisant l'armée du nord devint un objectif primordial. Le maréchal se mit en mouvement le 1^{er} septembre, remontant vers le nord. Il avança plus lentement que prévu, en partie à cause de la fatigue de ses fantassins et en partie parce que son manque de cavalerie légère rendait l'éclairage difficile et défectueux. Il était d'autant plus inquiet que, sans en avoir la certitude absolue, il supposait que devant lui se trouvaient plusieurs corps d'armée de Bernadotte dont il ignorait la position.

Le 6 septembre, une armée russo-prussienne augmentée de contingents suédois, commandée par le comte de Bülow, lui barra la route à Dennewitz, à moins de deux étapes de Berlin. Face aux soixante-cinq mille hommes de Bülow, Ney n'en alignait que quarante-cinq mille. Il attaqua néanmoins. Son grand tort fut d'installer son quartier général à l'aile droite et non au centre de son dispositif, ce qui lui aurait permis d'avoir une meilleure vue d'ensemble.

On a écrit que sa préparation d'artillerie fut insuffisante, mais il disposait d'assez peu de munitions. Les assauts de son infanterie manquèrent de pugnacité. De plus, faute de patience, il eut la mauvaise idée d'engager ses corps d'armée les uns après les autres, au lieu d'attendre qu'ils fussent tous présents et de lancer une attaque générale. Le combat semblait cependant tourner à son avantage lorsque, sans motif, ses contingents saxons et bavarois lâchèrent pied et se débandèrent. Ils jetèrent la panique dans toute son armée et entraînèrent la déroute. Ney fut le témoin silencieux de cette fuite inexplicable. Il quitta le terrain parmi les derniers. Ses soldats, qui commençaient à se regrouper, le virent passer « la tête penchée, sur son cheval blanc, morne, silencieux ». L'ennemi avait été lui-même trop

sérieusement ébranlé par le choc pour songer à le poursuivre. Sur le champ de bataille, Ney laissait aux mains des alliés son artillerie. Il avait perdu cinq mille hommes. Mais les dommages chez ses adversaires étaient au moins aussi importants. Le maréchal savait que la route de Berlin était désormais fermée. Et encore ignorait-il qu'une autre armée se rassemblait derrière la capitale de la Prusse. En fait, face à la manoeuvre concentrique opérée par les alliés, cette rencontre revêtait une importance secondaire.

Les forces coalisées étaient à présent formées en trois armées assez éloignées les unes des autres, ce qui présentait un risque certain, ainsi que l'avaient souligné Bernadotte et Jomini. Avec des troupes entraînées à parcourir de longues étapes à marches forcées, Napoléon aurait été capable de les accabler les unes après les autres : celle du nord, aux ordres de Bernadotte agissant à présent en tant que prince royal de Suède, était rassemblée autour de Berlin ; celle de Silésie, commandée par le Prussien Blücher, se concentrait à proximité de Breslau et se trouvait donc positionnée à l'est ; enfin celle de Bohême, sous l'Autrichien Schwarzenberg, avait Prague comme base de départ.

L'armée française campait en un large arc de cercle en avant de Leipzig. C'est vers cette ville que convergèrent les forces ennemies. Lorsque Ney reparut au grand quartier général, il s'attendit à une sévère réprimande de la part de Napoléon. Or il n'en fut rien et ce fut calme et quelque peu désabusé que son maître l'accueillit. Puis il le confirma à la tête de ses corps d'armée, ou plus exactement de leurs débris.

Cependant Napoléon n'avait pas dit son dernier mot. Il avait conçu un plan assez audacieux, consistant à se déplacer entre l'Elbe et l'Oder pour donner la main aux importantes garnisons françaises enfermées dans les places fortes du nord, en particulier Hambourg. Alors se produisit le premier mouvement de révolte des maréchaux. Tous, Berthier et Ney en tête, entreprirent sans prendre de gants de lui montrer le manque de réalisme du projet avec les effectifs fatigués et diminués dont il disposait. Les généraux frondaient à présent ouvertement derrière le dos de l'empereur et déclaraient qu'il était devenu fou !

Napoléon se résigna donc, quoique cela lui répugnât, à attendre ses adversaires devant Leipzig, leur laissant l'initiative des opérations, mais s'assurant tout de même une voie de retraite. Le 13 octobre, la Bavière changea de camp et ses troupes vinrent grossir les forces autrichiennes. Cette défection ne serait pas la dernière. Trois jours plus tard, s'engagea la bataille de Leipzig.

Les corps de Ney furent positionnés au centre du dispositif français et Napoléon leur assigna un rôle simple : tenir face aux assauts ennemis, tandis que lui-même se réservait de manoeuvrer aux ailes. La journée du 16 octobre se passa bien. Dans leur ensemble, les divisions françaises réussirent sans trop de peine à contenir la poussée de l'ennemi. Pourtant, elles luttaient à un contre trois. Il est vrai que, par des charges furieuses, Murat cassa leur élan. Ney, qui

avait détaché deux de ses divisions sur sa droite pour soutenir Poniatowski en difficulté, se vit contraint de reculer jusqu'à la ville sous les coups de Blücher. Mais ses lignes demeuraient intactes. Berthier lui écrivit le soir même : « Nous allons attaquer l'ennemi, sur lequel nous avons eu hier beaucoup de succès. Si nous parvenons à le mettre en déroute, tout peut encore être sauvé. » Berthier croyait-il vraiment à ses paroles, se leurrerait-il, voulait-il masquer ses propres inquiétudes ? Car jusque-là il s'était montré extraordinairement lucide.

Le second jour vit la fin de l'offensive française et le début de celle menée par l'ensemble des troupes alliées. La disproportion des forces allait en augmentant au fur et à mesure de l'entrée en ligne de nouvelles unités. Ce fut ce jour-là que, bien que la situation ne fût pas catastrophique, Napoléon prononça le mot de retraite et prit les premières mesures pour la mettre en oeuvre.

Ney, au centre, tenait toujours les positions sur lesquelles il s'était replié la veille, mais faute de renforts pour compenser ses pertes, il éprouvait de plus en plus de difficultés. C'est pourquoi il se tint constamment sur la ligne de feu, non parce qu'il cherchait à se faire tuer, mais pour maintenir le moral de ses hommes, qu'il sentait fléchir. Ce même jour, les Saxons, encore alliés de Napoléon, passèrent à l'ennemi. L'événement en soi était mineur. Ils n'étaient que quatre mille, mais cette trahison provoqua un flottement dans un des corps de Ney, qui craignit de nouveau de voir ses troupes se débander. L'aide que lui apporta Marmont en cet instant et son propre comportement évitèrent un nouveau désastre. Mais le 18 au matin, alors qu'il prenait ses dispositions pour commencer sa retraite vers le pont sur l'Elster, il fut jeté à terre et contusionné par un boulet, au point d'être incapable de commander.

Malgré ses protestations, Ney fut évacué. Il traversa le fleuve sans encombre. Sa commotion avait été assez forte pour que Napoléon, qui avait pourtant besoin de tous ses maréchaux, le renvoyât en France « se reposer ». Aussi ne participa-t-il pas à ce retrait d'Allemagne, qui dura encore plus de deux mois.

Les nouvelles étaient mauvaises, Napoléon voulut cacher l'absence de Ney. Le maréchal voyagea donc incognito, mais le 1^{er} novembre, alors qu'il s'arrêtait à La Fère-Champenoise, en route vers Paris, il fut reconnu et acclamé.

*

En traversant la France, Ney observa l'état d'épuisement du pays. Tant en raison des efforts qu'avait demandés l'empereur que des contraintes que faisait peser le blocus britannique, l'économie était épuisée. À cause de l'ampleur qu'avait prise la conscription, toutes les classes sociales aspiraient à la paix, cette paix que les maréchaux avaient conseillée à leur souverain au moment du congrès de Prague.

Des proclamations royalistes circulaient, non sous le manteau, mais plus ou moins ouvertement. Le maréchal en découvrait jusque dans son assiette à table ! Il était sombre et inquiet pour l'avenir de la France, car il avait compris que jamais Napoléon n'accepterait d'entendre raison. Comme tous ses camarades, il était las, considérait la lutte sans issue heureuse et pensait qu'un changement de régime devenait la seule solution possible. Quel devait-il être : royauté, république ? Il n'en savait trop rien, mais avait réalisé que plus personne ou presque ne voulait encore du système napoléonien. Sa surprise ne fut pas mince, en arrivant chez lui, de découvrir que les sentiments de sa femme étaient assez proches des siens. Elle ne s'était pas très bien entendue avec l'impératrice Marie-Louise, regrettait Joséphine et pensait qu'il fallait remettre les Bourbons, qui s'étaient montrés jadis si affectueux avec sa famille, sur le trône de France. Les Bourbons, se dit Ney, pourquoi pas, après tout ! L'influence d'Eglé sur son mari augmenta ses tendances à voir les événements sous le jour le plus sombre.

Quelques jours après son retour à Paris, il rencontra par hasard son ancienne maîtresse Ida Saint-Elme, dont les propos se révélèrent fort proches de ceux de la maréchale. Elle aussi voulait croire à un proche retour des Bourbons, qui ne lui avaient manifesté aucune sympathie. Cela donna à réfléchir au prince de la Moskowa. Il se promit d'en toucher un mot à ses amis Talleyrand et Fouché, mais n'en eut pas le temps. Dans les derniers jours de l'année, les alliés avaient franchi le Rhin, en particulier par les ponts de Bâle que les Suisses, malgré leur neutralité, les laissèrent obligeamment emprunter.

Depuis plus d'un mois, les Anglais, dans le Sud, avaient forcé le passage de la Bidassoa et avec les maigres forces dont il disposait, Soult ne pouvait exercer vis-à-vis d'eux qu'une action retardatrice.

Napoléon, revenu à Paris vers la mi-novembre, tenta de mettre sur pied une nouvelle armée. Mais même en faisant appel aux ultimes réserves, il ne parvint pas à réunir plus de quatre-vingt mille hommes. Quand un groupe de maréchaux, dont Ney faisait partie, lui demanda comment il comptait battre ses adversaires qui en alignaient deux cent cinquante mille, il répondit sèchement que quatre-vingt mille hommes et lui en valaient cent quatre-vingts mille. Même s'il se payait de mots, il espérait utiliser tous les avantages que lui donnerait le terrain et comptait sur les anciennes places fortes de l'intérieur^[3] pour retarder de quelques jours les alliés et lui permettre de les battre.

Pendant son séjour à Paris, Ney avait constaté, et cela lui avait déplu, que la cour impériale, qui ne manquait de rien, vivait dans un rêve et refusait de regarder la réalité en face.

Nommé au commandement de la moyenne garde, Ney partit le 10 janvier 1814 à Nancy, où elle était cantonnée. Il y arriva le 14 et sa surprise se révéla amère. Napoléon l'avait assuré qu'il y trouverait quinze mille hommes en excellente condition. Or les régiments étaient en piteux état, leurs effectifs squelettiques et on nommait souvent « bataillon » ce qui n'avait même pas la

valeur d'une compagnie. Avec cela, les soldats étaient fatigués et surtout désabusés par les revers subis en Allemagne. Il était hors de question d'envisager dans ces conditions la moindre offensive. Le duc d'Elchingen put mesurer la distance entre la vision utopique de l'empereur (il s'était entretenu avec lui avant de quitter Paris) et la réalité. Aussi estima-t-il plus sage de se replier sur Saint-Dizier. Cette retraite lui coûta cher en soldats, tant les désertions se multipliaient. L'arrivée de Napoléon à l'armée, puis la victoire de Saint-Dizier avant la fin du mois remontèrent le moral des troupes.

Cette campagne de France si fertile en péripéties fut extrêmement brève. Commencée le 27 janvier, elle s'acheva le 6 avril par l'abdication de Napoléon. L'objectif des alliés était Paris. Mais afin de faciliter leur ravitaillement, ils commirent la faute de s'avancer en plusieurs colonnes suffisamment éloignées les unes des autres pour ne pas être en mesure de se porter assistance.

Ils considéraient que cette marche sur la capitale serait une simple promenade militaire et que Napoléon n'aurait ni les moyens ni la volonté de résister. Or c'est précisément parce qu'ils étaient séparés que l'empereur entreprit de les battre successivement. Malheureusement pour lui, il ne disposait plus de forces assez importantes pour les écraser ou les rejeter hors de France. Ses victoires brillantes ne firent qu'entretenir ses illusions.

Le rôle de Ney pendant cet hiver 1814 fut assez mince. Les divisions qu'il commandait variaient au gré des besoins de l'empereur. Tel jour il avait vingt mille hommes sous ses ordres, et cinq à six milles le lendemain. Pourtant, il réussit quelques jolis coups et montra cet héroïsme tranquille que tous admiraient en lui. Ce fut ainsi que le 28 janvier au soir, Blücher qui avec impudence, sans se soucier d'un ennemi qu'il croyait loin, venait passer la nuit dans une maison près de Brienne, manqua d'être enlevé par Ney au moment de passer à table. Il n'eut que le temps de sauter par une fenêtre et de s'enfuir dans la nuit. Les Français mangèrent son souper et raflèrent ses bagages.

Ney fut égal à lui-même le 11 février à la bataille de Montmirail. Parquin, alors capitaine de chasseurs à cheval de la garde, a rapporté la scène. Les Russes et les Prussiens s'étaient retranchés « jusqu'au menton » dans une ferme dite des Greneaux ou de la Haute Épine. Ils étaient appuyés par une forte artillerie. Il fallait enlever la place pour assurer la victoire. Napoléon chargea Ney de l'opération. Celui-ci mit pied à terre, tira l'épée et alla se mettre à la tête de six bataillons de chasseurs de la vieille garde. Décidé à aborder l'ennemi à la baïonnette, il fit vider le bassinet des fusils pour les empêcher de tirer (et peut-être de recevoir la balle d'un maladroit). Après quoi, au pas de charge, se riant du feu et de la mitraille, il emmena ses hommes et enleva la ferme, raflant au passage tous les canons. De toute la soirée, Napoléon ne se lassa pas de le féliciter.

Des faits d'armes aussi admirables ralentissaient la progression de l'ennemi, le forçaient à reculer quelque peu, mais n'arrêtaient pas, sa marche

ni la détermination des souverains coalisés d'en finir avec Napoléon.

Les jours qui suivirent furent moins heureux. Après la prise de Soissons par les Prussiens, Ney, envoyé en avant, tenta en vain de les déloger de Craonne sur le Chemin des Dames. Malgré de furieux assauts, où il donna de nouveau de sa personne, l'appui de l'empereur lui fut nécessaire pour permettre aux troupes françaises de prendre pied sur le plateau. Cette victoire à la Pyrrhus coûta cher : le quart des effectifs resta sur le terrain.

Si les soldats croyaient encore au génie militaire de l'empereur et avaient confiance en lui, le haut commandement était tout à fait désabusé. Les maréchaux et généraux comprenaient l'inanité de poursuivre la lutte. C'était bien à tort que l'empereur leur jetait à la tête qu'ils ne pensaient qu'à jouir en paix du butin qu'ils avaient amassé. Ils songeaient en réalité au destin de la France. À Paris Fouché, qui demeurait en rapport avec plusieurs d'entre eux, entre autres Ney, ne mâchait pas ses mots. Il écrivit : « Il n'y a qu'un moyen de nous sauver, c'est de tuer l'empereur sur-le-champ ! »

Pour ne pas être en reste, le prince de la Moskowa proposa à ses camarades de chercher la manière la plus expéditive de se débarrasser « du fléau de la France ». Ce ne fut pas la détermination qui leur manqua, mais l'appui de Lefebvre qui commandait la vieille garde et les menaça de tout révéler au souverain. Celui-ci apprit le complot peu après. Lui qui en d'autres circonstances n'aurait pas hésité à les envoyer devant un peloton d'exécution, se contenta de hausser les épaules en disant : « Ils sont fous. » Il ne se doutait pas que ce n'était que partie remise.

Rendus prudents par les récentes défaites, les alliés, malgré leur supériorité écrasante, continuaient à avancer lentement. Ils se demandaient si, avec l'armée française sur leur flanc, la marche sur Paris n'était pas une aventure téméraire... Et de fait, Napoléon songeait à un vaste mouvement tournant pour aller se placer entre eux et le Rhin.

Mais il n'avait plus les moyens d'une telle stratégie. Ce fut l'influence de Pozzo di Borgo, diplomate corse au service de la Russie, ennemi acharné des Bonaparte, qui détermina cette fois la décision. Le 30 mars, alors que Napoléon arrivait à Fontainebleau, les coalisés, après un bref combat, entraient dans Paris.

*

Ney parvint à Fontainebleau le 2 avril pour apprendre presque immédiatement que les alliés refusaient de traiter avec Napoléon. La nouvelle était grave. Il était évident que la France devait avoir un gouvernement pour négocier. Toute la journée, les membres du haut état-major se perdirent en considérations plus ou moins oiseuses. Le soir, alors qu'il prenait congé d'un de ses aides de camp, Ney lâcha pour la première fois : « On le fera abdiquer. »

Napoléon se doutait de ce qui se tramait derrière son dos. Aussi passa-t-il

en revue le lendemain, en fin de matinée, les troupes qui cantonnaient à Fontainebleau, principalement des unités de la garde. Se mêlant ensuite aux soldats, il les harangua, leur annonçant que sous peu il allait marcher sur Paris pour y livrer bataille. Alors les « Vive l'empereur ! À Paris ! » jaillirent de partout. Seuls au pied du grand escalier du château, les maréchaux et généraux demeuraient silencieux.

Après la parade, il fit appeler Ney qui, en tête-à-tête, protesta de son dévouement, et Napoléon ne poussa pas plus loin la conversation. Il annonça simplement que le quartier général allait être transporté à Ponthiéry, pour se rapprocher de la capitale. Mais à peine était-il sorti du bureau de l'empereur que Ney se vit entouré par ses camarades : Moncey, Oudinot, Macdonald, Berthier et même Lefebvre qui, quelques jours plus tôt, menaçait de les dénoncer. Ils le supplièrent de se faire leur porte-parole et d'aller sommer l'empereur de renoncer à une lutte désormais sans but.

Une fois de plus, se laissant influencer par ses interlocuteurs qui ne faisaient qu'exprimer ses propres désirs, Ney changea d'avis et, prenant la tête du groupe, força la porte du bureau de Napoléon. La discussion devint tout de suite orageuse, lorsque Ney et Lefebvre lui lancèrent : « Votre situation est celle d'un malade désespéré. Il faut faire votre testament, abdiquer pour le roi de Rome ! »

En vain l'empereur » entreprit de les convaincre de leur erreur. Ils ne voulurent rien entendre. À bout d'arguments, il leur jeta : « L'armée m'obéira ! » Ils ripostèrent : « L'armée obéit à ses chefs. » C'était la révolte, après quinze ans de soumission. Ils rappelaient à Bonaparte qu'il n'était comme eux qu'un produit de la Révolution et que sa suprématie touchait à sa fin.

Sentant qu'il ne fallait pas pousser trop loin, Ney s'adoucit pour dire : « Ne craignez rien. Nous ne venons pas vous faire une scène de Pétersbourg », soulignant par ces paroles qu'ils étaient tout de même plus civilisés que les assassins du tsar Paul I^{er}(4). Alors Napoléon tint à leur faire préciser leur pensée qu'il avait déjà devinée :

— Que voulez-vous, Messieurs ?

— L'abdication !

Il ne répondit pas et les laissa donner suite à leurs propos.

Les heures qui suivirent furent consacrées à la rédaction du document. Une délégation allait le porter au tsar pour tenter de le persuader de se rallier à l'idée d'une régence par l'impératrice Marie-Louise au nom de son fils. Intuitivement, l'empereur devinait que c'était auprès d'Alexandre qu'il trouverait l'accueil le plus favorable. Quant au sort de Napoléon lui-même, pour l'instant, il n'en était pas question.

Les trois plénipotentiaires auprès des alliés furent Macdonald, Ney et Caulaincourt. Une telle mission, pour ce dernier, était tout à fait normale puisque, depuis le 20 novembre précédent, il était ministre des Relations extérieures. Plusieurs personnes de l'entourage de Napoléon s'étonnèrent du

choix de Ney, qui dans le passé avait plutôt pratiqué une diplomatie musclée. L'empereur leur expliqua précisément qu'en faisant ce choix, il avait désigné un envoyé qui bousculerait sans doute les alliés pour forcer leur décision. Était-ce le fond de sa pensée ? N'espérait-il pas que Ney, par son intransigeance, ferait échouer les pourparlers et lui permettrait de forcer ses maréchaux à reprendre le combat ? En tout cas, avant le départ il prit Caulaincourt à part et lui recommanda de veiller à ce que le maréchal ne prît aucun contact avec sa belle-famille ni avec Talleyrand. Car il commençait à voir clair dans le jeu d'Eglé et de son père et savait à quel point Ney pouvait être influençable.

Les délégués partirent le 4 avril, à quatre heures de l'après-midi. En arrivant à Essonnes, où Marmont avait établi son quartier général, la situation qu'il leur décrivit était pire que celle qu'ils avaient imaginée. On manquait de vivres ; les habitants de la région les refusaient, et surtout il n'y avait plus de munitions. Les demandes réitérées de Marmont étaient demeurées sans réponse. Il venait d'entamer des pourparlers avec Schwarzenberg pour négocier une suspension des hostilités. Devant l'étonnement de ses camarades qu'il ait agi sans ordres, il proposa de rompre les pourparlers. Mais les trois délégués lui suggérèrent de faire traîner les choses, puisqu'il n'était pas en mesure de reprendre le combat.

Les envoyés de l'empereur poursuivirent leur route. Ils entrèrent à Paris à trois heures du matin sous une pluie battante et malgré l'heure tardive se présentèrent immédiatement chez le tsar. Celui-ci, qui venait de se coucher, se releva et les reçut sur-le-champ.

Ce fut Ney qui prit la parole en leur nom. À l'étonnement et même à l'indignation de Caulaincourt, qui ne comprenait rien à son jeu, il commença par parler de sa lassitude et de celle de ses camarades vis-à-vis de Napoléon et de la guerre.

Puis il assura le tsar que la France, malgré le tragique de la situation, restait fidèle au principe de cette dynastie issue de la Révolution, même si elle en était à présent éloignée. L'armée qui lui était toujours attachée combattrait, s'il le fallait, pour elle jusqu'au dernier soldat. C'était fort habile. En même temps, il plaida l'idée de la régence de Marie-Louise en faveur de son fils, en laissant entendre que l'Autriche ne serait pas opposée à celle-ci. La proposition séduisit Alexandre. Lui aussi était las de la guerre et prêt à appuyer un gouvernement auquel se rallierait la majorité de ce peuple turbulent qu'étaient les Français. Les Bourbons, dont les partisans s'agitaient trop à son goût, ne lui inspiraient aucune confiance. Il avait rencontré le comte de Provence plusieurs fois à Mitau, en Courlande, où il lui avait accordé l'asile. Ce gros homme podagre⁽⁵⁾, goutteux, enfermé à l'époque dans des principes désuets, lui avait paru tout à fait impropre à régner.

Il y avait trop de candidats au trône de France, sans compter les partisans de la république. Le tsar déclara donc à ses visiteurs qu'il allait consulter ses alliés, mais que cette régence lui semblait une solution raisonnable, à

condition que Napoléon s'effaçât. Puis il congédia les trois plénipotentiaires, en les reconvoquant pour le lendemain en fin d'après-midi.

Ney proposa de se réunir chez lui le 5 avril à l'heure du déjeuner. Quand ils se retrouvèrent, chacun de son côté était allé aux renseignements. D'après ce qu'ils avaient appris, le tsar semblait bien se faire leur interprète auprès des autres souverains. L'empereur d'Autriche ne se montrerait sans doute pas hostile à la régence de sa fille. La partie était, sinon gagnée, du moins bien engagée.

De plus, tous trois savaient que Marie-Louise n'avait aucune dimension politique. Chacun, en son for intérieur, pensait qu'il pourrait se pousser en avant sur la scène politique. Ils étaient encore à table quand arriva Marmont. Il leur apprit qu'il avait rompu les pourparlers, du moins officiellement. Ce fut alors qu'un de ses aides de camp vint leur apprendre une nouvelle qui fit l'effet d'une bombe. Profitant de son absence, Souham, à qui il avait délégué provisoirement le commandement, venait de passer à l'ennemi avec tout le corps d'armée. Il s'y était déclaré en faveur des Bourbons ! Dans ses mémoires, Macdonald confesse : « L'événement nous cassait bras et jambes. »

Pourtant, ils retournèrent le soir chez le tsar et aux premiers échanges comprirent qu'Alexandre n'était pas au courant des derniers développements de la situation. Malheureusement, au cours du souper auquel il les invita, la nouvelle de la défection du corps de Souham lui parvint. Dès lors il considéra que, contrairement aux dires de ses visiteurs, l'armée française ne pouvait plus être regardée comme solidaire des Bonaparte. À ses yeux, la seule solution demeurerait l'abdication pure et simple de Napoléon.

Quant à savoir quel serait le régime politique de la France, les alliés en décideraient le moment venu. Talleyrand, présent, ne dit mot. Ce fut en vain que Ney tenta de faire changer d'avis au tsar.

L'oreille basse, les plénipotentiaires reprirent la route de Fontainebleau, où le duc d'Elchingen arriva un peu avant ses camarades. Aussitôt, il écrivit une lettre à Talleyrand, lui annonçant que l'empereur s'était résigné à abdiquer. C'était aller un peu vite en besogne, car il ne l'avait pas encore vu. Ce ne fut que tard dans la nuit que ses trois envoyés furent reçus par Napoléon. Celui-ci d'abord ne voulut rien entendre. Il avait, estimait-il, assez de troupes pour reprendre le combat. Après quoi il interrogea séparément les trois envoyés pour tenter de démêler le vrai du faux. À la fin du compte, comprenant que ses lieutenants ne voulaient plus combattre dans d'aussi mauvaises conditions, il accepta de signer son abdication. Pour la porter à Paris, Macdonald s'étant récusé, ce furent encore Ney et Caulaincourt, accompagnés cette fois d'Oudinot, qui se chargèrent de la corvée.

Alexandre les reçut beaucoup moins aimablement que la première fois. Sur la foi d'un faux rapport, il croyait l'armée française, empereur en tête, en route vers la Bourgogne.

Rassuré, il daigna se montrer plus ouvert. Dès ce moment, les

négociations allèrent bon train, puisque tout le monde semblait d'accord. Seul le roi de Prusse voulut faire des difficultés, mais le tsar le remit à sa place.

Du côté français, ce n'étaient pas les trois généraux, mais Talleyrand qui menait le jeu et il n'avait aucun motif de ménager Napoléon. Toujours romantique, le tsar insista pour que son ancien adversaire se vît attribuer le petit royaume de l'île d'Elbe « à condition de donner sa parole de ne pas chercher à en sortir ». Le prince de Bénévent fit la moue. Il était payé pour savoir ce que valait la parole de Napoléon. Ney vint l'appuyer, à l'indignation et à la surprise de ses camarades (du moins le prétendirent-ils par la suite), car il connaissait le personnage. Mais Alexandre s'obstina. Il ne pouvait se défendre d'une certaine admiration vis-à-vis de son ancien ennemi.

Lorsque tout fut rédigé, parafé, signé, Caulaincourt et Oudinot se préparèrent une fois encore à gagner Fontainebleau. Ney déclara qu'il ne les accompagnerait pas. À ses yeux, l'aventure napoléonienne était terminée. Sa mission également. Il était au service de la France, donc de son nouveau gouvernement. Ce serait sans doute celui du roi. Il subodorait que cela risquait de lui poser quelques problèmes. Mais il n'était pas le seul à tourner casaque et à rallier la monarchie. Un peu plus tard, devant Caulaincourt, Napoléon se répandit en propos amers à son sujet puis s'accommoda de cette nouvelle défection.

Quand il prit la route de l'exil, il put constater que hormis une poignée de fidèles souvent subalternes, tous ses anciens lieutenants l'avaient abandonné.

Ney avait joué un rôle de premier plan dans l'abdication de l'empereur. Sans s'en cacher, il avait été de ceux qui l'avaient jeté à bas de son trône. On ne peut donc que s'étonner qu'un an plus tard il se soit rallié à lui lors du retour de l'île d'Elbe. Manque de mémoire, ou idées trop mobiles comme l'a rapporté Macdonald, c'est un des côtés énigmatique de sa personnalité.

CHAPITRE XI

L'HOMME DU ROI

(1814-1815)

Depuis de nombreux mois, la maréchale Ney se berçait d'illusions. Il faut dire qu'elle était entretenue dans ses rêveries par son père, M. Auguie. Celui-ci, comme presque toute la haute bourgeoisie, s'était détaché depuis un certain temps du régime impérial dont il n'attendait plus rien. Peu intelligente, Eglé s'imaginait que le titre de fille de femme de chambre aimée par la reine Marie-Antoinette lui ouvrirait les portes de la cour des Bourbons. Elle oubliait que le roi Louis XVIII avait toujours exécré sa belle-soeur et que ses sentiments n'avaient pas changé.

Quant à la fille de la feuë reine, la duchesse d'Angoulême, elle était prête à accueillir avec bonté la petite Aglaé qu'elle avait connue, mais pas une duchesse maréchale, épouse d'un des soudards de l'usurpateur. Et cette Aglaé, elle n'entendait la traiter que comme la fille d'une fidèle suivante de sa mère, avec bienveillance, gratitude, mais beaucoup de hauteur. De ces malentendus allaient naître toute une série de déceptions, tournant au dépit et enfin à la rancœur.

Au commencement, pourtant, tout alla bien. Lorsque les maréchaux se portèrent au-devant du comte d'Artois, frère du roi, le 12 avril, lors de son entrée à Paris, celui-ci leur réserva un de ces accueils pleins de charme qui sentaient la cour d'Ancien Régime. L'enthousiasme du peuple, en la circonstance, surprit Ney et ses frères d'armes. Ils n'avaient pas mesuré à quel point les Français aspiraient à la paix.

Les jours qui suivirent se passèrent à attendre le roi et le départ de l'empereur. Celui-ci quitta Fontainebleau le 20 avril, tandis que le premier débarqua à Calais le 24. Le roi arriva à Compiègne le 29 et y fut rejoint par les maréchaux venus au-devant de lui. Ils furent reçus par un gros homme, presque un vieillard, podagre, obèse, aux jambes difformes gainées de velours, vêtu d'un habit bleu, à la tournure militaire, à l'expression intelligente et amicale. Il fit tout son possible pour paraître chaleureux.

Fin et pénétrant, Louis XVIII avait compris que pour affermir son trône il devait s'assurer du concours de l'armée et était décidé à ne rien négliger pour cela. Faisant sienne la parole du duc de Wellington, il estimait que « sans armée, le roi de France n'était pas roi ». C'est pourquoi il se montra gracieux et aimable vis-à-vis de ces maréchaux qu'il ne connaissait pas et qui, la veille

encore, servaient sans état d'âme celui qu'ils nommaient désormais l'usurpateur. Ces rudes soldats ne montrèrent aucun étonnement en découvrant leur nouveau souverain. Il leur parla avec chaleur et bonté, comme s'il les avait toujours fréquentés. Tous, Ney comme ses camarades, se rallièrent sans hésiter.

Lorsque Louis XVIII, qui marchait avec peine, car il souffrait de la goutte, posa ses mains sur les épaules de Macdonald et de Ney en disant qu'il « les considérait comme les plus fortes colonnes de l'État », ils furent instantanément conquis. Le roi les retint tous à souper et leur accorda sans vergogne le pas sur tous les gentilshommes de son entourage, dont certains étaient demeurés à ses côtés depuis la Révolution. Un incident quelque peu comique vint égayer le repas. Toujours dans le même état d'esprit, le roi, qui avait tenu à avoir ses visiteurs à sa table, leur déclara : « Messieurs les maréchaux, je vous envoie du vermouth et je bois à votre santé et à celle de l'armée. »

C'était une faveur rare, et le protocole exigeait que ses invités demandent à leur tour la permission de boire et crient : « Vive le roi ! » Mais bien entendu les maréchaux étaient fort ignorants de l'étiquette de Versailles. Croyant bien faire, ils se levèrent et burent comme un seul homme à la santé du roi, ce qui scandalisa toute l'assistance, à l'exception de Louis XVIII qui parut au contraire amusé. Il était décidé à ne pas se formaliser, lui qui était si pointilleux sur le protocole.

Commencés sous de si heureux auspices, les rapports du roi et des chefs de l'armée ne pouvaient qu'être excellents. Cette situation n'allait pas être du goût de tous les courtisans et surtout de leurs femmes. Ney était conquis et se découvrait fervent royaliste. Les marques de la faveur royale ne tardèrent pas à pleuvoir sur lui comme sur ses camarades : il reçut la croix de Saint-Louis, autre face de la Légion d'honneur, ainsi qu'un siège à la Chambre des pairs. En outre, le 20 mai, il fut promu au commandement du corps royal des cuirassiers, dragons, chasseurs et cheveau-légers lanciers de France. Cela faisait de lui, en cas de conflit, le chef de toute la cavalerie royale. Le 26 juin, il devenait gouverneur de la sixième division militaire à Besançon.

Rien ne semblait trop bon pour lui. Le duc de Berry, neveu du roi, avait invité à danser la maréchale Ney et lui avait fait un brin de cour lors de plusieurs bals à Paris. Le roi avait daigné bénir les enfants du maréchal en leur disant : « Mes petits amis, soyez de braves gens comme votre père ; il vous donne le bon exemple. » Vu leur âge, seuls les trois aînés avaient été en mesure d'apprécier la bonté du souverain.

Seule ombre au tableau : lorsqu'une vacance se produisit parmi les gentilshommes de la chambre, le duc de Richelieu, fidèle à la pensée du roi, proposa un maréchal en avançant le nom de Ney. Louis XVIII y était favorable. Or la duchesse d'Angoulême fit sèchement remarquer à son oncle qu'à ses yeux ce maréchal-là n'était point gentilhomme. Cette vexation ne fut pas la seule. Pour la duchesse, la maréchale Ney était Aglaé, tout simplement,

l'Aglaré qu'elle avait connue à Versailles. Par maladresse plus que par malveillance, elle rayait tous les titres de gloire. Du reste, l'ancienne noblesse l'imitait. Elle dissimulait à peine ses ressentiments. La célèbre repartie : « Quelle est donc cette femme ? Je ne connais pas ces femmes-là, ce doit être une maréchale ! », lancée par la duchesse de Rohan, fut bientôt connue de tout Paris. Le roi ne pouvait se fâcher. Il fut incapable de renverser le courant.

Pour la Saint-Louis, le 25 août, il donna un grand dîner à l'hôtel de ville et sur les trente-six dames invitées, il n'y eut que cinq maréchales et générales. Mais certaines, comme la duchesse d'Elchingen, se trouvaient à la campagne et quoiqu'on leur eût fait savoir que le roi souhaitait leur présence, elles préférèrent s'abstenir en raison des sentiments de la cour. Quoiqu'il n'y fût pour rien, Louis XVIII fut accusé d'avoir favorisé l'ancienne noblesse.

Eglé était tombée de haut. Sa déception fut à la mesure de ses illusions. Mais ce fut en vain qu'au départ elle chercha à faire partager son amertume par son mari. Celui-ci avait accompagné le comte d'Artois à Lyon lors de son voyage en septembre 1814 et en était revenu plus royaliste que jamais.

Toutes les jérémiades de sa femme finirent sinon par entamer, du moins par émousser ses convictions. Il se mit à fréquenter trois salons dont les hôtes, tout en affirmant leur attachement à la royauté, donnaient dans une opposition discrète : c'étaient ceux de Talleyrand, du duc d'Orléans et de la reine Hortense, chez qui il rencontra le tsar. Du reste, Ney, s'il avait quelque mécontentement à exprimer, avait raison de le faire avec tact et circonspection. Puis, étant donné son caractère ardent, il alla plus loin et écrivit à Davout pour lui exprimer sa sympathie dans l'exil qui lui était imposé. La lettre fut ouverte et lue par le cabinet noir. Si elle suscita quelques inquiétudes dans l'entourage du comte d'Artois, elle valut à Ney l'approbation unanime des maréchaux. Quels qu'aient pu être ses sentiments profonds, le roi estima devoir les féliciter de leur sens de la solidarité.

Comme tous ses « collègues », Ney était placé sous la surveillance constante de la police secrète royale (anciennement impériale) et des amis charitables l'en avaient averti. Mais ce personnage fougueux ne savait pas dissimuler et surtout tenir sa langue en public. A plusieurs reprises, il se laissa aller à des critiques qui pour être vagues n'en étaient pas moins réelles. Et s'il eut la sagesse de ne jamais s'en prendre à la personne du roi, il lui arriva de blâmer le système. S'il jugeait mal des personnalités royalistes bon teint et de vieilles souches, celles-ci ne manquaient pas de leur côté une occasion d'attaquer ces anciens serviteurs de l'empire. Ils proclamaient que ceux-ci avaient retourné leur veste avec un manque total de pudeur et, de plus, se croyaient autorisés à leur donner des leçons de civisme. Ce n'était pas entièrement faux.

Ney avait à présent des ennuis d'argent. Une bonne part de sa fortune provenait, on l'a vu, de rentes sur les États étrangers soumis à l'empire napoléonien. Naturellement, ces sources de revenus se trouvaient à présent taries. Il aurait certainement pu s'en ouvrir au roi, mais n'osait pas le faire car,

même avec sa paternelle bonhomie, le souverain l'intimidait. Il envisagea de vendre ses chers Coudreaux et même son hôtel de Paris. Mais en fin de compte, il se contenta de réduire quelque peu son train de vie. Il congédia quelques domestiques et pria sa femme de se montrer un peu plus attentive à ses dépenses. Ce qui, comme on le pense, ne fut pas de son goût et provoqua quelques remous dans le ménage. Une tentative pour l'aider lui vint d'une manière très indirecte. Talleyrand, qui appréciait que Ney se fût rapproché de lui et qui avait connaissance de ses soucis financiers, eut la singulière idée de demander au tsar si les puissances intéressées ne pourraient pas recommencer à lui verser ses rentes.

Ce dernier en parla très sérieusement à Louis XVIII. Le roi estima qu'entre sa solde de maréchal et les différentes indemnités, importantes, que lui valaient ses nombreux commandements, le maréchal devait être capable d'équilibrer son budget. On n'était plus à l'époque où toute l'Europe était mise à contribution. Néanmoins, si Ney en faisait la demande... On a vu qu'il n'osa pas.

Le roi, plus intelligent que la majorité des gentilshommes de son entourage, continuait à le traiter avec beaucoup d'égards et même de considération. Ney y était sensible. Il éprouvait un réel attachement pour le monarque. Mais il ne prisait pas la vie de cour et séjournait de plus en plus dans sa propriété d'Eure-et-Loir. Sa femme n'aimait pas la campagne, mais l'accompagnait, car elle ne supportait plus, disait-elle, les rebuffades que lui infligeaient les dames de l'ancienne noblesse.

Un nouveau sujet de mécontentement s'était ajouté aux autres griefs qu'elle entretenait contre l'entourage du roi. Sa tante, Mme Campan, avait perdu son poste de surintendante de la maison de la Légion d'honneur à Ecouen, avec les avantages matériels qui y étaient attachés et auxquels elle tenait fort. Sur les instances de sa femme, Ney intervint pour la faire réintégrer. Mais il n'y mit pas beaucoup de conviction, car entre lui et Mme Campan il n'y avait jamais eu énormément de sympathie. Ainsi, dans la famille Auguie, redevenait-on tout doucement bonapartiste. Ces gens estimaient que le pouvoir se montrait ingrat à leur égard. Position d'autant plus facile à adopter qu'ils la jugeaient sans conséquence. Rien ne laissait supposer que l'ex-empereur pût un jour quitter de son plein gré sa résidence de l'île d'Elbe. C'était l'époque où les premières conspirations se nouaient contre les Bourbons. S'y retrouvaient des mécontents de toute nature : militaires « en chômage », civils offusqués de voir d'anciens émigrés promus à des postes qu'ils convoitaient... Quelques anciens hauts dignitaires de l'empire, avec prudence, se contentaient de donner une vague caution morale.

Efficace, la police était parfaitement au courant de tous ces mouvements et les surveillait, en attendant d'arrêter des comploteurs qu'elle connaissait du premier au dernier.

Ney était étranger à ces conjurations. S'il lui arrivait de critiquer à haute voix le pouvoir, sa mauvaise humeur ne dépassait pas le stade de la parole. Il

s'était donné au roi et entendait lui rester fidèle. D'ailleurs, le souverain avait toute confiance en lui. Aussi le duc d'Elchingen supportait-il difficilement ce qu'il nommait les « jérémiades » de sa belle-famille et la priait d'y mettre une sourdine. Mais sans vouloir y donner prise, il entendait à longueur de journée ces récriminations. Peut-être faut-il voir là, entre autres, une cause de l'étonnante volte-face qui sera la sienne quelques mois plus tard.

Pour l'heure, le maréchal s'ennuyait. Une vie militaire faite seulement de parades n'était pas celle qu'il avait connue, appréciée et aimée. Si Napoléon avait reproché à ses lieutenants de ne rêver que d'une vie dorée d'oisifs aux bords de la Seine, à Ney manquait le son du canon. Or, dans les derniers jours de l'année 1814, la paix semblait solidement établie et pour longtemps. Le congrès de Vienne, même si ses travaux avançaient lentement, était en passe de régler tous les différends, y compris les plus minimes, entre les États européens. Aussi le prince de la Moskowa songeait-il à prendre sa retraite. Il était encore jeune, puisqu'il n'avait que quarante-cinq ans. Mais vingt-cinq années de guerre avaient sérieusement ébranlé son état physique.

Au début de la Restauration, il s'était assez bien entendu avec son ministre, le général Dupont, malheureux bouc émissaire de l'affaire de Bailen, qui avait autrefois servi sous ses ordres. Mais depuis le 3 décembre, celui-ci avait été remplacé par Soult, avec qui Ney était toujours à couteaux tirés. Ses multiples fonctions n'étaient pas très absorbantes et lui laissaient beaucoup de temps pour réfléchir. Il s'imaginait déjà en gentilhomme campagnard, coulant des jours paisibles entouré de quelques amis et camarades. Peut-être serait-il tenté d'écrire ses mémoires ?

C'est pourquoi, dès les premiers jours de 1815 il demanda un congé de plusieurs mois qu'il comptait passer dans sa propriété, tout en demeurant en rapport avec ses différents subordonnés. Rien, du reste, ne semblait entamer son optimisme. Pourtant, dans le courant de février, le général de Bourmont, son adjoint à Besançon, lui écrivit pour lui signaler qu'en Suisse, donc près de la frontière de son gouvernement, se produisaient des mouvements bonapartistes, probablement dirigés par l'ex-roi Joseph, en résidence à Lausanne. Bourmont demandait s'il n'y avait pas lieu de renforcer les troupes en couverture sur la frontière. Ney se hâta de le rassurer. Même si les suppôts de Bonaparte s'agitaient, ils n'étaient qu'une poignée et leurs préparatifs seraient sans conséquence. Il était donc parfaitement inutile pour l'heure de prendre des mesures conservatoires qui relevaient de la police.

Ironie du sort, cette lettre quitta les Coudreaux le 1^{er} mars. Le maréchal était dans la plus totale ignorance des projets de Napoléon. Un courrier de Soult se présenta le 6 mars dans la soirée chez Ney. Il était porteur d'un ordre du ministre enjoignant à Ney, sans un mot d'explication, ce qui était bien dans la manière de Soult, de se rendre de toute urgence dans son gouvernement.

Étonné, presque choqué, le prince de la Moskowa se demanda quelle mouche avait piqué son camarade.

CHAPITRE XII

LA CAGE DE FER

(MARS-JUIN 1815)

L'officier qui apportait la lettre de Soult fut incapable de fournir une explication aux instructions du duc de Dalmatie. Le message envoyé de Marseille à Paris par Masséna annonçant le débarquement de Napoléon en Provence avait été tenu secret au ministère. Néanmoins, Ney estima que la lettre devait avoir un motif grave. Une crise européenne nécessitant une mobilisation semblait improbable. Alors ? Plutôt que de perdre du temps à chercher à résoudre une énigme, Ney décida de se mettre en route, mais au lieu de prendre la traverse vers Besançon, il fit un crochet par Paris.

Au ministère, pensa-t-il, il serait mieux à même d'apprécier la situation. Il arriva chez lui le 7 en milieu d'après-midi et tomba sur son notaire qui lui apprit la nouvelle. À présent, elle courait la ville. La réaction du maréchal fut celle d'un fidèle serviteur du roi : « Quel malheur, quelle chose affreuse, que va-t-on faire ? » s'écria-t-il. L'idée d'abandonner la cause des Bourbons ne lui vint pas une seconde à l'esprit. Et il se rendit au ministère de la Guerre qui, pour quelques jours encore, était occupé par le maréchal Soult. Celui-ci, étonné de le voir à Paris et non sur les routes de Franche-Comté, le reçut plutôt froidement et commença par refuser de le mettre au courant des mesures prises. Ce ne fut que lorsque Ney eut annoncé que de toute manière il ne partirait pas avant d'avoir été reçu par le roi que le duc de Dalmatie consentit à se montrer un peu plus explicite.

En apprenant le débarquement de l'usurpateur, la première réaction de Louis XVIII avait été de mettre son frère et ses neveux à la tête des troupes chargées de l'arrêter. Avec beaucoup de bon sens, Soult avait attiré l'attention du roi sur leur incompétence en matière militaire. Il avait suggéré de faire plutôt appel à des maréchaux ou à la rigueur de les adjoindre comme conseillers aux trois princes, des conseillers qui en réalité seraient les commandants de l'armée. Les maréchaux connaissaient la situation et, choyés par la Restauration, n'étaient pas favorables à une nouvelle aventure napoléonienne.

Parmi les noms avancés, il y avait celui de Ney. On le tenait pour sûr et acquis aux lis. Son attitude l'année précédente, au moment de l'abdication de Fontainebleau, plaidait en sa faveur et ne le mettait guère en mesure de rallier Napoléon. De par sa position à Besançon, il se trouverait sur le flanc de la

route que devrait prendre l'envahisseur, à même d'arrêter sa marche sur Paris.

Soult précisa à son camarade que des instructions détaillées avaient déjà été expédiées au général de Bourmont, toujours sur place, et que Ney en prendrait connaissance en arrivant à Besançon. Puis il le pressa de monter en voiture. Mais le prince de la Moskowa avait décidé que, dans une situation aussi grave, il était de son devoir de voir le roi. Son rang et les responsabilités dont on le chargeait lui en faisaient une obligation. Soult, qui sentait peut-être ce que l'attitude de son visiteur avait d'exalté, tenta de le retenir. Il expliqua que le souverain était souffrant et ne le recevrait probablement pas. Rien n'y fit.

Tout aussi conscient que le maréchal de l'importance de la mission qui lui était confiée, le roi ne fit aucune difficulté pour lui accorder une audience. Malgré l'heure tardive, Ney fut reçu par le souverain, entouré de quelques gentilshommes de service, à onze heures du soir. En présence du prince, il se montra curieusement volubile et surexcité, comme s'il avait dû justifier de sa conduite. Ce n'était pourtant pas le cas. Son discours quelque peu décousu fut en quelque sorte une profession de foi. Ce fut ainsi que le roi le comprit.

À Louis XVIII qui lui recommandait une fois encore de faire tout son possible pour barrer la route à l'usurpateur, il répondit en réaffirmant son serment de fidélité. Puis à la fin, comme pour jeter l'éclat d'un appel de trompette, il lança : « Je me saisirai de lui, je vous le promets, et vous l'amènerai dans une cage de fer ! »

L'effet sur l'entourage du roi fut extraordinaire : une cage de fer ! Quel homme ! D'aucuns voyaient déjà l'ogre de Corse exhibé au Jardin des plantes en compagnie de singes ! Seul Louis garda son sang-froid et fit remarquer avec son humour habituel, après le départ de son visiteur : « Je ne lui en demandais pas tant ! C'est un singulier petit serin qu'il m'amènera là... Je crois qu'il fera ses efforts pour remplir sa promesse ; c'est un homme d'honneur. »

Au fond de lui-même, le roi eût sans doute préféré voir son ennemi tué dans l'affrontement et recevoir son cadavre. Mais il garda son opinion pour lui, appliquant sa maxime : « Toute vérité n'est pas bonne à dire. »

Avant le départ de Ney, un des familiers du roi suggéra qu'on lui adjoignît un prince, par exemple le duc de Berry, comme s'il y avait eu un doute sur sa fidélité. Après tout, au même moment, à Lyon, Macdonald était bien flanqué de Monsieur, comte d'Artois. Mais cette proposition de dernière minute ne fut pas retenue. La présence du duc de Berry était jugée préférable au côté de son oncle, qui n'en avait nul besoin. Il est permis de penser que si le duc avait accompagné le maréchal, le cours des événements n'eût pas été changé, mais que le sort du malheureux Ney eût été tout autre.

Pourquoi Ney adopta-t-il une attitude aussi outrancière ? Certes, il était dans son caractère de prendre des positions extrêmes. Il était sincèrement scandalisé que Napoléon eût tenté ce coup de force qui risquait de coûter fort cher à la France. Avec l'ardeur d'un néophyte, le maréchal tenait à rassurer le

roi sur la conduite qui serait la sienne. Mais, précisément, il ne lui était demandé aucun autre engagement que de faire son devoir. C'était tout simple. Voulait-il de cette manière balayer les soupçons qui avaient pu naître sur sa conduite ? Tenait-il à s'acquérir la sympathie de cette noblesse qui le boudait ? Pour un bref instant, il n'y réussit que trop. En tous les cas, il ne s'expliqua jamais sur une incontinence verbale qui pesa lourd sur son destin.

*

Alors qu'il courait la poste vers Besançon, Ney reçut plusieurs messages de Bourmont, de plus en plus alarmants, le suppliant de se hâter. Il en fut d'autant plus étonné que ce général passait pour n'être pas émotif. Le maréchal Soult l'avait assuré qu'il avait la situation bien en main, ainsi que les moyens de faire face aux événements. Certes, il savait maintenant que Napoléon, évitant la Provence et la vallée du Rhône où la population ardemment royaliste avait failli le lyncher l'année précédente, s'était jeté dans la montagne et gagnait Grenoble. Mais il ignorait que l'empereur eût déjà atteint cette ville, qui s'était donnée à lui sans la moindre résistance.

Ney arriva le 10 à Besançon et comprit immédiatement les craintes de Bourmont. Soult ne lui avait pas dit la vérité. Aucune des mesures annoncées par le ministre n'avait été prise. La garnison se montait à peine à cinq cents hommes et les régiments qui auraient dû y être concentrés se trouvaient dispersés aux quatre coins de la province. L'état-major était inexistant. On manquait de chevaux, de harnais, de munitions. Bref, de tout. Passant par-dessus la tête de Soult, dont il commençait à se demander quel jeu il jouait, Ney adressa un télégramme qui était une protestation furieuse à Montesquiou, ministre de l'Intérieur, pour qu'il le mît sous les yeux du roi. Ce document fut pris en considération, car dès le 13 mars Soult, démis, était remplacé par Clarke, qui avait rempli longtemps ces mêmes fonctions... sous l'empire !

Complètement dépassé par les événements, Bourmont, bon second, mais piètre chef, par trop irrésolu, n'avait pas pris les mesures qui s'imposaient. Bien que l'avance de Bonaparte ne lui laissât que peu de temps, Ney entreprit de s'organiser. Il rameuta tous ses régiments sur Besançon. Puis, comme son corps d'armée s'articulait en deux divisions et que Bourmont commandait la première, il chercha un général capable pour le mettre à la tête de la seconde. Il lui vint une idée originale qui allait se révéler judicieuse. À proximité de Besançon résidait, retiré dans sa propriété, Lecourbe. C'était un excellent tacticien, qui avait brillamment servi sous les ordres de Masséna puis de Moreau. Ney l'avait alors connu et apprécié. Mais précisément parce qu'il était resté un républicain convaincu et un ami proche du rival de Bonaparte, jamais l'empire, malgré les offres de service qu'il avait faites en 1813, n'avait daigné l'employer. Il ne portait pas Napoléon dans son coeur. Aussi, lorsque Ney lui offrit de reprendre du service et lui eut expliqué sa mission, donna-t-il son accord sur-le-champ.

Phénomène insolite, ce républicain avéré s'entendit tout de suite très bien avec Bourmont, royaliste inconditionnel et ancien chouan. Cependant ces trois hommes éprouvaient quelques soucis. Travaillés en sous-main par des éléments bonapartistes qui comptaient de nombreux sous-officiers licenciés ou encore au service, les soldats ne montraient pas l'ardeur qu'on pouvait attendre d'eux. Aussi Ney et ses adjoints se demandaient quel serait leur comportement en face d'autres soldats français commandés par l'usurpateur. Le maréchal conservait son optimisme. Il considérait que, bien prises en main, ses troupes lui obéiraient.

Le soir, ou le lendemain de la venue de Lecourbe, qui arborait son vieil uniforme de Hohenlinden, arriva à Besançon le duc de Maillé, premier gentilhomme du comte d'Artois, envoyé par son maître. Il était porteur de mauvaises nouvelles. Accompagné de Macdonald, Monsieur avait précipitamment quitté Lyon pour Roanne, mettant ainsi entre lui et l'usurpateur les monts du Forez. Ney s'étonna que rien n'eût été entrepris pour défendre les ponts de Lyon, qui constituaient un obstacle non négligeable. Maillé dut confesser que ces deux chefs avaient agi de la sorte, tant le comportement des régiments – qui avaient refusé de crier « Vive le Roi ! » – leur avait paru incertain.

Le premier mouvement de Ney fut de marcher sur Roanne avec son corps d'armée pour se mettre à la disposition du comte d'Artois et renforcer son dispositif. Le duc de Maillé approuva vivement. Puis, à la réflexion, le maréchal estima qu'en restant comme une menace sur le flanc de la route que devrait emprunter l'usurpateur, il serait plus apte à lui barrer le chemin. Et il décida de se porter sur Lons-le-Saunier, ce qui le rapprochait de l'itinéraire du rebelle. Le duc de Maillé, qui ne connaissait rien à l'art militaire, ne put qu'acquiescer. En prenant congé, il insista toutefois sur le fait que le corps de Ney représentait désormais le seul rempart contre l'usurpateur.

Le prince de la Moskowa et ses adjoints en étaient parfaitement conscients et ne sous-estimaient pas l'ampleur de leur tâche. En même temps, ils étaient étonnés du comportement de ces soldats qui un an plus tôt avaient acclamé le roi et la paix, écoeurés par les tueries dans lesquelles on les lançait. Ils avaient la mémoire bien courte ! Ou alors il fallait que les émissaires bonapartistes aient été plus nombreux et plus actifs que la police ne l'avait imaginé. Ce que ces généraux n'avaient pas compris, c'est que ces mêmes troupiers regrettaient la vie facile dans les pays occupés où ils avaient vécu aux dépens des populations vaincues et qu'à cette vie avait succédé une existence morne dans les villes de garnisons.

Le retour de l'empereur leur laissait entrevoir le renouveau de ces temps qu'avec le recul ils jugeaient heureux.

Dans la nuit qui suivit le départ du duc de Maillé, un second émissaire du comte d'Artois, le comte de Bourbon-Busset, se présenta au quartier général de Besançon. Il apportait l'annonce de la défection de La Bédoyère, confirmait la chute de Grenoble et annonçait celle de Lyon.

Qu'un La Bédoyère, homme perdu de dettes, ait rallié Napoléon contre des promesses d'argent pouvait à la rigueur se comprendre, mais que tous ses hommes l'aient suivi étonna Ney une fois de plus. À présent, l'usurpateur devait être à la tête de près de dix mille hommes, alors que le duc d'Elchingen n'en avait pas beaucoup plus de six mille. Mais cette disproportion de forces n'inquiéta pas Ney outre mesure. Devant Bourbon-Busset, il donna des ordres pour que ses régiments fassent mouvement dès le petit jour. Il avait compris, et il était un des seuls à l'avoir entrevu avec Napoléon lui-même, que s'il obtenait de ses troupes qu'elles tirent sur les autres (mais tout le problème était là), la tentative de Napoléon s'écroulerait d'elle-même. En effet, dès ce moment, l'ex-empereur ne serait plus que le général Bonaparte auteur d'un pronunciamiento, un rebelle que le pouvoir devrait passer par les armes aussitôt qu'il l'aurait capturé. De plus, cette fusillade serait le signal d'une guerre civile, ce que les Français redoutaient par-dessus tout. Mais ils seraient contraints de prendre parti et la majorité d'entre eux se prononceraient ouvertement contre l'usurpateur.

Il exposa sa théorie à son hôte qui la trouva frappée au coin du bon sens. Ils se séparèrent alors, le comte pour rejoindre son maître et le rassurer quant aux dispositions d'esprit du maréchal, ce dernier pour prendre la route de Lons-le-Saunier. Il y arriva le 12 dans la nuit. Aussitôt il réunit les officiers des régiments présents et les harangua pour leur dire qu'il comptait sur leur fidélité au roi et sur leur obéissance. Aucun ne broncha, ce qui donna bon espoir aux trois généraux. Sur sa lancée, Ney écrivit à Soult, qu'il croyait toujours ministre, pour le prévenir qu'il descendrait vers Mâcon dès qu'il aurait toute son artillerie. Dans le même temps, il prescrivit à l'arsenal de Besançon de lui fournir cent mille cartouches, ce qui représentait une puissance de feu considérable.

Ney avait raison d'agir avec autant d'énergie. En effet, Napoléon ne demeurait pas inactif. Il devait précipiter sa marche, car le soulèvement des garnisons du Nord, fomenté par Lefebvre-Desnouette et les frères Lallemand, avait été éventé par la police et les trois généraux conspirateurs arrêtés.

Cependant, à Lons-le-Saunier, la situation évoluait de jour en jour, presque d'heure en heure. La fameuse proclamation de Napoléon accompagnée d'une lettre parvint au maréchal le soir du 13 mars. L'empereur disait l'attendre à Châlon et l'assurait, ce qui était un mensonge grossier, qu'il avait conclu un accord avec l'Autriche et comptait incessamment sur l'arrivée de Marie-Louise accompagnée du roi de Rome. Ces documents, sur le moment, firent peu d'effet sur Ney.

Ce ne fut que dans la nuit du 13 au 14 mars que le maréchal commença à penser que la situation devenait telle qu'il fallait peut-être envisager un ralliement à l'empereur. Ce n'était pas une idée folle, mais un raisonnement logique. Il s'en ouvrit à son aide de camp, le capitaine Levavas seur, qui le mit en garde : « Monsieur le maréchal, Bonaparte ne vous pardonnera jamais votre conduite à Fontainebleau. » Cette remarque frappa Ney, mais il voyait,

répliqua-t-il, toutes les issues se fermer les unes après les autres. Il était à présent convaincu que les régiments ne consentiraient jamais à marcher contre leurs camarades et l'empereur. D'ailleurs, l'artillerie n'arrivait toujours pas. Au matin du 14, il apprit qu'une colonne de trois batteries venant d'Auxonne avait été interceptée à Chalon-sur-Saône par la populace qui avait brisé les affûts et jeté les tubes dans le fleuve aux cris de « Vive l'empereur ! » Il convoqua de bonne heure ses deux commandants de division qui arrivèrent l'un après l'autre. Bourmont était toujours irrésolu et Lecourbe déclara franchement qu'à aucun prix il ne servirait « ce bougre-là ».

Ils convinrent que l'état d'esprit des hommes ne permettait plus d'affronter les troupes de l'usurpateur. Les soldats se débateraient avant le premier coup de feu, à supposer qu'ils ne fraternisent pas avec les adversaires. Ce fut alors que Lecourbe, qui comprenait dans quel bourbier se débattait son chef, lui suggéra de prendre la route de Paris et d'aller exposer franchement au roi la cause de son échec. Bourmont, sans hésiter, appuya la proposition. Mais Ney leur opposa un raisonnement quelque peu fumeux, dans lequel il expliquait que le roi ne voulait plus d'eux et que seul Bonaparte pourrait redonner à l'armée la considération générale.

La réalité était tout autre. Ney se voyait mal, lui qui avait fanfaronné devant Louis XVIII avec sa cage de fer, revenir l'oreille basse expliquer qu'il avait échoué dans sa mission. Il imaginait les sarcasmes des courtisans qui quelques jours auparavant l'avaient ovationné. Sans doute eût-il été bien inspiré d'expliquer ses raisons réelles à ses deux interlocuteurs. L'orgueil l'en empêcha. Les deux généraux et son aide de camp tentèrent un dernier effort pour lui éviter de commettre l'irréparable et de trahir son serment au roi. Puisqu'il ne voulait pas se présenter à Paris, cela il l'avouait, qu'il se retire dans sa terre des Coudreaux. Au moins, en agissant de la sorte, il n'aurait rien à se reprocher. Une fois encore, Ney ne voulut pas entendre raison. Il était maintenant décidé à lire la proclamation de Napoléon sur le front des troupes pour juger de leur réaction qui n'était que trop prévisible. Aussi bien Bourmont que Lecourbe n'y firent aucune objection. Mieux, ils allèrent donner des ordres pour les rassembler et se préparèrent eux-mêmes à faire acte de présence.

La cérémonie eut lieu le même jour à treize heures. Devant les régiments disposés en carré sur les allées de la chevalerie, Ney, flanqué de ses deux divisionnaires, parut. Chacun pressentait un événement d'importance et l'atmosphère était particulièrement tendue.

Pénétrant dans le carré, le maréchal, toujours volontiers théâtral dans ses attitudes, tira son épée et se mit à lire la proclamation de Napoléon qui commençait par : « Officiers, sous-officiers, soldats, la cause des Bourbons est à jamais perdue. » Il fut interrompu par un formidable « Vive l'empereur ! ». Puis les soldats se mirent en demeure de jeter leurs cocardes blanches pour les remplacer par une tricolore que la majorité d'entre eux avaient en poche. Ce geste prouve à quel point ils avaient été travaillés par les émissaires

bonapartistes, et combien Ney avait raison quand il soutenait que jamais ses soldats ne consentiraient à arrêter Napoléon. Le maréchal eut du mal à terminer la lecture de son texte tant les hommes, rompant leurs rangs, montraient d'enthousiasme. Ils ne voulurent pas mesurer ce qu'ils perdaient et ce qui les attendait.

Cependant, avant la fin de la cérémonie, deux petits faits vinrent geler l'euphorie quasi générale. Le commandant de la garde nationale de Lons-le-Saunier sortit des rangs reformés et brisa son épée devant le maréchal en lui disant qu'il ne servirait que « les enfants de Saint Louis ». Puis le colonel du 60^e régiment de ligne lui jeta sa démission à la figure. Ney la refusa, mais l'invita à se retirer chez lui le plus rapidement possible, pour ne pas être écharpé par ses soldats.

Dans la soirée, on s'aperçut qu'ils n'étaient pas les seuls à refuser le ralliement à l'empire et qu'un certain nombre d'officiers de grade moins élevé et de fonctionnaires, déclinant l'état de fait imposé par le maréchal, avaient tourné les talons.

Ce même jour, en ville, tandis qu'une foule en délire passablement éméchée et conduite par des sous-officiers en demi-solde détruisait tous les signes visibles du pouvoir royal, Ney recevait à souper les officiers supérieurs de la garnison. L'atmosphère était compassée et morne. On était loin de l'allégresse populaire. Le duc d'Elchingen lui-même demeura taciturne durant tout le repas. Le capitaine Leva-vasseur ne lui avait pas ménagé ses critiques sur un comportement qu'il avait taxé de « folie ». Quoique Ney ait répondu par une explication logique, bien des hommes en jugeraient de même, à commencer par Napoléon. Encore de nos jours, ce retournement de Ney s'explique mal. C'était certes un impulsif, par moments un excité capable de prendre des positions extrêmes. Mais il savait également écouter les conseils de son entourage. Ils ne lui manquèrent pas. Vindictif comme il savait l'être, Napoléon ne l'emploierait qu'à son corps défendant et il en était conscient. Malgré tout, il persista dans son erreur.

En fin de soirée, Bourmont et Lecourbe, animés par des motifs diamétralement opposés, prirent congé de lui pour rentrer, dirent-ils, chez eux. Encore une fois, ils supplièrent le maréchal, qui ne les retint pas, d'imiter leur exemple. Pourtant, il est certain que le roi, comprenant les causes profondes de son échec, l'eût accueilli avec sa clairvoyance habituelle et eût fermé les yeux sur l'outrance de ses propos.

Dans les semaines qui suivirent, Bourmont, changeant une fois de plus d'opinion, accepta un commandement dans l'armée impériale. Il sollicita la recommandation de Ney, pourtant à ce moment en semi-disgrâce, avant de repasser dans le camp royal à la veille de Waterloo. Dans le même temps, Ney se voyait bombardé de messages par le préfet Gamot, son beau-frère. Ce dernier l'adjurait de rejoindre au plus vite l'empereur, « car celui-ci l'attendait avec impatience ». Il partit le 15 mars en voiture de Lons-le-Saunier pour gagner Mâcon, où il espérait rencontrer Napoléon.

Ayant été informé que la menace représentée par Ney sur son flanc droit n'existait plus, Napoléon n'eut pas même la courtoisie de l'attendre. Ce ne fut pas avant Auxerre que le maréchal rejoignit l'empereur. Sur sa route, il ne cessa de se quereller avec le capitaine Levavasseur, qui lui faisait remarquer qu'il n'était acclamé « que par la canaille » et se montrait de plus en plus anxieux sur le sort qui serait le sien.

Il avait noté en effet que notables et bourgeois sur son passage se renfermaient dans un silence prudent, pour ne pas dire hostile. Ce retour de l'empereur ne leur paraissait pas de bon augure et ils n'en attendaient rien de positif. Auxerre, dont le préfet était précisément le beau-frère de Ney, paraissait hostile comme bien d'autres villes. Parvenu à la préfecture tard dans la soirée du 17 mars, Ney ne fut reçu par l'empereur que le lendemain matin. Pourtant Napoléon avait été prévenu par le général Bertrand de sa présence dès son arrivée. Mais il lui avait fait dire assez cavalièrement : « Dites-lui que je l'aime toujours et que je l'embrasserai demain. »

L'entrevue entre les deux hommes se tint le 18 au matin et fut dans l'ensemble assez orageuse. Elle se déroula hors de la présence de témoins. Mais les aides de camp et généraux demeurés dans la chambre voisine entendirent les éclats de voix prouvant suffisamment que le dialogue manquait d'aménité. Ney trouva l'empereur vieilli, bouffi de mauvaise graisse, n'ayant plus rien du chef dynamique qu'il avait connu et estimé. De son côté l'empereur, qui remâchait ses griefs, commença par se montrer distant. À la fin, Napoléon voulut faire preuve d'amabilité et s'enquit de l'importance du corps de Ney. L'annonce de six mille hommes le déçut. Il avait cru avoir affaire à plus forte partie et comprenait un peu tard qu'il s'était peut-être alarmé pour rien. En tout cas Ney sortit du salon bien convaincu que, malgré ses bonnes paroles, Napoléon n'avait ni oublié ni pardonné la scène de Fontainebleau... Et encore ne connaissait-il pas l'épisode de la cage de fer ! La prophétie de la duchesse de Vicence : « Vous verrez qu'il pardonnera à tout le monde » tombait donc à plat. Aussi, pour obéir à l'empereur qui lui avait demandé de lancer des mandats d'arrêt contre Bourmont, Lecourbe et Mermet, les signa-t-il. Après quoi il les fourra dans sa poche, bien décidé à ne pas les faire exécuter.

Cependant à Paris on avait longtemps cru que Ney, et lui seul, arrêterait la marche de l'ogre de Corse. Il représentait l'ultime espoir de la monarchie. Du reste, les rapports du duc de Maillé et du comte de Bourbon-Busset avaient contribué à bercer d'illusions les milieux royalistes. Les nouvelles les plus fantaisistes sur la marche et les succès de Ney contre l'envahisseur furent colportées et même publiées... Aussi lorsque Bourmont, parvenu en toute hâte dans la capitale le 18 mars au matin, confirma la volte-face du maréchal, la déception fut-elle encore plus grave. À dire vrai, plusieurs ministres depuis la veille en avaient eu l'écho, mais avaient jugé préférable de garder pour eux

l'information. Le roi tomba de haut et déclara : « Quoi ! Il n'y a donc plus d'honneur ! »

Dès ce moment, les milieux royalistes en voulurent terriblement à Ney. Cette vindicte explique en partie la hargne avec laquelle ils s'acharneront contre lui quelques mois plus tard. Pour l'heure, il ne restait plus qu'à organiser le départ ou plus exactement la fuite du roi.

Napoléon poursuivait sa marche sur Paris, mais Ney ne faisait pas partie de son proche entourage. Lorsque l'empereur arriva aux Tuileries, le soir du 20 mars, le maréchal n'était pas à ses côtés. Il était rentré chez lui, où sa femme lui fit une scène. Elle ne comprenait rien à son comportement ni à celui de leur beau-frère Gamot. Il eut beaucoup de mal à se justifier. Napoléon ne tenait nullement à rencontrer le couple et Davout, nouveau ministre de la Guerre, se dépêcha d'expédier Ney inspecter les places du Nord. Ce contrôle fut mené tambour battant par un duc d'Elchingen qui savait désormais à quoi s'en tenir sur les sentiments de l'empereur et commençait à mesurer l'énormité de son erreur. Il remplit sa mission sans faire montre d'un zèle excessif. Aussi, à peine de retour, se hâta-t-il de présenter sa note de frais de déplacement. Après quoi, voyant du reste de quelle manière étrange semblait tourner l'aventure, il se dépêcha d'aller s'enfermer aux Coudreaux.

De son côté, l'empereur, qui de la bouche d'Hortense avait appris l'histoire de la cage de fer, avait affecté d'en rire. Mais cette nouvelle rancune était venue s'ajouter aux précédentes. Il lui en voulut d'autant plus qu'il considérait que le maréchal avait perdu la foi, sans tenir compte du fait qu'il s'était gravement compromis pour lui. D'ailleurs, Napoléon commençait à en vouloir à tout le monde, même à ses plus fidèles soutiens. Il n'avait plus parmi ses inconditionnels que de très petites gens : des officiers subalternes, des fonctionnaires ou des hommes poussés par un intérêt pécuniaire.

Dès ce moment, Ney réussit ce paradoxe de se mettre à dos à la fois les royalistes et les bonapartistes, chaque parti jugeant sa conduite inadmissible. Napoléon se demanda même s'il serait intelligent de l'employer dans la campagne qui allait s'ouvrir. Car la paix, qu'il n'avait cessé d'annoncer comme certaine lors de son voyage vers Paris, avait fait place à la guerre. Déjà l'Europe mobilisait contre la France. Aucun souverain ne voulait traiter avec Napoléon et l'Autriche, dont il avait impudemment annoncé le soutien, se joignait à ses adversaires. L'empereur levait donc une nouvelle armée. Mais les réfractaires recommençaient à courir la campagne ; la Vendée se soulevait. Un certain nombre de maréchaux refusèrent de servir : Berthier, Macdonald, Masséna, Victor...

Aux Coudreaux, Ney vivait dans le milieu paysan de l'Eure-et-Loir et se rendait parfaitement compte de l'opposition à l'empereur. Pourtant, il fit le voyage de Paris pour la cérémonie dite du champ de Mai. Triste fête, sorte de caricature de ce qu'avaient été les triomphes de l'empereur. Il voulait faire plébisciter par la France l'Acte additionnel aux constitutions de l'empire. Hélas, onze départements manquèrent à l'appel et soixante pour cent des

électeurs s'abstinrent de voter. Ney tint sa place au pied du trône, au milieu des maréchaux taciturnes. En le voyant, Napoléon ne put s'empêcher de lui lancer une pique ironique : « Vous voilà, je vous croyais émigré ! » Ce à quoi Ney rétorqua : « J'aurais dû le faire plus tôt ! »

Mais le lendemain 2 juin, lorsque parut la liste des nouveaux membres de la Chambre des pairs (impériale), le nom du prince de la Moskowa y figurait en bonne place. Rentré chez lui aussitôt après la cérémonie, il remercia à peine.

Cependant la campagne se préparait. Déjà Napoléon avait reculé l'entrée de sa principale armée en Belgique, prévue pour le début mai. À présent, il n'était plus question de différer. Le 11 juin, le jour même où l'empereur quittait Paris, une lettre arriva aux Coudreaux, signée Davout, mais émanant de Napoléon. Elle était étrange dans sa forme. Ce n'était pas une convocation, encore moins une affectation, tout au plus une invitation à un spectacle : « S'il veut se trouver aux premières batailles, qu'il soit rendu le 14 à Avesnes où sera mon quartier général. »

Ainsi, Ney pouvait fort bien rester chez lui. Et rien n'aurait été davantage justifié après leur différend lors de leur dernière rencontre. Il n'eut pas cette sagesse. La lettre sentait la poudre. Il partit sur-le-champ.

CHAPITRE XIII

LA DERNIÈRE CHARGE

(JUN-AOÛT 1815)

Dès que Napoléon eut compris que la guerre était inévitable, c'est-à-dire presque aussitôt après son arrivée à Paris, il décréta la levée d'une armée de cinq cent cinquante mille hommes. En fait, les effectifs furent loin d'atteindre ce chiffre, à cause des réfractaires et des appelés impossibles à équiper faute d'uniformes, d'armes et de matériel. De plus, un certain nombre de divisions furent immobilisées en Vendée pour lutter contre la chouannerie en train de renaître. Et il fallut constituer une armée des Alpes, afin de faire face aux Autrichiens menaçant de déboucher du royaume de Piémont.

Grouchy fut chargé de la réunir, avant d'être rappelé par Napoléon et remplacé par Suchet qui ne consentit à servir qu'après que Louis XVIII eut quitté la France.

L'armée royale que l'empereur avait trouvée à son retour, et qui, sauf exceptions, se rallia à lui, était forte de quatre-vingt mille hommes bien entraînés. Avec les régiments récemment mobilisés, il put porter les forces qui entrèrent en Belgique à cent trente mille hommes environ. C'était relativement modeste en face des soixante-trois mille soldats aux ordres de Wellington et des cent quinze mille Prussiens de Blücher, sans parler des Autrichiens et des Russes en marche pour les renforcer. C'est pourquoi, se reposant sur leur supériorité numérique, Wellington et Blücher, dont les services de renseignement ne valaient rien, jugèrent improbable une offensive française.

En réalité, ces troupes étrangères étaient d'une valeur très inégale. L'armée britannique, où l'on s'exprimait en quatre langues, était un mélange d'Anglais, de Hanovriens et d'Allemands d'origines diverses, sans compter des Belgo-Hollandais. Wellington avait si peu confiance en ces derniers qu'il les cantonna dans un rôle très accessoire, loin du champ de bataille. Il devait plus tard confesser que ces régiments étaient loin de valoir ceux qu'il avait commandés en Espagne et qui, pour la plupart, avaient été envoyés outre-mer. Il les traita *d'infamous*, ce qui peut se traduire par « plutôt médiocres ». En outre, il ne disposait que de cent cinquante canons, et Napoléon de plus du double.

Les forces de l'empereur étaient articulées en six corps d'armée commandés respectivement par Drouet d'Erlon, Reille, Vandamme, Gérard,

Grouchy (qui coiffait ce dernier) et Mouton. Mais si cette masse faisait impression, elle ne valait les anciennes « grandes armées » ni qualitativement ni quantitativement. En raison de la défection d'un grand nombre, un seul corps d'armée était sous les ordres d'un maréchal, Grouchy.

Quoique entre les mains de Soult, qui connaissait son métier et avait l'avantage d'avoir déjà combattu en Belgique, donc de connaître le terrain, le service d'état-major, faute d'officiers compétents, laissait à désirer. La discipline s'était également relâchée, encore qu'au feu cela ne se remarqua pas immédiatement. Enfin l'empereur n'était plus le même homme. Grossi, fatigué, il se montrait souvent indécis et pris de somnolence pendant des heures. Il semblait avoir perdu son mordant, son esprit de décision fulgurant, en un mot les qualités de chef qui avaient été les siennes pendant des années. Ses ordres manquaient souvent de précision, la grandiloquence devant y suppléer.

Ney ne découvrit ces faiblesses, déjà pressenties, que petit à petit. Les régiments qu'il rencontra sur sa route lui parurent manquer d'enthousiasme. Il parvint à Avesnes le 14, ayant fait diligence, et Napoléon, agréablement surpris de cette venue qu'il n'escomptait peut-être pas, le retint à souper, mais ne lui offrit pour l'instant aucun poste.

Le maréchal commençait à se demander ce qu'il était venu faire là. D'autant que les réflexions pessimistes du capitaine Levavasseur n'étaient pas faites pour lui remonter le moral. Soult, à son étonnement, l'accueillit assez bien, content, lui sembla-t-il, d'avoir à ses côtés un officier général qui connaissait son métier. Mais il fut incapable de préciser ce à quoi l'empereur le destinait, à supposer que ce dernier ait eu une idée sur la question.

Étant parti si précipitamment de chez lui qu'il n'avait pas eu le temps d'assembler ses équipages, Ney dut réquisitionner une carriole de paysan le lendemain. C'est dans ce véhicule qu'il atteignit Beaumont, où il trouva au lit son camarade Mortier, immobilisé par une crise de sciaticque qui allait l'y clouer pendant toute la campagne. Sans difficulté, son ami accepta de vendre à Ney deux chevaux, grâce auxquels il acquit un minimum de mobilité. Ce même soir, il revit Napoléon mi-figue, mi-raisin, qui en guise d'accueil lui jeta à la figure que Bourmont — « votre protégé dont vous me répondiez sur l'honneur » — venait de désertre. Ney n'était pour rien dans la recommandation du général, qui était venue de Gérard et de Davout. Lui-même ne l'avait plus revu depuis Lons-le-Saunier.

Napoléon oublia aussitôt l'incident, pour lui annoncer qu'il devait prendre sur-le-champ le commandement d'un groupe formé des corps d'armée de Drouet d'Erlon et de Reille. Son objectif était le carrefour dit des Quatre-Bras, probablement déjà occupé par les Anglais. De là, il devrait refouler sur sa droite les Prussiens vers Namur s'ils tentaient d'opérer leur jonction avec les Britanniques, et ceux-ci sur Bruxelles d'où on pourrait sans doute les pousser à la mer. Très content, Ney partit sur-le-champ, ramassa au passage le corps de Reille et marcha sans hésiter sur les Quatre-Bras qui

n'étaient tenus que par de faibles effectifs ennemis.

Il connaissait lui aussi le pays, où il avait guerroyé sous la Révolution. Sans coup férir, il atteignit la position et l'enleva avec son avant-garde. Cependant ses deux corps d'armée, qui auraient dû suivre, n'arrivaient pas. Entendant une canonnade sur sa droite, ne recevant aucun renseignement, il s'estima trop en pointe avec des moyens insuffisants. Il recula alors jusqu'à ce qu'il rencontrât enfin Reille. Comme la nuit tombait, les deux généraux se mirent d'accord pour interrompre la marche en avant et faire bivouaquer les troupes. Ney, constatant que Drouet d'Erlon n'arrivait toujours pas, commença à s'impatienter.

Le 16 au matin, parvint un ordre de Napoléon qui semblait ne pas avoir une idée nette de la situation. Il confirmait ses instructions de la veille, mais Ney ne bougea pas. Il attendait pour attaquer d'avoir ses deux corps d'armée sous la main, d'autant que, pendant la nuit, les Hollando-Belges s'étaient installés au carrefour et l'avaient légèrement fortifié. Toute la matinée s'écoula dans l'expectative. Ney multipliait les estafettes chargées de presser Drouet d'Erlon. Au lieu de ce corps d'armée, ce fut un aide de camp de l'empereur qui se présenta au début de l'après-midi. Napoléon s'étonnait de ne pas recevoir de nouvelles et de ne pas entendre le bruit de la bataille. Ney reçut fort mal l'officier et plus mal encore la mercuriale de son souverain. Attaquer, fit-il remarquer en substance, était de la folie. Il ne disposait que de la moitié de ses forces et son artillerie n'était pas arrivée.

Retourné auprès de l'empereur, qui ne voulait pas voir la réalité, l'aide de camp fut aussi mal accueilli par le souverain que par le maréchal. L'empereur lui signifia de repartir ordonner à Ney de se porter immédiatement en avant. « Dites bien au maréchal que le sort de la France est entre ses mains », précisa-t-il. Grandiloquence qui n'avait aucun sens.

Cette fois, quoiqu'il jugeât toujours ses ordres inexécutables, Ney attaqua et enleva la ferme des Quatre-Bras. Mais en face de lui, il avait à présent la plus grosse partie de l'armée anglaise, dont Wellington venait de prendre lui-même le commandement. Ses ordres se résumaient à un mot : « Tenir. » Ney, qui depuis l'Espagne connaissait la puissance de feu de l'infanterie britannique, tenta néanmoins de prendre le carrefour et n'y parvint pas. Ses hommes furent refoulés sur leur ligne de départ. Il comprit alors que s'obstiner dans de telles conditions conduirait à un massacre et, une fois de plus, il fit demander à Drouet d'Erlon de se hâter pour parachever une victoire qu'il sentait à portée de main. Ce fut pour apprendre que sur un ordre de Napoléon dont on avait omis de le tenir informé, le premier corps avait obliqué à droite pour faire route sur Ligny !

Furieux, non sans raison, Ney fit alors donner sa cavalerie lourde, une brigade de cuirassiers commandée par Kellermann. Bien que l'action lui parût peu réaliste, celui-ci chargea. Ses cuirassiers, épaulés par des lanciers et des chasseurs à cheval, réussirent à enfoncer deux carrés anglais et prirent le drapeau de l'un d'eux. Mais ils ne purent empêcher les fuyards de se

regrouper plus loin et ne parvinrent pas à disperser les autres. Sous le feu précis des fantassins de Wellington, ils furent ramenés à leur tour.

À ce moment, ironie du sort, parvint à Ney une note de Napoléon confirmant qu'il avait fait appel à Drouet d'Erlon. En conséquence, le maréchal devait se contenter de contenir les Anglais « s'il ne pouvait faire mieux » ! Sous cet angle-là, il avait rempli sa mission. Pour sa part, Drouet d'Erlon, ayant reçu des ordres auxquels succédèrent des contrordres, passa sa journée en marches et contremarches entre les deux armées. Il fatigua inutilement ses divisions en obéissant strictement à ses instructions. Cela permit aux Anglais d'échapper à la défaite. Ignorant l'importance des forces qu'il avait devant lui et les surestimant, Wellington se contenta de camper sur le terrain face à un adversaire qui lui semblait aussi résolu. La nuit venait. Avec elle, la bataille s'éteignit.

On a longuement épilogué sur le comportement et la manière de commander de Ney. En fait, Napoléon lui assigna une mission sans lui fournir les moyens de l'exécuter. Certes, au matin du 16, il pouvait encore occuper sans trop de difficultés le carrefour, mais aurait-il pu s'y maintenir ? On l'a accusé d'avoir fait preuve de timidité. Peut-être se montra-t-il simplement prudent. Mais avec une armée dont il avait pris le commandement vingt-quatre heures auparavant, était-il raisonnable d'agir autrement ? Napoléon l'avait si souvent blâmé d'avoir opéré avec hardiesse et précipitation qu'il avait quelque excuse.

De son côté, Wellington évita de peu la défaite. La veille du combat, accompagné de la majorité de ses officiers, il dansait à Bruxelles ! En tout cas, la liaison entre Prussiens et Britanniques était rompue. À Ligny, Napoléon avait battu Blücher sans parvenir, il est vrai, à l'écraser, mais en le forçant à faire retraite vers l'est.

On ne peut pas écrire que le combat des Quatre-Bras fut une victoire française, mais ce ne fut pas non plus un échec. Avec des forces très inférieures, Ney arrêta l'armée anglaise, ce qui était l'objectif de Napoléon. À présent, celui-ci allait pouvoir concentrer toutes ses forces contre celles de Wellington, avec de bonnes chances de broyer son armée. Et le duc le savait pertinemment.

*

Le 17 juin au matin, la situation de l'armée britannique devenait préoccupante. Wellington sentait la pression française s'accroître et aucun renfort prussien, malgré les promesses de Blücher, n'apparaissait. Or si les Anglais s'étaient avancés jusqu'aux Quatre-Bras, c'était uniquement pour se porter en soutien des Prussiens. Dans le courant de la matinée, Wellington apprit la défaite de son allié. Fait plus grave, Blücher désarçonné, foulé aux pieds par les chevaux français, incapable d'exercer ses fonctions, avait dû passer momentanément le commandement de l'armée à son second,

Gneisenau. Celui-ci battait à présent en retraite vers l'est.

Dès lors, demeurer sur place n'avait plus de sens. À leur tour les Anglais, s'abritant derrière un rideau de cavalerie et profitant d'un orage qui se déchaînait, entamèrent un mouvement rétrograde. Ils s'éloignaient ainsi des Prussiens, mais leur commandant en chef se demandait jusqu'à quel point il pouvait encore compter sur eux. En prenant la route de Bruxelles, en revanche, il se rapprochait d'Anvers et d'Ostende, ses bases maritimes, où il pourrait rembarquer, solution à laquelle il commençait à songer. Toutefois, en arrivant en haut de la colline du mont Saint-Jean, Wellington décida de marquer un arrêt. C'était un terrain qu'il connaissait bien. L'année précédente, il était passé par là et avait été frappé par l'avantage que présentait la position pour y livrer une bataille défensive. La nature du relief, une pente abrupte suivie d'un plateau en légère déclivité, permettrait à celui qui l'occuperait, tout en surveillant la vallée en contrebas, de s'établir lui-même à contre-pente. Dès lors, il serait aisé d'y attendre les assauts de l'infanterie puis de la cavalerie adverses, sans que ses propres forces aient été entamées par l'artillerie ennemie qui ne les verrait pas.

Le lieu présentait aussi un inconvénient majeur : il était adossé à la forêt de Soignes, traversée par une seule route carrossable. En cas de défaite, la retraite serait difficile. Tenant compte du rapport des forces qu'il connaissait à présent, c'était une bataille purement défensive, destinée à lui faire gagner du temps, que Wellington entendait livrer. Malgré l'avantage de la position, était-il en mesure de combattre seul l'armée française ? Vers deux heures du matin, le 18, il reçut un message de Blücher l'assurant que, malgré sa défaite de l'avant-veille, il marchait à son secours. Cette nouvelle confirma l'Anglais dans son désir de combattre. Il était néanmoins conscient du fait que son allié s'était fait administrer « une sacrée fessée ». Évidemment, tous deux ignoraient que Napoléon avait détaché deux corps d'armée, les 4^e et 5^e, aux ordres de Grouchy, pour barrer la route aux Prussiens et empêcher la jonction.

Voulant éviter d'être surpris par un mouvement tournant sur sa droite, tactique typiquement napoléonienne, Wellington positionna assez loin, au-delà de Braine-l'Alleu, la brigade hollando-belge, en laquelle il n'avait qu'une confiance limitée. De ce fait, celle-ci n'intervint pas. Afin de compléter son dispositif, le commandant en chef britannique fit descendre dans le vallon plusieurs bataillons, qui occupèrent, de gauche à droite, la ferme de Hougomont et les fermes de La Haye-Sainte et de Papelotte, les transformant en autant de fortins destinés non pas à arrêter les assauts français, mais à les fragmenter.

Lorsqu'il parvint le 17 au soir face aux Anglais, Napoléon installa son quartier général à la ferme de la Belle-Alliance, au sommet de la colline, de l'autre côté du vallon. De là, il reconnut la puissance de la position adverse. Néanmoins, il jugea la situation à son avantage ; il avait raison, possédant une supériorité dans les trois armes. Pourtant, ayant détaché Gérard et Grouchy, il n'avait plus sous la main que trois corps d'armée, dont deux s'étaient battus

les jours précédents.

Le sol, à présent transformé en bournier par suite de l'orage, rendait les mouvements pénibles. Les roues enfonçaient dans le terrain fangeux et l'artillerie, de ce seul fait, ne put être mise en position le 18 qu'à onze heures du matin. La bataille s'engagea donc plus tard que ne l'avait prévu Napoléon. À cette heure, l'artillerie française ouvrit le feu et la préparation dura deux heures. Mais, en raison de la position des Anglais sur la contre-pente, elle fut de peu d'effet. Par contre, elle négligea les trois points d'appui à vue directe de Hougoumont, La Haye-Sainte et Papelotte. Ce fut une erreur. De son côté, Wellington ne démasqua pas ses batteries, les réservant pour stopper plus tard les attaques de l'infanterie et de la cavalerie.

Quel fut le rôle de Ney dans cet affrontement ? Il prit au début le commandement des unités chargées d'enlever le mont Saint-Jean puis, petit à petit, dans les heures qui suivirent, la direction de la bataille entière, que Napoléon le laissa mener à sa guise. Dès le départ, le maréchal avait compris que son artillerie serait sans effet, mais il eut peut-être le tort de ne pas l'employer davantage pour démanteler les murs de Hougoumont et surtout de La Haye-Sainte. Son objectif était de couper en deux l'armée anglaise en perçant au centre. Tactique simple et efficace.

L'artillerie était en action depuis environ deux heures, ce qui dans des circonstances normales était très suffisant, lorsque le duc d'Elchingen lança à treize heures sa première attaque d'infanterie. Elle aborda bien le plateau, mais fut refoulée par la cavalerie adverse. Ney décida alors de changer de tactique. Après l'avoir soigneusement préparée, il fit donner sa cavalerie lourde vers quinze heures et pour en assurer le succès en prit lui-même la tête. Les escadrons ne purent escalader la pente qu'au trot, tant celle-ci avait été rendue glissante par la pluie et le piétinement de l'infanterie. Le chemin d'Ohain, sur lequel plusieurs historiens ont abondamment disserté, ne fut pas vraiment un obstacle majeur. En franchissant la crête, les régiments prirent le galop. Cette charge fut immédiatement suivie par une seconde, que Ney mena à nouveau. Il eut trois chevaux tués sous lui et trois carrés d'infanterie anglaise furent enfoncés. Mais en fin de compte, le maréchal dut reculer. Les canons anglais avaient été mis en batterie très en avant de l'infanterie, les servants tirant jusqu'au dernier moment avant de courir se réfugier dans les carrés.

Lorsque la première charge reflua, ils y retournèrent sans conviction, persuadés de trouver leurs pièces enclouées⁽⁶⁾.

Grande fut leur stupéfaction de les découvrir intactes et prêtes à resservir. L'intendance – négligence, lacune ou malveillance délibérée ? -avait oublié de distribuer des clous aux cavaliers. Ney, qui s'était trouvé démonté un moment près d'un canon ennemi, avait constaté le même manque et s'en était étonné. Mais en pleine action, impossible de remédier à la situation.

À ce moment, l'armée anglaise était fortement ébranlée. Revenu en bas de la pente, Ney se prépara à charger pour la troisième fois. Ses pertes étaient

sévères, mais lui-même n'avait pas une égratignure. De son côté, Wellington, qui avait vu vers deux heures le corps prussien de Zieten déboucher sur la droite des Français et entrer timidement dans la bataille, était décidé à tenir jusqu'au bout.

À 17 heures, le prince de la Moskowa, excité, tonitruant – le Ney des grands jours – s'élança une fois encore à la tête de tout ce qui lui restait de cavalerie – cuirassiers, carabiniers, lanciers, chasseurs, hussards –, escalada à nouveau le plateau, où il fut accueilli par les tirs de l'artillerie. Elle utilisait une nouvelle munition : l'obus shrapnel, terriblement meurtrier. Mais cette fois, la masse française ne recula pas. Tourbillonnant, sabrant, broyant des files d'hommes sous les sabots des chevaux malgré les murailles de baïonnettes, elle s'acharnait. Et à 18 heures, Ney tout à son action se souvint soudain que les deux divisions d'infanterie intactes des généraux Foy et Bachelu attendaient des ordres, en contrebas, l'arme au pied. De lui-même, Napoléon aurait dû envoyer ces deux unités soutenir le maréchal. Mais il n'en fit rien. Ce fut Ney qui les fit appeler. Elles s'ébranlèrent, enlevèrent au passage la ferme de La Haye-Sainte et parvinrent à la crête. Or ce succès, en soi assez mince, eut une conséquence importante. Il permit à Ney de faire avancer un certain nombre de pièces d'artillerie. Parvenues au bord du plateau, elles purent tirer à vue directe et presque à bout portant sur l'infanterie britannique. Elles écrasèrent le centre anglais qui s'effondra devant la poussée de trois divisions françaises.

L'armée ennemie était coupée en deux. Ce que Ney cherchait depuis le début de l'après-midi se réalisait enfin.

Plusieurs régiments britanniques se débandèrent. Les hussards de Cumberland, colonel en tête, s'enfuirent et coururent jusqu'à Bruxelles où ils crièrent que la bataille était perdue, Wellington tué et l'armée en déroute. Ney sentit la victoire à portée de main et fit demander d'urgence des renforts à Napoléon. Celui-ci cria : « Des troupes, où voulez-vous que j'en prenne ? Voulez-vous que j'en fasse ? »

Au même moment, Wellington répondait à un colonel qui lui demandait du soutien : « Il n'y en a pas. Il faut tenir jusqu'au dernier homme ! »

Or des bataillons, Napoléon en avait encore. Il disposait de la vieille et de la moyenne garde⁽⁷⁾ soit une quinzaine d'unités, la jeune garde étant déjà engagée contre les Prussiens. Et c'est précisément pour pouvoir faire face à Blücher, qu'il sentait venir alors qu'il ne recevait aucune nouvelle de Grouchy, que l'empereur refusait ces troupes à Ney. Il s'obstinait à ne pas vouloir comprendre qu'en se hâtant d'écraser les Anglais, il pourrait ensuite se retourner contre les Prussiens qui n'arrivaient que par petites unités.

Il ne se résolut qu'à sept heures du soir à envoyer à Ney les neuf bataillons de la moyenne garde, mais il était trop tard. Sur sa droite, Bülow, dont le corps n'avait pas donné à Ligny, entra en ligne. C'étaient cinquante mille ennemis supplémentaires. Et sur le plateau du mont Saint-Jean, Ney, à bout de forces, venait d'amorcer son repli. Les neuf bataillons ne purent que

le couvrir, d'autant que l'armée anglaise s'était reprise. Ney se retrouva une fois de plus dans la plaine. Il eut encore deux chevaux tués sous lui pendant sa dernière attaque. Lors de celle-ci, il avait vainement cherché à se faire tuer. Mais il est parfois difficile de trouver la mort, même au milieu d'un carnage.

Pendant une demi-heure, il ne se passa rien. Les adversaires étaient trop épuisés, les pertes trop lourdes de part et d'autre. Il était à peu près 8 heures du soir, le jour commençait à peine à baisser – l'instant précis est difficile à déterminer –, lorsque l'empereur demanda un dernier effort à Ney. Afin de lancer une ultime attaque, il lui envoya cinq bataillons de la vieille garde, dont la réputation d'invincibilité était bien établie. Mais c'était trop peu et surtout trop tard. Les régiments de Wellington les attendaient de pied ferme. Du reste, Ney, à présent démonté, noir de poudre, une épaulette fendue, qui n'avait plus qu'un tronçon d'épée et à qui ses lourdes bottes rendaient la marche difficile, ne conduisit pas cet ultime assaut qui échoua rapidement.

Ce fut au moment où ces bataillons de la garde pliaient que l'armée tout entière fut prise d'une terreur panique. La cause ou les causes de cette débandade, qui n'a jamais été clairement expliquée, demeurent multiples : le recul de la vieille garde, l'entrée en force des Prussiens au moment où beaucoup espéraient encore l'arrivée de Grouchy, le relâchement de la discipline, les pertes énormes en hommes subies depuis le début de l'après-midi (Waterloo a été de loin la bataille la plus meurtrière de l'empire), le trop grand nombre de conscrits insuffisamment instruits et encadrés, la médiocrité de certains éléments d'encadrement... Toutes ces raisons et quelques autres plus difficiles à expliciter ont sans doute joué leur rôle dans ce tourbillon incontrôlé.

Toujours est-il que, par régiments entiers, qui jusqu'à cet instant avaient eu une excellente tenue au feu, aux cris de « Sauve qui peut, nous sommes trahis ! », les soldats s'enfuirent brusquement. Demeuré presque seul au milieu de la panique qui déferlait autour de lui, Ney vit passer Drouet d'Erlon et lui jeta : « D'Erlon, si nous en réchappons toi et moi, nous serons pendus ! »

C'était la fin, l'instant où Wellington parut au bord du plateau et souleva son bicorne pour donner le signal de la contre-attaque générale. Accompagné seulement de quelques hommes, Ney aperçut les survivants de la vieille garde formés en carré qui tentaient d'endiguer le flot de la cavalerie prussienne lancée à la poursuite des fuyards. Il entra dans l'un de ces carrés qui reculaient lentement, inébranlables. Du reste, les Prussiens préféraient les contourner plutôt que les affronter. Ce fut là qu'un officier de lanciers céda son cheval au maréchal. Une fois encore, celui-ci se mit en selle. Ayant constaté qu'il n'y avait plus rien à tenter, sans se soucier du sort de l'empereur, il s'éloigna lentement, un des derniers, du champ de bataille.

Avançant pratiquement sans escorte, Ney atteignit Marchiennes-le-Pont vers 3 heures du matin. De là il gagna Avesnes, l'ancien quartier général, et ne put y recueillir le moindre renseignement. Tout se délitait. Il était impossible de rallier les combattants, de tenter de reformer des unités cohérentes. Il décida alors de regagner Paris pour se mettre à la disposition de Davout, ministre de la Guerre, et de l'aider à remettre sur pied une armée à opposer à l'invasion qui allait probablement suivre. Car il n'était pas sans savoir que Davout disposait encore de moyens importants.

À Laon, il retrouva par hasard Levavasqueur, son aide de camp, dont il avait été séparé à la fin de la bataille. Celui-ci ne put que lui confirmer la fuite générale dans laquelle il avait été entraîné. Ce ne fut qu'en passant au Bourget le 21 juin qu'il apprit que l'empereur l'avait précédé de peu. Ils ne devaient jamais se revoir.

L'attitude de Napoléon fut rien moins que brillante. Parvenu aux Tuileries, y ayant convoqué Davout, il éclata en reproches contre son entourage en général et Ney en particulier : « Il a donné comme un fou ! Il a fait massacrer toute ma cavalerie », expliqua-t-il au ministre, sans prendre la peine de parler de ses réticences à le soutenir ni dire pourquoi il n'avait pas tenté de l'arrêter dans sa « déraison ». Davout, qui pourtant n'aimait pas particulièrement Ney, ne put s'empêcher de lui répliquer vertement : « Il s'est mis la corde au cou pour vous servir ! » Et l'empereur changea de sujet.

Ney apprit à son arrivée chez lui que la Chambre des pairs dont il était membre se trouvait convoquée pour le lendemain afin de discuter des mesures à prendre face à la situation. Au lieu de se rendre au ministère de la Guerre comme il en avait d'abord eu l'intention, et puisque cela devenait une affaire de gouvernement, il se rendit à celui de la Police. Il avait toujours été en excellents termes avec Fouché qui lui avait donné quelques judicieux conseils. Celui-ci le reçut sur l'heure. Saisissant la précarité de la situation du maréchal, il lui proposa de lui faire établir non pas un mais plusieurs passeports sous de faux noms. En contrepartie, il lui demanda de lui rendre un service, ce que Ney promit volontiers. Il n'était pas au courant de ce qui se préparait pour la séance du lendemain.

En accord avec Carnot, Masséna et plusieurs autres maréchaux (il avait omis d'en parler à Ney, mais ignorait encore son retour), Davout avait dressé un plan pour l'assemblée. Il ne s'agissait pas de défendre Napoléon, qui était écarté d'emblée, mais de mettre rapidement sur pied une armée. Elle ne serait pas destinée à combattre les alliés, mais à permettre de négocier avec eux en position de force. Le groupe ne manquait ni d'arguments ni de moyens. Le ministre disposait de cent dix-sept mille hommes et de six cents canons en train de se replier sur la Loire. En outre, à l'instruction dans les dépôts, il y avait deux cent mille conscrits dont cent soixante mille de la classe 1815. En plus de ces forces impressionnantes, même si elles étaient de valeur très inégale, Davout pouvait compter sur les deux corps d'armée que Grouchy était en train de ramener intacts en France, avec un talent consommé.

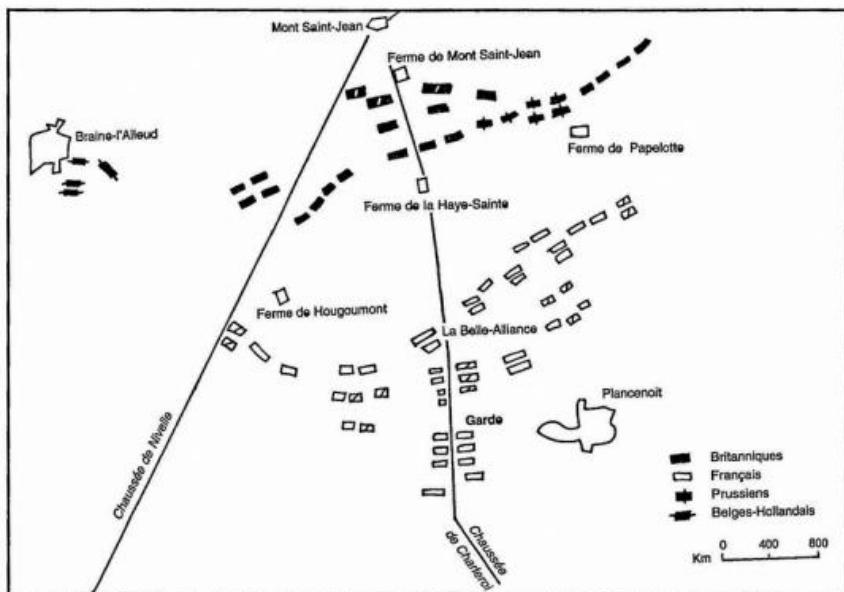
C'étaient quarante-cinq mille combattants de plus.

Par ailleurs, il avait appris que l'armée des Alpes aux ordres de Suchet, qui ne comptait qu'une vingtaine de mille hommes, s'était heurtée le 16 juin à Montmélian à soixante mille Autrichiens et les avait mis en déroute. Prenant alors hardiment l'offensive, Suchet avait profondément pénétré en Savoie et marchait sur Genève.

Donc, si la situation était préoccupante, elle n'était pas désespérée. Seulement, pour reprendre les choses en main, il fallait, estimaient Davout et ses amis, établir sur-le-champ une dictature militaire. Dans leur esprit, le sort de Napoléon était réglé. Du reste, celui-ci abdiqua le jour même. Ils n'osaient prononcer le mot de « république », encore que pour certains ce régime se profilait à l'horizon, tandis qu'une partie du groupe envisageait favorablement le retour du roi.

C'est cette manœuvre que Fouché entendait déjouer à tout prix. Cette négociation, prétendument en position de force, lui paraissait totalement irréaliste. La seule manière de traiter avec les alliés était de les mettre en face du roi. Et c'est précisément le service qu'il demanda à Ney : démonter devant la Chambre des pairs les arguments de Carnot.

Alors que Carnot, en martelant ses termes d'une voix quelque peu soporifique, exposait à sa manière les faits, Ney se leva et, sans même avoir demandé la parole, éclata. En hurlant presque, il balaya l'analyse de l'orateur : « Tout cela est faux ; tout cela est chimérique. On vous trompe de tous les côtés... »



Bataille de Waterloo (18 juin 1815)

Une fois lancé, il ne s'arrêta plus. D'ailleurs, les pairs et le président étaient trop abasourdis et intéressés pour songer à l'interrompre. En substance, il expliqua qu'il avait été témoin et acteur à Waterloo et savait de quoi il parlait ! Et il cita des chiffres, expliqua que l'armée vaincue et en déroute ne serait pas en état de combattre avant d'être reprise en main, ce qui prendrait des mois, et conclut qu'avant huit jours l'ennemi serait aux portes de Paris.

En vain, Carnot tenta de reprendre son exposé et de rassurer l'assemblée. Le choc des paroles de Ney, que nul ne songeait à contester, avait fait son oeuvre. Tard dans la journée, un gouvernement provisoire fut mis sur pied, dont fit naturellement partie Fouché. Il n'était plus question de résistance à outrance. Ce fut en vain que, le lendemain, Drouot essaya de faire revenir la Chambre sur le projet des généraux.

Le dessein de Davout et de Carnot était-il tellement irréaliste ? L'état d'esprit des troupes demeurait excellent. On le vit bien quelques jours plus tard, lorsqu'au combat de Rocquencourt la cavalerie française bouscula et culbuta les hussards de Blücher. Petite rencontre sans portée réelle, mais qui montre qu'il eût été possible d'utiliser ces régiments. De son côté, Fouché, voulant remettre le roi sur le trône, avait sans doute une vue plus pondérée de l'avenir de la France.

En tout cas, Ney réussit par son intervention à liguer tout le monde contre lui. Les royalistes ne lui en surent aucun gré, les bonapartistes l'accusèrent de pactiser avec les ennemis et les républicains firent chorus. Lorsque dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet un conseil militaire se réunit d'urgence pour décider s'il fallait ou non défendre Paris, le seul qui n'y fut pas convoqué fut Ney. Et le lendemain, les commissaires des vainqueurs négocièrent les termes du traité et eurent l'intelligence d'accepter qu'aucune vengeance ne soit exercée contre les hommes qui s'étaient ralliés à l'empereur trois mois plus tôt. Ney, un des principaux intéressés, était absent.

Le seul qui le soutint dans sa situation désespérée fut Fouché. Il payait une dette. Et, se demandait-il, peut-être pouvait-il encore être utile ? Si le monde politique le vomissait, il gardait sa popularité dans l'armée. Fouché fit établir plusieurs passeports parfaitement en règle. Il conseilla également à Ney, en les lui remettant, de s'embarquer rapidement pour les États-Unis. Gagner Le Havre ne présentait aucune difficulté. Là, il trouverait plusieurs navires américains en partance. Les Anglais, même s'ils bloquaient à nouveau nos côtes, d'une manière assez lâche du reste, ne cherchaient plus à intercepter les bâtiments arborant la bannière étoilée. Avec un manque évident d'enthousiasme, Ney se rallia à cette idée et demanda à un banquier de ses relations de lui ouvrir là-bas un crédit, ce que le financier accepta volontiers. Sur place, il organiserait sa vie et attendrait que des temps meilleurs permettent son retour. Car la réaction royaliste s'annonçait terrible. Aussi trois jours plus tard, le 26 juin, Fouché, qui le croyait déjà loin, hors de danger, et se préparait à coucher son nom sur les listes de suspects à arrêter, fut-il tout étonné de le voir débarquer au ministère. Le maréchal avait du mal à se

décider à partir. Il semblait ne plus comprendre le danger de sa propre situation. Puis il avait appris les bruits qui couraient sur son comportement pendant la campagne de quatre jours, bruits que Napoléon depuis sa retraite de Malmaison avait largement contribué à répandre. Il tenait à se justifier. Aux yeux de qui, il ne le précisait pas. En tous les cas, il avait rédigé un plaidoyer sous forme de lettre et le mit sous les yeux de Fouché.

C'était une attaque en règle contre la manière dont Napoléon avait conduit l'armée pendant sa brève campagne. Et le duc d'Elchingen ne manquait pas d'arguments. La façon dont l'empereur l'avait privé de la moitié de ses forces aux Quatre-Bras, son refus de lui envoyer des renforts alors qu'il s'était rendu maître du plateau du mont Saint-Jean ne plaidaient pas en sa faveur. Napoléon, encore pour quelques jours à Malmaison, ne chercha pas à se disculper. Fouché, pour se montrer agréable vis-à-vis du maréchal et surtout pour enfoncer un peu plus l'empereur, fit publier le document dans le *Moniteur* du 28 juin. Il est d'ailleurs possible que Napoléon, qui quitta définitivement Malmaison pour Rochefort le 29, n'en ait pas eu connaissance.

Mais à sa lecture, les milieux bonapartistes, qui reprochaient déjà à Ney, on l'a vu, son attitude à la Chambre des pairs, devinrent furieux. Avait-il perdu la raison ? Ce fut l'opinion que bon nombre d'entre eux avancèrent. Les royalistes ne lui surent pas davantage gré de ces révélations. Ils avaient trop de motifs de lui en vouloir pour le tenir quitte pour si peu.

Le départ du maréchal devenait donc plus que jamais impératif. Dans sa proclamation de Cambrai, datée du 28 juin, Louis XVIII n'avait-il pas annoncé son pardon pour les Français égarés, mais des sanctions contre les « vrais » coupables ! Eglé, pourtant si peu clairvoyante en d'autres circonstances, le sentait et suppliait son mari de s'éloigner. Il lui répondait : « Il vous tarde, madame, d'être débarrassée de moi ! »

De tous ceux qui s'étaient compromis avec Napoléon aux Cent jours, c'était peut-être lui qui risquait le plus. Il se refusait à l'admettre. Les autres, à l'exception de La Bédoyère et de La Valette, s'étaient hâtés de prendre le large. Devant cette obstination un peu puérile, Fouché, qui tenait à le sauver, alla jusqu'à demander à Davout de lui signifier de gagner l'armée de la Loire, en fait de quitter Paris.

Ney hésitait encore. Cependant, on savait Louis XVIII en route pour regagner sa capitale. Malgré son désir de se montrer clément, il ne pourrait s'opposer à des sanctions d'une extrême rigueur. C'était une question de « face » vis-à-vis des souverains alliés. Aussi le 6 juillet, deux jours avant l'arrivée du roi, Ney quitta enfin Paris. Il pensait voyager dans une voiture publique et son entourage eut beaucoup de mal à le convaincre de louer une chaise de poste, vu l'urgence de son départ. Il prit non pas la direction du Havre, comme tout le monde s'y attendait, mais celle de Lyon, avec l'intention avouée de passer en Suisse. Il savait pouvoir y trouver refuge auprès d'amis. Arrivé à Lyon le 9, il rendit visite au commissaire général de police Teste qui, sans le lui interdire, lui déconseilla de tenter de passer en

Suisse. Les Autrichiens occupaient, suivant ses dires, tous les postes frontières. Ils étaient d'autant moins complaisants que, battus à deux reprises par Suchet, ils entendaient faire sentir leur force à peu de frais. Or ces renseignements étaient faux. Erreur ou volonté délibérée d'empêcher Ney de quitter la France, on ne sait. En effet, les troupes d'occupation auxquelles Teste faisait allusion étaient soit suisses, donc prêtes à fermer les yeux si elles reconnaissaient le maréchal, soit piémontaises. De plus, si Ney avait réellement voulu franchir la frontière, l'opération était possible par un des nombreux chemins de contrebandiers. Mais il éprouvait une singulière réticence à quitter la France « persuadé que quoi qu'il advînt sa grande renommée militaire le sauverait ». Aussi, lorsque Teste lui suggéra d'aller discrètement passer quelque temps aux eaux de Saint-Alban près de Roanne, en attendant que la situation se clarifie, il sauta sur la proposition, sans même chercher à approfondir les moyens de franchir la frontière. Il pensait séjourner incognito dans cette petite station thermale. Il se trompait : sa silhouette, ses cheveux roux, ses favoris étaient trop bien connus pour qu'il pût se dissimuler longtemps.

La chasse aux « traîtres » à la cause royaliste commençait. Une ordonnance royale fut publiée le 24 juillet, contenant les noms de dix-neuf bonapartistes qui seraient déférés au conseil de guerre ou à la cour d'assises. Ney y figurait en bonne place, ainsi que les généraux Ameil, Drouet d'Erlon, Laborde et le maréchal Grouchy. Trente-huit autres étaient condamnés à l'exil dans les trois jours, dont Soult, Marbot, Carnot et Vandamme. Il est vrai que le roi adoucit les termes en traduisant pour la plupart d'entre eux « exil » par résidence hors de Paris.

Dans ce contexte, un échange de lettres passablement comique eut lieu entre Fouché et Carnot. Ce dernier écrivit à son ancien collègue un mot dans un style grandiloquent, ayant vu son nom sur la liste des proscrits : « Où veux-tu que je me retire, traître ? » Ce à quoi Fouché, qui ne manquait pas d'humour, répondit en lui envoyant un passeport et en retournant à Carnot sa missive au bas de laquelle il avait griffonné : « Où tu voudras, imbécile ! »

De sa retraite, Ney crut que la police était sur ses traces, alors qu'elle mettait tout en oeuvre pour lui permettre de se sauver. Au lieu de chercher à gagner l'étranger, il s'enfonça au coeur de la France. Il se rendit au château de la baronne de Bessonies, cousine d'Eglé, aux confins du Lot et du Cantal, bâtisse ancienne construite en granit, un peu écartée, où il fut bien accueilli (29 juillet). Ney, qui avait compris la leçon, se cloîtra dans sa chambre, mais, bien qu'on lui ait proposé d'y servir ses repas, demanda tout de même à paraître à table. Or la baronne, si elle acceptait de lui donner l'hospitalité, n'entendait pas pour autant renoncer à sa vie mondaine et continuait à recevoir beaucoup. Le duc d'Elchingen eut beau être présenté aux visiteurs sous le nom de M. d'Escaffre, il ne tarda pas à être reconnu.

Une légende a couru à ce sujet. Il aurait laissé traîner dans le salon du château un sabre magnifique, facilement identifiable, l'un des deux

exemplaires ramenés d'Égypte par Bonaparte, l'autre appartenant à Murat. L'histoire est d'autant moins vraisemblable que Ney se cachait habillé en civil et n'avait aucun motif de traîner avec lui cette arme, à supposer que Bonaparte lui en eût véritablement fait cadeau.

Ney fut simplement dénoncé au préfet du Cantal, Locard, par un des invités de la baronne, sans que l'on sache avec précision lequel. En principe, le préfet n'avait pas pouvoir pour agir dans un département voisin, puisque le château était dans le Lot. Mais il voulait faire du zèle afin d'être bien vu du nouveau gouvernement. Il ne s'arrêta pas à ce détail.

Deux officiers de gendarmerie, accompagnés de douze hommes, furent requis pour cette mission. Ils étaient persuadés d'avance que ce serait un fiasco et qu'il n'y avait aucune chance pour que Ney se cachât dans ce château perdu. L'affaire aurait pu tourner de manière différente, car le receveur des postes d'Aurillac, bonapartiste bon teint et grand admirateur du duc d'Elchingen, fut prévenu de la dénonciation. Canterloubé – c'était son nom – sauta en selle et galopa pour prévenir le maréchal. Malheureusement, pour être certain d'arriver le premier, il emprunta un raccourci. En sautant un fossé, il fit une chute et se cassa la jambe. D'ailleurs vu les dispositions mentales de Ney, il n'est pas certain que, même averti à temps, il eût fui.

Le 5 août au matin, le détachement se présenta au château. Ce fut Ney en personne qui leur ouvrit. Ils ne le reconnurent pas et quand ils lui demandèrent s'il était là, il se nomma sans hésiter. Ils l'appréhendèrent puis, avec tous les égards dus à son rang – car jusqu'à nouvel avis il était toujours maréchal de France –, le conduisirent à Aurillac. Si diligent qu'il fût, le préfet n'osa pas le loger en prison et l'installa à l'hôtel de ville.

Si certains traits de caractère de Michel Ney l'avaient de tout temps fait traiter d'hurluberlu, son comportement au lendemain de Waterloo fut étrange. On comprend mal qu'il ne soit pas parti. Les refuges ne manquaient pas : les Etats-Unis, la Suède, la Suisse. Mais il apparut comme désarmé. En fait, en dehors de la vie militaire active, il ne connaissait à peu près rien et, loin de l'agitation des armes, il s'ennuyait.

On peut alors penser que son sort lui fut indifférent. Il ne parvenait pas à imaginer une vie d'attente, loin des siens, dans un pays dont il ne parlerait sans doute pas la langue.

CHAPITRE XIV

EN JOUE... FEU !

(AOÛT-DÉCEMBRE 1815)

Lorsque la nouvelle de l'arrestation de Ney parvint au ministère de la Police, Fouché n'eut qu'un souci : transmettre ce dossier à un autre, ne voulant pas « y toucher même avec des pincettes ». Cet autre fut Decazes, depuis peu préfet de police de la capitale, ancien fonctionnaire très ambitieux de l'empire, en passe de devenir favori du roi. Celui-ci, comme Fouché, comprit tout de suite que cette capture présentait bien plus d'inconvénients que d'avantages. Il répondit à Decazes, sans cacher son irritation : « Voilà une maladresse qui nous coûtera cher et je crains bien que cette arrestation ne nous soit plus funeste encore que la défection du maréchal. » Un peu plus tard, à Marmont, il avoua : « On avait tout fait pour favoriser son évasion ! »

Cette attitude clairvoyante était d'autant plus remarquable et courageuse que les ultra-royalistes et la coterie du comte d'Artois déclaraient qu'il fallait en finir avec tous les maréchaux !

Ces outrances avaient provoqué la colère de Louis XVIII, qui demanda à ces têtes folles si elles souhaitaient voir chasser la dynastie.

Le roi se résigna cependant à laisser la justice suivre son cours. Ce fut précisément à cet instant que les difficultés commencèrent pour le pouvoir. Quelle juridiction était compétente pour examiner le cas de Ney ? En principe, en tant qu'officier général en activité ayant agi dans le cadre de ses fonctions, il était passible du conseil de guerre. Parce qu'il était pair de France, il pouvait être également traduit devant la Chambre des pairs érigée en tribunal.

Cette Chambre allait être renouvelée dans les semaines à venir (ce fut fait le 17 août) et la majorité y serait ultraroyaliste. Aussi le 14 août, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, à ce moment ministre de la Guerre, mit un terme à toute tentative pour envoyer Ney devant une instance qui lui serait par trop défavorable, en affirmant qu'il allait le traduire devant un conseil de guerre. De cette manière, il coupa l'herbe sous le pied de Decazes, dont il surveillait les agissements. Probablement espérait-il, sinon faire acquitter Ney, à tout le moins lui sauver la vie. Qu'il fût incarcéré dans une forteresse ou exilé importait peu. Dans cette période de terreur blanche, qui venait de voir assassiner le maréchal Brune et bientôt le général Ramel par une populace déchaînée, c'était rendre au duc d'Elchingen un grand service.

Ce n'était pas la seule difficulté qu'avait à résoudre le gouvernement. Il

fallait amener le prisonnier d'Aurillac à Paris. Un commissaire du roi, le major Meyronnet, fut chargé d'organiser le transport. Certes, le maréchal se montra on ne peut plus coopératif. Il donna sa parole d'honneur qu'il ne chercherait pas à s'évader, moyennant quoi on ne lui mit pas les menottes. Mais que d'obstacles se présentaient en cours de route !

Ney voyagea en compagnie d'un officier de gendarmerie et de deux officiers de la garde royale, dont l'un avait servi sous ses ordres. En fait, ceux-ci furent beaucoup plus soucieux que lui et ils n'eurent pas tort. Les incidents n'allaient pas manquer. À Riom, où l'on faisait étape, se trouvait une brigade de dragons commandée par Exelmans. Impossible de lui cacher l'identité du captif. Exelmans vint le voir et lui proposa simplement de l'enlever, puis sous l'escorte de ses dragons de le conduire où il voudrait, de préférence à l'étranger. « Impossible, lui dit Ney, j'ai donné ma parole ! » Et malgré les objurgations de son visiteur, il n'en démordit pas. Ses gardiens avaient eu chaud !

Puis, dans plusieurs localités, on croisa des régiments de l'armée de la Loire souvent passablement excités. Il eût suffi à Ney de se nommer pour être libéré. Tous en étaient conscients. Il n'en fit rien. Mais ce fut à Nevers que les choses se gâtèrent. Un régiment d'occupation wurtembergeois cantonnait dans la ville. Des officiers reconnurent Ney et le raillèrent. Il répondit vertement en allemand, ce qui exaspéra ces médiocres plaisantins. Des cailloux furent lancés contre la berline du maréchal. Il suggéra à ses compagnons qu'on lui rendît ses pistolets, pour qu'il participât à la défense de la voiture.

Un peu avant Fontainebleau, ce fut une sotnia de cosaques qui, croyant lui faire honneur, voulut les escorter. On eut beaucoup de peine à s'en débarrasser. Enfin, non loin de Paris, à un relais de poste, Eglé l'attendait et ce fut en pleurant qu'ils tombèrent dans les bras l'un de l'autre. La fin du voyage se déroula sans incidents. Le 19 août, le maréchal fut incarcéré à la Conciergerie, dans un local à la limite de l'acceptable : petit, à peine éclairé par le jour et sans le moindre confort. Un gendarme y demeurerait en permanence et il fut mis au secret. Ce fut là que Decazes, qui s'était réservé de mener personnellement les premiers interrogatoires, vint le lendemain.

On lui avait rapporté le comportement du prince de la Moskowa pendant le voyage et celui-ci, tellement inhabituel chez un prisonnier, le rendait perplexe. Il s'attendait à être reçu avec politesse, voire obséquiosité. Il tomba donc de haut lorsque Ney lui lança au nez que rien ne lui prouvait que ce visiteur était préfet de police et que de toute manière il n'était pas obligé de répondre à ses questions ! Néanmoins, Decazes persista, revint le lendemain à la charge et se montra tellement incisif que plus tard il fut accusé de s'être conduit comme un président de cour d'assises et d'avoir bombardé le prévenu de questions insidieuses. Ney profita de ces interrogatoires, qui l'amusaient plutôt, pour laver son linge sale. Il se montra agressif vis-à-vis de Soult qui l'avait envoyé, dit-il, dans un guêpier. Ensuite, il chargea Bourmont en assurant que le 14 mars au matin, après avoir pris connaissance de la fameuse

proclamation de Napoléon, celui-ci avait déclaré « qu'il fallait se joindre à Bonaparte parce que les Bourbons avaient trop fait de sottises ».

En tout cas, rien de bien positif, qui ne fut déjà connu, ne sortit de ces entretiens. Plusieurs juristes consultés par le gouvernement estimèrent que si le maréchal avait eu un comportement outrancier, il n'y avait pas là de quoi fouetter un chat. On ne pouvait lui faire grief de n'avoir pas su commander à des troupes qui refusaient de lui obéir. C'était l'avis du roi. Mais comme on voulait en faire un bouc émissaire, les ultra-royalistes entendaient lui faire payer tout ce qu'à leurs yeux représentaient les Cent-Jours et même la Révolution et l'Empire. Aussi ne s'arrêtèrent-ils pas à ces arguments juridiques.

Cependant, Ney subit son incarcération avec tant de calme et de sang-froid, ne se plaignant de rien, qu'au bout de trois semaines on le transféra dans un local plus spacieux : le logement du greffier, qui fut prié d'aller gîter ailleurs. On lui permit également de se promener dans un préau que, pour sa commodité, on vida de ses locataires habituels. Il fut autorisé à fumer et à jouer de la flûte, car il avait conservé son instrument. C'était, comme il le dit, en dehors des visites de sa femme (il n'était plus au secret), sa seule distraction. Mais bientôt, des surveillants à l'esprit tortueux et enfiévré virent dans cette paisible et inoffensive traversière un moyen de communiquer clandestinement avec ils ne savaient qui. La flûte fut confisquée !

Eglé et son beau-frère Gamot se dépensaient beaucoup. Le beau-père du maréchal, qui aurait été si utile dans un tel moment à cause de ses nombreuses relations, ne put rien faire. À la nouvelle de l'arrestation de son gendre, il avait été frappé d'apoplexie et devait en mourir peu après. D'abord la maréchale chercha, en vain, à solliciter la clémence du roi. Agitée, brouillonne, elle n'était que d'une faible aide à son mari. Ce fut toutefois elle qui sur les conseils de Gamot prit contact avec des avocats qui accepteraient de défendre le maréchal. Le choix fut bon. D'abord, elle intéressa à sa cause Berryer père. Juriste de renom et, ce qui ne gâchait rien, royaliste convaincu, il était très connu au palais. Elle vit également Bonnet, qui avait victorieusement défendu Moreau et était un redoutable procédurier. Avec beaucoup de sagesse, il se refusa en faisant valoir que ses opinions personnelles bien connues (il était demeuré ardent républicain) pourraient desservir son client. Mais il donna à Eglé le conseil de s'adresser à Dupin pour seconder Berryer. L'avis était judicieux. C'était lui aussi, encore qu'il fût au début de sa carrière, un très bon orateur. Sa collaboration avec son confrère se révéla fructueuse. En revanche, la maréchale, sans motif bien valable, refusa les services de Bellard, ancien conseiller juridique de la famille, et ce rejet eut des conséquences néfastes.

Pour traduire Ney en conseil de guerre, encore fallait-il en constituer un. Et là commencèrent les vraies difficultés. Le règlement en vigueur précisait que le conseil de guerre ayant compétence pour juger un maréchal de France devrait d'abord être présidé par un autre maréchal, n'ayant si possible pas

servi sous les ordres du prévenu. Il devrait être exclusivement composé d'officiers généraux du même grade que lui, c'est-à-dire de généraux de division, puisque le maréchalat n'est pas un grade, mais une dignité.

Comme bien l'on pense, les maréchaux ne se bousculèrent pas pour faire partie de la juridiction. Le premier, Mortier, voyant monter l'orage, prit contact avec Dupin en lui demandant de lui rédiger une lettre de récusation. Il s'expliqua : « Nous ne sommes pas un tribunal politique... On veut nous mettre en face du fait matériel de défection, comme si le fait s'était passé en présence de l'ennemi. » Il avait admirablement compris que c'était là où le bât blessait l'accusation. Assimiler Napoléon à une puissance étrangère était un peu gros. Les réticences de Mortier furent connues. Alors ce fut Moncey qui fut désigné pour présider. Il prétexta de son état de santé pour refuser et l'appuya de toute une série de certificats médicaux.

La colère du roi fut violente. Il regrettait de devoir traduire Ney devant une juridiction, mais ne pouvait autoriser la fronde des autres maréchaux. Pourtant, conciliant jusqu'au bout, il envoya Vitrolles à Moncey pour tenter de le convaincre de revenir sur sa décision. En vain ! Moncey expliqua qu'en Espagne il s'était querellé avec Ney et que de ce fait son impartialité pourrait être mise en cause. L'argument frappa Vitrolles car il était de notoriété publique que Ney, avec son mauvais caractère, avait eu des altercations avec à peu près tous les maréchaux. Pourtant, ce refus fut sanctionné. Sur la demande du roi, Gouvion-Saint-Cyr condamna Moncey, en date du 29 août, à trois mois de prison qu'il l'envoya purger au fort de Ham.

Or celui-ci était pour l'heure occupé par les Prussiens. Ils refusèrent à Moncey l'entrée de la place, déclarant qu'une ordonnance du roi de France était sans effet sur un territoire occupé par l'armée du roi de Prusse. Ne voulant pas compliquer une situation qui l'était déjà assez en elle-même, Moncey et son escorte s'installèrent dans une auberge et le maréchal y purgea paisiblement sa peine.

Le ministre fit alors appel à Jourdan, qui accepta en traînant les pieds et parce qu'il n'avait pas envie de subir le même sort que Moncey. Il fut alors enfin possible de constituer le fameux conseil de guerre. Les juges devaient être au nombre de sept, y compris le président. Détail non sans saveur, sur les quatre autres maréchaux qui en faisaient partie, trois auraient pu s'asseoir dans le box de l'accusé : Augereau avait publié un pamphlet contre le drapeau blanc, Mortier qui, s'il ne voulait pas présider, consentait à en faire partie, avait accompagné Napoléon pendant la campagne de Belgique et Masséna s'était rallié à l'empire. Il est vrai que lui aussi avait essayé de se faire récuser, sous le prétexte valable que Ney avait servi sous ses ordres et qu'ils ne s'étaient pas entendus.

Il avait bien fallu faire appel à eux, car de la promotion de 1805 tous les autres, sauf Bernadotte, étaient soit morts, soit en disgrâce et en exil. Quant aux quatre « anciens » : Kellermann, Pérignon, Lefebvre et Sérurier, toujours vivants, il semble bien que nul ne pensa à eux. Les trois généraux de division

qui complétaient le conseil : Gazan, Villate et Claparède, restaient, de coeur, fidèles à l'empire. Tous ces grands chefs avaient un motif commun d'être mécontents et de ne pas se montrer complaisants vis-à-vis du gouvernement. Ils savaient que l'armée allait être réduite à peu de chose. Au fond d'eux-mêmes, ils cherchaient à échapper à ce qu'ils considéraient comme une corvée.

Cependant, à la cour et dans les salons les plus royalistes de Paris, les hommes et surtout les femmes attendaient avec impatience un jugement qu'ils souhaitaient exemplaire. Mais dans la bourgeoisie, l'armée et les milieux qui avaient touché à la Révolution et à l'empire, un mouvement était en train de naître qui penchait pour la clémence. Toutefois, il avait peu de chances de se faire entendre du pouvoir.

Dans le même temps, plusieurs personnalités s'agitaient en faveur de Ney. Le premier fut Jomini. Il n'avait pas toujours été dans les meilleurs termes avec son patron, mais il gardait pour lui une grande admiration. Il tenta une démarche auprès du tsar, qui avait pour lui beaucoup de considération. Alexandre, qui avait connu Ney à Tilsit et avait admiré son comportement pendant la retraite de Russie, pouvait, s'il le voulait, intervenir. On le savait romantique et capable de beaux gestes. Depuis le retour des Bourbons, il avait acquis une grande influence sur Louis XVIII. Toutefois, s'il écouta avec amabilité Jomini, il ne voulut effectuer aucune démarche, expliquant qu'il ne pouvait s'immiscer dans la politique d'un État souverain. Par la suite, après la mort de Ney, quand ce serait sans conséquences, il exprima des regrets. En réalité, il souhaitait que le roi de France fît preuve de rigueur pour clore l'aventure napoléonienne.

Une autre personnalité tenta d'intervenir : Bernadotte, à présent prince royal de Suède, qui avait commandé une des armées alliées en 1813-1814. Sa position d'ancien maréchal de France le gênait dans la circonstance et sa demande passa à peu près inaperçue. Il est certain que Wellington, s'il l'avait voulu, en tant que récent adversaire de Ney et surtout comme signataire de la convention de Paris, aurait été à même de tout faire arrêter. Mais dans son rôle de commandant en chef des armées alliées, il n'était pas à l'aise, et ne s'est-il pas défini lui-même comme un coeur sec ? Il ne bougea pas.

L'instruction avançait avec une sage lenteur, d'autant qu'elle sentait parfaitement la faiblesse de ses arguments. De la cage de fer, il n'était plus question depuis que Ney, sur le conseil de ses avocats, avait déclaré que « si Napoléon était pris, il aurait mérité d'être enfermé dans une cage de fer ». Et cette nouvelle version avait été acceptée.

En réalité, le pouvoir se sentait gêné de devoir étaler sur la place publique ce que tout le monde connaissait : l'état d'esprit épouvantable de l'armée un an après le retour du roi. Le général Gründler, rapporteur au conseil de guerre, avait beaucoup de mal à rédiger des conclusions qui pourraient servir de base au réquisitoire.

On ne sait pas exactement de qui vint l'idée de récuser le tribunal. Les

proches du maréchal semblent avoir d'abord accepté le principe de compétence de cette juridiction puis, sous l'influence de Gamot, ils auraient changé d'idée. Les avocats, rompus aux subtilités des prétoires, balancèrent longtemps, brandissant tour à tour des arguments juridiques, psychologiques et politiques, encore que Berryer déclarera plus tard qu'il n'avait jamais été partisan de la récusation. Selon lui, on quittait le certain pour aller vers l'incertain. Ney lui-même était comme souvent perplexe et changeait d'avis suivant les recommandations des uns et des autres. Il était évident que les sept juges faisaient l'objet de fortes pressions de la part des pouvoirs publics. Mais c'étaient tous des caractères bien trempés, professant un certain mépris pour les « pékins », et doués d'un solide esprit de contradiction. Cette contrainte exercée sur eux pouvait les amener à prendre le contre-pied de ce que l'on attendait de leur part.

Ils savaient d'ailleurs qu'ils n'avaient aucune faveur à attendre du pouvoir. Ils n'aimaient certes pas Ney. Au cours de leur carrière, ils s'étaient tous heurtés plus ou moins à lui. S'ils admiraient sa conduite au feu, ils avaient tous eu à souffrir de son caractère imprévisible, de ses jalousies et de ses fantaisies. C'était sans doute le meilleur atout pour le prince de la Moskowa, qui ne le comprit pas. Il finit par se persuader, comme il le dit à ses avocats, « que ces bougres-là m'auraient fait tuer comme un lapin » ! Il insista donc, malgré leurs réticences (surtout celles de Berryer), pour qu'ils récusent le conseil de guerre.

Il est difficile aujourd'hui d'affirmer des certitudes sur ce point, mais il est probable qu'il n'aurait condamné Ney (à supposer qu'il ne l'ait pas acquitté) qu'à une peine de détention dans une enceinte fortifiée ou à l'exil. Les trois généraux en furent toujours intimement persuadés. Claparède confia plus tard à un ami : « Je puis vous affirmer que sans cette incompréhensible idée d'incompétence qui lève toute indécision, la majorité du conseil était pour l'acquittement... » Mortier soutint la même thèse et, quelques mois plus tard, sur son lit de mort, Augereau confia à ses intimes : « Nous avons été des lâches. Nous devons nous déclarer compétents, le juger malgré ses avocats, malgré lui, il vivrait, au moins. » D'aucuns ont même soutenu que Louis XVIII avait accepté le conseil de guerre avec le secret espoir de sauver ainsi la tête de Ney.

Ce ne fut que le 10 novembre 1815 que s'ouvrit le procès dans la salle des assises du palais de justice de Paris. Il y avait à présent près de trois mois que le maréchal était incarcéré. L'audience était publique, le huis clos n'ayant pas été demandé, et l'enceinte était noire de monde. Des figures illustres : Metternich et le prince Auguste de Prusse, des militaires de tous grades français et étrangers, et bien entendu des civils royalistes composaient l'assistance.

Une scène passablement comique précéda l'ouverture des débats. Deux maréchaux, Mortier et surtout Masséna, demandèrent une fois de plus à ne pas siéger. Ce dernier seul avait une raison valable : il avait relevé Ney de son

commandement à l'armée de Portugal et l'avait renvoyé assez brutalement en France. Son impartialité pouvait donc être mise en doute. Leurs camarades ne voulurent pas les écouter et ils durent faire partie du conseil comme les autres. Aussitôt après, à dix heures trente, ils entrèrent en séance. Ney fut introduit. Il portait la petite tenue sans broderies mais avec les épaulettes et les insignes de maréchal de France. Eglé, toujours férue de mise en scène, lui avait suggéré la veille de tenir en main son bâton, mais il avait suffisamment le sens du ridicule pour y avoir renoncé. Par contre, un crêpe noir affichait le deuil de son beau-père.

D'emblée, et avant même la lecture de l'acte d'accusation ou l'interrogatoire d'identité du prévenu, Dupin demanda la parole, ce qui étonna Jourdan. Car il avait pensé que la défense serait menée par Berryer. Mais ce dernier, qui y était toujours opposé, n'avait pas voulu mener l'action en faveur de l'exception d'incompétence. Les arguments de l'avocat n'étaient pas très convaincants. Ils reposaient essentiellement sur le fait que le maréchalat n'est pas un grade, mais une dignité, ce que le conseil savait parfaitement. Pourtant, il en concluait que la juridiction n'était pas compétente. Puisque le duc d'Elchingen était également pair de France, c'était à cette assemblée érigée en tribunal de statuer sur son sort. Sur ce dernier point, le baron Joinville, commissaire du roi, qui sentait l'affaire lui échapper, se hâta de faire remarquer que Ney, élevé à la pairie par Louis XVIII en 1814 puis par Napoléon après sa « trahison » en 1815, avait automatiquement perdu le droit de siéger à la chambre haute et donc d'être jugé par elle. On l'écoula à peine. Puis l'étonnement devint de la stupéfaction lorsque le général Gründler, rapporteur, demanda à son tour la parole pour plaider lui aussi l'incompétence !

Son raisonnement était encore plus obscur que celui de Dupin. Il alla chercher ses sources dans un texte attribué à Hugues Capet ! Après quoi cet excellent soldat, mais piètre juriste, fit remarquer que puisque le pouvoir entendait faire de ce procès un acte politique, ce n'était pas à des militaires d'y prêter la main. Tout le monde se demanda quelle mouche avait piqué Gründler. Beaucoup plus tard, il devait avouer qu'il avait confondu les termes et qu'il avait voulu démontrer non pas l'incompétence du tribunal, mais le fait qu'il fallait abandonner l'accusation, autrement dit le non-lieu.

Jourdan, ravi, comme ses camarades, décréta sur-le-champ une suspension de séance. Les juges se retirèrent dans la salle du conseil et en moins d'un quart d'heure prirent leur décision. On leur avait tendu une planche de salut. Ils avaient sauté dessus. À l'exception de Claparède et de Villate qui, en persistant à vouloir le juger, avaient la secrète pensée de tirer Ney du guépier dans lequel il était en train de se fourrer, les cinq autres se déclarèrent sans hésiter incompétents.

On voulait juger leur camarade. Que d'autres s'en chargent et qui seraient les autres leur importait peu.

Lorsqu'à la fin de l'après-midi, le même jour, Berryer père vint trouver

Ney dans sa prison pour lui communiquer le déclaratif d'incompétence dans sa forme définitive, il trouva le maréchal ravi de ce qu'il considérait comme un succès. Lui qui quelques jours auparavant croyait son sort scellé et l'acceptait avec une certaine philosophie, recommençait à espérer, sans vraiment réfléchir à ce que pourrait être son existence s'il récupérait sa liberté.

*

L'annonce de la décision du conseil de guerre déclencha à la cour et dans les milieux royalistes une tempête d'indignation. Les souverains étrangers encore à Paris où leurs représentants firent chorus. On se moquait d'eux ! La dynastie Bourbon s'imaginait peut-être que c'était par de tels procédés qu'elle assoirait sa pérennité ! Le président du Conseil des ministres, le duc de Richelieu, qui n'était en poste que depuis le 25 septembre, perçut immédiatement le danger. C'était l'homme du monde le moins sanguinaire qui fût. Mais il comprit que si l'on devait sauver Ney, ce ne serait pas de cette manière et qu'il fallait le juger, quelles qu'en soient les conséquences.

Le jour même, il réunit ses collègues et siégea avec eux pendant neuf heures pour trouver une solution. De cette réunion totalement improvisée, sortit d'abord une convocation de la Chambre des pairs pour le lendemain. Puis devant cette assemblée où il parla tant au nom de la France qu'en celui de l'Europe, le duc lui demanda de s'ériger séance tenante en cour de justice. Emporté par son éloquence, il alla jusqu'à dire : « Il est inutile de suivre la méthode des magistrats qui accusent en énumérant avec détails toutes les charges qui s'élèvent contre l'accusé. » À l'énoncé de cette manière de procéder, que lui soufflait le gouvernement, la Chambre fut saisie de stupeur. Si les plus fanatiques des ultras applaudirent, d'ailleurs assez mollement, la majorité fit connaître par un silence glacé son indignation. Il existait en France des droits de l'inculpé et les pairs entendaient les préserver.

Immédiatement, Richelieu comprit qu'il avait fait fausse route. Ancien gouverneur d'Odessa lorsqu'il avait été au service du tsar, il réalisa que les méthodes pratiquées en Russie n'avaient pas cours en France. Qu'à cela ne tienne ! Dans la nuit du 11 au 12, ses services bâclèrent une ordonnance qu'il présenta immédiatement à l'Assemblée, laquelle rétablissait la procédure. Rassurés, tranquilisés, les pairs acceptèrent dès ce moment de juger Ney.

Il fut aisé de trouver un commissaire instructeur, un procureur, et d'ailleurs les candidats étaient nombreux pour remplir les fonctions de l'accusation. C'étaient pour la plupart des magistrats qui tenaient à faire oublier le rôle qu'ils avaient joué sous l'empire et à se mettre en bons termes avec la royauté. Il y en eut toutefois un qui descendit de plusieurs échelons dans les degrés de l'infamie : ce fut Bellard, qui joua le rôle de procureur. Il avait longtemps été le conseiller juridique du maréchal et un familier de son hôtel particulier. Il avait offert ses services à Eglé pour défendre son mari. Comme elle les avait déclinés, son admiration s'était muée en haine et il suait

le fiel par tous les pores de la peau. En revanche, Dambray, qui fut élu président de la cour, se montra aussi impartial que possible.

Ce fut dans le vieux palais du Luxembourg (l'actuel Sénat), qui lui était attribué, que la Chambre des pairs siégea en tant que tribunal. L'hémicycle se prêtait assez mal à des débats judiciaires. L'acoustique n'y était pas excellente et Berryer s'en montra mécontent, mais ne put obtenir qu'un autre lieu fût choisi. Comme le transport de Ney de la Conciergerie au Luxembourg aurait pris du temps, il fut décidé que le maréchal serait logé dans le palais, mais son transfert n'eut lieu que le 20 novembre. Là, il fut confortablement logé dans une vaste chambre donnant sur les jardins. Tout de même, les fenêtres étaient grillagées.

Le gouvernement estimait que les choses n'avaient que trop traîné et les débats s'ouvrirent devant la Chambre des pairs dès le 13 novembre. Trente-trois pairs, et non des moindres puisqu'on y comptait Talleyrand, Augereau et le duc d'Orléans, réussirent à se trouver des excuses, ne voulant pas tremper dans ce qu'ils nommaient un assassinat. Il en restait cent soixante et un.

D'entrée, Bellard demanda à l'Assemblée de faire preuve de sévérité et de célérité pour punir un crime « aussi atroce » et alla jusqu'à affirmer que, depuis le début de la première Restauration, Ney n'avait cessé de comploter pour le retour de l'usurpateur !

Trop de zèle nuit. Les pairs étaient d'accord pour juger Ney et même un certain nombre d'entre eux pour le condamner. Mais ils entendaient que les formes fussent respectées. Ils se considéraient comme des juges, non comme des bourreaux, et voulaient que les droits de la défense soient préservés. Précisément parce que des voix étrangères désiraient les voir se hâter, ils se montrèrent décidés à examiner tranquillement les faits. L'un d'eux, peut-être plus agacé que ses collègues, lança un bon mot qui fit fureur dans Paris : « L'éloquence est un bel art, mais Bellard n'est pas l'éloquence. »

Bref, le premier réquisitoire du procureur tomba à plat, et l'Assemblée s'ajourna jusqu'au 21. Mais la pression des royalistes les plus zélés ne diminuait pas. Afin de rendre la défense du maréchal plus faible et plus incertaine, ils commencèrent, par l'intermédiaire de certains de ses confrères du barreau, à tenter d'intimider Berryer. Ses sentiments royalistes connus de longue date le rendaient inattaquable. Mais on savait que ce n'était pas un modèle de courage. Lorsqu'il se fit jeter à la face, par des avocats qui avaient une singulière conception de leur honneur professionnel, que « le barreau tout entier lui interdisait au nom de l'honneur de défendre un pareil criminel », il prit peur. Seulement, cet homme d'honneur réagit d'une manière que ses détracteurs n'avaient pas prévue. Il écrivit au roi et, pour être certain que sa lettre lui parviendrait, la fit porter par son fils.

Celui-ci la remit en mains propres au souverain sur le grand escalier des Tuileries. Louis XVIII s'arrêta, l'ouvrit et la lut tranquillement puis déclara à haute voix au milieu des courtisans : « Dites à votre père d'être bien tranquille et de faire son devoir. »

Dès lors, l'avocat se consacra entièrement à la préparation de la défense. Lui et Dupin eurent de longs entretiens avec Ney, mais les subtilités juridiques, auxquelles il ne comprenait pas grand-chose, l'ennuyaient. Il suivait mal le cheminement de ses conseils.

Comme on l'a vu, la salle des séances de la Chambre des pairs était impropre à la tenue d'un procès. On installa un fauteuil pour le maréchal et des chaises pour ses avocats. Ils ne disposaient pas même d'une table pour déposer leurs papiers. De plus, Ney était obligé de tourner le dos soit au président, soit à une partie de l'Assemblée. L'acte d'accusation, rédigé par Bellard, portait sur les points suivants. Il était reproché au maréchal :

— D'avoir entretenu avec Bonaparte des relations pour faciliter son retour (c'était une idée fixe du procureur) ;

— De s'être mis à la tête de troupes pour faciliter son retour (on sait qu'à ce moment-là, l'empereur était déjà fort avancé sur la route de Paris) ;

— D'être passé à « l'ennemi » et d'y avoir poussé ses camarades ;

— D'avoir trahi le roi.

Considérer Napoléon comme un ennemi au même titre que des Autrichiens ou des Anglais était tellement gros que les avocats de la défense se reprirent contre toute raison à espérer sauver leur client. Mais ils désiraient compléter leurs dossiers et demandèrent un nouveau renvoi qu'à leur surprise la Chambre accorda facilement en s'ajournant au 4 décembre.

Ce fut à ce moment qu'une tentative pour faire évader Ney fut entreprise. La pièce située au-dessous de la sienne fut louée par un groupe d'officiers, dont certains avaient été proches du maréchal. Nul n'y trouva à redire. Il était facile d'en percer le plafond qui servait de plancher à la chambre du duc. La police, qui était bien faite, découvrit tout de suite les préparatifs et avertit son ministre qui, depuis le renvoi de Fouché, n'était autre que Decazes. Ce dernier se dépêcha de prévenir le roi. C'était une opportunité à saisir. Louis XVIII se garda d'y manquer. Il ordonna donc verbalement de laisser l'opération se poursuivre. Que Ney s'évadât et s'enfuît au diable ! Cette action enlèverait une épine du pied du gouvernement.

Afin de tout mettre en oeuvre pour que la fuite réussît, Decazes alla jusqu'à déployer autour du Luxembourg des agents dont il était sûr, afin qu'aucun imprévu ne vînt contrarier l'entreprise. Ce fut Ney qui fit tout échouer ! Il se voyait mal en proscrit contraint de se cacher. Avisé de se tenir prêt, il refusa net et expliqua, encore qu'il n'est pas certain qu'il y crût, qu'il pensait que sa cause était désormais plaidable et qu'il serait probablement acquitté. Dans ces conditions, la fuite devenait un aveu. Comme on ne pouvait l'enlever de force, l'affaire en resta là.

En attendant le 4 décembre, les passions se déchaînèrent une fois de plus. Les royalistes, qui avaient eu peur en mars, réclamaient du sang. Ils n'avaient plus sous leurs griffes que Ney et La Valette. Encore celui-ci allait-il réussir une rocambolesque évasion.

Les témoins cités par l'accusation et la défense se trouvaient à présent

tous à Paris. Un seul allait manquer : Lecourbe, qui était mort et dont on aurait pu espérer, si nécessaire, que sa déposition contrebalancerait celle de Bourmont. En réalité, comme les débats le montrèrent, le procès avait un caractère tellement politique, le verdict était tellement certain d'avance, qu'on peut considérer les trois jours d'audience comme une comédie de mauvais genre.

Au matin du 4 décembre, les avocats de Ney eurent un avant-goût de ce qui les attendait. Ils avaient fait remettre aux huissiers des exemplaires de leurs mémoires en défense pour qu'ils soient distribués aux pairs. Ces fonctionnaires les jetèrent à la volée parmi l'assistance. Mieux, on vit certains pairs les déchirer avec fureur, sans vouloir les lire.

Peu après le maréchal, fut introduit le premier témoin à charge, le général de Bourmont. Sa déposition fut fielleuse et filandreuse. C'est que son comportement avait donné lieu à de curieux revirements. Royaliste puis bonapartiste, il était revenu à ses premières opinions en 1814 pour solliciter ensuite de resservir Napoléon. Tout cela avant de désertier. Son attitude à Lons-le-Saunier avait été pour le moins ambiguë. Ney n'eut aucun mal à le démontrer, et d'accusé se faire accusateur. Ainsi l'effet attendu par Bellard fut-il le contraire de ce qu'il avait escompté.

Le même jour, le maréchal se disculpa sans peine de l'accusation d'avoir touché cinq cent mille francs du roi pour arrêter l'empereur. Certains pairs, qui jusqu'à présent l'avaient regardé comme un traître dont le seul mobile était l'argent, commencèrent à avoir de lui une meilleure opinion. Le 5 décembre, les autres témoignages : Davout, qui malgré son inimitié déclarée pour Ney lui fut on ne peut plus favorable, Suchet qui parla également en faveur de son camarade, n'apportèrent aucun élément nouveau. Mais ils contribuèrent à embellir son image. Fournier-Sarlovèze, qui avait servi sous les ordres de Ney en Espagne et était en train de faire une belle carrière au service des Bourbons, proposa spontanément de venir déposer en sa faveur, mais les avocats le jugèrent inutile.

Les représentants du ministère sentirent le revirement en train de s'opérer. Comme ils savaient que le lendemain Berryer avait l'intention de soulever la question de la convention de Paris du 3 juillet, une réunion secrète de la Chambre se tint dans la nuit. Les pairs acceptèrent que ce document ne soit pas évoqué, sous le prétexte qu'après son retour le roi ne l'avait pas ratifié. C'était une superbe tartuferie juridique. Averti par un pair que cette manière d'opérer dégoûtait, l'avocat imagina, lorsque le président lui couperait la parole, de faire protester Ney en personne. Sa voix était assez puissante pour se faire entendre par-dessus celle de ses adversaires. Il refusa, craignant, dit-il, de s'empêtrer dans les arguties juridiques qu'il lui faudrait développer.

Le 6, après un réquisitoire âpre, violent et assez mal structuré de Bellard, Berryer prit la parole pour une plaidoirie qui dura plus de trois heures. Quand il arriva à son terme, Dupin, pendant une brève suspension de séance, exposa

à leur client une nouvelle idée qui lui était venue. Sarrelouis, depuis le traité du 20 novembre 1815, n'était plus français, mais prussien. Aussi pouvait-on mettre en doute le fait que Ney était toujours sujet de Louis XVIII. Mais à cette seule idée le maréchal rugit d'indignation et s'écria : « Je suis Français ; je mourrai Français. »

Le plus curieux est que plusieurs historiens ou hommes politiques d'outre-Rhin – en particulier le prince de Bûlow, chancelier de Guillaume II, dans ses mémoires – ont considéré que Ney, Rapp ou Kléber avaient été des généraux allemands au service de la France, tout comme Saxe, Rantzau ou Lückner.

Les débats étaient clos. Le vote n'était pas secret et la pression exercée sur les pairs était telle que le verdict ne semblait faire aucun doute. Pour sa part, Ney était désormais sans illusions. Il fallut toutefois que quelques ultras, et surtout de Sèze, ancien défenseur de Louis XVI, s'acharnent à convaincre certains de leurs collègues. Car un grand nombre, s'ils étaient d'accord pour reconnaître la trahison, étaient beaucoup plus hésitants à condamner au châtiment suprême. Toute honte bue, les maréchaux Marmont, Sérurier, Kellermann, Pérignon et Victor, ainsi que plusieurs généraux, dont Dupont qui avait servi sous les ordres de Ney, votèrent la mort. Pour leur piètre défense, ils alléguèrent la détention qu'avait subie Moncey pour n'avoir pas obéi au roi : piteux argument.

Dans ses mémoires, Marmont ne s'est ni justifié ni expliqué. Kellermann, Sérurier, Pérignon, trois des quatre anciens, n'avaient pas servi sous l'empire et ne connaissaient pas Ney. Ainsi, même en considérant ce vote, on ne peut affirmer que le conseil de guerre récusé eût pris une position identique.

Plusieurs grands seigneurs se distinguèrent en se séparant de la majorité, ce qui fut tout à leur honneur. C'étaient les ducs de Broglie, de Choiseul et de Montmorency. Ce dernier tint à expliquer publiquement son vote, et ce fut le seul moment comique de cette séance si tragique. Ney était son voisin à la campagne et ils avaient l'habitude de chasser ensemble. Dès lors le condamner à mort lui paraissait du dernier mauvais goût !

En définitive, cent trente-neuf pairs, aveuglés par la passion ou affolés par leur responsabilité, se prononcèrent pour la peine de mort, dix-sept pour la déportation et cinq sollicitèrent la clémence du roi. Louis considéra qu'ils étaient trop peu nombreux pour qu'il fût possible d'y donner suite. La sentence était exécutoire dans les vingt-quatre heures. Seule la grâce de Louis XVIII pouvait sauver Ney, qui avait été reconduit dans sa chambre avant le vote.

*

Louis XVIII, prisonnier de son entourage et dans une certaine mesure des souverains alliés, ne pouvait de son propre chef et quel qu'en fût son désir exercer son droit de grâce. On a vu quelle avait été sa position face au souhait

d'une minorité de la Chambre des pairs. À cette heure, deux personnes étaient seules en mesure de la lui demander et de l'obtenir. La première était sa nièce, la duchesse d'Angoulême, fille de Louis XVI. Comme il pensait bien qu'elle ne la solliciterait pas de son propre chef, le roi dit à son président du Conseil, le duc de Richelieu, que si elle le souhaitait, il accèderait à sa requête. Le duc alla donc voir Madame d'Angoulême et lui avoua qu'il était envoyé par son oncle. Bien qu'il revînt plusieurs fois à la charge, elle ne voulut rien entendre, ce qui devait lui valoir le surnom de « Madame la rancune ». Ce n'est que dix ans plus tard, après avoir lu les mémoires du général de Ségur sur la campagne de Russie, qu'elle déclara que si elle avait alors connu les exploits de Ney, elle eût sollicité sa grâce : remords un peu tardifs. Mais cette mise en scène orchestrée par le roi montre à quel point il était désireux de sauver la vie de Ney.

Devant ce refus, il n'y avait plus qu'une intervention possible, celle du duc de Wellington, commandant en chef des troupes d'occupation, vainqueur de Waterloo et signataire de la fameuse convention de Paris. Eglé, qui ne savait plus à quel saint se vouer, toujours conseillée par son beau-frère, lui-même télécommandé par Decazes, peut-être par Fouché et, derrière eux, le roi, se précipita chez Wellington malgré l'heure tardive et fut reçue. Le duc l'écouta. Il était personnellement partisan du châtiment de Ney, mais ne pouvait oublier sa conduite chevaleresque en Espagne dans l'affaire Napier ni son héroïsme à Waterloo. Et puis c'était un gentleman et il n'était pas insensible, quoi qu'on ait dit de lui, aux pleurs d'une femme. En grommelant, il promit d'agir et comme le temps pressait il demanda sa voiture et se fit conduire aux Tuileries.

Lorsqu'on lui apporta la demande d'audience, Louis XVIII, qui avait parfaitement compris le sens de la démarche puisqu'il l'avait indirectement inspirée, allait l'accorder. C'était l'ouverture qu'il cherchait en vain depuis des heures. Malheureusement, son frère le comte d'Artois était à ses côtés. Il n'avait pas le sens politique du roi. Il fit tout ce qui était en son pouvoir, allant jusqu'à se jeter aux genoux de son frère, pour empêcher que l'audience fut accordée. Wellington, jugeant qu'il avait déjà fait beaucoup, se retira sans insister.

Le moins agité des acteurs de cette tragédie était sans doute le maréchal, qui soupa tranquillement et se coucha. Il était trois heures du matin quand on le réveilla pour lui communiquer la sentence et, malgré son souci de demeurer calme, il ne put s'empêcher de prononcer quelques paroles de mépris vis-à-vis du gouvernement. Un peu plus tard, il eut une ultime entrevue avec sa femme et ses enfants et lorsqu'Eglé lui dit qu'elle allait se jeter aux pieds du roi, il acquiesça, soucieux de l'éloigner.

Le cérémonial de l'exécution avait été confié au général comte de Rocheschouart, commandant la place de Paris. C'était un ancien émigré, qui avait servi dans l'armée russe. Il professait la plus grande admiration pour le condamné et avait déclaré plusieurs fois en public que le maréchal n'était pas

plus coupable que bien d'autres. Il offrit à Ney l'aide d'un prêtre, mais le soldat de la Révolution se réveilla en lui et il déclara qu'il « n'avait nul besoin de la prêtraille ». Un de ses gardes, vétéran des guerres de l'empire, lui fit remarquer qu'il n'était jamais allé au feu sans avoir prié. Cet argument de soldat frappa le maréchal et il accepta alors que l'on fit venir le curé de Saint-Sulpice. Leur conversation dura une heure, après quoi Ney demanda qu'on le laissât seul. Il se recoucha et se rendormit. Ce sang-froid frappa tous les témoins, le général de Rochechouart, le curé et les gardes, qui ne purent fermer l'œil.

Il avait été prévu que l'exécution se ferait non pas dans la plaine de Grenelle selon la coutume, mais entre l'Observatoire et le Luxembourg. Certains membres du gouvernement craignaient qu'une ultime tentative d'enlèvement ne fût organisée. D'anciens soldats et officiers de régiments récemment dissous étaient très montés contre le procès.

Le curé réveilla Ney à huit heures trente et tout se déroula très vite. Vêtu en civil, le maréchal monta en voiture. Le trajet fut bref. Prévenue on ne sait comment, car le lieu de l'exécution était en principe secret, une foule assez nombreuse patientait silencieuse, sans manifester de sympathie ou d'hostilité. Le peloton de douze hommes attendait l'arme au pied, commandé par un adjudant de place piémontais. Par une sorte de délicatesse, Rochechouart avait désigné un étranger, ne voulant ni infliger au maréchal la peine ni à un Français la honte d'être dans l'obligation de commander le feu.

De lui-même, Ney vint se placer devant les soldats, demanda quelle attitude il devait prendre, mais refusa de se mettre à genoux ou de se laisser bander les yeux, puis ôta son chapeau. Deux versions ont été données de ses dernières paroles. Pour les uns, il aurait dit aux hommes du peloton : « Mes amis, visez droit au cœur. » Mais pour d'autres, il aurait crié : « Français, je proteste contre mon jugement... Mon honneur. »

Lorsqu'on connaît le caractère de Ney, la première paraît plus probable. Troublé, l'adjudant de place, nommé Saint-Bias, au lieu de faire le signe réglementaire consistant à lever puis baisser son épée, commanda précipitamment : « En joue... Feu ! »

La salve retentit. Ney s'écroula en arrière, foudroyé, et non pas face contre terre, comme Gérôme l'a peint dans son célèbre tableau *Sept décembre 1815, neuf heures du matin*, qu'il peindra en 1868.

Saint-Bias vit que le coup de grâce était inutile. Les troupes présentes défilèrent en criant sur ordre « Vive le Roi ! », et Rochechouart dit à un de ses amis : « Voilà une grande leçon pour apprendre à bien mourir. »

Mais tandis que la foule, toutes opinions confondues, conservait un silence digne, une scène déplaisante se produisit : un général russe fit caracoler son cheval devant le cadavre et un officier anglais fit sauter le sien par-dessus.

Lorsqu'il apprit l'incident, Alexandre, qui à présent pouvait faire preuve de grandeur d'âme à peu de frais, fit comparaître le général, l'accabla de

reproches et lui annonça que puisqu'il était étranger quoiqu'à son service, il le chassait de son armée. S'il avait été russe, ajouta-t-il, il l'aurait rétrogradé au rang de simple soldat. De son côté, Wellington fit rechercher l'officier anglais et, lorsqu'on l'eut trouvé, il le renvoya en Grande-Bretagne.

Le cadavre du maréchal, laissé sur place un instant, fut transporté à un hôpital voisin où l'abbé de Pierre le veilla. Quantité de gens, sans exprimer le mobile de leur action ni leurs sentiments vis-à-vis de la victime, vinrent défiler devant la dépouille. L'enterrement eut lieu le surlendemain, au cimetière du Père-Lachaise. Il se passa dans le calme et la dignité. Contrairement à ce qu'avait craint le gouvernement, aucune manifestation n'eut lieu.

*

Aussitôt après avoir quitté son mari, Eglé, toujours accompagnée de sa soeur, s'était précipitée aux Tuileries pour essayer de forcer la porte du roi. Les officiers de service tentèrent de la refouler, en arguant qu'à cette heure on ne pouvait déranger Sa Majesté. Elle demanda alors à être reçue par la duchesse d'Angoulême, et se vit opposer un refus identique. Voyant à ce moment passer Clarke, duc de Feltre, nouveau ministre de la Guerre, qu'elle connaissait, elle tenta de le fléchir pour qu'il l'aidât à franchir le barrage. Il la repoussa brutalement. C'était un soudard !

En définitive, quelqu'un, on ne sait qui, prit sur lui d'aller prévenir le duc de Duras, premier gentilhomme de la chambre. Pris de pitié, il la reçut et l'écoula. Elle le supplia de la mener au souverain chez qui il avait ses entrées permanentes. Mais Duras connaissait les consignes et, tout en essayant de gagner du temps, cet homme bon, mais indécis ne savait à quel saint se vouer. Cette comédie tragique dura près d'une heure. Peut-être, dit le duc par la suite, allait-il enfin céder lorsqu'on vint l'avertir, pour qu'il en informât le roi, que tout était terminé. Il dit alors tout bas à Mme Gamot : « Il n'est plus temps. » Celle-ci voulut emmener sa soeur, qui comprit et s'évanouit.

Deux jours après, elle menait le deuil de son mari.

Le gouvernement eut le mauvais goût de lui faire payer les frais du procès et même les repas servis aux gardes ! Elle s'en acquitta sans un mot, bien que sa situation financière fût devenue difficile. Peu après, elle vendit les Coudreaux et dut même pendant quelque temps se cacher pour échapper à la vindicte de certains qui la poursuivaient de leur haine.

Quant au père de Michel Ney, qui vivait toujours, il mourut l'année suivante à soixante-dix-huit ans, ayant perdu l'esprit, sans avoir connu le sort tragique de son fils.

ÉPILOGUE

La maréchale Ney survécut longtemps à son époux. Elle mourut du choléra en 1853, âgée de soixante et onze ans, ayant toujours refusé de se remarier. Elle se consacra à l'éducation de ses fils et à tenter d'obtenir la révision du procès de 1815. En 1819, elle dut s'exiler quelque temps en Italie, mais put assez rapidement revenir en France. Tant que dura la Restauration, et malgré les remords tardifs de la duchesse d'Angoulême, toute action juridique en faveur de Ney fut impossible. Mais après 1830, elle se reprit à espérer. Ses deux fils aînés, devenus soldats, avaient commencé leur carrière en Suède où Bernadotte les avait accueillis avec bonté, et le plus âgé, devenu pair de France en 1831, refusa de siéger tant que justice n'aurait pas été rendue à son père.

Mais même sous la monarchie de Juillet, où le roi et son fils aîné le duc d'Orléans souhaitaient que la procédure de révision fût mise en branle, le problème n'était pas simple. Un certain nombre de ceux qui avaient condamné le prince de la Moskowa siégeaient toujours à la Chambre des pairs et n'entendaient pas se déjuger. La première tentative, en 1834, échoua devant le chantage de pairs menaçant de démissionner. La seconde, en 1846, n'eut pas davantage de succès.

La II^e République s'intéressa au malheureux maréchal et décida de faire élever une statue à l'endroit même où il avait été fusillé, qui était devenu une sorte de lieu de pèlerinage et de vénération. Ce ne fut pourtant pas elle qui mena cette sorte de réhabilitation à son terme, mais Napoléon III. Les enfants de Ney, très tôt partisans du prince-président, l'avaient bien servi et avaient participé activement au coup d'État. L'empereur avait pour eux plus que de l'affection. Il n'eût fait aucune difficulté pour engager et mener à son terme une procédure d'annulation de celle de 1815. Hélas, la Chambre des pairs n'existait plus et aucune autre juridiction ne pouvait être saisie.

Toute l'attention du pouvoir se porta donc sur la fameuse statue commandée à Rude. Celui-ci avait pris son temps pour l'exécuter et il la réussit parfaitement. Il campa un Ney à pied, sabre haut, criant à pleine voix et entraînant ses hommes vers la gloire. Eglé, morte dans le courant de 1853, n'assista pas à la cérémonie d'inauguration qui eut lieu la même année. Le discours à cette occasion fut prononcé par un autre grand soldat, le maréchal de Saint-Arnaud, qui devait l'année suivante, à la bataille de l'Alma, écraser une armée russe, avec le concours des Anglais de Lord Raglan, qui avait perdu un bras à... Waterloo ! Hardiment, Saint-Arnaud évoqua l'incident de Lons-le-Saunier et ses conséquences, en comparant Ney à Condé et Turenne,

qui eux aussi avaient en leur temps abandonné la cause du pouvoir.

La statue ne demeura pas là où elle avait été érigée. Plus tard, lors des travaux pour la construction du chemin de fer de Sceaux (aujourd'hui le RER), on l'enleva et on la transporta de l'autre côté de la place de l'Observatoire.

Napoléon III avait eu d'autant plus de mérite à poursuivre cette réhabilitation que l'un des plus féroces critiques du maréchal Ney n'avait été autre que son oncle Napoléon I^{er} !

A Sainte-Hélène, où il avait eu tout son temps pour décortiquer les erreurs de ses anciens collaborateurs, Ney n'avait trouvé aucune grâce à ses yeux. Il le rabaissa systématiquement, l'affligea de toutes les épithètes péjoratives qu'il put trouver. En réalité, il ne lui pardonnait pas d'avoir fait carrière à l'armée du Rhin, d'avoir été un ami de Moreau, d'avoir dû l'employer à son corps défendant et par-dessus tout d'avoir été celui qui avait entraîné les autres maréchaux à exiger son abdication en 1814. Moins spontané, plus réfléchi, Ney ne se fût jamais rallié en 1815. Ainsi, grâce aux uns et malgré les autres, s'était tissée la légende du martyr sans que ses très réelles qualités militaires aient été mises en avant.

*

Tout avait été terminé en décembre 1815. Pourtant... pourtant en 1817, en Caroline du Sud aux États-Unis, apparut un professeur aux origines mystérieuses. Il était grand, rouquin, portait de nombreuses cicatrices et parlait l'anglais avec un accent germanique. Encore plus étonnant, il jouait de la flûte et se montrait plus qu'excellent cavalier. Lâchant peu à peu des bribes d'histoire sans jamais se livrer totalement, même les soirs de beuverie, car il avait un amour immodéré pour le whisky, il finit par suggérer très habilement à tous les habitants des environs qu'il était le maréchal Ney, sans toutefois en faire l'aveu. Ses connaissances sur la vie du duc d'Elchingen étaient incroyablement précises : son écriture ressemblait curieusement à celle du défunt. Il donnait de nombreux détails sur les batailles auxquelles Ney avait participé, qui montraient qu'il y avait assisté lui aussi.

Évidemment, ses interlocuteurs se demandèrent comment Ney pouvait être encore vivant alors qu'il avait été fusillé devant un millier de personnes. Et c'est alors que le récit de Peter Stuart (c'était son nom) devenait rocambolesque. Furieux de ne pas avoir été reçu par Louis XVIII la veille du châtiment, le duc de Wellington aurait corrompu le peloton d'exécution pour qu'il tirât au-dessus de la tête du maréchal. A celui-ci on aurait fait passer une fiole remplie d'un liquide rouge qui se serait brisée lors de sa chute ! Puis grâce à l'aide des francs-maçons qui auraient fourni un cadavre pour le cercueil, Ney aurait pu gagner Bordeaux où il se serait embarqué pour Charleston.

Si, dans ces récits, il y avait des points troublants de vérité, d'autres

détails ne concordaient pas. Stuart était un excellent mathématicien, parlait plusieurs langues dont le latin, le grec l'hébreu et évidemment l'anglais. Il citait la Bible à tout bout de champ. Ce qui n'était pas le cas de Ney. De plus il montrait un amour, presque une passion pour Napoléon, et l'on sait à quel point les rapports de l'empereur et du maréchal avaient pu être difficiles. Il mourut en 1846 et confia peu auparavant au médecin qui l'assistait : « Je suis le maréchal Ney de France. »

Qui était-il en réalité ? Probablement un ancien officier de la Grande Armée qui avait dû approcher Ney et avait fini par s'autosuggestionner. En tout cas, cet imposteur ne chercha jamais à entrer en rapport avec Eglé ni avec ses enfants.

*

On est tenté d'esquisser un parallèle entre ces deux personnalités de l'Empire que furent Ney et Murat. D'origine modeste, mais ayant reçu une éducation avancée pour l'époque, ils ne répondirent pas aux ambitions de leurs parents et s'engagèrent par goût comme simples troupiers dans la cavalerie, sans espoir d'avancement sous l'Ancien Régime, tant était grand chez eux l'attrait du métier des armes. Les guerres de la Révolution puis de l'Empire les portèrent à des sommets. Mais si au temps de la Convention Murat fut avant tout un soldat politique, Ney resta un guerrier.

Contrairement aux allégations de certains, ce n'étaient pas uniquement des sabreurs fous de bravoure, ne sachant qu'entraîner les hommes au combat. Au contraire, excellents tacticiens et honnêtes stratèges, ils montrèrent en de nombreuses occasions leurs qualités de manoeuvriers. Ney se révéla incomparable dans la manière d'ordonner et de commander une retraite sous le feu, ce qui est un des exercices militaires les plus difficiles. Ce n'est pas le moindre paradoxe, chez un homme surtout connu pour sa fougue et son allant.

Entiers, de caractère difficile parce que précisément ils en avaient beaucoup, ils s'entendirent mal avec Napoléon qui préférait les subordonnés soumis et ne discutant pas ses conceptions. Pour sa part, Ney fut toujours plus proche du clan Beauharnais que de Bonaparte, mais il faut y voir l'influence de sa femme. On les a accusés de trahison vis-à-vis de l'empereur, or le mot est injuste. Ils se séparèrent de lui lorsqu'ils estimèrent que leur manière de concevoir l'avenir n'avait plus rien de commun. Mais comme ils avaient un fond de sentimentalité, ils tentèrent *in extremis* un rapprochement dont Napoléon ne leur sut aucun gré.

Leur fin tragique et identique ne manqua pas de grandeur. Victimes d'un ordre européen qui tentait de se survivre, ils surent mourir. Ils avaient en réalité compris que le monde d'après 1815 n'était pas fait pour eux. Alors ils cessèrent de lutter, car la vie qui aurait été la leur n'aurait plus eu de sens. Pour les qualifier d'un mot, ils furent avant tout et demeurèrent jusqu'au bout de magnifiques soldats.

Le surnom de « brave des braves » qui fut appliqué à Ney n'est pas, contrairement à la légende, né dans l'esprit de Napoléon. Ce furent les soldats du sixième corps, puis à leur suite toute l'armée qui l'inventèrent pour immortaliser l'attitude du maréchal pendant les campagnes de 1805, 1806 et 1807.

*

En 1913, l'Amirauté britannique fit mettre en chantier une série de monitors, sorte de petits cuirassés formidablement armés, destinés au bombardement des côtes ennemies. Dans le cadre de l'Entente cordiale, il fut décidé qu'ils porteraient les noms de maréchaux français du I^{er} Empire. Deux seulement furent lancés et participèrent aux deux conflits mondiaux. Ils se nommaient *Marshal Soult* et *Marshal Ney*.

La Bucherie,
1998-2000.

ANNEXE I

Carrière du maréchal Ney

1788 : engagé au régiment colonel général des hussards.
01/01/1791 : brigadier fourrier
01/02/1792 : maréchal des logis
14/06/1792 : adjudant ; même jour sous-lieutenant (provisoire)
10/10/1792 : lieutenant
03/02/1793 : breveté aide de camp
12/04/1794 : élu capitaine
25/04/1794 : breveté dans ce grade
31/07/1794 : adjudant général
30/08/1794 : colonel
01/08/1796 : général de brigade
20/03/1799 : général de division
15/05/1804 : maréchal de France
1805/1808 : commandant le 6^e corps d'armée en Allemagne
01/03/1808 : duc d'Elchingen
1809/1811 : commandant du 6^e corps en Espagne et Portugal
1812 : commandant du 3^e corps en Russie
01/02/1813 : prince de la Moskowa
1813 : commandant du 1^{er} corps d'observation puis de plusieurs corps d'armée
Janv. 1814 : commandant la moyenne garde
Mai 1814 : membre du conseil de la guerre ; commandant de la cavalerie pour le roi
Juin 1815 : commandant plusieurs corps d'armée en Belgique
04/12/1815 : procès pour trahison
07/12/1815 : fusillé

Blessé : décembre 1794 au bras ; mars 1799 à la joue ; mars 1813 au cou ; octobre 1813, contusion par boulet.

Plusieurs fois cité à l'ordre de la nation et dans les bulletins de la Grande Armée

Grand officier de la Légion d'honneur

Chevalier de Saint-Louis

ANNEXE II

Composition des armées françaises (1805-1812)

1805	1812
<i>Français :</i> 7 corps d'infanterie 1 corps cavalerie lourde et ligne La garde impériale <i>Bavarois :</i> 1 corps d'infanterie	<i>Français :</i> 7 corps mixte français étrangers infanterie 4 corps cavalerie français 4 corps infanterie étrangers 1 corps polonais 1 corps bavarois 1 corps saxon 1 corps westphalien <i>Alliés :</i> 1 corps autrichien 1 corps prussien 1 corps wurtembergeois 1 corps hispano-portugais 1 division danoise
340 pièces	1 200 pièces
186 000 Français dont 38 000 cavaliers 33 000 Allemands	688 000 hommes plus 150 000 auxiliaires

{1} Kellermann, Lefebvre, Sérurier, Pérignon.

{2} Edmond Rostand.

{3} La Fère, Laon, Soissons, Langres, Chaumont.

{4} Ce dernier échange de propos est controversé. Aucun des témoins de la scène n'en fait état dans ses Mémoires.

{5} Qui est atteint de la goutte.

{6} Enclouer une pièce consistait à enfoncer un gros clou dans la lumière, petite ouverture près de la culasse, par laquelle on mettait le feu à la charge propulsive. Le canon ne pouvait plus tirer. L'opération de désenclouage, longue et délicate, était impraticable sur un champ de bataille.

{7} La garde impériale était divisée en 3 corps d'importance inégale : vieille, moyenne et jeune garde. Pour y être enrégimentés, on tenait compte de l'ancienneté et du nombre de campagnes. La garde comprenait de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et le train des équipages. Elle était sous le commandement direct de Napoléon.